

ÉTUDE

Demandé par le comité AFET



Relations UE-Chine :

Dé-risquer ou découpler – l’avenir de la stratégie de l’UE à l’égard de la Chine



Auteurs:

Andreea BRINZA, Una Aleksandra BÉRZIŃA-ČERENKOVA, Philippe LE CORRE, John MARIN, Richard TURCSÁNYI, Stefan VLADISAVLJEV

Coordinateur du Parlement européen :

Département des politiques des relations extérieures
Direction générale des politiques extérieures de l'Union

PE 754.446 - Mars 2024



FR

ÉTUDE

Relations UE-Chine : Dé-risquer ou découpler – l'avenir de la stratégie de l'UE à l'égard de la Chine

ABSTRAIT

Afin d'évaluer le cadre politique de l'Union européenne (UE) à l'égard de la Chine, cette étude analyse les différentes facettes des relations bilatérales et l'approche de l'UE envers la Chine, notamment sa politique de réduction des risques, ainsi que les questions relatives à la politique intérieure et à la politique étrangère de la Chine. Elle souligne la nécessité pour l'UE d'adopter une vision cohérente et une stratégie globale et cohérente à long terme à l'égard de la Chine, capable de guider ses actions futures envers la Chine et sur la scène internationale. Sur la base de ses conclusions, elle fournit également une série de recommandations spécifiques à l'UE sur les nombreux sujets analysés dans l'étude.

Département des politiques, Direction générale des politiques extérieures

AUTEUR(S)

- Andreea BRINZA, vice-présidente de l'Institut roumain pour l'étude de l'Asie-Pacifique (RISAP), Roumanie ;
- Una Aleksandra BĚRZIŇA-ČERENKOVA, directrice du Centre d'études chinoises à l'Université Riga Stradins, Lettonie ;
- Philippe LE CORRE, Senior Fellow au Center for China Analysis de l'Asia Society Policy Institute, États-Unis ;
- John SEAMAN, chercheur au Centre d'études asiatiques de l'Institut français d'études internationales Relations (FRI), France ;
- Richard TURCSÁNYI, directeur de programme à l'Institut d'études asiatiques d'Europe centrale (CEIAS), Slovaquie;
- Stefan VLADISAVLJEV, coordinateur de programme à la Fondation pour une société responsable, Fonds de Belgrade pour Excellence politique (BFPE), Serbie ;

avec l'aide d'Andrei LUNGU, Président de l'Institut Roumain pour l'Étude de l'Asie Pacifique (RISAP), Roumanie.

COORDONNATEUR DE PROJET (ENTREPRENEUR)

- Association d'études politiques transeuropéennes (TEPSA)

Ce document a été demandé par la commission du Parlement européen le 8 mai 2023.

Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité des auteurs et les opinions exprimées ici ne représentent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen.

CONTACTS AU PARLEMENT EUROPÉEN

Coordination: Michal MALOVEC, Département des politiques des relations extérieures

Assistante éditoriale : Inge BRYNS

Vos commentaires sont les bienvenus. Veuillez écrire à michal.malovec@europarl.europa.eu.

Pour obtenir des exemplaires, veuillez envoyer une demande à poldep-expo@europarl.europa.eu

VERSION

Manuscrit en anglais achevé le 15 mars 2024.

DROITS D'AUTEUR

Bruxelles © Union européenne, 2024

La reproduction et la traduction à des fins non commerciales sont autorisées, moyennant mention de la source, notification préalable au Parlement européen et envoi d'une copie.

©Image sur la page de couverture utilisée sous licence d'Adobe Stock.

Ce document sera publié sur la base de données en ligne du Parlement européen, « Think Tank ».

Liste des abréviations.....	vi
Résumé exécutif.....	viii
Résumé exécutif.....	xi
1 Introduction et contexte politique.....	1
1.1 État actuel des relations UE-Chine et le contexte géopolitique mondial.....	1
1.2 Adopter la bonne stratégie face à la Chine	2
1.3 Méthodologie.....	3
2 Relations UE-Chine.....	5
2.1 Bref historique des relations UE-Chine.....	5
2.2 « Partenaire, concurrent et rival systémique » : une analyse.....	6
2.3 Cadre institutionnel et politique de l'UE concernant la Chine.....	8
2.4 Évaluation de la stratégie de l'UE à l'égard de la Chine et évaluation de sa conformité aux demandes du Parlement européen.....	10
3 Idéologie, valeurs et système politique chinois	12
3.1 La nature du système politique chinois	12
3.2 La stabilité politique interne de la Chine.....	13
3.3 Scénarios potentiels pour l'avenir du régime autoritaire de la Chine système.....	15
3.4 L'ingérence politique de Pékin, les cyberattaques et les attaques hybrides, opérations de désinformation et d'influence en Europe	16
3.5 Les violations des droits de l'homme en Chine et leurs conséquences pour Relations UE-Chine	18
4 La concurrence UE-Chine sur la scène mondiale.....	20
4.1 Relations UE-Chine dans le système des Nations Unies et autres organisations internationales.....	20
4.2 Traiter avec la Chine au sein de l'Occident global (G7, OTAN, coordination UE-États-Unis)	23
4.3 La passerelle mondiale contre l'initiative Belt and Road et l'avenir de la politique de développement de l'UE.....	25

4.4 Étude de cas : concurrence et coopération UE-Chine en Asie du Sud-Est.....	27
4.5 La « bataille des récits » UE-Chine sur la scène mondiale.....	31
4.6 Stratégie de communication stratégique de l'UE à l'égard de la Chine.....	32
4.7 L'UE en tant que promoteur mondial de valeurs et de normes.....	33
5 Concurrence militaire et sécuritaire UE-Chine.....	34
5.1 Relations UE-Chine fondées sur la boussole stratégique de l'UE.....	34
5.2 Position de la Chine sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie.....	35
5.3 Taïwan et les risques d'un conflit militaire.....	37
6 Étude de cas : la concurrence entre l'UE et la Chine dans le cadre de l'élargissement pays, en particulier dans les Balkans occidentaux.....	39
6.1 Relations UE-Chine en Ukraine et en Moldavie	39
6.2 Les relations de la Chine avec les Balkans occidentaux	42
6.2.1 Succès limité de la coopération de la Chine avec l'Albanie et la Macédoine du Nord.....	44
6.2.2 Complexité de la coopération Chine-Bosnie-Herzégovine.....	46
6.2.3 Le cas de la coopération (ou de l'absence de coopération) Kosovo-Chine.....	48
6.3 L'influence stratégique de la Chine en Serbie-et-Monténégro.....	48
6.4 Relations UE-Chine et concurrence dans les Balkans occidentaux..	53
7 Questions économiques, sécurité économique, technologie et autonomie stratégique.....	55
7.1 Dépendance commerciale et technologique de l'UE à l'égard de la Chine.....	55
7.2 L'instrumentalisation du commerce et de l'investissement par Pékin : Conséquences pour l'Europe	57
7.3 Vers une stratégie de réduction des risques	59
7.4 « Promouvoir » : réduction des risques offensive	60
7.5 « Protéger » : réduction des risques défensive	61
7.6 « Partenaire » : réduction des risques collaborative	63
7.7 L'UE peut-elle réduire les risques ?	64
7.8 L'autonomie stratégique de l'UE et les perspectives de la Chine.....	66
8 Éducation, culture et perceptions des populations.....	67

8.1 Défis pour la recherche future, l'éducation et les échanges interpersonnels	
Coopération entre les peuples.....	67 8.2
Perceptions publiques de la Chine en Europe et de l'UE en Chine.....	69 9 Conclusions
et recommandations.....	72
9.1 Recommandations aux institutions de l'UE et au PE.....	74
Références.....	79

Liste des abréviations

ACI	Instrument anti-coercition
IA	Intelligence artificielle
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
B&H	Bosnie-Herzégovine
BRI	Initiative Ceinture et Route
BRICS	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CAI	Accord global sur l'investissement
PCC	Parti communiste chinois
CEE	Europe centrale et orientale
PECO	Pays d'Europe centrale et orientale
PESC	Politique étrangère et de sécurité commune
SEAE	Service européen pour l'action extérieure
EIP	Plan économique et d'investissement
PE	Parlement européen
UE	Union européenne
IDE	Investissement direct étranger
ALE	Accord de libre-échange
G7	Groupe des Sept
GDI	Initiative mondiale pour le développement
PIB	Produit intérieur brut
FMI	Fonds monétaire international
IPI	Instrument international relatif aux marchés publics
<small>député européen</small>	Membre du Parlement européen
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
ONG	Organisation non gouvernementale
RPC	La république populaire de Chine
ODD	Objectifs de développement durable
<small>ROYAUME-UNI</small>	Royaume-Uni

ONU	Les Nations Unies
USA	les états-unis d'Amérique
OMC	Organisation mondiale du commerce

Résumé exécutif

- Au cours de la dernière décennie, l'environnement politique en République populaire de Chine (ci-après dénommée la Chine) est devenu plus fermé et autoritaire. L'influence de l'idéologie et du nationalisme s'est accrue, s'accompagnant de violations des droits de l'homme plus larges et plus graves. Il est possible que cette tendance se poursuive. De plus, le comportement extérieur du gouvernement chinois est devenu plus affirmé, voire conflictuel. Parallèlement, les relations de la Chine avec les États-Unis d'Amérique (USA), l'Union européenne (UE) et nombre de ses voisins se sont détériorées, se caractérisant par de nombreux points de tension. Si les divers défis intérieurs de la Chine continuent de s'aggraver, son gouvernement pourrait recourir à une politique étrangère encore plus agressive à l'avenir.
- Depuis 2017, les relations entre l'UE et la Chine sont en déclin. En 2019, l'UE a décrit la Chine comme un « partenaire de coopération » et un « partenaire de négociation », ainsi que comme un « concurrent économique » et un « rival systémique ». Depuis lors, la concurrence économique et la rivalité systémique se sont intensifiées, tandis que l'UE et la Chine n'ont pas réussi à obtenir de succès notables dans les négociations.
- Les relations UE-Chine sont en pleine mutation, affectées par de nombreux problèmes, tensions, préoccupations et inquiétudes. Parmi ceux-ci figurent : les problèmes économiques, tels que les pratiques déloyales et l'absence de conditions de concurrence équitables pour les entreprises européennes en Chine ; les violations des droits de l'homme, telles que celles observées au Xinjiang et à Hong Kong ; la situation générale des droits de l'homme en Chine ; les événements mondiaux, tels que les actions de la Chine sur la scène internationale, perçues comme visant à saper l'ordre mondial libéral ; les menaces géopolitiques, telles que les tensions actuelles dans le détroit de Taïwan et en mer de Chine méridionale, ou les inquiétudes concernant une éventuelle invasion future de Taïwan.
- Dans ce contexte, l'UE a proposé une politique de « dé-risquage », destinée à gérer les risques liés à l'engagement économique et technologique avec la Chine. Cette nouvelle approche en est à ses débuts et se caractérise donc par des évaluations officielles des dépendances existantes et des risques potentiels. Les modalités précises de mise en œuvre de cette dé-risquage seront définies dans les prochaines années, une fois que les différents points de vue des parties prenantes européennes, telles que les institutions européennes, les gouvernements nationaux et les entreprises européennes, auront été distillés. Pour le moment, il existe un consensus général sur le fait que l'UE devrait éviter un découplage généralisé avec la Chine et devrait plutôt se concentrer sur des mesures ciblées là où des dépendances ou des risques sont jugés exister.
- La stratégie de réduction des risques et de sécurité économique s'appuie sur les politiques et mesures déjà adoptées par l'UE au cours des cinq dernières années, telles que le mécanisme de filtrage des investissements directs étrangers (IDE) ; l'instrument anti-coercition ; la loi européenne sur les puces électroniques (Chips Act) ; et la loi sur les matières premières critiques (Critical Raw Materials Act). L'approche en trois volets « Promouvoir, Protéger et Nouer des partenariats » crée un cadre pour les étapes futures.
- La gestion des dépendances, des risques et des vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement nécessitera une réflexion approfondie, car l'UE doit éviter à la fois le risque de ne pas en faire assez et la menace d'en faire trop, ce qui la conduirait au protectionnisme. La réduction des risques a été spécifiquement proposée comme une alternative aux appels au découplage et doit être considérée comme un exercice d'atténuation ou de gestion des risques, au lieu d'une refonte complète des relations économiques visant à éliminer tous les risques. La politique de réduction des risques est donc liée à une diversification des liens économiques de l'UE et à la quête d'autonomie stratégique, en renforçant les capacités de l'Europe et son aptitude à agir en tant qu'acteur géopolitique.
- Un problème important auquel l'UE devra faire face est le manque d'unité entre tous les États membres, les gouvernements et dirigeants nationaux ayant des points de vue divergents sur de nombreux sujets, notamment la manière de traiter avec la Chine. Si la plupart des États membres partagent une vision similaire, certains adoptent des positions divergentes, ce qui complique la tâche de l'UE pour s'accorder sur la direction à prendre, et a fortiori sur la rapidité.
- L'UE a adopté une manière de décrire ses relations avec la Chine – le triptyque – et une série de politiques traitant directement ou indirectement de la Chine, ainsi que des questions découlant des relations bilatérales, comme la réduction des risques. Cependant, elle manque d'une stratégie globale et cohérente à long terme, ni d'une vision claire de ses

Les objectifs de l'UE concernant la Chine et l'orientation qu'elle souhaite donner à ses relations bilatérales. Hormis la formulation du triptyque, la communication conjointe de 2019 n'est plus pertinente, la plupart des mesures qu'elle contient ayant été mises en œuvre ou abandonnées. Si la réduction des risques est en cours d'élaboration et pourrait déterminer une feuille de route pour les actions futures, elle est indépendante du pays et n'aborde donc pas directement la diversité des questions et des objectifs qui définissent ou devraient définir spécifiquement les relations de l'Europe avec la Chine à l'avenir.

- Dans le contexte des développements qui se produisent en Chine spécifiquement et sur la scène mondiale en général (qui incluent le nationalisme croissant et la centralisation du pouvoir en Chine ; une rivalité croissante entre les États-Unis et la Chine ; une puissance militaire chinoise en expansion et en amélioration ; et le risque croissant d'un conflit militaire, en particulier dans le détroit de Taiwan), l'UE doit développer une vision plus précise de ses relations futures et de ses objectifs concernant la Chine, sur la base de laquelle elle peut ensuite concevoir une stratégie à long terme globale et cohérente. Une telle stratégie devrait aborder toute la gamme des questions liées, directement ou indirectement, à la Chine, telles que : la préservation de l'ordre mondial libéral ; la promotion d'un développement mondial durable ; la gestion des problèmes ou des menaces mondiaux ; la promotion et la défense des droits de l'homme ainsi que des valeurs démocratiques ; l'élargissement des partenariats et l'amélioration de la coopération avec les alliés ; la préservation de la paix ; et la prévention des conflits militaires.
- Concernant Taïwan, le risque d'un conflit militaire est considérable au cours des deux à trois prochaines décennies. Cela représenterait de graves menaces pour l'UE, qui doit donc préparer des options de réponse, prendre des mesures visant à atténuer les conséquences négatives et l'impact d'un tel conflit militaire, et œuvrer activement à réduire le risque de guerre, notamment par un dialogue direct avec la Chine sur ce sujet.
- L'UE et ses États membres ont renforcé leur coopération et leur coordination avec des partenaires partageant les mêmes valeurs, tels que les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, sur la Chine et d'autres questions connexes. Cette coopération devrait s'intensifier au cours des prochaines années et se concentrer en particulier sur des réalisations concrètes susceptibles de contribuer à améliorer la prospérité, la résilience économique et le développement mondial.
- Les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est entretiennent généralement de solides liens commerciaux avec la Chine, même si certains d'entre eux sont également engagés dans des conflits territoriaux ou maritimes avec elle. L'affirmation croissante de Pékin exacerbe également les inquiétudes dans la région, ce qui pourrait créer le contexte d'un engagement plus actif de l'UE. En effet, bien que l'UE soit et restera beaucoup plus faible que la Chine dans la région, elle est néanmoins considérée comme une tierce partie privilégiée pour aider la région à sortir de la rivalité bipolaire sino-américaine indésirable.
- Le Global Gateway est une plateforme intéressante et offre une opportunité de dialogue avec les pays du Sud. Cependant, l'UE devrait d'abord se concentrer sur la mise en œuvre et l'obtention de résultats concrets et efficaces, afin d'éviter que l'initiative ne soit perçue comme une concurrence avec la Chine. L'UE doit également améliorer sa stratégie de dialogue et de communication avec les pays du Sud, où la Chine améliore depuis un certain temps ses relations et renforce sa présence.
- Dans le voisinage oriental de l'Europe, en Ukraine, en Moldavie et dans les Balkans occidentaux, la présence économique et l'engagement politique de la Chine se sont accrus au cours de la dernière décennie, mais à des rythmes différents selon les pays. Certains, comme la Moldavie et l'Ukraine, ont pris leurs distances avec la Chine ces dernières années, choisissant de se concentrer sur le renforcement des relations avec l'Occident et la recherche d'une adhésion à l'UE. La même tendance est observée dans les pays des Balkans occidentaux, même si, dans les cas de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine, par exemple, la coopération avec la Chine continue de s'étendre et de s'intensifier.
- Concernant la position de la Chine sur l'invasion russe de l'Ukraine, l'Europe s'est montrée peu ouverte à la coopération et devrait rester vigilante face aux déclarations de Pékin. Le gouvernement chinois cherche à maintenir, voire à renforcer, ses relations avec la Russie, tout en s'efforçant de limiter l'impact négatif sur ses relations avec l'Europe en adaptant son message à différents publics.

La question des droits de l'homme demeure un enjeu majeur dans les relations UE-Chine, car non seulement les violations commises par le gouvernement chinois se poursuivent, mais Pékin s'affirme également plus résolument face aux critiques et défend ses propres valeurs sur la scène internationale. Ces tendances devraient se poursuivre, générant de nouvelles tensions ou problématiques dans les relations UE-Chine. L'UE devra alors rechercher de meilleures méthodes de communication stratégique sur les valeurs, les droits de l'homme et l'ordre mondial, afin de promouvoir efficacement la démocratie et ses principes.

Les relations interpersonnelles entre l'UE et la Chine ont été affectées non seulement par la pandémie de COVID-19, mais aussi par les tensions entre l'UE et la Chine et par les changements politiques en cours en Chine. Si l'image de la Chine dans les pays européens a considérablement diminué ces dernières années, l'UE jouit encore d'une image relativement positive auprès de la population chinoise, qu'elle devrait s'efforcer de préserver, voire d'améliorer.

- En matière d'échanges et de coopération universitaires et de recherche, dans le cadre de sa politique de réduction des risques, l'UE devrait veiller à cibler précisément les formes de coopération qui présentent des risques, sans imposer de restrictions ni de fardeau excessif à la plupart des formes d'engagement et de coopération, qui ne représentent aucune menace et restent importantes pour le maintien des relations bilatérales ainsi que pour l'amélioration de la compétitivité européenne.

Au cours des cinq dernières années, depuis la publication de la communication conjointe de 2019, l'UE a non seulement accordé davantage d'attention et de ressources à la Chine, mais a également pris des mesures considérables pour améliorer et développer son cadre politique. La Commission a joué un rôle moteur sur de nombreux sujets, même si la plupart des mesures et politiques ont été réactives et défensives, l'UE manquant malheureusement d'une vision et d'une stratégie à long terme à l'égard de la Chine qui soient globales, cohérentes et proactives. Malgré des progrès considérables, le risque existe que, face à la puissance et à l'importance croissantes de la Chine dans les années à venir et à la multiplication des problèmes qui en découlent, l'absence d'une stratégie bien conçue guidant les futures étapes entrave l'approche de l'UE envers la Chine.

Résumé exécutif

- Au cours de la dernière décennie, l'environnement politique de la République populaire de Chine (ci-après dénommée « la Chine ») est devenu plus fermé et autoritaire. L'influence de l'idéologie et du nationalisme s'accumule, associée à des violations des droits de l'homme élargies et aggravées. Il est possible que cette tendance se poursuive. En outre, la politique étrangère du gouvernement chinois est devenue plus affirmée et parfois conflictuelle. Dans le même temps, les relations de la Chine avec les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne (UE) et le nombre de ses voisins se sont détériorées et se caractérisent par de nombreux points de tension. Si les divers défis intérieurs de la Chine continuent de s'accumuler, son gouvernement pourrait avoir recours à une politique étrangère encore plus agressive à l'avenir.
- Depuis 2017, les relations entre l'UE et la Chine s'inscrivent dans une spirale descendante. En 2019, l'UE a qualifié la Chine de « partenaire de coopération » et de « partenaire de négociation », ainsi que de « concurrent économique » et de « système rival ». Depuis lors, ces deux derniers points se sont intensifiés, tandis que l'UE et la Chine n'ont pas réussi à obtenir de succès notables dans les discussions.
- Les relations entre l'UE et la Chine sont en constante évolution, affectées par de nombreuses questions, crispations, préoccupations et inquiétudes. Il s'agit notamment de problèmes économiques – les pratiques déloyales et le manque d'équité pour les entreprises européennes en Chine – mais aussi les violations des droits de l'homme liés au Xinjiang et à Hong Kong et l'état général de ces droits en Chine, ou les événements mondiaux, tels que les actions de la Chine sur la scène internationale, perçues comme visant à saper l'ordre mondial libéral, ou encore les menaces géopolitiques, vues dans les tensions actuelles dans le détroit de Taïwan et la mer de Chine méridionale, ou les craintes d'une éventuelle invasion future de Taïwan.
- Dans ce contexte, l'UE a proposé une politique de « réduction des risques », destinée à gérer les menaces liées à l'engagement économique et technologique avec la Chine. Cette nouvelle approche n'en est qu'à ses débuts et se caractérise pour l'heure par des évaluations officielles des dépendances existantes et des difficultés potentielles. Les modalités exactes de mise en œuvre de cette « réduction des risques » seront décidées au cours des prochaines années, une fois que les différents points de vue des parties européennes – les institutions de l'UE, les gouvernements nationaux et les entreprises européennes – auront été analysés. Pour l'instant, il existe un consensus sur le fait que l'UE devrait éviter un désengagement général avec la Chine et devrait plutôt se concentrer sur des mesures ciblées là où les dépendances ou les menaces sont considérées comme présentes.
- Les stratégies de « réduction des risques » et de sécurité économique s'appuient sur les politiques et les dispositions déjà prises par l'UE au cours des cinq dernières années, telles que le mécanisme européen de filtrage des investissements directs étrangers, l'instrument anti-coercition, le Règlement européen sur les semi-conducteurs et la législation sur les matières premières critiques. L'approche à trois volets « Promotion, Protection et Partenariat » crée un cadre pour les prochaines étapes.
- La prise en compte des dépendances, des risques et des vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement nécessitera un examen attentif, l'UE devant éviter à la fois l'inconvénient de ne pas en faire assez et la menace d'en faire trop, ce qui la préférerait basculer dans le protectionnisme. La réduction des risques a été spécifiquement proposée en alternative aux appels au désengagement et devrait être considérée comme un exercice d'atténuation ou de gestion des risques, au lieu de remodeler complètement les relations économiques pour éliminer tous les dangers. La politique de réduction des risques est donc attachée à une diversification des liens économiques de l'UE et à la recherche d'une autonomie stratégique, en renforçant les capacités de l'Europe et son aptitude à agir en tant qu'acteur géopolitique.

- Un problème important auquel l'UE devra faire face est le manque d'unité entre tous les États membres, car les gouvernements et les dirigeants nationaux ont des points de vue différents sur un grand nombre de points, y compris sur la manière de traiter avec la Chine. Si la plupart des États membres partagent une vision similaire, certaines embrassent des positions distinctes, ce qui fait qu'il est difficile pour l'UE de se mettre d'accord sur la direction à prendre, et encore plus sur la vitesse à adopter.
- L'UE a choisi une façon de décrire ses relations avec la Chine – le triptyque – et une série de politiques traitant directement ou indirectement de la Chine ainsi que des questions découlant des relations bilatérales, telles que la réduction des risques. Cependant, il lui manque une stratégie globale et cohérente à long terme ou une vision claire de ses objectifs à l'égard de la Chine et de l'orientation qu'elle souhaite donner aux relations bilatérales. À l'exception de la formulation du triptyque, la communication conjointe de 2019 n'est plus pertinente, car la plupart des démarches qu'elle contiennent ont été mises en œuvre ou abandonnées. Si la réduction des risques est en cours d'élaboration et pourrait constituer une feuille de route pour les actions futures, elle ne tient pas compte des pays et n'aborde donc pas directement la variété de questions et d'objectifs qui contractent ou définissent les relations de l'Europe avec la Chine à l'avenir.
- Dans le contexte de l'évolution de la situation en Chine en particulier et sur la scène mondiale en général (nationalisme croissant et centralisation du pouvoir en Chine, intensification de la rivalité sino-américaine, expansion et de la puissance militaire chinoise et croissant de conflit militaire, en particulier risque dans le détroit de Taïwan), l'UE doit définir une vision plus précise de ses relations et objectifs futurs avec la Chine, sur la base de laquelle elle pourra ensuite progressivement une stratégie globale et cohérente à long terme. Une pareille stratégie devrait aborder l'ensemble des sujets liés, directement ou indirectement, à la Chine, tels que : la préservation de l'ordre mondial libéral ; la promotion d'un développement mondial durable, le traitement des questions ou menaces internationales, l'amélioration et la défense des droits de l'homme et des valeurs démocratiques, l'élargissement des partenariats et l'amélioration de la coopération avec les alliés, la sauvegarde de la paix et la prévention des conflits militaires.
- En ce qui concerne Taïwan, il existe un danger considérable d'affrontement militaire au cours des deux ou trois décennies. L'UE doit donc préparer des options de réponse, prendre des mesures visant à atténuer les conséquences et l'impact négatif d'un tel conflit militaire et travailler activement à la réduction du risque de guerre, notamment en engageant un dialogue direct avec la Chine sur ce sujet.
- L'UE et ses États membres ont amélioré la coopération et la coordination avec des partenaires de même sensibilité, tels que les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, sur la Chine et d'autres questions connexes. Cette coopération devrait s'intensifier au cours des prochaines années et se concentrer en particulier sur les réalisations tangibles qui peuvent contribuer à faire progresser la prospérité, la résilience économique et le développement mondial.
- Les pays de l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est ont généralement des liens commerciaux étroits avec la Chine, bien que certains d'entre eux connaissent également des différends territoriaux ou maritimes avec elle. L'affirmation croissante de Pékin suscite également des inquiétudes dans la région, ce qui pourrait créer un contexte propice à un engagement plus actif de l'UE. En effet, même si l'UE est et reste beaucoup plus faible que la Chine dans cette zone, elle est néanmoins considérée comme une tierce partie privilégiée pour aider la région à échapper à la compétition bipolaire souhaitée entre les États-Unis et la Chine.
- « Global Gateway » est une bonne plateforme qui offre une opportunité d'engagement avec le Sud. Toutefois, l'UE devrait d'abord se concentrer sur la mise en œuvre et l'obtention de résultats concrets.

de manière efficace, afin d'éviter que l'initiative ne soit perçue comme résultant d'une concurrence avec la Chine. L'UE doit également améliorer sa stratégie d'engagement et de communication dans les pays du Sud, où la Chine améliore ses relations et renforce son influence depuis un certain temps.

- Dans le voisinage oriental de l'Europe, en Ukraine, en Moldavie et dans les Balkans occidentaux, la présence économique et l'engagement politique de la Chine se sont accumulés au cours de la dernière décennie, mais à des rythmes différents selon les pays. Certains, comme la Moldavie et l'Ukraine, ont pris leurs distances avec la Chine au cours des dernières années, susceptibles de se concentrer sur le renforcement de leurs relations avec l'Occident et la poursuite de l'adhésion à l'UE. La même tendance est enregistrée dans les pays des Balkans occidentaux, même si, dans le cas de la Serbie et de la Bosnie-Herzégovine, par exemple, la coopération avec la Chine continue de s'étendre et de s'intensifier.
- En ce qui concerne la position de la Chine sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'Europe a trouvé peu d'ouvertures à la coopération et devrait demeurer prudente face aux déclarations de Pékin. Le gouvernement chinois cherche à maintenir ou à renforcer son rapprochement avec la Russie, tout en limitant l'impact négatif sur ses relations avec l'Europe en adaptant ses messages aux différents publics.
- La question des droits de l'homme reste au cœur des relations entre l'UE et la Chine, car non seulement les violations commises par le gouvernement chinois se sont poursuivies, mais Pékin a également pris de l'assurance en s'opposant aux critiques et en soutenant son propre point de vue concernant les valeurs sur la scène internationale. Il est probable que ces tendances se prolongent, générant de nouvelles tensions ou problèmes dans les relations UE-Chine, tandis que l'UE devra chercher de meilleurs moyens de mener une communication stratégique sur les thèmes des valeurs, des droits de l'homme et de l'ordre mondial, afin de promouvoir avec succès la démocratie et les principes démocratiques.
- Les relations entre les peuples ont été affectées non seulement par la pandémie de COVID-19, mais aussi par les tensions entre l'UE et la Chine et les changements politiques en Chine. Si l'image de la Chine dans les pays européens s'est considérablement dégradée ces dernières années, l'UE jouit encore d'une représentation relativement bonne auprès du peuple chinois, qu'elle devrait s'efforcer de préserver ou d'améliorer.
- En ce qui concerne les échanges et la coopération académique et de recherche, dans le cadre de sa politique de réduction des risques, l'UE devrait veiller à cibler précisément les aspects qui présentent des risques, sans imposer de restrictions ou de charges excessives à la plupart des formes d'engagement et de coopération, qui ne présentent aucune menace et restent importantes pour le maintien des relations bilatérales ainsi que pour l'amélioration de la compétitivité de l'Europe.

Au cours des cinq dernières années, depuis la publication de la communication conjointe de 2019, l'UE a non seulement accordé davantage d'attention et de ressources à la Chine, mais a également pris des mesures considérables pour améliorer et développer son cadre politique. La Commission européenne a joué un rôle moteur sur de nombreux sujets, mais la plupart des dispositions et des politiques ont été réactives et défensives, car l'UE a malheureusement manqué d'une vision et d'une stratégie à long terme sur la Chine qui soient globales, cohérentes et proactives. Bien que des progrès considérables aient été accomplis, le risque existe, étant donné que la puissance et l'importance de la Chine continueront de croître dans les années à venir et que les problèmes qui en découlent sont susceptibles de se multiplier. De plus, l'absence d'une stratégie bien conçue guidant les étapes futures entravera l'approche de l'UE à l'égard de la Chine.

1 Introduction et contexte politique

1.1 État actuel des relations UE-Chine et contexte géopolitique mondial

Au cours de la dernière décennie, la scène internationale a retrouvé un état familier de l'histoire : celui des conflits entre grandes puissances. Qu'il s'agisse d'une guerre ouverte – l'invasion de l'Ukraine par la Russie – ou d'une forme de guerre froide – la rivalité entre la République populaire de Chine (RPC, ci-après la Chine) et les États-Unis d'Amérique (USA) – l'Europe et l'Union européenne (UE) n'ont pas été épargnées par les conséquences.

L'une des caractéristiques marquantes de l'environnement mondial de ces dernières années a été le comportement extérieur plus affirmé de la Chine et ses politiques intérieures plus autoritaires. Conjugué à la puissance et à l'influence croissantes de la Chine sur la scène internationale, ainsi qu'à la rivalité croissante entre la Chine et les États-Unis, cet environnement a contraint l'Europe à se poser la question de son rapport à la Chine, de ses politiques, de ses actions et de son comportement aujourd'hui, les idées du passé semblant obsolètes. Au cours des sept dernières années, les relations UE-Chine ont connu des changements profonds, tant sur le plan des politiques que des perceptions. Dans ce contexte, l'UE a cherché une nouvelle stratégie et une nouvelle approche à l'égard de la Chine, mieux adaptées aux réalités géopolitiques, politiques, diplomatiques et économiques actuelles.

Depuis l'établissement de contacts diplomatiques entre la Communauté européenne et la RPC en 1975, les relations ont suivi une trajectoire globalement ascendante, malgré de légères turbulences ponctuelles, principalement axées sur la coopération commerciale et économique. Aujourd'hui, l'UE et la Chine sont le principal partenaire commercial de l'autre en matière de biens ; pourtant, ces dernières années, l'UE a modifié sa perception et ses politiques à l'égard de la Chine. Suite à la publication des perspectives stratégiques UE-Chine¹ en avril 2019, la Chine est considérée à la fois comme un partenaire de coopération et de négociation sur des enjeux mondiaux majeurs tels que le changement climatique, un concurrent technologique et économique ainsi qu'un rival systémique doté de ses propres valeurs, ce qui la distingue du modèle démocratique européen. Il s'agit d'un « concept flexible », selon la plupart des acteurs de l'UE, qui permet d'englober les relations entre les 27 États membres et la Chine.

Cependant, depuis 2019, les relations entre Pékin et Bruxelles sont devenues de plus en plus tendues. Outre la pandémie de COVID-19 et son impact dévastateur en Europe et au-delà, les relations UE-Chine ont également été affectées de plusieurs manières. Parmi celles-ci figurent : les problèmes économiques ; l'accès limité au marché chinois ; un manque de réciprocité pour les entreprises européennes ; les inquiétudes concernant la sécurité de la 5G ; les tensions générales et en particulier les menaces militaires de Pékin envers Taïwan ; les questions de droits de l'homme en Chine, notamment au Xinjiang, au Tibet et à Hong Kong ; et la position de la Chine sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Pris ensemble, ces événements et développements ont accru les tensions entre Bruxelles et Pékin et ont durci la perception de la Chine dans l'UE. Dans ce contexte, l'UE a mis en place un ensemble de mesures économiques défensives, allant d'un mécanisme de filtrage des investissements directs étrangers à un livre blanc sur les subventions publiques, une « boîte à outils » 5G visant à restreindre l'accès des fabricants de télécommunications non européens (principalement chinois) au marché européen et, plus récemment, un instrument anti-coercition.

Alors qu'en 2019, l'UE prévoyait d'achever les négociations avec la Chine en vue de l'Accord global sur les investissements (AGI), conclu fin 2020, cet accord non ratifié a eu une courte durée de vie. L'UE a imposé des sanctions à quatre responsables chinois et à une entité à la suite de violations massives des droits de l'homme au Xinjiang . Pékin a riposté par des sanctions, dont certaines à l'encontre de députés européens.

, qui étaient censés ratifier l'Accord de paix global. Inutile de préciser que cela a entraîné la suspension du processus.

¹ Commission européenne, « [UE-Chine – Une perspective stratégique](#) », JOIN(2019) 5 final, 12 mars 2019.

² M. Parry, « [Contre-sanctions chinoises contre les cibles de l'UE](#) », Service de recherche du Parlement européen, PE 690.617, 2021.

³ Ibid.

Les relations économiques sino-européennes se sont détériorées parallèlement à la diminution des opportunités sur le marché chinois, au sein duquel il est devenu plus difficile pour les entreprises européennes d'être compétitives. Les années de politique « zéro COVID » de la Chine et l'interventionnisme croissant de l'État ont réduit la présence européenne en Chine. Parallèlement, tous les États membres de l'UE n'ont pas bénéficié de manière égale de leur engagement économique avec la Chine. En termes d'investissement européen, « les dix premiers investisseurs européens en Chine ont représenté en moyenne près de 80 % du total des investissements directs européens dans le pays au cours de chacune des quatre dernières années. » [...] En comparaison, au cours de la décennie précédente (2008-2017), les dix premiers investisseurs européens en Chine ne représentaient en moyenne que 49 % de la valeur totale des investissements européens . 4 En matière de commerce, la frustration semble croissante du côté européen, Pékin ne semblant pas disposé à céder sur des points de fond, tels que l'accès au marché et le déséquilibre commercial – l'UE affichant un déficit bilatéral de 395 milliards d'euros. 5 Parmi les 27 États membres, un seul pays – l'Irlande – pourrait revendiquer un excédent commercial avec la Chine en 20236 . La visite du Premier ministre chinois Li Qiang à Dublin en janvier 2024 témoigne de la recherche continue par Pékin de relations amicales avec ses partenaires de l'UE.

Pendant des années, on espérait que la Chine continuerait d'ouvrir son marché, de libéraliser son économie et d'offrir des conditions de concurrence équitables aux entreprises européennes. En pratique, elles se sont retrouvées confrontées à un contrôle accru de l'État et du Parti, à une montée du nationalisme et à une intensification des tensions entre la Chine et l'Occident, Taïwan et ses voisins. L'UE s'est donc concentrée sur la meilleure façon de gérer ces nouvelles réalités et les risques potentiels futurs. Alors que les relations UE-Chine ont continué de se détériorer ces dernières années, les ambitions passées de renforcement des liens économiques ont cédé la place à des inquiétudes quant à une dépendance excessive à l'égard de la Chine et à une volonté de réduire les risques économiques. La « désactivation des risques » est donc devenue une priorité pour l'UE, qui devra désormais décider comment mettre en œuvre cette politique et en gérer les conséquences. La dégradation des relations UE-Chine a également entraîné une dégradation de la perception de la Chine par l'opinion publique des pays de l'UE. , qui, conjuguées aux politiques de la Chine face au COVID-19 et à son isolement du monde, ont affecté les relations interpersonnelles et d'autres formes de contact social.

Malheureusement, la Chine poursuit sa trajectoire, ce qui n'est pas une bonne nouvelle pour l'Europe. Parmi les développements récents, on peut citer : la mise en œuvre de politiques plus dures et plus autoritaires, conduisant à des violations des droits de l'homme dans des endroits comme le Xinjiang, le Tibet et Hong Kong ; l'adoption d'une position plus conflictuelle sur les questions internationales et les conflits territoriaux dans son voisinage ; l'intensification de son expansion militaire ; ainsi que l'augmentation de la pression militaire et d'autres formes de pression sur Taïwan, signalant non seulement que sa retenue et sa patience s'épuisent, mais aussi que la probabilité d'une guerre augmente. Une longue série de politiques, certaines défensives, d'autres plus offensives, menées par les administrations américaines et les gouvernements européens, ont reçu des réponses en dents de scie de la part de Pékin, qui a également mis en œuvre ses propres politiques de confrontation, le président chinois Xi Jinping ayant déclaré que « les pays occidentaux, dirigés par les États-Unis, ont contenu, encerclé et réprimé la Chine de manière tous azimuts »8 .

Dans ce contexte, l'UE doit trouver la bonne approche envers la Chine dans tous les aspects de ses relations, des questions politiques et de sécurité aux contacts économiques et sociétaux. Si l'UE dispose d'une variété de politiques adaptées à la Chine, d'une description de ses relations actuelles et d'une vision de l'avenir des relations économiques bilatérales, elle a désormais également besoin d'une stratégie globale et cohérente à long terme.

1.2 Adopter la bonne stratégie face à la Chine

Il existe de nombreux scénarios possibles pour la Chine qui peuvent être envisagés au cours des prochaines décennies. Ces objectifs vont de la Chine devenue une superpuissance mondiale et parvenant à changer l'ordre mondial

4 Ibid.

5 P. Le Corre, « [Le défi chinois de l'Europe : le chemin étroit pour la France, l'Allemagne et l'UE](#) », Asia Society Policy Institute, avril 2023.

6 OEC, « [Irlande/Chine](#) », page Web, 2023.

7 Pew Research Center, « [China Global Image](#) », page Web, s.d.

8 Xinhua, « [Xi appelle à guider un développement sain et de haute qualité du secteur privé](#) », Actualités anglaises, 7 mars 2023.

Selon ses principes et ses perspectives ; à la décision de Pékin d'envahir Taïwan, entraînant une guerre entre les États-Unis et la Chine ; à la libéralisation et à l'adhésion de la Chine à l'ordre mondial actuel dans le cadre d'une politique étrangère pacifique. Ainsi, les décisions de la Chine et leur évolution ultérieure influenceront l'UE directement et indirectement, pour le meilleur comme pour le pire.

Il existe très peu, voire aucun, domaine de la vie en Europe qui soit isolé de l'influence actuelle ou future de la Chine. Aujourd'hui, les liens économiques soutiennent des millions d'emplois et les produits importés de Chine sont utilisés dans toute l'Europe. À l'avenir, une guerre, voire une crise politique, pourraient entraîner une hausse des prix ou de graves pénuries de certains biens, ce qui porterait préjudice aux citoyens européens. En cas de conflit militaire en Asie de l'Est, les entreprises européennes pourraient se retrouver coupées du marché chinois. Même si la paix prévaut et que l'économie chinoise poursuit son développement et son ouverture, les entreprises européennes pourraient se retrouver surclassées en Chine, sur les marchés tiers, voire dans l'UE. Si Pékin parvient à accroître son influence sur les institutions et les normes mondiales, cela pourrait influencer le développement d'Internet et de l'intelligence artificielle (IA) dans le monde. Face à divers problèmes et menaces mondiaux, allant du changement climatique à la préparation aux pandémies ou à l'IA, la contribution et la coopération de la Chine – ou son absence – seront cruciales. De la coopération à la concurrence, en passant par la confrontation, ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses manifestations de l'importance de la Chine, même en Europe.

C'est pourquoi il est essentiel que l'UE se dote d'une stratégie globale et cohérente à long terme à l'égard de la Chine. Cette stratégie doit non seulement préparer l'Europe aux différents scénarios possibles, mais aussi l'aider à façonner ces scénarios et les choix futurs de la Chine, afin de préserver l'ordre mondial libéral et la paix. Malheureusement, l'UE n'a jusqu'à présent pas disposé d'une telle stratégie. Même lorsque les relations UE-Chine étaient caractérisées par un partenariat stratégique et que les tensions étaient moins fortes, l'Europe manquait d'une stratégie globale à long terme à l'égard de la Chine. Elle espérait simplement que les liens commerciaux et économiques favoriseraient la démocratisation de la Chine, mais manquait de plan pour favoriser une telle évolution.

L'UE a désormais mis en place une série de politiques, principalement économiques, destinées à la protéger des menaces ou des risques potentiels émanant de la Chine. Cependant, il s'agit avant tout de mesures défensives, dépourvues d'objectif à long terme, résultant de problèmes ou de risques actuels identifiés. La réduction des risques n'est pas non plus une stratégie ; il s'agit simplement d'une tactique visant à protéger l'UE des crises ou des scénarios négatifs, sans pour autant contribuer à défendre l'ordre mondial libéral ni à préserver la paix. L'UE a également adopté une expression pour décrire les relations UE-Chine, mais celle-ci ne saurait certainement pas non plus être qualifiée de stratégie.

Son discours « partenaire-concurrent-rival systémique » décrit simplement une réalité, sans formuler d'objectifs ni de plan pour les atteindre. S'il est extrêmement difficile d'élaborer une stratégie globale et cohérente à long terme à l'égard de la Chine, impliquant 27 États et d'innombrables décideurs et parties prenantes, l'UE a besoin d'un cadre stratégique général pour affronter la Chine au cours des prochaines décennies.

Alors que l'économie chinoise est confrontée à des difficultés, son influence, sa puissance et sa volonté d'utiliser cette puissance continuent de croître. Ainsi, le temps dont dispose l'UE pour élaborer une stratégie chinoise globale et cohérente à long terme, capable de façonner et d'influencer les choix de Pékin afin de préserver l'ordre mondial et la paix régionale, se réduit progressivement. Échouer dans cette tâche pourrait, dans certains scénarios, avoir des conséquences désastreuses pour l'UE et ses citoyens. Il est donc primordial que les décideurs européens prennent les mesures nécessaires pour élaborer une stratégie chinoise globale et cohérente à long terme, même si une telle stratégie présente des imperfections initiales, en raison de diverses contraintes imposées par les réalités politiques de l'UE.

1.3 Méthodologie

S'appuyant sur une recherche qualitative impliquant l'analyse de documents, des statistiques économiques, des enquêtes d'opinion, des entretiens et des études de cas, cette étude vise à cerner, décrire et analyser les principaux enjeux des relations UE-Chine. Cette combinaison de pratiques méthodologiques qualitatives permet non seulement

de présenter une perspective panoramique des différentes dimensions de cette relation, mais aussi de faciliter la formulation de recommandations politiques aux institutions de l'UE, en particulier au Parlement européen (PE).

Les entretiens menés impliquent des parties prenantes primaires et secondaires : les premières désignent des représentants des institutions européennes impliquées dans les relations avec la Chine, des députés européens, des fonctionnaires et des diplomates des États membres de l'UE ainsi que des principaux pays des Balkans occidentaux. Les secondes comprennent des parties prenantes d'organisations internationales, ou des experts et journalistes spécialistes de la Chine et considérés comme indépendants du gouvernement chinois, dont les contributions enrichissent cette étude.

Les études de cas apportent une autre dimension méthodologique, car elles proposent une analyse approfondie de la concurrence de l'UE avec la Chine en Ukraine, en Moldavie et dans les Balkans occidentaux, ainsi que dans les pays de l'UE.

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) :

- La première et la plus vaste étude de cas, analysant les relations UE-Chine et la concurrence dans les pays de l'élargissement, comprend principalement une analyse des relations de la Chine avec les pays des Balkans occidentaux, mais examine également les liens de la Chine avec des pays comme l'Ukraine et la Moldavie.
- La deuxième étude de cas se concentre sur l'influence de la Chine en Serbie et au Monténégro, deux pays candidats à l'adhésion à l'UE issus des Balkans occidentaux, considérés comme plus proches de la Chine et vulnérables à l'influence de Pékin.
- La troisième étude de cas analyse les relations de la Chine et de l'UE avec les pays de l'ASEAN.

L'étude comprend une analyse documentaire substantielle de la littérature existante sur les multiples dimensions des relations UE-Chine et d'autres questions liées à la Chine. Cette analyse vise à aider le Parlement européen et les autres institutions européennes à obtenir une vue d'ensemble de l'état général des relations UE-Chine et de leurs aspects spécifiques, notamment la dépendance de l'UE à l'égard de la Chine et la réduction des risques, ainsi que la concurrence narrative entre l'UE et la Chine sur la scène internationale.

En résumé, cette étude porte sur :

- l'histoire et l'état actuel des relations UE-Chine ; • une évaluation de l'approche de l'UE à l'égard de la Chine ; • la concurrence UE-Chine sur la scène mondiale, y compris les organisations internationales et le système d'information espace;
- Le système politique et l'idéologie de la Chine, en particulier leur influence sur les relations UE-Chine ; • les questions relatives aux droits de l'homme dans les relations UE-Chine ; • les questions militaires et géopolitiques ; • la sécurité économique ; • les dépendances européennes à l'égard de la Chine ; • une analyse de la réduction des risques et de l'autonomie stratégique ; • les questions de recherche et les relations interpersonnelles ; • les perceptions publiques mutuelles.

L'étude combine une analyse de ces sujets basée sur la littérature existante, des entretiens et des études de cas, afin d'illustrer l'état des relations UE-Chine. Sur la base de ses résultats, l'étude fournit ensuite des recommandations à l'UE, en particulier au Parlement européen et à sa commission des affaires étrangères (AFET), sur sa stratégie et son cadre politique à l'égard de la Chine.

2 Relations UE-Chine

2.1 Bref historique des relations UE-Chine

Les relations UE-Chine s'appuient aujourd'hui sur des héritages historiques divers, parfois contradictoires. Les contacts entre les dynasties chinoises et l'Europe remontent à l'Antiquité, à l'époque de la Grèce et de la Rome antiques. Plus tard, les produits de luxe chinois, tels que la soie, la porcelaine et le thé, transportés le long de l'historique « Route de la Soie », étaient des produits recherchés par l'élite européenne.

Ce cadre civilisationnel

est mis en avant à maintes reprises par la Chine, non seulement dans le contexte de l'UE dans son ensemble, mais aussi de la Grèce, de l'Italie et d'autres États individuellement, que l'on appelle les « continuateurs de civilisations anciennes »¹⁰. La Chine le fait en partie en signe de respect envers l'UE, mais aussi implicitement pour exiger le même respect elle-même en rejetant les interventions occidentales dans les affaires intérieures, notamment en matière de démocratie ou de droits de l'homme.

À l'opposé, l'héritage du « siècle d'humiliation » qui, selon le récit historique chinois, a débuté avec la défaite de la première guerre de l'opium (1842) et a perduré jusqu'à la création de la RPC (1949). Grâce principalement à leur supériorité militaire, les puissances européennes ont acquis une position influente au sein de la Chine impériale, qui a finalement failli se désintégrer complètement. Des traités inégaux ont été signés entre la dynastie Qing et divers pays européens, accordant de nombreux droits à ces derniers et à leurs citoyens en Chine.

Cependant, en 1949, peu après la proclamation de la RPC, le gouvernement communiste a invalidé tous ces traités et droits inégaux des étrangers¹¹. Aujourd'hui, le Parti communiste chinois (PCC) promeut ce récit historique, utilisant des sentiments nationalistes anti-occidentaux pour se légitimer auprès de sa propre population.

Enfin, l'héritage de la Guerre froide est toujours présent dans les relations actuelles entre l'UE et la Chine. Les régimes communistes d'Europe de l'Est ont immédiatement reconnu la RPC en 1949, ouvrant la voie à un « âge d'or » des relations avec la Chine au cours des années suivantes. Cependant, à quelques exceptions près, cet âge d'or a pris fin avec la rupture sino-soviétique. Ainsi, les relations entre la Chine et la plupart des pays d'Europe de l'Est ont été problématiques pendant une grande partie de la Guerre froide.

Pendant ce temps, les pays d'Europe occidentale modifiaient leur reconnaissance de la Chine, passant de la République de Chine basée à Taïwan à la RPC basée sur le continent – un processus largement achevé à la fin des années 1970. En 1975, la RPC et les Communautés européennes ont également établi des relations. Les politiques de « réforme et d'ouverture » de la Chine ont largement contribué au développement de ces relations, la Chine devenant un nouveau marché lucratif et généralement perçue avec optimisme face à l'avenir. Cette vision positive a été gravement mise à mal par le massacre de la place Tiananmen en 1989, à la suite duquel l'UE a imposé un embargo sur les ventes d'armes à la Chine, embargo toujours en vigueur aujourd'hui¹².

Par la suite, durant la majeure partie des années 1990 et 2000, les institutions de l'UE ainsi que les États membres ont traité la Chine principalement comme une opportunité économique – une vision renforcée par l'entrée de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001. Bien que des divergences politiques subsistaient, l'UE espérait largement que la poursuite des échanges économiques avec Pékin et le développement de la Chine mèneraient à terme à des changements politiques. Depuis 2003, l'UE et la Chine ont commencé à qualifier leur relation de « partenariat stratégique »¹³ et les années suivantes ont été qualifiées d'« âge d'or ».

Cependant, les relations entre l'UE et la Chine ont rapidement commencé à se refroidir. La Chine s'est montrée mécontente du fait que l'UE n'avait ni levé son embargo militaire de 1989 ni accordé au pays le statut d'économie de marché. Cela a été interprété non seulement comme

9 P. Frankopan, *Les routes de la soie : une nouvelle histoire du monde*, Vintage Books, New York, 2017.

¹⁰ Coopération entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale, « [Le Forum des civilisations anciennes se réunit à Pékin](#) », 3 décembre 2019.

¹¹ JW Garver, *La quête de la Chine : l'histoire des relations étrangères de la République populaire*, Oxford University Press, Oxford, 2018.

¹² L. Odgaard, « [Chapitre 2 L'embargo sur les armes de l'UE contre la Chine : ce que cela vaut](#) », Français dans E. Pejsova, M. Duchâtel, F. Heiduk, B. Hellendorff, C. Lavallée, L. Odgaard, G. Price, Z. Stanley-Lockman, *Guns, Engines and Turbines: The EU's Hard Power in Asia*, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, 2018, pp. 23-32.

¹³ T. Christiansen, E. Kirchner et U. Wissenbach, *L'Union européenne et la Chine*, Springer, New York, 2018.

L'incapacité de l'UE à se libérer de l'influence américaine, mais aussi un manquement à ses obligations envers l'OMC et, partant, un geste politique irrespectueux¹⁴. De son côté, l'UE s'est insatisfaite non seulement des résultats économiques de relations qui n'ont pas répondu à ses attentes, mais aussi de la réticence de la Chine à ouvrir son marché aux entreprises européennes, alors que l'accès au marché européen pour les entreprises chinoises est devenu nettement plus facile. De plus, certains aspects des problèmes de droits de l'homme en Chine sont apparus au premier plan dans le cadre des Jeux olympiques de Pékin de 2008 et, en particulier, des manifestations au Tibet¹⁵.

Français Lorsque Xi Jinping est devenu le dirigeant de la Chine en 2012, on espérait initialement qu'il approfondirait davantage le processus de réforme en Chine, mais les relations ont continué à se détériorer à mesure que les politiques économiques de la Chine devenaient plus étatistes, que son système politique devenait de plus en plus centralisé et autoritaire, et que sa politique étrangère affichait une plus grande assertivité. La Nouvelle Route de la Soie annoncée en 2013 (rebaptisée plus tard Initiative Ceinture et Route [BRI]) a d'abord été perçue comme une opportunité économique¹⁶. À cette époque, une initiative diplomatique entre la Chine et 16 pays d'Europe centrale et orientale (PECO) (dont 11 étaient membres de l'UE) – la « plate-forme 16+1 » – se développait rapidement, suscitant des espoirs de retombées économiques dans la région PECO, mais alimentant ailleurs dans l'UE les inquiétudes selon lesquelles la Chine divisait le continent¹⁷.

L'évolution vers une position plus critique de l'UE vis-à-vis de la Chine a commencé en 2017, coïncidant également avec l'élection de Donald Trump et la détérioration des relations sino-américaines. L'UE était de plus en plus insatisfaite et inquiète de l'évolution de la situation intérieure en Chine et de certaines actions de politique étrangère chinoises, comme celles en mer de Chine méridionale et dans le détroit de Taïwan. De plus, l'inquiétude grandissait face au style de plus en plus conflictuel de certains diplomates chinois (la « diplomatie du loup guerrier »)¹⁸.

De plus, la plupart des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) commençaient à se montrer mécontents du manque de résultats économiques de leurs relations avec la Chine¹⁹.

Les circonstances entourant l'accord de paix entre l'UE et la Chine peuvent être perçues comme la fin symbolique d'une époque antérieure et le début d'une nouvelle réalité, qui caractérise les relations UE-Chine actuelles. L'accord politique sur l'accord de paix, annoncé en 2020, a rapidement été suivi de contre-sanctions imposées par Pékin à des députés européens (entre autres citoyens et institutions européens visés), en représailles aux sanctions de l'UE contre quatre responsables et une entité chinois, pour violations des droits de l'homme au Xinjiang. Cela a conduit à la suspension de la ratification de l'accord de paix, qui est désormais considéré comme caduc.

2.2 « Partenaire, concurrent et rival systémique » : une analyse

En mars 2019, la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) ont publié une communication conjointe intitulée « UE-Chine – Perspectives stratégiques »²⁰, qui analysait les relations avec la Chine et proposait certaines mesures politiques. Ce document a notamment introduit le triptyque « partenaire, concurrent, rival systémique », qui allait devenir un cadre influent par lequel l'UE aborderait la Chine.

14 R. Turcsányi, « [Relations avec l'Europe et la Russie. Partenaires ou concurrents ?](#) », dans Kironśka, K. et Turcsányi, R., *Contemporary China*, Routledge, Londres, 2023.

15 Human Rights Watch, « [Chine : Les Jeux olympiques portent atteinte à des droits humains fondamentaux. Le gouvernement chinois et le CIO ont gâché une occasion historique de réforme](#) », 6 août 2008.

16 R. Turcsányi & E. Kachlikova, « [La BRI et le soft power de la Chine en Europe : pourquoi les récits chinois ont \(initialement\) gagné](#) », *Journal des affaires courantes chinoises*, vol 49, n° 1, 2020, pp. 58-81.

17 J. Hillmanand et M. McCalpin, « [Le format « 16+1 » de la Chine va-t-il diviser l'Europe ?](#) », *Centre d'études stratégiques et internationales*, 11 avril 2019.

18 B. Jerdén, T. Rühlig, J. Seaman et R. Turcsányi, « [La diplomatie publique chinoise et l'opinion publique européenne pendant la COVID-19](#) », *China Review*, Vol 21, No 2, Numéro spécial : La pandémie qui n'a pas eu lieu, 2021, pp. 5-34.

19 R. Turcsányi, « [La Chine et la région frustrée : les problèmes répétés de l'Europe centrale et orientale avec les grandes puissances](#) », *Rapport sur la Chine*, vol. 56, n° 1, 2020, pp. 60-77.

20 Commission européenne, « [UE-Chine – Une perspective stratégique](#) », JOIN(2019) 5 final, 12 mars 2019.

Malheureusement, ce cadre a donné lieu à des malentendus et à des interprétations erronées. En particulier, l'idée que la Chine soit un « partenaire » a suscité des critiques, l'UE étant accusée de faire preuve de naïveté à son égard, ne mesurant ni les défis ni les implications sécuritaires de cette situation.

En réalité, cette perspective stratégique introduit des perspectives qualitativement nouvelles sur la façon dont l'UE perçoit la Chine. Auparavant, l'opinion dominante était que les opportunités économiques potentielles offertes par un dialogue avec la Chine l'emportaient largement sur les aspects problématiques (y compris ceux découlant du régime politique intérieur du pays et des divergences dans les affaires internationales). Cette situation a changé : les opportunités économiques ne sont plus mises en avant, la Chine étant désormais considérée comme un concurrent économique. De son côté, l'étiquette de « partenaire » est principalement appliquée aux domaines de la gouvernance mondiale (tels que le changement climatique, la santé mondiale et la piraterie), où l'UE considère la Chine comme un acteur incontournable avec lequel il faut dialoguer et négocier, malgré des perspectives différentes.

Enfin, l'accent mis sur la notion de « rivalité » est devenu un autre développement crucial plus récent, salué par ceux qui mettent en garde contre le comportement intérieur et extérieur de la Chine depuis de nombreuses années. Cependant, il s'agit sans doute aussi de l'aspect du triptyque le moins clarifié. Plus important encore, il n'est pas clair si la « rivalité systémique » fait référence à diverses questions relatives à la gouvernance intérieure de la Chine (violations des droits de l'homme, gouvernement autoritaire) ou au comportement international (ignorance de l'État de droit, nouvelles institutions internationales, mer de Chine méridionale) et comment la Chine est perçue comme promouvant ces « normes alternatives ». De plus, la composante « rivalité systémique » a parfois été interprétée à tort comme une rivalité géopolitique entre l'UE et la Chine, allant au-delà de ce qui était initialement prévu.

destiné à être transmis en promouvant des modèles alternatifs de gouvernance.

Néanmoins, le triptyque a été largement reconnu comme un cadre utile et continue d'être réitéré aujourd'hui comme pertinent par la plupart, voire la totalité, des principaux acteurs de l'UE. Les réponses venues d'ailleurs sont cependant plus critiques. Il est à noter que les États-Unis se sont montrés beaucoup moins disposés à engager la Chine comme « partenaire » dans les négociations. Ce fut particulièrement le cas durant la dernière partie de l'administration Trump, mais dans une certaine mesure, c'était même apparent durant la première moitié de l'administration Biden. Divers acteurs aux États-Unis considèrent souvent les négociations avec la Chine comme infructueuses au mieux et contre-productives au pire. De son côté, la Chine n'a pas non plus été favorable à ce cadre²¹, mais pour des raisons opposées ; elle a tenté de faire valoir que la coopération est une caractéristique bien plus importante des relations UE-Chine que la rivalité, voire la concurrence²².

Si l'on examine les spécificités des politiques, la plupart des relations de l'UE et de ses États membres avec la Chine peuvent être couvertes par ce cadre. Pour les institutions européennes et les grands États membres, en particulier, les questions de gouvernance mondiale revêtent une importance majeure, non seulement vis-à-vis de la Chine, mais aussi plus généralement. Dans le domaine économique, les discussions sur la capacité croissante de la Chine à concurrencer l'UE se sont intensifiées, notamment après que les véhicules électriques et les batteries chinois ont rapidement gagné du terrain dans l'UE, conduisant à l'ouverture d'une enquête officielle de la Commission. Les mécanismes de filtrage des investissements, les enquêtes sur les subventions chinoises et les discussions sur les politiques industrielles du pays peuvent être considérés comme les manifestations d'une prise de conscience croissante de la gravité de la concurrence économique chinoise. Enfin, les différences de valeurs et de systèmes politiques sont apparues au premier plan, l'UE critiquant de plus en plus ouvertement les violations des droits de l'homme en Chine, le système de gouvernance autoritaire de Pékin et son comportement autoritaire ou son mépris du droit international.

Pourtant, la volonté de saisir les opportunités économiques que la Chine offre encore existe bel et bien. Elle se ressent probablement surtout au sein du secteur des affaires, mais aussi, dans une certaine mesure, au sein de certaines forces politiques allemandes.

21 C. Qingqing, « L'UE définissant la Chine comme « partenaire, concurrent et rival systémique » devrait être mise de côté : diplomate chinois sur les affaires européennes », Global Times, 21 septembre 2023.

22 Ibid.

ou des pays comme la Grèce, le Portugal et l'Espagne²³. À leur tour, des pays comme la Lituanie et la République tchèque, mais aussi d'autres voix, notamment celles des PECO, ont mis l'accent sur la « rivalité systémique » avec la Chine, les amenant souvent à remettre en question tout engagement avec le pays²⁴ (une position qui peut diverger du discours général du cadre). À l'extrême opposé, le gouvernement hongrois a continué d'agir en loup solitaire dans son approche envers la Chine, ayant largement abandonné le triptyque et présentant la Chine singulièrement comme une opportunité économique²⁵. Enfin, plusieurs États membres de l'UE – comme la Bulgarie, Chypre, Malte, la Slovaquie et la Slovénie – ont continué à investir peu d'efforts en Chine, négligeant ainsi largement le cadre du triptyque, mais suivant la position prédominante de l'UE lorsque cela était nécessaire.

2.3 Cadre institutionnel et politique de l'UE concernant la Chine

La communication conjointe « UE-Chine – Une perspective stratégique » a sans aucun doute marqué une étape importante dans les relations UE-Chine et dans l'approche de l'UE à l'égard de la Chine. Dans un contexte de changements géopolitiques et de tensions émergentes, elle a dressé un état des lieux des relations UE-Chine et proposé une série d'actions que l'UE mettrait en œuvre dans les années à venir.

Depuis 2019, l'UE a réussi à mettre en œuvre nombre de ces mesures, comme la mise en place d'un mécanisme de filtrage des investissements directs étrangers (IDE) ou l'adoption de l'Instrument pour les marchés publics internationaux (IPI) et de la boîte à outils pour la sécurité de la 5G. De plus, l'UE a élaboré des politiques supplémentaires ou adopté d'autres mesures, telles que l'Instrument anticoercition (IAC) et la Stratégie de sécurité économique. Ensemble, ils créent un cadre politique relativement cohérent, axé sur la protection de l'économie européenne contre la concurrence déloyale et d'autres risques provenant de la Chine. Certaines politiques, comme la loi sur les puces électroniques ou la loi européenne sur les matières premières critiques, visent également à soutenir et à développer l'économie de l'UE, en la préparant notamment mieux à la concurrence avec la Chine.

Néanmoins, malgré la relative cohérence de ces mesures, de nombreuses lacunes subsistent, principalement dues à l'absence d'un cadre stratégique plus large. Par exemple, suite aux encouragements de l'UE, les États membres ont restreint l'utilisation d'équipements chinois dans leurs réseaux 5G, mais aucune mesure n'a été prise à l'encontre d'autres équipements techniques produits par des entreprises chinoises, même celles appartenant à l'État, comme les caméras de surveillance²⁶ et les équipements de balayage²⁷, qui sont utilisés même dans des infrastructures critiques et des institutions publiques.

Une partie du succès de ces dernières années tient au rôle plus actif de la Commission et du SEAE, associé à une attitude plus agressive envers la Chine. Si la communication conjointe de 2019 soulignait le rôle politique du Conseil européen et la nécessité d'une unité totale entre les 27 États membres²⁸, cette unité fait encore défaut. Face à ces réalités, la Commission a pris l'initiative d'inciter l'UE à adopter une position plus affirmée et une politique plus cohérente à l'égard de la Chine. Que ce soit sous la forme de discours, de politiques ou d'enquêtes, cela a jusqu'à présent porté ses fruits. Parallèlement, le Parlement européen a également adopté une position plus critique à l'égard des relations UE-Chine et a plaidé en faveur d'une approche européenne plus affirmée et cohérente²⁹, ce qui a permis de soutenir l'initiative de la Commission. Compte tenu de ces progrès, la Commission et le SEAE, en consultation avec le Parlement, devraient continuer à piloter l'approche de l'UE en proposant une stratégie globale et cohérente à long terme à l'égard de la Chine et devraient ensuite chercher à

23 B. Bartsch & C. Wessling (éd.), *D'une stratégie chinoise à l'absence totale de stratégie : exploration de la diversité des approches européennes*, Réseau européen de think-tank sur la Chine (ETNC), juillet 2023.

24 U. A. Bērziņa-Čerenkova, « *Alors que Macron arrive à Pékin, quelle est la prochaine étape pour l'Europe et la Chine ?* », Dossier Chine, 5 avril 2023.

25 S. Hompot, « *Orbán redouble d'efforts pour faire de la Hongrie un pôle régional d'influence chinoise* », China Observers, 9 novembre 2023.

26 L. Klingert, « *Les caméras chinoises font l'objet d'un nouvel examen en Europe* », Politico, 6 octobre 2021.

27 S. Van Sant, « *N'utilisez pas de machines à rayons X chinoises aux frontières de l'UE, disent les députés européens* », Politico, 5 décembre 2022.

28 Commission européenne, « *UE-Chine – Une perspective stratégique* », JOIN(2019) 5 final, 12 mars 2019.

29 Parlement européen, « *Résolution sur une nouvelle stratégie UE-Chine (2021/2037(INI))* », P9_TA(2021)0382, 16 septembre 2021.

de mettre en œuvre les aspects qui relèvent de leur mandat, même si une unité totale entre les États membres fait encore défaut.

Ce manque d'unité et de consensus entre les 27 États membres, qui se manifeste au sein du Conseil³⁰

La question de l'unité reste un problème majeur qui entrave la capacité de l'UE à élaborer une stratégie face à la Chine et à agir résolument. Il s'agit d'un problème structurel, pour lequel il n'existe que peu de solutions. Si les appels et les tentatives d'unité sont louables, ils ont peu de chances d'aboutir aux résultats escomptés, notamment en temps de crise ou face à des décisions difficiles aux conséquences potentiellement négatives. Chaque gouvernement national ayant ses propres intérêts, sa propre vision politique et ses propres objectifs, l'unité n'est possible qu'au niveau du plus petit dénominateur commun, ce qui reviendrait à diluer toute stratégie ou politique future vis-à-vis de la Chine.

La solution la plus efficace serait de modifier le mode d'adoption des décisions de politique étrangère, en passant de l'unanimité à la majorité qualifiée³¹. Bien que des tentatives aient été et continueront d'être faites dans ce sens, leur succès n'est pas certain.

Français Une autre solution possible serait que les États membres ayant les liens économiques et les ressources les plus importants, ainsi que la puissance politique et militaire, parviennent à un consensus sur un cadre stratégique, des politiques et toute autre mesure générale concernant la Chine³². Un groupe plus restreint pourrait agir de concert, en coordonnant ou en collaborant avec la Commission, le SEAE ou d'autres institutions de l'UE si nécessaire. En ce qui concerne la question de la réduction des risques économiques, par exemple, seuls 8 États membres représentent 83 % de toutes les importations de l'UE en provenance de Chine et seulement 5 représentent 78 % de toutes les exportations de l'UE vers la Chine³³. Le succès ou l'échec de la réduction des risques dépend donc des actions et des politiques d'un nombre relativement restreint de gouvernements. Il en irait de même pour la mise en œuvre des sanctions et d'autres mesures en cas de conflit militaire en Asie de l'Est, ou pour l'efficacité et la crédibilité des sanctions menacées afin de dissuader un tel conflit. Un groupe plus restreint partageant une vision similaire et coordonnant ses approches et ses politiques empêcherait une dilution de ses actions par des compromis au nom du consensus, permettant une stratégie plus globale, cohérente, robuste et ambitieuse.

Quelle que soit la manière dont la stratégie et la politique de l'UE à l'égard de la Chine sont mises en œuvre, il est essentiel que l'Europe comprenne non seulement les intentions et les capacités de la Chine, mais aussi les réalités et les faits sur le terrain. Un problème important, souvent souligné, tant au niveau européen qu'au niveau national, est le manque de compétences suffisantes concernant la Chine, notamment au sein de l'appareil gouvernemental. Ces compétences existent, mais les ressources sont tout simplement insuffisantes pour couvrir tous les sujets relatifs à la Chine à différents niveaux de gouvernement. À cet égard, une solution possible serait la création d'une institution européenne de connaissance de la Chine, composée de quelques dizaines de spécialistes expérimentés dans différents domaines, tels que les relations internationales, les questions économiques et militaires. Le rôle de cette institution serait de fournir des briefings, des informations, des orientations, des recommandations, un retour d'information et un soutien à toutes les institutions de l'UE et des États membres qui sont en contact direct avec la Chine ou impliquées dans une question connexe. Compte tenu de la grande variété des domaines potentiels, le manque de compréhension de la Chine au sein des institutions de l'UE ou des États membres pourrait, dans de nombreux cas, conduire à des politiques défectueuses ou à une mise en œuvre inadéquate. Il est clair que toutes ces institutions ne peuvent pas disposer d'une expertise interne sur la Chine, donc la mettre à leur disposition au cas par cas améliorerait certainement l'élaboration des politiques.

L'absence de consensus entre les États membres est un problème également exprimé par certains responsables de l'UE .

³¹ C. Navarra, L. Jančová et I. Ioannides, « [Le vote à la majorité qualifiée dans la politique étrangère et de sécurité commune. Un rapport sur le coût de la non-Europe](#) », PE 740.243, Service de recherche du Parlement européen, 2023.

³² A. Lungu, « [Concevoir une stratégie européenne et chinoise ambitieuse et cohérente sans unité totale](#) ». RISAP, 14 septembre 2020.

³³ Commission européenne, « [Chine-UE - Statistiques sur le commerce international de biens](#) », Eurostat, février 2023.

2.4 Évaluer la stratégie de l'UE à l'égard de la Chine et déterminer si elle est conforme aux demandes du Parlement européen

Dans une certaine mesure, de nombreux acteurs européens estiment que l'UE dispose déjà d'une stratégie à l'égard de la Chine. Ils évoquent généralement la communication conjointe de 2019, le triptyque ou la réduction des risques. Cependant, à y regarder de plus près, aucun de ces éléments ne répond aux critères d'une stratégie³⁴.

Le triptyque « partenaire-concurrent-rival systémique » n'est qu'un constat descriptif, comparable à la caractérisation du changement climatique comme une menace et un défi, dans la mesure où il ne fixe aucun objectif et ne prescrit aucune voie à suivre. La réduction des risques est une tactique qui pourrait être considérée comme faisant partie d'une stratégie chinoise, mais elle ne constitue pas une stratégie chinoise à part entière, car elle se concentre uniquement sur l'économie. Bien que dépassant la Chine, elle ne fournit aucune prescription pour ce que l'on suppose être les objectifs à long terme de l'UE, tels que : comment préserver l'ordre mondial libéral ; comment prévenir un conflit militaire dans le détroit de Taïwan ; comment gérer les risques liés au changement climatique, aux pandémies, au nucléaire et à l'IA ; et comment interagir avec la Chine compte tenu de tous ces enjeux.

Par conséquent, réduire les risques économiques découlant de la dépendance à l'égard d'autres pays, en particulier ceux qui entretiennent des relations politiques tendues avec l'UE, constitue une bonne gestion des risques, mais ne constitue pas une stratégie à l'égard de la Chine. De même, améliorer la compétitivité économique de l'Europe est également une bonne politique, mais ne constitue pas une stratégie à l'égard de la Chine. Enfin, la communication conjointe de 2019 ne constitue pas non plus une stratégie, même si elle affichait en 2019 une prétention plus forte. Bien que cette communication conjointe ait proposé une série de dix actions, elle n'a pas formulé de stratégie globale à l'égard de la Chine, et encore moins défini de vision ou d'objectifs à long terme. Si cette série d'actions a permis d'élaborer une feuille de route à moyen terme, son utilité est aujourd'hui très limitée, la plupart d'entre elles ayant été mises en œuvre ou abandonnées. À ce jour, il ne reste de la communication conjointe que le triptyque qui a pris vie comme une apparente stratégie, bien qu'il n'offre ni prescriptions, ni principes directeurs, ni objectifs, et encore moins une feuille de route détaillant les relations avec la Chine et les implications que ses actions et comportements ont ou pourraient avoir.

Si l'UE a durci son approche envers la Chine ces dernières années, une caractéristique frappante de cette approche est qu'elle a été largement défensive. Parmi les mesures prises figurent l'introduction : d'une ACI pour « protéger [...] de la coercition économique »³⁵ ; d'un IPI pour « promouvoir la réciprocité »³⁶ dans les marchés publics en autorisant des mesures visant à restreindre l'accès aux marchés publics de l'UE ; d'un mécanisme de filtrage des IDE pour « sensibiliser aux risques de sécurité »³⁷ ; d'une boîte à outils 5G pour « se prémunir contre d'éventuelles implications graves pour la sécurité »³⁸ ; d'une stratégie de sécurité économique pour « atteindre la sécurité économique »³⁹ ; et de la réduction des risques⁴⁰ pour réduire les risques. Au-delà de ces actions qui, comme mentionné ci-dessus, peuvent toutes être décrites comme fermes, utiles et opportunes, bien que défensives, il est très difficile de trouver des politiques ou des actions proactives de l'UE concernant la Chine qui

Le concept de « stratégie » a une variété de définitions, comme on peut le voir ci-dessous, dans quelques exemples plus marquants :

1) « **Stratégie** (du grec στρατηγία *stratēgia*, « art du chef de troupe ; fonction de général, commandement, commandement ») est un plan général visant à atteindre un ou plusieurs objectifs à long terme ou globaux dans des conditions d'incertitude.

2) « un **plan minutieux** ou une méthode pour atteindre un objectif particulier, généralement sur une longue période de temps.

3) « un **plan détaillé** pour réussir dans des situations telles que la guerre, la politique, les affaires, l'industrie ou le sport, ou la capacité de planifier de telles situations.

4) enfin, le concept plus spécifique de « **grande stratégie** » qui est utilisé dans les relations internationales est également défini comme : « grande stratégie : la forme la plus complexe de planification d'un pays en vue de la réalisation d'un objectif à long terme ».

Bien qu'il existe de nombreuses variantes de ce type, une caractéristique commune centrale qui imprègne toutes les définitions de la « stratégie » est qu'il s'agit d'un plan visant à atteindre avec succès un objectif à long terme.

³⁵ Conseil de l'Union européenne, « [Commerce : le Conseil adopte un règlement visant à protéger l'UE contre la coercition économique des pays tiers](#) », Communiqué de presse, 23 octobre 2023.

³⁶ Commission européenne, « [UE-Chine – Une perspective stratégique](#) », JOIN(2019) 5 final, 12 mars 2019.

³⁷ Ibid.

³⁸ Ibid.

³⁹ Commission européenne, « [Une approche de l'UE pour renforcer la sécurité économique](#) », Communiqué de presse, 20 juin 2023.

⁴⁰ Commission européenne, « [Discours de la présidente von der Leyen sur les relations UE-Chine à l'Institut Mercator d'études chinoises et le Centre de politique européenne](#) », Communiqué de presse, 30 mars 2023.

représentent des mesures audacieuses prises pour façonner ou influencer le cours des événements futurs en vue des résultats souhaités par l'Europe. L'Europe a généralement réagi aux actions, tactiques et stratégies adoptées par la Chine et d'autres pays. Si cette approche fragmentaire peut être efficace à court terme, elle a peu de chances de fonctionner à long terme, car d'autres conservent alors l'initiative dans l'évolution de l'environnement géopolitique. C'est pourquoi l'UE devrait développer une vision globale des relations UE-Chine et de ce que l'Europe attend de la Chine. Sur la base de cette vision, l'UE pourra alors passer à l'étape cruciale consistant à adopter une stratégie chinoise globale et cohérente à long terme, lui fournissant des objectifs finaux, des principes directeurs et une feuille de route pour l'avenir, afin que les mesures défensives ou offensives s'inscrivent dans une approche cohérente.

Considérant que « la stratégie UE-Chine existante a révélé ses limites à la lumière des développements récents et des défis mondiaux posés par la Chine et doit être actualisée »⁴¹, le PE a proposé en 2021 une nouvelle stratégie, conçue sur la base de « six piliers » – et a réitéré la demande d'une nouvelle stratégie ou d'une mise à jour⁴². Cependant, en général, il semble que la Commission et le SEAE soient peu conscients de cette demande de « six piliers ». De plus, l'appétit pour l'élaboration d'une stratégie est faible, car, comme l'a déclaré un responsable du SEAE, « la stratégie est valable mais doit être recalibrée »⁴³. En juin 2023, le Conseil européen a « réaffirmé l'approche politique multiforme de l'UE à l'égard de la Chine, où elle est à la fois un partenaire, un concurrent et un rival systémique »⁴⁴.

Néanmoins, bien qu'elle ne constitue pas une stratégie, l'approche actuelle de l'UE répond largement aux six piliers proposés par le PE – l'accent mis cette année sur la réduction des risques et la sécurité économique répondant à l'appel à une « analyse et identification des risques, des vulnérabilités et des défis »⁴⁵. Si ce chevauchement est bienvenu, la résolution du PE de 2021 n'oriente malheureusement ni la Commission ni le SEAE vers l'objectif de concevoir une stratégie globale et cohérente à long terme à l'égard de la Chine, car elle n'articule aucun objectif ni vision globale qu'ils pourraient suivre.

L'absence actuelle de stratégie chinoise au sein de l'UE n'est pas une simple question de sémantique. C'est la différence entre décrire le présent, comme le fait le triptyque, et définir l'avenir, comme le ferait une stratégie. Si l'UE prend la Chine au sérieux, compte tenu des élections de 2024 qui verront naître un nouveau Parlement et une nouvelle Commission, elle devrait saisir cette occasion pour articuler sa vision et ses principaux objectifs à long terme dans ses relations avec la Chine, ainsi que le rôle que joue la Chine sur la scène internationale, ouvrant ainsi la voie à l'élaboration d'une stratégie globale et cohérente à long terme. Ce processus devrait naturellement impliquer le Parlement européen, qui, en tant que seule institution directement élue représentant les citoyens européens, devrait jouer un rôle dans la définition des objectifs politiques, puis collaborer avec la Commission, le SEAE et les États membres pour élaborer une stratégie visant à atteindre ces objectifs.

⁴¹ Parlement européen, « [Résolution sur une nouvelle stratégie UE-Chine \(2021/2037\(INI\)\)](#) », P9_TA(2021)0382, 16 septembre 2021.

⁴² Parlement européen, « [Résolution sur la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune – rapport annuel 2022](#) », P9_TA(2023)0009, 18 janvier 2023 ; Parlement européen, « [Recommandation au Conseil et au vice-président de la Commission/haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité concernant les relations UE-Chine](#) », P9_TA(2023)0469, 13 décembre 2023.

Entretien avec un fonctionnaire du SEAE, réalisé en novembre 2023.

⁴⁴ Conseil européen, « [Conclusions du Conseil européen sur la Chine, 30 juin 2023](#) », Communiqué de presse, 30 juin 2023.

⁴⁵ Parlement européen, « [Résolution sur une nouvelle stratégie UE-Chine \(2021/2037\(INI\)\)](#) », P9_TA(2021)0382, 16 septembre 2021.

3 Idéologie, valeurs et système politique chinois

3.1 La nature du système politique chinois

Si le système politique chinois a conservé ses caractéristiques essentielles depuis la création de la RPC en 1949, il a également évolué sur certains points importants. Sa principale caractéristique est restée inchangée : il s'agit d'un système léniniste où le PCC domine tous les aspects de la vie politique, économique et sociale du pays. La Constitution de la RPC stipule qu'elle est un « État socialiste sous la dictature démocratique du peuple »⁴⁶.

L'actuel secrétaire général Xi Jinping a souligné la domination du Parti de manière encore plus explicite en déclarant : « Parti, gouvernement, armée, société et éducation, est, ouest, sud, nord, le Parti dirige tout »⁴⁷.

Par conséquent, plutôt que de privilégier la séparation des pouvoirs, la dictature du Parti léniniste repose largement sur la concentration du pouvoir. En pratique, le Parti contrôle le fonctionnement de tous les organes étatiques concernés, dans tous les domaines (ministères) et à tous les niveaux (administration centrale, provinces, préfectures, districts, cantons). Il contrôle également l'armée, qui est, formellement et effectivement, une branche militaire du Parti plutôt que les forces armées d'un État.

Français En outre, le PCC contrôle d'autres aspects de la vie économique et sociale par le biais de sa myriade de cellules du Parti, qui sont également établies, entre autres, dans des entreprises privées (y compris celles qui sont détenues par des étrangers), les médias et les universités. Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012, le Parti a généralement accru son contrôle global, comme l'indique le nombre croissant de cellules du Parti (aujourd'hui au nombre de 4,6 millions, qui sont établies dans 61 % de toutes les organisations sociales, 73 % des entreprises non étatiques et 95 % des institutions publiques)⁴⁸.

Depuis les années 1990, les trois principales organisations de la RPC (Parti, État, Armée) sont dirigées par un « chef suprême », qui cumule les fonctions de secrétaire général du PCC, de président de la RPC et de président de la Commission militaire centrale. L'unification de ces trois fonctions sous un même chef peut être considérée comme une réponse aux manifestations de la place Tian'anmen de 1989, que les dirigeants chinois ont interprétées en partie comme le résultat de divisions internes au sein du Parti. Ces divisions étaient liées aux réactions aux manifestations publiques en cours et, plus généralement, aux différentes approches adoptées pour faire avancer le processus de réforme.

Le chef suprême devait ainsi se voir confier le pouvoir sur les trois organisations clés de la RPC, même si ce pouvoir ne devait pas excéder dix ans. Parallèlement, des tentatives furent faites pour diluer le pouvoir personnel en introduisant un système de direction collective, permettant aux autres membres du Comité permanent du Politburo, l'échelon suprême du Parti, d'exercer une plus grande influence. Cette mesure visait à prévenir toute situation similaire à celle de Mao Zedong, dont le pouvoir incontrôlé était considéré comme la principale cause du chaos et des souffrances de la Révolution culturelle.

Le mandat de dix ans au sommet du pouvoir politique en Chine devait être mis en œuvre de deux manières. Premièrement, cela serait réalisé par la constitution de la RPC, qui stipulait que le président de la RPC ne pouvait exercer que deux mandats consécutifs au maximum⁴⁹. Deuxièmement, pour le secrétaire général du PCC (une fonction plus importante), il n'existait qu'une pratique tacite (mais néanmoins maintenue) consistant à ne plus nommer de membres de plus de 68 ans pour de nouveaux mandats au sein du Politburo ou du Comité permanent du Politburo.

⁴⁶ Congrès national du peuple de la République populaire de Chine, [Constitution de la République populaire de Chine \(Texte intégral après amendement du 14 mars 2004\)](#), 11 décembre 2023.

⁴⁷ Xinhuanet, « [Xi Jinping : Gagner de manière décisive pour construire une société modérément prospère à tous égards et lutter pour la grande victoire du socialisme à la chinoise pour une nouvelle ère - Rapport au 19e Congrès national du Parti communiste chinois](#) » [—]

], 27 octobre 2017.

⁴⁸ N. Grünberg & K. Drinhausen, « [Le Parti dirige tout : l'évolution de la gouvernance chinoise dans la nouvelle ère de Xi Jinping](#) », MERICS, 24 septembre 2019.

⁴⁹ Congrès national du peuple de la République populaire de Chine, [Constitution de la République populaire de Chine \(Texte intégral après amendement du 14 mars 2004\)](#), 11 décembre 2023.

Cependant, l'actuel dirigeant suprême, Xi Jinping, a rompu avec cette pratique. Tout d'abord, en 2018, la Constitution de la RPC a été amendée pour supprimer la limitation à deux mandats présidentiels⁵⁰. Bien que la fonction de président de la RPC soit largement cérémonielle, cette décision a clairement montré l'intention de Xi de rester au pouvoir au-delà de dix ans et de ne pas abandonner même la plus faible des trois fonctions principales qu'il occupe. De fait, en octobre 2022, alors que Xi avait déjà 69 ans (donc clairement au-delà de la limite de 68 ans), il a obtenu son troisième mandat de secrétaire général, tout en entamant son quatrième mandat au Comité permanent du Politburo. Aujourd'hui, il contrôle pleinement le système politique chinois et s'est entouré de fonctionnaires loyaux aux carrières de haut niveau relativement courtes, en étant à leur premier ou deuxième mandat au Comité permanent du Politburo.

L'une des politiques phares de Xi Jinping, mise en œuvre peu après son accession au pouvoir en 2012, a été la vaste campagne anti-corruption. Cette campagne a grandement contribué à la popularité de Xi Jinping auprès de l'opinion publique (qui reconnaissait depuis longtemps le niveau élevé de corruption des fonctionnaires) et à l'affermissement de son pouvoir, en emprisonnant ses opposants et en incitant les autres à adhérer à sa ligne politique par la peur.

Bien qu'il y ait eu une grande continuité concernant les principales caractéristiques du système politique chinois depuis la fondation de la RPC en 1949, d'importants ajustements ont également été apportés, notamment en termes de restrictions politiques. Bien que le système chinois soit toujours resté non démocratique (selon les normes démocratiques libérales), le niveau des restrictions a considérablement varié. Sous Mao Zedong, la Chine était perçue comme un régime totalitaire où le Parti dirigeait tous les aspects de la vie de ses citoyens. Les politiques de réforme et d'ouverture de Deng Xiaoping ont entraîné une période d'assouplissement substantiel, bien que le régime soit resté incontestablement autoritaire. Cependant, le niveau des restrictions a augmenté après le massacre de la place Tiananmen en 1989, pour ensuite diminuer à nouveau dans les années 1990 et 2000 sous Jiang Zemin et Hu Jintao.

Sous la direction de Xi Jinping à partir de 2012, le système politique chinois s'est à nouveau durci.

La vision de Xi Jinping, dirigeant ambitieux, est de réaliser le « grand renouveau de la nation chinoise ». Il s'agit essentiellement de remplacer, ou du moins d'égaliser, les États-Unis comme première puissance mondiale. Sous sa direction, le Parti renforce son contrôle sur tous les aspects de la vie publique ; l'idéologie s'est affinée et étendue ; et une loyauté absolue envers le Parti, son « noyau » et le « leader du peuple » Xi Jinping est exigée.

De nombreuses organisations semi-autonomes en Chine ont vu leur contrôle étatique se renforcer au cours de la dernière décennie, notamment les universités, les médias, les avocats, les organisations non gouvernementales (ONG), les entreprises privées et les acteurs étrangers présents en Chine. Si Xi Jinping a entrepris ces réformes dans le but d'accroître le contrôle et la stabilité, ses politiques pourraient avoir l'effet inverse, en suscitant une réaction négative face à un contrôle accru du Parti.

3.2 La stabilité politique interne de la Chine

Depuis 1949, les intérêts nationaux de la Chine sont exclusivement définis par le Parti. De fait, les dirigeants chinois ne cachent pas leur conviction que la « sécurité du régime »⁵¹ – le maintien du monopole du pouvoir politique en Chine par le PCC – est leur priorité absolue. Le Parti n'hésite certainement pas à recourir à la répression et à la violence pour préserver son contrôle.

Cependant, le pouvoir du Parti repose en grande partie sur le fait d'être perçu comme légitime par le peuple, du moins dans la mesure où il ne manifesterait aucune opposition active. Dans un environnement caractérisé par la propagande du parti et le contrôle de l'information, la plupart des enquêtes quantitatives⁵² et des études qualitatives⁵³ disponibles suggèrent que la plupart des citoyens chinois sont satisfaits du régime du PCC, même si la capacité d'évaluer avec précision l'opinion publique en Chine peut être limitée par les restrictions du régime politique.

⁵⁰ Al Jazeera, « [Le Parlement chinois supprime la limitation du mandat présidentiel](#) », 11 mars 2018.

⁵¹ X. Qiang, « [Dai Bingguo \(\) : les intérêts fondamentaux de la République populaire de Chine](#) », China Digital Times, 7 août 2009.

⁵² E. Cunningham, T. Saich et J. Turiel, « [Comprendre la résilience du PCC - enquête sur l'opinion publique chinoise au fil du temps](#) », Centre ASH pour la gouvernance démocratique et l'innovation, Harvard Kennedy School, 2020.

⁵³ B. Dickson, *Le dilemme du dictateur : la stratégie de survie du Parti communiste chinois*, Oxford University Press, Oxford, 2016.

Le succès du PCC peut être considéré comme découlant en grande partie de la puissance économique considérablement accrue du pays. Alors qu'au moment du massacre de la place Tiananmen en 1989, environ 70 % de la population chinoise vivait sous le seuil de pauvreté, ce chiffre a considérablement diminué depuis 2016, passant à moins de 1 %⁵⁴. Cependant, avec le ralentissement de la croissance économique chinoise et l'aggravation des problèmes, cette source de légitimité pourrait progressivement s'affaiblir.

Les tensions croissantes dans les affaires internationales pourraient aggraver davantage la situation économique. La Chine fait désormais partie intégrante de l'économie mondiale et sa croissance dépend « du commerce, des investissements et des technologies du monde extérieur [...] ». Le principal objectif de la politique étrangère de la Chine était d'éviter les tensions internationales et d'empêcher la formation d'un bloc anti-Chine qui pourrait compromettre la capacité de la Chine à participer librement aux interactions économiques internationales »⁵⁵. Cependant, l'approche de Xi Jinping en matière de politique étrangère (conformément à ses actions intérieures) a modifié l'environnement international de la Chine. Non seulement les pays occidentaux, mais aussi plusieurs voisins de la Chine sont devenus beaucoup plus prudents quant à leurs relations économiques avec elle.

Outre l'économie et un environnement international favorable, un environnement politique et social intérieur relativement détendu durant une grande partie des années 1990 et 2000 pourrait contribuer à la satisfaction populaire envers le PCC en Chine. Le Parti-État a expérimenté divers mécanismes visant à recueillir des commentaires et même à impliquer les citoyens ordinaires dans les affaires publiques, quoique avec certaines restrictions, dans le but d'accroître l'efficacité de la gouvernance (tout en préservant le monopole du Parti sur le pouvoir politique), une caractéristique qualifiée d'« autoritarisme réactif ». Cependant, plus récemment, son existence a été remise en question sous Xi Jinping⁵⁶. On peut désormais s'attendre à ce que diverses parties de la société nourrissent de la rancune envers le dirigeant, même si elles ne le manifestent pas par crainte de la répression.

Il est important de noter que cela inclurait des millions de membres du parti, de fonctionnaires et de leurs proches qui ont été affectés négativement par la campagne anti-corruption de Xi.

Les sources existantes de mécontentement public et leur puissance ont fait surface fin 2022 sous la forme de manifestations contre les restrictions prolongées dues à la COVID-19 – qui constituaient la stratégie phare de Xi Jinping depuis le début de la pandémie. Ce bref épisode montre que, même si, jusqu'à présent, le régime chinois semble globalement satisfait, l'humeur générale peut changer relativement brutalement. Il reste à voir si les manifestations, et plus généralement la période de la COVID-19, auront des répercussions futures sur les relations entre le Parti-État et la société.

Globalement, les changements intervenus dans le système politique chinois sous Xi Jinping ont privilégié la stabilité à court terme au détriment de la flexibilité, de l'efficacité et de la compétence des organes du Parti et de l'État. De tels changements pourraient même compromettre la stabilité à moyen et long terme du système, laquelle serait presque inévitablement affectée par le départ éventuel de Xi Jinping, ce qui pourrait entraîner une lutte de pouvoir entre ses successeurs.

Comment le Parti-État pourrait-il répondre aux défis économiques, internationaux et nationaux ? Une option consisterait à inverser les changements récents et à instaurer une nouvelle période de détente intérieure relative, assortie d'une approche plus prudente en matière de politique étrangère. Une telle éventualité est certainement improbable sous Xi Jinping, compte tenu non seulement de son bilan, mais aussi de toutes les indications disponibles sur ses préférences et sa vision. Une autre solution consisterait à poursuivre le durcissement du système, notamment par le contrôle de l'information, la surveillance et la répression, tout en s'efforçant de relancer l'économie grâce aux avancées technologiques nationales.

De plus, pour atténuer les coûts supplémentaires qui en résulteraient, le Parti-État pourrait accroître le rôle du nationalisme comme facteur de légitimation. Le patriotisme et le nationalisme ont gagné en importance dans la propagande intérieure du PCC, en particulier depuis les manifestations de 1989. Le nationalisme – notamment dirigé contre les pays occidentaux tenus pour responsables du « siècle d'humiliation » d'avant 1949 – est devenu un

⁵⁴ Banque mondiale, « [Données sur la pauvreté 1990-2020](#) », page Web, s.d.

⁵⁵ F. Šebok et R. Turcsányi, « [La Chine, un défi narratif pour les États membres de l'OTAN](#) », Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN, 2021, p. 6.

⁵⁶ R. Qiaoan et J. Teets, « [L'autoritarisme réactif en Chine – une analyse de la réactivité des administrations Xi et Hu](#) », *Journal des sciences politiques chinoises*, vol 25, 2020, pp. 139-153.

Un outil efficace pour mobiliser et unir l'opinion publique chinoise derrière les discours officiels du PCC⁵⁷. Cependant, l'opinion nationaliste a parfois également défié le Parti-État⁵⁸, qui a dû répondre aux demandes populaires. Celles-ci pourraient à l'avenir accroître la pression sur le gouvernement pour qu'il agisse avec force dans les affaires internationales afin d'éviter une réaction négative au niveau national.

La politique intérieure de la Chine a des implications importantes pour les relations UE-Chine, notamment parce que la politique étrangère de la Chine s'inscrit dans le prolongement de la politique intérieure et des objectifs du PCC. De plus, les considérations nationales primeront toujours sur les affaires internationales pour le PCC. Parallèlement, l'UE est un acteur important qui influence la situation intérieure de la Chine, notamment en raison de son importance économique.

Dans un avenir proche, l'UE doit s'attendre à ce que la situation politique intérieure chinoise reste tendue, voire s'aggrave encore, sous la direction de Xi Jinping. Il est peu probable que la Chine réponde positivement aux critiques de l'UE, et tout désaccord pourrait donc aggraver les relations.

De plus, les défis intérieurs croissants et le nationalisme croissant pourraient alimenter la politique étrangère chinoise, conduisant la Chine à recourir à une posture plus agressive, ce qui aggraverait les tensions entre l'UE et la Chine.

3.3 Scénarios potentiels pour l'avenir du système autoritaire chinois

L'avenir de la Chine est assez imprévisible, avec un large éventail de scénarios possibles qui pourraient émerger en fonction de facteurs internes et externes. Quatre scénarios sont présentés ici afin de mettre en évidence certaines orientations potentielles d'évolution du système politique chinois au cours des 10 à 30 prochaines années. Au cours de cette période, la Chine connaîtra très certainement des changements de direction et il est donc possible que différentes approches stratégiques soient introduites, ce qui est moins probable tant que Xi Jinping est au pouvoir. Chaque scénario est associé à un pays afin d'éviter des descriptions plus complexes des processus et systèmes concernés.

- **Scénario à la taïwanaise** : à mesure que la Chine s'enrichit, elle pourrait devenir une démocratie à part entière, fonctionnant selon l'État de droit et respectant les droits de l'homme. C'est un scénario privilégié par la plupart des pays de l'UE et de l'Occident en général. Cependant, sans surprise, le PCC s'y oppose farouchement. On ignore dans quelle mesure la réalisation complète d'un tel scénario peut être considérée comme réaliste, même par les intellectuels et les citoyens chinois les plus libéraux, et donc s'il est même souhaitable de s'engager sur une telle trajectoire. Cela s'explique en partie par le fait que le processus de démocratisation pourrait être très instable et produire des résultats trop incertains.

Au lieu du résultat escompté, un nouveau leadership bénéficiant d'un large soutien populaire pourrait facilement basculer dans le populisme, voire devenir plus nationaliste et anti-occidental que le PCC. Il est donc très peu probable que la Chine se démocratise dans un avenir proche, et encore moins qu'elle mette en place un régime stable, automatiquement favorable à l'ordre international actuel, dirigé par l'Occident. Dans le même temps, l'option de la démocratisation ne doit pas être rejetée d'emblée, et encore moins en raison de divers facteurs culturels ou historiques.

- **Scénario de type Singapour** : compte tenu de la richesse croissante de la Chine et du maintien au pouvoir du PCC sans opposition raisonnable, cette option verrait l'émergence d'un système politique non compétitif, mais privilégiant une approche sélective quant au degré de liberté dont devraient bénéficier les citoyens. Économiquement parlant, la Chine deviendrait une véritable superpuissance mondiale, notamment grâce à sa technologie et à une gouvernance efficace. Ce scénario pourrait être considéré comme relativement positif pour les citoyens chinois, qui finiraient par vivre dans une société matériellement riche et bien gouvernée, ce qui engendrerait un niveau de satisfaction généralement élevé. Cependant, à l'extrême, cette option pourrait entraîner des caractéristiques d'une surveillance dystopique et d'un État intrusif, encore plus prononcées qu'actuellement. Un tel scénario

57 Z. Wang, *N'oubliez jamais l'humiliation nationale. Mémoire historique dans la politique et les relations extérieures chinoises*, Columbia University Press, New York, 2014.

58 J. Chen Weiss, *Patriotes puissants : la protestation nationaliste dans les relations étrangères de la Chine*, Oxford University Press, Oxford, 2014.

Ce scénario impliquerait que la Chine remettrait en cause la position dominante de l'Occident dans le monde en termes de puissance économique et matérielle, tandis que le succès de son modèle de gouvernance affaiblirait l'attrait de la démocratie libérale. Même si la Chine ne deviendrait pas le pays dominant à l'échelle mondiale, elle égalerait au moins les États-Unis pour instaurer une véritable répartition multipolaire du pouvoir.

- **Scénario similaire à celui de la Russie** : le processus de réforme de la Chine continuerait de ralentir et finirait par disparaître complètement, laissant le pays confronté à des défis économiques, politiques et sociaux croissants. Le régime aurait recours à une répression et à une violence accrues, sans toutefois disposer des capacités suffisantes pour assurer la stabilité. Sur le plan international, la puissance du pays atteindrait son apogée, puis commencerait à décliner. La combinaison de l'instabilité intérieure et du déclin de la puissance pourrait alimenter une politique étrangère plus agressive visant à gagner le soutien de la population en associant le mécontentement à des menaces extérieures. L'invasion de Taïwan ou le lancement d'autres conflits militaires sur des territoires disputés (ou même actuellement incontestés) deviendraient une hypothèse plus réaliste.
- **Scénario similaire à celui de la Corée du Nord** : le PCC répondrait aux problèmes économiques croissants par une répression toujours plus sévère et une surveillance omniprésente de ses citoyens. Son pouvoir et son influence sur l'économie et la société ne cesseraient de croître, jusqu'à atteindre l'ampleur d'un État totalitaire à part entière, où les individus seraient sous surveillance constante et perdraient la majeure partie de leur autonomie. Face à la stagnation, voire au déclin, de l'économie et de la qualité de vie, l'État s'appuierait davantage sur les technologies les plus avancées pour préserver sa sécurité. Sur le plan international, la Chine s'isolera davantage, du moins en ce qui concerne les échanges humains et d'informations, même si les échanges commerciaux se poursuivraient dans une certaine mesure dans les domaines jugés nécessaires. Un tel régime ne mènerait pas nécessairement une politique étrangère militairement agressive, sa sécurité intérieure étant garantie, mais il utiliserait la menace étrangère comme un argument de propagande constant à des fins nationales. Il est probable qu'il adopterait également des postures conflictuelles, sans aller jusqu'à la guerre, dans ses divers différends territoriaux ou autres conflits internationaux.

Ces quatre scénarios sont volontairement formulés en des termes plutôt extrêmes, car il est peu probable que la dynamique réelle s'inscrive définitivement dans un scénario unique. Si l'on s'en tient aux 70 dernières années de la RPC, la Chine continuera de s'adapter et de changer de manière assez organique et parfois imprévisible.

3.4 Ingérence politique de Pékin, attaques cybernétiques et hybrides, opérations de désinformation et d'influence en Europe

Ces dernières années, l'Europe a été témoin d'une escalade des tentatives de Pékin d'exercer une influence sur le continent, en employant une gamme de tactiques allant des initiatives de soft power aux cyberattaques et aux campagnes de désinformation.

Dans le spectre de l'ingérence politique, les offensives de soft power sont généralement considérées comme des moyens légitimes de diplomatie publique et perçues comme un multiplicateur de force, inefficaces si elles sont employées seules⁵⁹. Il est conséquent que les campagnes de soft power de la Chine en Europe sont complétées par d'autres instruments plus persuasifs, tels que les « pratiques de propagande »⁶⁰ via l'utilisation du discours politique officiel chinois, ainsi que des éléments d'intimidation contre ceux qui contestent les discours positifs⁶¹ appliqués par l'État chinois et les acteurs affiliés à l'État.

59 J. Nye, « [Soft Power et diplomatie publique revisités](#) », Journal de diplomatie de La Haye, vol. 14, n° 1-2, 2019, pp. 7-20.

60 Y. Wu, « [Reconnaître et résister à l'évolution de la puissance de la Chine](#) », Revue américaine d'études chinoises, vol. 26, n° 2, 2019, pp. 129-153.

61 M. Spetalnick, D. Brunnstrom et M. Martina, « [La Chine ne se laisse pas décourager dans sa campagne visant à faire pression sur les critiques à l'étranger malgré la réaction négative de l'Occident](#) », Reuters, 11 mai 2023.

Par sa « diplomatie du masque » menée en 2020, la Chine a fourni des fournitures médicales et un soutien aux pays européens, notamment pendant la première phase de la pandémie de COVID-19, afin de faire évoluer la perception selon laquelle la Chine était à l'origine de la pandémie et en était la solution. La Chine espérait ainsi tirer profit des « actes de gratitude étrangère » pour obtenir l'approbation de son public national⁶². Les effets de cette politique ont été globalement limités en Europe, hormis l'affaire de l'hôpital Huoshenshan, construit en 10 jours⁶³.

Il est toutefois un peu prématuré d'affirmer que le soft power de la Chine est en train d'échouer en Europe. Même si l'histoire de la COVID-19 en Chine n'a pas captivé l'imagination du public, d'importantes leçons ont été tirées, notamment la faible efficacité des canaux médiatiques officiels par rapport aux médias sociaux décentralisés. Ces leçons sont utilisées pour diffuser des récits promouvant la culture chinoise ainsi que ses prouesses économiques et technologiques. Les sondages montrent que deux récits promus par les médias affiliés à la Chine sont généralement bien perçus par les Européens : la technologie chinoise et les liens commerciaux⁶⁴. Par exemple, dans les États baltes, la Chine est également perçue comme : un « partenaire lucratif » ; un fournisseur d'avantages économiques ; un « leader mondial, un acteur de premier plan en matière de technologie et d'économie » ; ainsi qu'un « pays des merveilles culturelles et historiques », le pays étant présenté comme une civilisation ancienne, tout en coexistant harmonieusement avec le développement et la modernité⁶⁵.

Français La stratégie employée par la Chine en Europe implique également la manipulation et l'ingérence de l'information étrangère dans le but de « diriger l'attention vers un acteur ou un récit différent ou de rejeter la faute (divertir) » et de déformer la réalité⁶⁶. Le rapport 2022 du SEAE a révélé que sur 12 incidents provenant de Chine, 5 avaient des recoupements avec la Russie, y compris l'histoire des laboratoires biologiques américains en Ukraine⁶⁷. En 2022, l'équipe de recherche Meta a découvert un réseau originaire de Chine et ciblant la République tchèque, critiquant le soutien tchèque à l'Ukraine et son impact sur l'économie tchèque et appelant le gouvernement à éviter de s'opposer à la Chine⁶⁸ – la méthode et le discours étaient similaires à l'approche russe. Cependant, la Chine a également utilisé ses propres pratiques uniques, telles que le recours à des influenceurs étrangers⁶⁹ sur les plateformes de médias sociaux occidentales pour contrer les critiques relatives aux droits de l'homme et le recours au scraping de données pour recueillir des informations sur les acteurs nationaux dans le domaine public⁷⁰.

Un élément important de l'ingérence de la Chine en Europe réside dans ses cyberattaques. Les acteurs chinois ont ciblé un large éventail d'entités, des institutions gouvernementales aux organisations privées, via Menaces persistantes avancées⁷¹. En 2022, les institutions de sécurité et de politique étrangère des États membres de l'UE ont imputé à des entités chinoises de telles cyberattaques visant à collecter des données (Allemagne⁷², France), ainsi qu'une campagne d'espionnage contre les ministères de l'Intérieur et de la Défense (Belgique). Le nombre total d'incidents impliquant la Chine pourrait être bien supérieur à ceux signalés à ce jour, car dans plus de la moitié des cas, l'attribution à un acteur est attribuée.

62 B. Kowalski, « [La diplomatie du masque de la Chine en Europe : à la recherche de la gratitude étrangère et de la stabilité intérieure](#) », Journal des affaires courantes chinoises, vol 50, n° 2, 2021, pp. 209-226.

63 France 24, « [Coronavirus : la Chine construit un nouvel hôpital en seulement 10 jours](#) », 3 février 2020.

64 R. Turcsányi, A. Gerstl, K. Kironská, K. Dubravčíková, J. Iocovozzi, P. Gries, M. Šimalčík, K. Tsimonis, J. Magano, E. Doğan, J. Essa, B.

Toettoe, T. Ruehlig, UA Bērziņa-Čerenkova, D. Jiang et H. Aubie, [L'opinion publique transatlantique sur la Chine La concurrence entre les grandes puissances au milieu de l'invasion russe de l'Ukraine](#), CEIAS, décembre 2022, p. 18.

65 UA Bērziņa Čerenkova, S. Svetoka, E. Lucas, E. Klekere, V. Bohman et K. Nichols, [L'influence de la Chine dans l'environnement de l'information nordique-baltique : Lettonie et Suède](#), Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN, 2022.

66 Service européen pour l'action extérieure, [1er rapport du SEAE sur les menaces de manipulation et d'ingérence des informations étrangères en vue d'un cadre pour la défense en réseau](#), Communications stratégiques, groupes de travail et analyse de l'information (STRAT.2), 2023.

67 Ibid.

68 B. Nimmo et M. Torrey, [Démanteler les comportements inauthentiques coordonnés de la Russie et de la Chine](#), MÉTA, 2022.

69 F. Ryan, A. Bogle, A. Zhang et D. Impiombato, [Emprunter des bouches pour parler du Xinjiang](#), Politique stratégique australienne N. Ruser Institute, International Policy Centre, Policy Brief, rapport n° 55, 2021.

70 D. Hurst, L. Kuo et C. Graham-McLay, « [Fuite de données Zhenhua : les données personnelles de millions de personnes dans le monde recueillies par une entreprise technologique chinoise](#) », The Guardian, 14 septembre 2020.

71 Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité, [JP-23-01 - Activité soutenue d'acteurs de menaces spécifiques, publication conjointe de la coopération structurée entre le CERT-UE et l'ENISA](#), Coopération structurée entre le CERT-EU et l'ENISA, JP-23-01, 15 février 2023.

72 Bundesamt für Verfassungsschutz, [Aktuelle Cyberangriffskampagne gegen deutsche Wirtschaftsunternehmen durch die Gruppierung APT27](#), BfV Cyber-Brief, n° 01, 2022.

est difficile à atteindre de manière concluante⁷³. L'objectif de ces attaques varie, mais peut inclure la cybercriminalité financière, l'espionnage, le vol de propriété intellectuelle, les rançongiciels et potentiellement même le sabotage.

L'espionnage est une préoccupation transversale, car il utilise à la fois des méthodologies cybernétiques et traditionnelles. À ce sujet, le secrétaire général de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Jens Stoltenberg, a déclaré en 2023 : « Nous constatons également une intensification des activités de renseignement chinoises en Europe. Là encore, il s'agit de plateformes différentes. » Ils utilisent des satellites, des ordinateurs et, comme on l'a vu aux États-Unis, des ballons⁷⁴. À ce sujet, des rapports indiquent que, selon les services de sécurité belges, « jusqu'à un journaliste chinois sur cinq travaillant à Bruxelles est soupçonné d'être un agent de renseignement⁷⁵ », mentionnant également que les services de renseignement chinois utilisent des emplois dans le monde universitaire et les groupes de réflexion comme couverture.

Français Étant donné que l'ingérence de la Chine en Europe est en hausse, la question se pose de savoir si le problème est suffisamment reflété dans les discussions diplomatiques, les dialogues stratégiques et les sommets de l'UE avec la Chine. La position européenne est devenue plus claire et se caractérise par une résistance aux violations des droits de l'homme par Pékin, ainsi que par des perspectives différentes sur les droits de l'homme et les valeurs libérales, ainsi que sur la coercition économique. Dans le discours d'avril 2023 suivant sa visite à Pékin, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a décrit les défis économiques et géopolitiques auxquels l'Europe est confrontée de la part de la Chine⁷⁶, sans toutefois faire mention d'ingérence. Lorsque le haut représentant Josep Borrell s'est exprimé à l'Université de Pékin en octobre 2023, il n'a pas hésité à formuler des critiques, déclarant que la Chine et l'UE ne sont « clairement pas sur la même longueur d'onde »⁷⁷ en ce qui concerne les valeurs et l'économie. Cependant, les dirigeants européens n'osent pas signaler que la Chine est non seulement un rival systémique dans d'autres parties du monde, mais aussi un acteur interférent en Europe, ce qui n'est pas à la mesure du niveau de menace que représente la campagne multiforme de la Chine. L'ingérence politique, les cyberattaques et les attaques hybrides, les campagnes de désinformation et les opérations d'influence de la Chine en Europe sont multiformes et exigent donc une réponse globale de la part de l'UE. En 2021, une « Déclaration du Haut Représentant au nom de l'Union européenne exhortant les autorités chinoises à prendre des mesures contre les cyberactivités malveillantes menées depuis son territoire »⁷⁸ a été publiée, mais son contenu n'a pas été diffusé dans les communications politiques de haut niveau avec la Chine et n'apparaît pas non plus lors des « dialogues de suivi 1.5 », tels que les plateformes de réflexion Europe-Chine.

3,5 Les violations des droits de l'homme en Chine et leurs conséquences pour l'UE

Relations avec la Chine

Depuis 1995, la Chine et l'UE ont tenu pas moins de 38 dialogues sur les droits de l'homme. Initialement, ces dialogues s'inscrivaient dans le cadre de 70 forums bilatéraux entre les deux parties. Cependant, bien que l'objectif de Bruxelles ait été de recourir à un dialogue confidentiel et institutionnalisé pour soulever les préoccupations relatives aux droits de l'homme avec Pékin, l'impact est incertain. Entre 2019 et 2023, ce dialogue a été gelé en raison de sanctions mutuelles. Alors que l'UE imposait des sanctions à quatre responsables chinois et à une entité impliqués dans des violations des droits de l'homme au Xinjiang, les sanctions de représailles de la Chine visaient des députés européens, parmi de nombreux autres responsables européens et membres de la société civile⁷⁹.

⁷³ Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité, [JP-23-01 - Activité soutenue d'acteurs de menaces spécifiques, publication conjointe de la coopération structurée entre le CERT-UE et l'ENISA](#), Coopération structurée entre le CERT-UE et l'ENISA, JP-23-01, 15 février 2023, p. 21.

⁷⁴ P. Stuart et I. Ali, « [Sites américains d'intérêt visités par d'anciens ballons chinois, selon le Pentagone](#) », Reuters, 9 février 2023.

⁷⁵ B. Moens, « [L'UE a un problème d'espionnage — voici pourquoi il est si difficile de les attraper](#) », Politico, 1er décembre 2022.

⁷⁶ Commission européenne, « [Discours de la présidente von der Leyen lors de la séance plénière du Parlement européen sur la nécessité d'une stratégie cohérente » stratégie pour les relations UE-Chine](#) », Discours, 18 avril 2023.

⁷⁷ Service européen pour l'action extérieure, « [Chine : discours du haut représentant/vice-président Josep Borrell à l'Université de Pékin](#) », Communications stratégiques, 13 octobre 2023.

⁷⁸ Conseil de l'Union européenne, « [Chine : déclaration du haut représentant au nom de l'Union européenne exhortant les autorités chinoises à prendre des mesures contre les cyberactivités malveillantes menées depuis son territoire](#) », Communiqué de presse, 19 juillet 2021.

⁷⁹ M. Parry, « [Contre-sanctions chinoises contre des cibles de l'UE](#) », Service de recherche du Parlement européen, PE 690.617, 2021.

Ce n'est qu'après près de quatre ans, en février 2023, que les deux parties ont décidé de reprendre leur 38^e dialogue sur les droits de l'homme⁸⁰, mais avec des attentes révisées. La Chine espérait une levée des sanctions, conduisant à une reprise de l'AGI, tandis que les Européens voulaient s'attaquer aux abus en Chine même. L'UE a exprimé sa « grave préoccupation »⁸¹ concernant les limitations des droits fondamentaux, non seulement à l'encontre des Ouïghours, des Tibétains et des personnes appartenant à des minorités religieuses, ethniques et linguistiques, mais aussi dans toute la Chine, y compris à Hong Kong, où la liberté d'expression a été sérieusement restreinte. Ces dernières années, l'Europe a fréquemment tenté d'aborder le sujet des violations des droits de l'homme, tout en critiquant publiquement le bilan du gouvernement chinois en la matière. En réponse, « la Chine s'est concentrée sur la situation et le traitement des réfugiés et des migrants dans l'UE, ainsi que sur les manifestations de racisme et de xénophobie dans l' UE »⁸².

Français Pour cette raison, comme l'ont déclaré d'actuels et d'anciens responsables de l'UE, la réalité des relations bilatérales est qu'il est devenu pratiquement impossible de dialoguer avec une Chine toujours aussi affirmée sur ces questions⁸³. Depuis 2013, la vision des dirigeants chinois actuels a mis fin à toute tentative de mettre en œuvre une séparation des pouvoirs de type Montesquieu. Le « Communiqué sur l'état actuel de la sphère idéologique » du PCC (également connu sous le nom de « Document n° 9 ») a spécifiquement abordé cette question⁸⁴. Au cours des dix dernières années, il est devenu de plus en plus difficile pour les avocats indépendants d'exercer en Chine continentale. Le discours du régime affirme que la Chine est la véritable démocratie, alors que les sociétés occidentales ont échoué⁸⁵. Dans le même temps, le message du président Xi Jinping au cours de la dernière décennie a été de promouvoir la souveraineté et le pouvoir chinois plutôt que de protéger les droits individuels – et encore moins lorsqu'il s'agit de protéger les groupes ethniques minoritaires.

Un autre point de discorde entre les deux parties concerne la réglementation chinoise sur les ONG, promulguée en 2017⁸⁶, avec l'implication directe du ministère de la Sécurité publique en tant qu'autorité gérant les affaires des ONG étrangères souhaitant opérer en Chine. Outre ces actions politiques, d'autres développements ont également joué un rôle important dans la limitation de l'activité des ONG étrangères en Chine. La pandémie de COVID-19 a « drastiquement limité la circulation des personnes à travers les frontières chinoises, un changement majeur pour les ONG étrangères qui y maintiennent des opérations »⁸⁷. De plus, il y a trois ans, la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong est entrée en vigueur⁸⁸, ce qui a eu un impact négatif sur la société civile de la ville et même sur les ONG ayant des programmes en Chine continentale⁸⁹. Les seules ONG étrangères qui ont prospéré pendant cette période étaient des associations commerciales ou industrielles. À partir de 2020, leur nombre a augmenté et, en 2021, elles représentaient environ 80 % des ONG étrangères enregistrées cette année-là⁹⁰.

Les violations des droits de l'homme commises partout en Chine ne font que renforcer la justesse de la description de la Chine comme un rival systémique par l'UE. Les deux parties partagent non seulement des systèmes politiques différents, mais aussi des valeurs et des perspectives politiques différentes. La Chine, dirigée par le PCC, maintient une approche autoritaire qui accorde peu d'importance à ce qu'elle considère comme les droits de l'homme politiques « occidentaux », les définissant plutôt comme centrés sur le développement économique. Ce mépris des droits de l'homme conduit inévitablement à des violations ou des abus, qui affectent à leur tour les relations UE-Chine. Par le passé, même des citoyens européens en Chine ont été victimes de l'interprétation autoritaire du pouvoir d'État par Pékin. Même si le dialogue UE-Chine sur les droits de l'homme pouvait revenir à son état antérieur, il ne pourrait guère aboutir tant que Pékin resterait inflexible dans son autoritaire.

80 Conseil de l'Union européenne, « [L'UE impose de nouvelles sanctions pour les graves violations des droits de l'homme dans le monde](#) », Communiqué de presse, 22 mars 2021.

81 Service européen pour l'action extérieure, « [Chine : le 38^e dialogue sur les droits de l'homme avec l'Union européenne se déroule à Bruxelles](#) », 17 février 2023.

82 Ibid.

83 entretiens avec d'anciens et actuels fonctionnaires de l'UE, novembre 2023.

84 S. Beach, « [TRADUCTION CHINAFILE DU « DOCUMENT 9 » DU PCC](#) », China Digital Times, 10 novembre 2023.

85 Global Times, « [La société chinoise progresse tandis que l'Occident a perdu la perspective de l'avenir](#) », 13 novembre 2023.

86 The China NGO Project, « [Fiche d'information sur la loi chinoise sur les ONG étrangères](#) », China File, 1^{er} novembre 2017.

87 The China NGO Project, « [Les principales questions concernant la loi chinoise sur les ONG étrangères sont désormais réglées](#) », Dossier Chine, 8 août 2022.

88 L. Wong et T. Kellogg, « [De nouvelles données montrent que les arrestations pour des raisons de sécurité nationale à Hong Kong suivent une tendance](#) », Dossier Chine, 3 mai 2021.

89 The China NGO Project, « [Les principales questions concernant la loi chinoise sur les ONG étrangères sont désormais réglées](#) », Dossier Chine, 8 août 2022.

90 Ibid.

perspective. Si la Chine pourrait, dans des moments de nécessité géopolitique, s'engager dans divers gestes de bonne volonté – bien que généralement modestes, comme la libération de cas spécifiques de militants emprisonnés – elle est susceptible de poursuivre son mépris à grande échelle des droits de l'homme, de l'État de droit et d'autres valeurs chères à l'UE.

Le dernier dialogue UE-Chine sur les droits de l'homme à Pékin ayant apparemment échoué, le dialogue entre les deux parties est devenu très difficile. Néanmoins, il est à espérer que le Parlement européen – également visé par les sanctions chinoises – continuera de jouer un rôle essentiel, aux côtés de partenaires partageant les mêmes valeurs, dans la défense des normes et des valeurs démocratiques. Grâce à sa composition diversifiée et riche, le Parlement européen devrait rester la voix de la défense européenne de la démocratie, des droits de l'homme et de la défense des minorités. Par conséquent, la communication et les missions parlementaires demeurent essentielles parmi les outils du Parlement.

Le Parlement européen fait partie des institutions européennes qui ont vivement critiqué les violations des droits de l'homme commises par la Chine. Français en : adoptant 25 résolutions cruciales⁹¹ ; en commençant à travailler sur une nouvelle législation sur la diligence raisonnable⁹² qui vise à prévenir les violations des droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement (par exemple en dissuadant les entreprises de l'UE de travailler avec des matières premières du Xinjiang dont les chaînes d'approvisionnement ne peuvent pas être correctement contrôlées) ; et en décernant le prix Sakharov en 2019 à Ilham Tohti⁹³, un militant ouïghour condamné à la réclusion à perpétuité⁹⁴. Malheureusement, deux ans après son annonce, la législation sur la diligence raisonnable n'a pas encore été mise en œuvre.

À l'avenir, compte tenu de son leadership en matière de promotion des valeurs et de défense des droits de l'homme, le Parlement européen devrait continuer à se concentrer sur ces questions et, si nécessaire, faire pression sur la Commission européenne et les États membres pour qu'ils restent concentrés sur leurs objectifs dans leurs relations avec Pékin et d'autres gouvernements autoritaires. Il est important que le Parlement européen soit perçu comme faisant preuve de cohérence et évite de donner l'impression de cibler la Chine tout en ignorant les violations des droits de l'homme commises dans d'autres pays, en particulier ceux qui pourraient être considérés comme des partenaires dans la compétition contre la Chine.

4 Concurrence UE-Chine sur la scène mondiale

4.1 Relations UE-Chine au sein du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales

L'UE et la Chine ont des objectifs différents en matière de gouvernance internationale. Dans l'une des dernières déclarations chinoises sur le multilatéralisme, le Premier ministre Li Qiang a profité d'une réunion en septembre 2023 avec le président du Conseil européen, Charles Michel, pour réitérer que la conception de Pékin du « véritable » multilatéralisme s'exprime par le fait qu'il n'existe « qu'un seul système au monde, et c'est le système international avec les Nations Unies [ONU] en son cœur. Il n'existe qu'un seul ensemble de règles, à savoir les normes fondamentales régissant les relations internationales fondées sur la Charte des Nations Unies »⁹⁵. Quant à Michel, il a appelé à « modifier le droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU et à améliorer la représentativité du Conseil de sécurité de l'ONU en incluant les organisations régionales et les pays des régions sous-représentées »⁹⁶. Plus récemment, lors du sommet UE-Chine de décembre 2023, Michel a réitéré l'engagement de l'UE à défendre les droits de l'homme, déclarant que « pour l'UE, les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont universels. Ils ne sont pas négociables »⁹⁷.

⁹¹ Parlement européen, « [Résolution sur la détérioration des libertés fondamentales à Hong Kong, notamment le cas de Jimmy Lai](#) » (2023/2737(RSP)), P9_TA(2023)0242, 15 juin 2023.

⁹² Parlement européen, « [Députés européens : les entreprises ne doivent plus nuire aux personnes et à la planète en toute impunité](#) », Communiqué de presse, 10 mars 2021.

⁹³ Parlement européen, « [Prix Sakharov : la fille du lauréat 2019, Ilham Tohti, reçoit le prix en son nom](#) », Actualités, 19 décembre 2019.

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Association chinoise pour les Nations Unies, « [Séminaire intitulé « Passer en revue les moments historiques, défendre l'équité et la justice - l'importance de la résolution A/RES/2758\(XXVI\) » organisé avec succès »](#), sd.

⁹⁶ Conseil européen, « [Assemblée générale des Nations Unies, New York, 18-22 septembre 2023](#) », Informations sur la réunion, 22 septembre 2023.

⁹⁷ Conseil européen, « [Sommet UE-Chine, 7 décembre 2023](#) », Informations sur la réunion, 7 décembre 2023.

Parallèlement, la Chine a promu ses nouveaux concepts : l'Initiative mondiale pour le développement (IMD), l'Initiative pour la civilisation mondiale et l'Initiative pour la sécurité mondiale, et plus récemment, l'Initiative mondiale pour la gouvernance de l'intelligence artificielle. L'IMD a été la première initiative de cette série, lancée lors d'un discours de Xi Jinping à l'Assemblée générale des Nations Unies de 2021, tandis que l'Initiative mondiale pour l'intelligence artificielle a été la dernière à être lancée lors du Forum « la Ceinture et la Route » de 2023. À l'ONU, l'IMD a été présentée comme un outil majeur pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD)⁹⁸. Fidèle à sa tradition de recherche d'un large soutien à ses slogans, la Chine a créé un Groupe des amis de l'IMD à l'ONU, composé de 68 membres⁹⁹. En résumé, si l'UE affirme que le multilatéralisme doit être indivisible, la Chine s'attache à développer sa propre participation à l'ONU. Néanmoins, la vision de la Chine pour l'avenir de l'ONU et de la gouvernance mondiale en général reste floue. Ses trois initiatives mondiales manquent de substance et ne contiennent pas de propositions claires sur la manière de changer l'ordre international ou les structures actuelles de gouvernance mondiale.

Français Un deuxième aspect à souligner est l'influence croissante de la Chine au sein des organisations internationales, y compris l'ONU. Depuis 1977, la Chine a accru sa présence dans plus de 50 organisations internationales, atteignant l'adhésion à 73 organisations d'ici 2023¹⁰⁰. Au sein du système des Nations Unies, des responsables chinois ont dirigé à un moment donné quatre des 15 agences spécialisées des Nations Unies : l'Organisation de l'aviation civile internationale ; l'Union internationale des télécommunications ; l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel¹⁰¹. Il convient de mentionner qu'un seul de ces leaderships chinois est en cours, celui de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. En raison de ce nombre important de responsables chinois occupant des postes de direction à l'ONU, on craint que Pékin ne les utilise pour « s'approprier l'autorité et la légitimité de l'ONU au service des intérêts de la politique étrangère de la Chine »¹⁰². Un ancien haut fonctionnaire chinois à l'ONU, Wu Hongbo, a clairement indiqué que « lorsqu'il s'agit de la souveraineté et de la sécurité nationales chinoises, nous [les responsables chinois servant dans les organisations internationales] défendons les intérêts de notre pays »¹⁰³.

Cette montée en puissance de la Chine à l'ONU est liée d'une part au retrait ou à la sortie pure et simple des États-Unis des organisations internationales sous l'administration Trump¹⁰⁴ et d'autre part à l'augmentation des contributions budgétaires de la Chine à l'ONU. La Chine est le deuxième contributeur financier au budget de l'ONU, contribuant à hauteur d'environ 367,9 millions de dollars en 2019, soit 12 % du total¹⁰⁵. Cela représente une augmentation considérable depuis 2010, lorsque la contribution de la Chine ne représentait que 3,04 % du total¹⁰⁶. En 2022, la contribution chinoise n'était que légèrement supérieure, à 438,1 millions de dollars¹⁰⁷.

En matière de vote, la Chine adopte une position plus proche de celle de la Russie et des pays du Sud. En tant que leader autoproclamé du « Groupe des 77 »¹⁰⁸, la Chine tente de se présenter comme un pays en développement et un défenseur des pays en développement.

98 J. Li, « [Remarques de clôture lors de la réunion de haut niveau sur les résultats de la coopération en matière d'initiatives de développement mondial pour les ODD : action et progrès](#) », Nations Unies, 19 septembre 2023.

99 Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Initiative mondiale pour le développement - S'appuyer sur les ODD 2030 pour une économie plus forte, un développement mondial plus vert et plus sain](#) », Nations Unies, s.d.

100 Agence centrale de renseignement américaine, « [The World Factbook - Chine](#) », page Web, 6 décembre 2023.

101 C. Fung et SH. Lam, « [La Chine dirige déjà quatre des quinze agences spécialisées de l'ONU et vise une cinquième](#) », Le Washington Post, 3 mars 2020.

102 C. Fung et SH. Lam, [Bilan mitigé : l'influence de la Chine aux Nations Unies. La Chine revêt une importance croissante pour le système des Nations Unies, et Pékin cherche à capitaliser sur cette influence au sein de l'organisme mondial](#), Institut Lowy, 18 décembre 2022.

103 Ibid.

104 Ibid.

105 China Power, « [La Chine contribue-t-elle à la mission des Nations Unies ?](#) », 7 mars 2016, mis à jour le 25 mai 2021.

106 C. Fung et SH. Lam, [Bilan mitigé : l'influence de la Chine aux Nations Unies. La Chine revêt une importance croissante pour le système des Nations Unies, et Pékin cherche à capitaliser sur cette influence au sein de l'organisme mondial](#), Institut Lowy, 18 décembre 2022.

107 ONU, « [Comité des contributions](#) », page Web, s.d.

108 Un groupe composé de 135 pays en développement, qui vise à promouvoir les intérêts économiques des pays en développement à l'ONU.

L'insertion de slogans chinois dans les documents de l'ONU est l'outil favori de la Chine, non seulement pour accroître son pouvoir et son influence à l'ONU¹⁰⁹, mais aussi pour susciter l'angoisse en Occident. Des mots et expressions tels que « contribution conjointe », « bénéfice mutuel », « coopération gagnant-gagnant », « sincérité » et « communauté de destin »¹¹⁰ figurent parmi ceux utilisés par le PCC et le gouvernement chinois pour décrire leur stratégie en matière de politique étrangère et créer un langage alternatif à celui des États-Unis ou de l'UE.

Outre la création d'un langage onusien aux « caractéristiques chinoises », un autre succès de la Chine réside dans sa capacité à convaincre d'autres pays et dirigeants d'utiliser ce langage. Parmi les pays qui semblent avoir régulièrement rejoint la sphère chinoise figurent des nations qui recherchent, ou ont reçu, des investissements ou une aide financière substantiels ces dernières années. Néanmoins, l'utilité pratique de l'adoption multilatérale de ce langage pour la Chine reste incertaine. Parallèlement, on ignore si ce langage est utilisé pour des objectifs géopolitiques explicites et comment il pourrait concrètement aider la Chine à les atteindre ; ou s'il est principalement destiné à une utilisation interne, pour souligner l'influence croissante de la Chine et sa contribution aux « solutions chinoises ».

Néanmoins, malgré le succès de la langue chinoise dans les documents de l'ONU, la Chine demeure insatisfaite de l'ONU et prône sa réforme. Selon la proposition 2023 de la RPC sur la réforme et le développement de la gouvernance mondiale, « la Chine appelle la communauté internationale à agir en faveur d'un véritable multilatéralisme, à défendre le système international centré sur les Nations Unies, à soutenir le rôle central de l'ONU dans les affaires internationales, à développer et améliorer davantage le système de gouvernance mondiale et à construire conjointement une communauté de destin pour l'humanité »¹¹¹. Cependant, la Chine considère que le Conseil des droits de l'homme et les autres organes des droits de l'homme de l'ONU constituent un lieu de confrontation et de pression plutôt que des plateformes de dialogue et de coopération¹¹².

Si l'UE soutient également le multilatéralisme et une meilleure représentation à l'ONU, les deux parties ont des objectifs différents. Par exemple, la Chine espère une modification de la représentation au sein du personnel des organes des droits de l'homme de l'ONU en incluant davantage de pays en développement¹¹³ tout en préservant la Charte des Nations Unies. Parallèlement, l'UE se bat pour réformer la Charte des Nations Unies, « notamment en modifiant le droit de veto et en renforçant la représentativité du Conseil de sécurité »¹¹⁴. La Chine est également active à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international (FMI), ces deux organisations ayant joué un rôle important dans le développement économique du pays.

La relation de la Chine avec la Banque mondiale a évolué, passant d'un important emprunteur dans les années 2000¹¹⁵ à un contributeur important aujourd'hui¹¹⁶. Le soutien apporté à la Chine par la Banque mondiale était important non seulement sur le plan économique, mais aussi d'un point de vue narratif. En 2006, la Chine figurait en tête des cinq piliers stratégiques proposés par la Banque mondiale dans sa Stratégie de partenariat avec le pays : « intégrer la Chine à l'économie mondiale ; réduire la pauvreté, les inégalités et l'exclusion sociale ; gérer la pénurie de ressources et les défis environnementaux ; financer une croissance soutenue et efficace ; et améliorer les institutions publiques et de marché »¹¹⁷. Par la suite, l'essor de la Chine s'est traduit par un pourcentage plus élevé de voix obtenues au sein de la Banque mondiale. En 2023, la Chine détenait 5,93 % du total des droits de vote, contre 5,93 % pour les États-Unis.

109 C. Fung et SH. Lam, [Bilan mitigé : l'influence de la Chine aux Nations Unies La Chine revêt une importance croissante pour le système des Nations Unies, et Pékin cherche à capitaliser sur cette influence au sein de l'organisme mondial](#), Institut Lowy, 18 décembre 2022.

110 Ibid.

111 Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Proposition de la République populaire de Chine sur la réforme et Développement de la gouvernance mondiale](#) », Actualités, 13 septembre 2023.

112 Ibid.

113 Ibid.

114 UN, « [L'UE à l'Assemblée générale des Nations Unies : appels à des réformes](#) », 25 septembre 2023.

115 Projet Bretton Woods, « [La Chine et la Banque mondiale](#) », 14 septembre 2011.

116D. Dollar, « [Acteur réticent : l'approche de la Chine à l'égard des institutions économiques internationales](#) », Brookings, 14 septembre 2020.

117 Projet Bretton Woods, « [La Chine et la Banque mondiale](#) », 14 septembre 2011.

La part des Chinois a diminué à 15,53 % et celle du Japon à 7,1 %¹¹⁸. En ce qui concerne le leadership, 2 postes de direction sur 35 sont occupés par des représentants chinois¹¹⁹.

Malgré l'amélioration de sa position au sein de la Banque mondiale, la Chine demeure insatisfaite de la Banque et du système de Bretton Woods. C'est pourquoi, au cours de la dernière décennie, elle a créé de nombreuses banques et fonds de développement alternatifs, tels que la Nouvelle Banque de développement des BRICS, la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures et le Fonds de la Route de la soie. À ces banques s'ajoutent les banques publiques chinoises, qui ont accordé la plupart des prêts accordés dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route »¹²⁰.

Français Avec le FMI, les relations sont assez similaires, à savoir que la Chine tente d'accroître sa puissance tout en éludant ses responsabilités de pays riche¹²¹. Malgré cela, la Chine occupe une position particulière au FMI, résultant du montant des sommes qu'elle contribue au Fonds. Ayant un siège permanent au FMI depuis 1980 et grâce aux réformes promues par les États-Unis, la Chine dispose d'une quote-part de 6,14 % des droits de vote, juste derrière le Japon (6,21 %), mais à une plus grande distance des États-Unis (16,66 %)¹²². Parmi les 32 hauts fonctionnaires du FMI, un seul est chinois¹²³.

Français Malgré l'entrée du renminbi dans le panier des droits de tirage spéciaux en 2016 et son statut de monnaie de réserve du FMI¹²⁴ et la révision à la hausse par le FMI des prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) de la Chine à 5,4 % pour 2023¹²⁵, les relations entre la Chine et le FMI ont continué de fluctuer. Dans les années 2000, la Chine manipulait la valeur de sa monnaie, empêchant les responsables du FMI d'appliquer l'article IV¹²⁶ et augmentait son excédent commercial¹²⁷. Aujourd'hui, la Chine semble s'aligner de plus en plus sur les normes du FMI, en abandonnant certaines de ses pratiques susmentionnées et en assumant davantage son pouvoir de vote au sein du FMI.

4.2 Traiter avec la Chine au sein de l'Occident global (G7, OTAN, coordination UE-USA)

Les pays occidentaux étant de plus en plus préoccupés par le comportement et les actions extérieures de la Chine, Face à la détérioration des relations avec les États-Unis et l'UE, l'Occident s'est davantage concentré sur ce pays pour coordonner son approche. De plus, la Chine a acquis une importance accrue au sein d'organisations comme le Groupe des Sept (G7).

Par le passé, les réunions entre les pays occidentaux ont eu tendance à être plus volatiles, sans aboutir à des résultats concrets. Cependant, l'affirmation accrue de la Chine, combinée aux récents événements mondiaux, a modifié cette situation. Alors que les dirigeants du Royaume-Uni, du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon et des États-Unis nient être en train de se « découpler » de la Chine et tentent plutôt de « minimiser les risques » liés à cette relation, ils ont simultanément mis en garde collectivement contre « l'accélération du renforcement de l'arsenal nucléaire chinois, sans transparence ni dialogue constructif »¹²⁸, et ont déclaré que cela « constitue une préoccupation pour le monde entier ».

¹¹⁸ Banque mondiale, « [Finances du Groupe de la Banque mondiale](#) », page Web, s.d.

¹¹⁹ Banque mondiale, « [Leadership du Groupe de la Banque mondiale](#) », page Web, s.d.

¹²⁰ J. Jin, X. Ma et KP Gallagher, « [Le financement du développement mondial de la Chine : une note d'orientation pour les bases de données du Global Development Policy Center](#) », Centre de politique de développement mondial, juillet 2018.

¹²¹ D. Dollar, « [Acteur réticent : l'approche de la Chine à l'égard des institutions économiques internationales](#) », Brookings, 14 septembre 2020.

¹²² Fonds monétaire international, « [Réforme des quotes-parts. Pour un FMI plus représentatif et moderne](#) », Rapport annuel 2016 du FMI, page Web, 2016.

¹²³ Ibid.

¹²⁴ N. Taplin et B. Blanchard, « [Le yuan chinois rejoint le club d'élite des monnaies de réserve du FMI](#) », Reuters, 1er octobre 2016.

¹²⁵ E. Cheng, « [Le FMI relève ses prévisions du PIB de la Chine après les mesures politiques de Pékin](#) », CNBC, 2 novembre 2023.

¹²⁶ L'article IV des Statuts du FMI (ci-après) stipule qu'une mission du FMI doit se rendre dans le pays désigné, recueillir des données économiques et financières et discuter avec les responsables locaux. Voir Fonds monétaire international, [Statuts du Fonds monétaire international : adoptés lors de la Conférence monétaire et financière des Nations Unies, Bretton Woods \(New Hampshire\), le 22 juillet 1944, modifiés et entrés en vigueur le 26 janvier 2016 par les modifications approuvées par le Conseil des gouverneurs dans la résolution n° 66](#).

², adopté le 15 décembre 2010, 2020.

¹²⁷ D. Dollar, « [Acteur réticent : l'approche de la Chine à l'égard des institutions économiques internationales](#) », Brookings, 14 septembre 2020.

¹²⁸ La Maison Blanche, « [La vision d'Hiroshima des dirigeants du G7 sur le désarmement nucléaire](#) », Déclarations et communiqués, 19 mai 2023.

et la stabilité régionale¹²⁹. En réponse, le ministère chinois des Affaires étrangères a déclaré avoir lancé une protestation solennelle, accusant le G7 de « manipuler l'agenda lié à la Chine et de la vilipender »¹³⁰. Exprimer des inquiétudes quant à la stabilité dans le détroit de Taiwan et appeler à éviter les hostilités au moyen d'une solution pacifique est devenu un thème commun dans les communiqués conjoints occidentaux, y compris ceux émanant du G7.

Depuis 2019, les organisations occidentales s'efforcent de se regrouper afin de relever les défis posés par les politiques et pratiques non marchandes de la Chine, qui faussent l'économie mondiale¹³¹, selon le dernier communiqué du G7. Jamais dans l'histoire du G7, les nations les plus développées du monde n'avaient exprimé des opinions aussi critiques à l'égard de la Chine, dénonçant notamment des pratiques néfastes, telles que le transfert illégitime de technologies ou la divulgation de données¹³².

L'OTAN est un autre acteur important, qui a également redéfini son message à l'égard de la Chine. Aujourd'hui, la Chine est perçue comme un rival qui « met en cause nos intérêts, notre sécurité et nos valeurs »¹³³ en utilisant des outils politiques, économiques et militaires, tout en « restant opaque sur sa stratégie, ses intentions et son renforcement militaire »¹³⁴. Selon l'OTAN, la Chine tente d'accroître son influence et son contrôle dans des secteurs et industries importants, utilise son influence économique pour gagner en influence et tente de déstabiliser l'ordre international fondé sur des règles¹³⁵. L'OTAN a également renforcé son engagement avec le Japon et la Corée du Sud¹³⁶, même si, pour l'instant, elle se concentre sur l'Europe, notamment compte tenu de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Malgré cela, certaines voix appellent à accorder une plus grande attention à la Chine et à la région indopacifique.

Si les discussions concernant la Chine au sein d'organisations telles que le G7 et l'OTAN sont désormais monnaie courante, la Chine est également devenue un sujet de plus en plus important dans les relations transatlantiques. Ces dernières années, les relations UE-États-Unis ont connu des hauts et des bas, allant de la position critique et des droits de douane imposés par l'administration Trump à la période plus amicale de l'administration Biden, qui a vu l'UE et les États-Unis unir leurs forces pour maintenir un ordre international fondé sur l'État de droit, les droits de l'homme et la démocratie. Un exemple de ce rapprochement croissant est la création d'un cadre de coopération transatlantique périodique, le Conseil Commerce et Technologie UE-États-Unis¹³⁷.

Français Plus récemment, dans la déclaration conjointe de décembre 2022 cosignée par la secrétaire d'État adjointe américaine de l'époque, Wendy Sherman, et le secrétaire général du SEAE, Stefano Sannino, les deux parties ont déclaré qu'elles souhaitaient « renforcer davantage » leur partenariat stratégique bilatéral sur la Chine et dans la région indo-pacifique¹³⁸. Elles ont non seulement déclaré que les États-Unis et l'UE « n'ont jamais été aussi alignés sur nos perspectives stratégiques »¹³⁹, mais ont également « réitéré leurs graves préoccupations concernant la situation des droits de l'homme en Chine, notamment au Xinjiang, au Tibet, en Mongolie intérieure et à Hong Kong »¹⁴⁰. Elles ont « affirmé [que] chacun dans le monde a le droit de manifester pacifiquement, conscient des manifestations en cours en Chine »¹⁴¹.

¹²⁹ Ibid.

¹³⁰ J. Ma, « [Sommet du G7 : les dirigeants s'engagent à contrer les pratiques « malveillantes » de la Chine et à lutter contre la coercition économique](#) », South China Morning Post, 20 mai 2023.

¹³¹ Ministère des Affaires étrangères du Japon, « [Communiqué des dirigeants du G7 d'Hiroshima](#) », 20 mai 2023.

¹³² Département d'État américain, « [Déclaration des ministres des Affaires étrangères du G7 Japon 2023](#) », 8 novembre 2023.

¹³³ OTAN, « [Communiqué du Sommet de Vilnius](#) », 11 juillet 2023.

¹³⁴ Ibid.

¹³⁵ Ibid.

¹³⁶ K. Moriyasu et T. Tsuji, « [L'OTAN va renforcer ses liens avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud](#) », Nikkei Asia, 13 juin 2023.

¹³⁷ Commission européenne, « [Conseil Commerce et Technologie UE-États-Unis](#) », page Web, s.d.

¹³⁸ Département d'État américain, « [UE-États-Unis : Communiqué de presse conjoint sur les consultations entre la secrétaire d'État adjointe américaine Wendy Sherman et le secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure Stefano Sannino](#) ». Note aux médias, Bureau du porte-parole, 2 décembre 2022.

¹³⁹ Ibid.

¹⁴⁰ Ibid.

¹⁴¹ Ibid.

Lors du sommet UE-États-Unis de 2023, Bruxelles et Washington ont convenu d'une position plus équilibrée envers la Chine, en exprimant leur souhait de « relations constructives et stables » tout en exprimant leurs préoccupations concernant les droits de l'homme et les tensions maritimes¹⁴², conformément aux discussions du G7¹⁴³. Ils ont également souligné l'importance du maintien de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan et en mer de Chine méridionale¹⁴⁴, convergeant non seulement sur des sujets tels que les violations des droits de l'homme au Xinjiang, au Tibet et à Hong Kong, mais aussi sur les questions liées à l'invasion de l'Ukraine par la Russie¹⁴⁵.

Une évolution notable est l'adoption par Washington du cadre de dé-risquage de l'UE¹⁴⁶. Alors que le dé-risquage a été créé spécifiquement pour apaiser les inquiétudes concernant le découplage, qui semblait gagner des adeptes aux États-Unis, l'administration Biden a rapidement déclaré son soutien au dé-risquage, qui s'est ainsi transformé en une approche occidentale. Dans le cadre de cette approche commune, les deux parties rejettent un découplage total avec la Chine, tout en se concentrant sur la nécessité de protéger les « technologies avancées importantes qui pourraient être utilisées pour menacer la paix et la sécurité mondiales »¹⁴⁷. Des efforts importants ont été déployés par l'administration Biden pour se rapprocher de l'UE.

Français Lors d'échanges bilatéraux, l'UE a appelé à la suppression permanente de tous les droits de douane de l'ère Trump sur les exportations européennes d'acier et d'aluminium¹⁴⁸. En échange, les États-Unis ont demandé à l'UE d'enquêter et d'imposer des droits de douane sur « les sources de surcapacité non marchande »¹⁴⁹, une référence à la Chine, le plus grand exportateur d'aluminium et d'acier¹⁵⁰. Les deux parties ne sont pas encore parvenues à un accord¹⁵¹, bien que la question ait perdu de l'importance qu'elle avait sous la période plus conflictuelle de l'administration Trump. Néanmoins, des inquiétudes subsistent en Europe quant à l'évolution des relations transatlantiques si Trump ou un président américain républicain équivalent arrivait au pouvoir en 2025. L'avenir de la coopération UE-États-Unis sur la Chine est donc quelque peu incertain et il est probable que la Chine continuera à essayer de convaincre l'Europe de se distancer des États-Unis, en profitant de sujets sur lesquels les deux partenaires transatlantiques ont des points de vue divergents. Même s'il est probable que ces efforts échouent si l'UE et les États-Unis maintiennent un certain degré d'unité dans leur approche envers la Chine, l'ampleur de cet échec dépendra en grande partie de l'évolution de la politique intérieure américaine.

4.3 La passerelle mondiale contre l'initiative « Ceinture et Route » et l'avenir de la politique de développement de l'UE

En 2013, le monde a assisté au lancement de la BRI par la Chine. S'appuyant sur les récits anciens de la Route de la Soie, la BRI a émergé à une époque où de nombreux observateurs internationaux étaient enthousiastes à l'idée de revitaliser un tel concept. La Chine a exploité cette tendance pour créer une initiative qui a ensuite dépassé sa portée géographique initiale et est passée d'une initiative régionale à une initiative mondiale. Ce n'est qu'en 2015 que Pékin a présenté la Vision et le Plan d'action de la BRI¹⁵², dans lesquels une tentative a été faite pour définir la portée de la BRI. Cependant, à ce stade, sans vision officielle, la BRI était déjà perçue et interprétée sous de multiples angles, tels que : un méga-plan d'infrastructures ; un plan directeur chinois ; un piège de la dette ; un slogan ; une stratégie de marque ; ou encore une initiative impérialiste.

¹⁴² Commission européenne, « [Déclaration conjointe du sommet États-Unis-UE](#) », DÉCLARATION/23/5198, 20 octobre 2023.

¹⁴³ Ibid.

¹⁴⁴ Ibid.

¹⁴⁵ Ibid.

¹⁴⁶ Département du Trésor des États-Unis, « [Le département du Trésor annonce une stratégie de réduction des risques pour 2023](#) », Communiqué de presse, 25 avril 2023.

¹⁴⁷ Commission européenne, « [Déclaration conjointe du sommet États-Unis-UE](#) », DÉCLARATION/23/5198, 20 octobre 2023.

¹⁴⁸ F. Bermingham et I. Patrick, « [Le sommet États-Unis-UE appelle à une approche équilibrée envers la Chine, appelant à des « relations constructives et stables »](#) », *South China Morning Post*, 20 octobre 2023.

¹⁴⁹ Ibid.

¹⁵⁰ Ibid.

¹⁵¹ E. Sadden et J. Coyne, « [L'UE et les États-Unis ne parviennent pas à conclure un accord sur la durabilité de l'acier et de l'aluminium ; prolongent le délai jusqu'à la fin de l'année](#) », S&P Global, 21 octobre 2023.

¹⁵² Conseil d'État de la République populaire de Chine, « [Texte intégral : Plan d'action sur l'initiative « Ceinture et Route »](#) », 30 mars 2015.

Selon la plupart des observateurs, la caractéristique la plus visible de la BRI était la construction ou l'investissement dans des chemins de fer, des ports et d'autres infrastructures en Asie, en Afrique et en Europe. De ce fait, la BRI a commencé à susciter de nombreuses inquiétudes en Occident, partant du principe que, grâce à cette initiative, la Chine gagnerait en influence sur les pays du Sud et accroîtrait sa puissance géopolitique.

Français En conséquence, de nombreux pays ou entités, y compris l'UE, ont commencé à lancer des initiatives concurrentes, explicitement conçues pour se concentrer sur le développement des infrastructures, contrairement à la BRI, qui est davantage une marque de fabrique de la politique étrangère de la Chine. Selon son Livre blanc de 2015, il ne s'agit pas seulement de connectivité des infrastructures ou des installations, mais aussi de « coordination des politiques, de commerce sans entrave, d'intégration financière et de liens interpersonnels »¹⁵³. Cette perspective est renforcée par la Vision et le Plan d'action 2023 qui présentent la BRI comme une stratégie dédiée au « développement vert, aux nouvelles formes et modèles de coopération numérique, à l'innovation technologique [et] à la coopération internationale en matière de santé »¹⁵⁴. Au cours de la dernière décennie, la Chine a fréquemment présenté diverses initiatives de divers domaines comme faisant partie de la BRI, à condition qu'elles puissent être considérées comme réussies.

En fin de compte, le plus grand succès de la BRI n'a pas été la construction d'infrastructures à travers le monde, mais plutôt le renforcement de la détermination des pays du G7 à se concentrer sur les pays du Sud et à créer leurs propres plans d'investissement ou marques¹⁵⁵. Par exemple, bien que l'UE ait investi dans les pays en développement avant même le lancement du Global Gateway, la BRI a conduit à la création d'une marque autour de ses investissements et projets dans les pays du Sud. La BRI a incité les pays du G7 à établir leur Partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux et a également joué un rôle dans le lancement du Corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe.

Le Global Gateway devrait reconnaître les réussites de la BRI, tout en prenant acte de ses échecs et en tirant les leçons. Il ne s'agit plus d'une réussite pour la Chine, mais d'une initiative à l'image dégradée et teintée de connotations négatives. Forte de cette expérience, Bruxelles devrait tirer les leçons que promettre plus que ce qui peut être tenu risque de nuire à l'image et à la crédibilité de l'UE, ainsi que de susciter la méfiance des pays déçus. Le Global Gateway ne devrait certainement pas être trop lié à la BRI, de peur d'être perçu comme une simple manœuvre géopolitique dans la compétition entre grandes puissances avec la Chine. Par exemple, en 2023, l'UE a organisé un Forum sur le Global Gateway une semaine seulement après le Forum « Belt and Road » de Pékin¹⁵⁶. Le Global Gateway devrait plutôt être simplement promu comme une stratégie de développement. Certains fonctionnaires de la Commission perçoivent effectivement le Global Gateway comme la réponse de l'UE aux défis mondiaux tels que le changement climatique et la perte de biodiversité ; les transitions numériques ; et l'évolution démographique¹⁵⁷. Toutefois, comme indiqué ci-dessus, un lien trop implicite entre les deux initiatives risque de transformer la Global Gateway en une simple réponse politique à la BRI, portant ainsi atteinte à son image d'entreprise autonome visant à améliorer le bien-être des populations du monde entier.

Même la Chine a profité de la saga géopolitique du Global Gateway pour qualifier la BRI de compatible avec l'initiative européenne, alors que celle-ci insiste sur leurs divergences. Cela n'a fait que jouer en défaveur de l'UE, qui risque d'être perçue comme privilégiant l'élaboration d'une stratégie géopolitique à l'égard de la Chine plutôt que la création d'une initiative concrète et fonctionnelle contribuant au développement des pays du Sud.

Afin d'éviter de telles idées fausses, le Global Gateway devrait davantage se concentrer sur les projets de développement que l'UE a mis en œuvre ou mettra en œuvre dans les pays du Sud. Une campagne de rebranding pour les projets européens déjà existants en Afrique renforcerait l'initiative européenne, tout en proposant non seulement des promesses, mais aussi des actions.

¹⁵³ Ibid.

¹⁵⁴ Global Times, « [La Chine publie une vision décennale et un plan d'action pour la BRI, axés sur le développement vert et numérique et la chaîne d'approvisionnement](#) », 24 novembre 2023.

¹⁵⁵ A. Brinza, « [La BRI chinoise est-elle plus qu'une simple marque ?](#) », China Observers, 31 octobre 2023.

¹⁵⁶ Commission européenne, « [Global Gateway Forum](#) », page Web, 2023.

¹⁵⁷ Entretien avec un fonctionnaire de la Commission européenne, novembre 2023.

Une meilleure stratégie de communication pour le Global Gateway devrait viser à mettre davantage l'accent sur l'aide aux pays dans le besoin et à mettre en avant le montant de l'aide apportée par l'UE aux pays en développement ainsi que ses futurs plans d'investissement. L'UE pourra ainsi créer sa propre marque autour du Global Gateway.

4.4 Étude de cas : concurrence et coopération UE-Chine dans le Sud-Est Asie

L'Asie du Sud-Est, entendue ici comme les dix pays membres de l'ASEAN, revêt depuis longtemps une importance primordiale pour la Chine. C'est également la région qui a connu la croissance la plus rapide et la plus intense de son influence. C'est également là que la rivalité entre les grandes puissances américano-chinoises est la plus visible, notamment en mer de Chine méridionale, la Chine étant engagée dans des conflits territoriaux concernant des caractéristiques terrestres et les droits maritimes associés avec cinq membres de l'ASEAN (Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam).

Historiquement, des contacts existent entre la Chine et l'Asie du Sud-Est depuis des siècles, ce qui explique l'existence d'une importante diaspora chinoise dans la région, même si sa situation diffère sensiblement d'un pays à l'autre. Par exemple, en Thaïlande et aux Philippines, on trouve des populations globalement intégrées, tandis qu'en Malaisie et en Indonésie, des communautés autonomes se sont développées¹⁵⁸. Ces différences ont longtemps alimenté les tensions, aboutissant parfois à des pogroms anti-chinois, le plus récent en Indonésie en 1998. Singapour constitue un cas particulier : d'une part, sa population étant majoritairement chinoise, mais d'autre part, elle s'efforce constamment, et réussit largement, à maintenir ses distances politiques et stratégiques. Parallèlement, le pays entretient des relations économiques étroites et profondes avec la Chine.

La présence de cette diaspora chinoise et les tentatives d'ingérence de la Chine dans les affaires intérieures des pays d'Asie du Sud-Est ont également eu un impact négatif sur les relations entre la Chine et l'Asie du Sud-Est tout au long de la Guerre froide. Le souvenir de cette époque persiste encore aujourd'hui, contribuant à un sentiment de méfiance, voire de menaces, de la part de la Chine dans la majeure partie de l'Asie du Sud-Est¹⁵⁹. Néanmoins, la réforme et l'ouverture de la Chine, conjuguées à la fin de la Guerre froide, ont entraîné un réchauffement rapide des relations entre la Chine et l'Asie du Sud-Est.

Français Les relations officielles entre la Chine et l'ASEAN ont débuté en 1991 et se sont développées au point que la Chine est devenue un partenaire de dialogue à part entière en 1996¹⁶⁰. Les deux parties ont déclaré qu'elles étaient devenues des « partenaires stratégiques » en 2003¹⁶¹. La Chine a participé à divers cadres dirigés par l'ASEAN tels que : le Forum régional de l'ASEAN ; l'ASEAN Plus Trois (avec le Japon et la Corée du Sud) ; ainsi que le Sommet de l'Asie de l'Est et la Réunion des ministres de la Défense de l'ASEAN Plus. En 2003, la Chine a été le premier partenaire de dialogue de l'ASEAN à signer le Traité d'amitié et de coopération¹⁶².

La Chine a également suscité une bienveillance considérable lors de la crise financière asiatique de 1997, en ne sous-évaluant pas sa monnaie et en permettant aux pays touchés de continuer à exporter vers la Chine¹⁶³. À l'inverse, le soutien des pays et institutions occidentaux (notamment les États-Unis, l'UE et le FMI) a été manifestement insuffisant¹⁶⁴. Cependant, cette période de grâce des années 1990 et 2000 (également qualifiée d'« offensive de charme de la Chine ») a été un échec.

¹⁵⁸ TC Barrett (éd.), *La diaspora chinoise en Asie du Sud-Est : les Chinois d'outre-mer en Indochine* (Bibliothèque d'études chinoises modernes), IB Tauris, New York, 2012 ; Y. Santasombat (éd.), *Diaspora chinoise transnationale en Asie du Sud-Est : études de cas de Thaïlande, de Malaisie et de Singapour*, Springer, Singapour, 2022.

¹⁵⁹ IH Cho et SH Park, « [L'essor de la Chine et les différents sentiments en Asie du Sud-Est envers les grandes puissances](#) », *Strategic Studies Quarterly*, vol. 7, n° 2, 2013, pp. 69-92.

¹⁶⁰ ASEAN, « [Aperçu des relations de dialogue ASEAN-Chine](#) », Document d'information du Secrétariat de l'ASEAN, 2020, p. 1.

¹⁶¹ Ibid.

¹⁶² Ibid.

¹⁶³ J. Haacke, « [À la recherche de l'influence : la diplomatie chinoise envers l'ASEAN après la crise asiatique](#) », *Perspective asiatique*, vol. 26, n° 4, 2002, pp. 13-52.

¹⁶⁴ SS Katz, « [La crise asiatique, le FMI et les critiques](#) », *Journal économique de l'Est*, vol. 25, n° 4, 1999, pp. 421-439.

vers l'Asie du Sud-Est¹⁶⁵) a commencé à s'estomper à la fin des années 2000. La Chine a progressivement commencé à agir davantage avec assurance, notamment dans la gestion des conflits en mer de Chine méridionale¹⁶⁶.

Après une confrontation tendue au banc de Scarborough en 2012, les Philippines se sont tournées vers un tribunal arbitral constitué en vertu de l'annexe VII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Ce tribunal a statué en 2016 que les revendications maritimes de la Chine – la « ligne à neuf tirets » – sur la majeure partie de la mer de Chine méridionale n'étaient pas compatibles avec le droit international¹⁶⁷. Cependant, la Chine a ignoré cette décision après avoir renforcé sa présence dans les zones contestées par la construction sans précédent d'îles artificielles et l'implantation d'infrastructures militaires¹⁶⁸. Les navires chinois ont continué de harceler les pêcheurs, les forces de l'ordre et les navires militaires des autres pays demandeurs, plus récemment concernant les tentatives des Philippines de ravitailler leur avant-poste au banc Second Thomas¹⁶⁹. Les diverses formes de tensions dans la région devraient perdurer. Bien qu'il ne soit pas dans l'intérêt de la Chine d'entrer dans un conflit militaire ouvert, le pays excelle dans les « opérations en zone grise » qui accroissent régulièrement sa puissance et son influence dans la région¹⁷⁰. Il est évident qu'une guerre pourrait toujours être déclenchée accidentellement, même si elle n'est dans l'intérêt d'aucune des parties impliquées.

Malgré ces tensions géopolitiques et militaires, l'influence de la Chine en Asie du Sud-Est résulte principalement du renforcement de son économie. La Chine est le premier partenaire commercial de l'ASEAN depuis 2009¹⁷¹.

Bien qu'en termes d'IDE, la Chine soit à la traîne par rapport à d'autres fournisseurs de capitaux (les plus importants étant les États-Unis, mais aussi l'UE et le Japon)¹⁷², son rôle s'est rapidement accru au cours de la dernière décennie, notamment grâce à l'octroi de prêts financiers pour des projets d'infrastructures. Les plus visibles sont deux projets de lignes ferroviaires à grande vitesse au Laos (Vientiane-Boten) et en Indonésie (Jakarta-Bandung), tous deux achevés.

Le premier met en lumière de nombreux aspects problématiques souvent évoqués concernant les projets chinois : dettes élevées, bénéfices économiques douteux, accusations de négligence environnementale ainsi qu'une influence politique et une dépendance croissantes envers la Chine.

Un autre exemple complexe de la présence chinoise dans la région est celui du Cambodge. La ville côtière de Sihanoukville, en particulier, a connu un développement massif grâce aux investissements immobiliers chinois, tout en créant divers problèmes pour les habitants locaux¹⁷³.

De plus, les travaux de construction en cours sur la base navale de Ream ont suscité des spéculations quant à l'implantation d'une base militaire chinoise à cet endroit.¹⁷⁴ Néanmoins, le Cambodge et le Laos ont régulièrement défendu les intérêts de la Chine lors des négociations internes de l'ASEAN, par exemple lors des conflits en mer de Chine méridionale.¹⁷⁵

Le Myanmar, dirigé par une junte militaire depuis 2021 et sous sanctions occidentales pour violations des droits de l'homme, s'est depuis longtemps engagé dans le développement de relations avec la Chine, ce qui lui a permis d'établir une forte présence dans le pays.

165 J. Kurlantzick, « [L'offensive de charme de la Chine en Asie du Sud-Est](#) », Fondation Carnegie pour la paix internationale, 1er septembre 2006.

¹⁶⁶ Ibid, p. 271.

167 Cour permanente d'arbitrage, [Arbitrage relatif à la mer de Chine méridionale \(République des Philippines c. République populaire de Chine\)](#), Arbitrage interétatique, 12 juillet 2016.

168 Initiative pour la transparence maritime en Asie, « [China Island Tracker](#) », page Web, s.d.

169 J. Gomez et J. Calupitan, « [Des dizaines de navires chinois poursuivent des navires philippins près d'un haut-fond contesté](#) », Le Diplomate, 13 novembre 2023.

170 AS Erickson et RD Martinson (éd.), Opérations maritimes dans la zone grise de la Chine, China Maritime Studies Institute et Naval Institute Press, 2023.

171 ASEAN, « [Aperçu des relations de dialogue ASEAN-Chine](#) », Document d'information du Secrétariat de l'ASEAN, 2020.

172 Ibid.

173 S. Po et K. Heng, « [Évaluation des impacts des investissements chinois au Cambodge : le cas de la province de Preah Sihanoukville](#) », Institut cambodgien pour la coopération et la paix, Vol 19, WP 4, 2019.

174 J. Pollock et D. Symon, « [La Chine construit-elle une base militaire au Cambodge ?](#) », Chatham House, 28 juillet 2023.

175 E. Pang, « [« Même chose mais différent » : l'adhésion politique du Laos et du Cambodge à la Chine](#) », ISEAS – Institut Yusof Ishak, n° 66, 2017.

Entre autres développements, cela a conduit à la construction d'oléoducs transportant du pétrole et du gaz à travers le Myanmar, de la zone économique spéciale de Kyaukphyu jusqu'à la frontière chinoise¹⁷⁷.

Bien que la Chine entretienne des relations étroites avec les gouvernements autoritaires de la région, le pays a également développé des liens avec des membres plus démocratiques de l'ASEAN, comme l'Indonésie et la Malaisie.

Par rapport à la Chine, l'UE est à bien des égards un acteur beaucoup plus distant pour l'Asie du Sud-Est.

Cependant, en raison de leur histoire coloniale, plusieurs membres de l'UE peuvent également se prévaloir d'une présence séculaire dans la région – notamment les Pays-Bas, la France, l'Espagne et le Portugal – ce qui crée un héritage complexe qu'il convient de prendre en compte. Plus précisément, une certaine forme de sentiment anti-occidental et de suspicion pourrait favoriser la Chine, qui se présente souvent comme le défenseur des intérêts des pays en développement.

Français Bien que l'UE ait établi des relations avec l'ASEAN en 1977, les progrès ultérieurs ont été plus lents que ceux impliquant la Chine¹⁷⁸. L'UE a des accords de libre-échange (ALE) bilatéraux avec Singapour et le Vietnam, mais elle n'a aucun accord avec l'ASEAN dans son ensemble et, en outre, il semble hautement improbable qu'un ALE régional puisse être conclu dans un avenir proche, en particulier au vu des désaccords persistants sur l'huile de palme (où l'Indonésie et la Malaisie ont des enjeux importants)¹⁷⁹ mais aussi en raison de la capacité douteuse de l'UE à ratifier un tel accord. Cela place l'UE dans une position désavantageuse par rapport à la Chine, qui a un ALE bilatéral avec l'ASEAN depuis 2002 (et depuis 2022 dans le cadre du Partenariat économique global régional)¹⁸⁰.

Aujourd'hui, l'UE est le troisième partenaire commercial de l'ASEAN, avec environ 9 % de son commerce total, derrière les États-Unis (15 %) et la Chine (16 %). Cependant, le commerce intra-ASEAN est encore plus important, représentant environ 22 % du total¹⁸¹.

L'UE est depuis longtemps l'un des investisseurs les plus importants de l'ASEAN, l'un des rares domaines où elle peut concurrencer la Chine à armes égales. Cependant, on ne peut pas en dire autant du secteur des infrastructures, où la Chine a réussi à progresser au cours de la dernière décennie, en grande partie grâce à la BRI. En réponse, l'initiative « Global Gateway » de l'UE a promis une enveloppe de 10 milliards d'euros pour des projets d'infrastructures dans l'ASEAN, à dépenser d'ici 2027, dans des domaines tels que : les énergies propres ; les infrastructures numériques ; la recherche ; et l'éducation¹⁸².

En comparant directement la position de l'UE et de la Chine dans la région, il est également utile d'examiner la perception de la situation. Selon l'enquête de 2023 menée auprès de 1 308 répondants issus des élites d'Asie du Sud-Est par l'Institut d'études de l'Asie du Sud-Est basé à Singapour, près de 60 % ont identifié la Chine comme la puissance économique dominante, suivie de l'ASEAN elle-même (15 %) et des États-Unis (10,5 %)¹⁸³. Seuls 4,2 % des répondants ont identifié l'UE comme la puissance économique dominante, à l'instar du Japon¹⁸⁴. Il convient toutefois de noter que la perception de l'importance économique de la Chine a diminué en 2023 par rapport à 2022, tandis que celle de l'UE et d'autres acteurs a augmenté¹⁸⁵. En termes d'importance stratégique/politique, le rôle de la Chine est perçu comme légèrement moins fort, 41,5 % des répondants l'identifiant comme la puissance dominante de la région

¹⁷⁶ J. Kurlantzick, « [Le soutien de la Chine au Myanmar montre une fois de plus que le monde se divise entre autocratie et démocratie](#) », Conseil des relations étrangères, 4 avril 2022.

¹⁷⁷ Centre d'études stratégiques et internationales, [Kyaukpyu : Connecter la Chine à l'océan Indien. Commentaire, 4 avril 2018.](#)

¹⁷⁸ Délégation de l'Union européenne auprès de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, de [l'Union européenne et de l'ASEAN](#), européen Service pour l'action extérieure, 2 décembre 2022.

¹⁷⁹ Reuters, « [L'Indonésie et la Malaisie veulent lutter contre la « discrimination » à l'égard de l'huile de palme](#) », 8 juin 2023.

¹⁸⁰ ASEAN, [Zone de libre-échange ASEAN-Chine Établir des partenariats économiques solides](#), Octobre 2015.

¹⁸¹ S. Ganbold, [Part des principaux partenaires commerciaux pour les exportations de biens de l'ASEAN en 2021](#), Statista, 29 septembre 2023.

¹⁸² Commission européenne, [Sommet commémoratif UE-ASEAN - Allocution d'ouverture de la présidente Ursula von der Leyen](#), Youtube, 14 Décembre 2022.

¹⁸³ S. Seah, J. Lin, M. Martinus, S. Suvannaphakdy et P. Thi Phuong Thao, [L'état de l'Asie du Sud-Est : rapport d'enquête 2023](#), ISEAS-Institut Yusof Ishak, 9 février 2023.

¹⁸⁴ Ibid.

¹⁸⁵ Ibid.

acteur, contre 31,9 % pour les États-Unis et 4,9 % pour l'UE, soit une forte augmentation par rapport à seulement 0,8 % un an plus tôt¹⁸⁶. Dans le même temps, l'influence de la Chine n'est pas perçue positivement, environ deux tiers des répondants exprimant des inquiétudes à son égard, contre un tiers pour qui elle est bienvenue¹⁸⁷.

Il est admis depuis longtemps que l'Asie du Sud-Est ne souhaite pas choisir entre les États-Unis et la Chine, mais préfère développer des relations avec les deux. En effet, la dégradation des relations entre les États-Unis et la Chine est perçue comme un défi : 36,2 % des personnes interrogées s'inquiètent des conséquences d'un découplage sino-américain, tandis que 41,9 % s'inquiètent de l'augmentation des tensions militaires qui se manifestent dans divers foyers de tension régionaux¹⁸⁸.

Il est intéressant de noter que, selon 42,9 % des répondants, l'UE est, bien avant tout autre acteur, le « tiers » privilégié avec lequel développer des relations¹⁸⁹ afin d'échapper à la nature bipolaire de la concurrence entre les États-Unis et la Chine.

En termes d'opinion publique générale, le projet Sinophone Borderlands a interrogé 6 membres de l'ASEAN sur 10 en 2022. Au Vietnam et aux Philippines, l'UE (avec les États-Unis) était perçue de manière nettement plus positive que la Chine, tandis qu'en Indonésie, en Malaisie, en Thaïlande et à Singapour, le sentiment envers l'UE et la Chine était similaire¹⁹⁰. Un domaine dans lequel l'UE semble avoir un net avantage sur la Chine était évident dans la perception des répondants concernant la qualité de vie¹⁹¹. Il est intéressant de noter que le grand public était relativement impressionné par la puissance économique et même militaire de l'UE, pour laquelle elle était classée près de la Chine (et des États-Unis)¹⁹².

En résumé, il existe une nette asymétrie entre les rôles et l'influence de l'UE et de la Chine en Asie du Sud-Est, la Chine étant désormais considérée comme nettement plus importante. Si l'ascension fulgurante de l'influence chinoise dans la région est probablement terminée, il est irréaliste d'espérer une modification significative de cette asymétrie dans un avenir proche.

L'économie est naturellement un domaine où l'UE est particulièrement pertinente, mais même dans ce domaine, elle doit affronter une rude concurrence face à la Chine, tant en termes d'échanges commerciaux que de fourniture d'infrastructures. Même si le Global Gateway réussit, l'UE aura du mal à concurrencer la Chine sur le plan des infrastructures physiques traditionnelles, qui resteront cruciales pour le développement des pays de l'ASEAN. Néanmoins, l'UE doit poursuivre ses efforts pour approfondir ses relations économiques avec l'ASEAN.

pays, à la fois dans le contexte de la réduction des risques et de l'augmentation de son aide au développement dans la région.

Outre l'économie, l'UE ne peut pas assumer un rôle militaire substantiel et les États-Unis continueront donc d'être l'acteur clé pour équilibrer la Chine sur le plan géopolitique.

En termes de normes et de valeurs, l'UE et l'ASEAN sont les deux projets d'intégration régionale les plus réussis, mais elles diffèrent à de nombreux égards. De ce fait, l'ASEAN ne partage pas entièrement la vision de l'UE concernant les normes démocratiques, les droits de l'homme, l'État de droit, ni même ses points de vue sur certains sujets concrets tels que les normes environnementales (par exemple, concernant l'huile de palme). Pourtant, l'UE est souvent respectée pour ses valeurs, son respect du droit international et sa préférence pour le multilatéralisme. Ces aspects, ajoutés au soutien de l'UE à la centralité de l'ASEAN dans les affaires régionales, sans pour autant avoir ses propres intérêts géopolitiques étroits ni sa présence militaire, pourraient être mis à profit pour améliorer sa position dans la région.

186 Ibid.

187 Ibid.

188 Ibid.

189 Ibid.

190 R. Turcsányi, K. Kironská, A. Gerstl, K. Dubravčíková, J. Iocovozzi, P. Gries, A. Chubb et M. Šimalčík, [L'opinion publique dans la région Indo-Pacifique : divisée sur la Chine, encouragement des États-Unis et de l'UE](#), CEIAS, novembre 2022.

191 Ibid.

192 Ibid.

Enfin, pour maximiser son influence, l'UE devrait envisager de se coordonner davantage avec ses pays partenaires tels que le Japon, la Corée du Sud et l'Australie, non seulement pour offrir aux pays de l'ASEAN des alternatives légitimes et de qualité à la Chine, mais aussi pour échapper à la rivalité entre les États-Unis et la Chine.

4,5 La « bataille des récits » entre l'UE et la Chine sur la scène mondiale

Sur la scène internationale contemporaine, la Chine présente un discours de plus en plus contrasté sur la modernité et le développement face à l'UE et aux États-Unis, dans une lutte d'influence et de légitimité. Au cœur de cette compétition narrative se trouve la représentation de ce qu'implique la modernité et de la manière dont elle devrait être réalisée, en particulier dans les pays du Sud. Le discours chinois sur une « modernité alternative » postule essentiellement qu'il existe de multiples voies vers la modernisation, et pas seulement le modèle occidental de démocratie libérale et d'économie de marché.

Les pays devraient pouvoir poursuivre un « véritable multilatéralisme »¹⁹³ sur la voie d'un développement durable adapté à leurs propres besoins¹⁹⁴, plutôt que de tenter de se conformer aux normes et valeurs occidentales. La propagation par la Chine d'une conception alternative des droits de l'homme, en tant que droits collectifs plutôt qu'individuels, s'inscrit dans cette campagne. Bien que soigneusement conçu pour ne pas paraître conflictuel et s'appuyant sur les ODD de l'ONU, le discours ciblé, centralisé et financé de la Chine a de graves implications pour la vision européenne du développement fondée sur les valeurs.

Lié à l'approche « bien raconter l'histoire de la Chine », initialement présentée par Xi Jinping en 2013, le récit de la modernité alternative comporte des dimensions internes et externes. La première légitime le Parti communiste comme moteur de la croissance chinoise. La politique de « Réforme et d'ouverture » d'après 1979, lancée par Deng Xiaoping, est présentée comme un modèle de développement local, mais les dirigeants chinois veillent également à ne pas aliéner l'héritage de Mao Zedong, affirmant que les bases avaient été posées dès 1949. Selon Xi Jinping, la Chine s'est relevée sous Mao, s'est enrichie sous Deng et est aujourd'hui en train de devenir forte¹⁹⁵.

La deuxième dimension va cependant au-delà du simple renforcement de la confiance de la Chine dans la direction qu'elle a choisie¹⁹⁶. La Chine est déterminée à propager les slogans politiques et économiques de Xi Jinping comme référence mondiale, une alternative pour les pays en développement confrontés aux difficultés de l'approche occidentale. Ce modèle, présenté comme une forme de partage d'expériences de développement sans conditions, se caractérise par un État fort et non pluraliste, et par un développement des infrastructures basé sur le crédit comme condition préalable à la croissance économique et au contrôle social. Il se distingue ainsi de l'importance accordée par l'UE aux droits de l'homme et à la transparence. Cet effort est particulièrement manifeste dans la manière dont Pékin s'efforce d'intégrer les idées de Xi Jinping dans les documents de l'ONU et les protocoles d'accord de la Ceinture et la Route, ainsi que dans les accords bilatéraux avec des pays du monde entier. Ce faisant, la Chine ne se contente pas d'exporter son modèle de gouvernance, mais cherche également à redéfinir les normes et les règles de l'ordre international. Il s'agit d'une remise en cause directe de l'influence normative de l'UE, ancrée dans un ensemble de valeurs et de pratiques institutionnelles qui prônent la démocratisation et la libéralisation, à la fois comme voie de développement et comme objectif politique.

Cependant, l'UE a su relativement bien s'adapter à ce défi. En peu de temps, depuis 2018, le bloc est parvenu à une compréhension commune interne des risques liés à la propagation du discours de Pékin, ce qui s'est avéré difficile compte tenu des dépendances liant les grandes économies européennes à la Chine¹⁹⁷. Néanmoins, l'approche visant à contrer institutionnellement la position chinoise

¹⁹³ Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Wang Yi assiste au lancement du Rapport sur le développement mondial](#) », Actualités, 20 juin 2022.

¹⁹⁴ Centre pour la connaissance internationale du développement, [Rapport d'étape sur l'initiative mondiale pour le développement](#). Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, juin 2023.

¹⁹⁵ J. Xi, « [Discours à la première session de la 14e Assemblée populaire nationale](#) »

], Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 13 mars 2023.

¹⁹⁶ Z. Huang et R. Wang, [Construire un réseau pour « bien raconter l'histoire de la Chine » : stratégies de communication diplomatique chinoise sur Twitter](#). *Revue internationale de communication*, vol 13, 2019, pp. 2984-3007.

¹⁹⁷ Entretien avec un ancien fonctionnaire du SEAE, novembre 2023.

Les tentatives de réforme du système international sur la scène internationale, y compris par l'intermédiaire des Nations Unies, prendront du temps. Actuellement, une dynamique se construit. Premièrement, il existe un niveau élevé de conscience partagée entre l'UE et les pays partageant les mêmes idées. Deuxièmement, on observe une augmentation des voix privées de déception de la part de plusieurs partenaires de la Chine dans le cadre de la BRI dans le Sud, principalement liées aux aspects pratiques de la gestion de la dette, de la mise en œuvre des projets et du manque de transparence. Ces pays et municipalités ne sont cependant pas disposés à exprimer publiquement leur mécontentement, en raison de la crainte de représailles économiques de la Chine, conjuguée à une aversion générale pour l'Occident et à une réticence à soutenir les intérêts occidentaux en critiquant la Chine¹⁹⁸. Troisièmement, et surtout, en réaction aux menaces créées par l'affirmation régionale croissante de la Chine, un certain nombre de pays voisins ont commencé à privilégier la sécurité nationale aux liens économiques et s'y opposent ouvertement.

Pour l'instant, cette dynamique est fragile et sera certainement influencée par l'issue des prochaines élections présidentielles américaines. Cependant, tant qu'elle perdure, l'UE devrait explorer les moyens d'amplifier ces expressions légitimes de mécontentement de tiers à l'égard de la vision chinoise d'une modernité alternative, plutôt que de la présenter comme un grief principalement occidental. Fournir des incitations supplémentaires est utile dans les régions où l'influence croissante de la Chine contribue à l'autocensure. À cet égard, l'UE est mieux placée que les États-Unis.

4.6 Stratégie de communication stratégique de l'UE à l'égard de la Chine

L'essor de la Chine comme puissance mondiale a entraîné une transformation significative du paysage géopolitique international, rendant ainsi nécessaire une réévaluation des styles de communication et des stratégies diplomatiques. Une approche globale et bien conçue est essentielle pour que l'UE gère sa relation complexe avec la Chine, afin de relever les défis posés par l'influence croissante de Pékin tout en affirmant ses propres valeurs et intérêts. Par ailleurs, la communication de l'UE sur la Chine dépasse le cadre de la relation bilatérale, car elle a notamment pour effet secondaire d'influencer la relation UE-ASEAN.

Actuellement, la communication stratégique de l'UE à l'égard de la Chine repose sur deux formulations : le triptyque « partenaire de coopération-concurrent économique-rival systémique »¹⁹⁹ et l'approche de dé-risquage.

Selon Ursula von der Leyen, la réduction des risques ne concerne pas exclusivement la Chine, mais vise à « gérer les risques que nous constatons et à remédier aux dépendances excessives par la diversification de nos chaînes d'approvisionnement »²⁰⁰. Il s'agit d'une démarche de communication positive, susceptible d'être mieux perçue en Chine que le triptyque.

Les homologues chinois ont généralement tendance à s'opposer à ce triptyque avec trois arguments²⁰¹ :

- Premièrement, cela est perçu comme contradictoire et comparé à un système de feux tricolores affichant simultanément « vert, jaune et rouge ». Cette description, utilisée par le représentant spécial du gouvernement chinois pour les affaires européennes, Wu Hongbo²⁰², est devenue virale dans la politique chinoise. espace.

Deuxièmement, les responsables de la communication étrangère chinoise n'ont aucun problème avec l'étiquette de concurrent, mais sont fortement en désaccord avec l'aspect de rivalité. Selon l'ambassadeur de Chine auprès de l'UE, Fu Cong : « Du point de vue de la Chine, nous ne sommes pas d'accord avec cette triple définition. Nous pensons être davantage des partenaires que des rivaux. À notre avis, nous pouvons coopérer et rivaliser, mais il n'y a aucune raison d'être rivaux »²⁰³.

¹⁹⁸ Entretien avec un diplomate de carrière de haut rang d'un pays d'Asie du Sud ayant une expérience de travail dans des institutions multilatérales, novembre 2023.

¹⁹⁹ Commission européenne, « [UE-Chine – Une perspective stratégique](#) », JOIN(2019) 5 final, 12 mars 2019.

²⁰⁰ Commission européenne, « [Déclaration de la présidente von der Leyen lors de la conférence de presse conjointe avec le président Michel à la suite de la Sommet UE-Chine](#) », Commission européenne, 7 décembre 2023.

²⁰¹ Centre de politique européenne, « [Échanges entre groupes de réflexion UE et Chine](#) », Pékin (règle de Chatham House), octobre 2023.

²⁰² H. Wu, « [L'Europe ne peut pas allumer les feux de circulation pour la Chine en même temps !](#) » [PDF], Centre pour la Chine et la mondialisation, 13 octobre 2023.

²⁰³ C. Fu, [Discours de l'Ambassadeur Fu Cong à l'École diplomatique CERIS-UIB de Bruxelles](#), Mission de la République populaire de Chine auprès de l'Union européenne, 24 octobre 2023.

Troisièmement, les homologues chinois suggèrent que, dans l'approche de l'UE, le terme « rival » plutôt que « partenaire » a commencé à dominer. L'UE a mieux communiqué sur les aspects partenaire-concurrent, mais la rivalité systémique n'a pas été suffisamment bien communiquée, ou n'est tout simplement pas acceptable en Chine. Dans le même temps, l'UE n'a clairement pas expliqué à la Chine, ni même au grand public, ce que signifie « un rival systémique promouvant des modèles de gouvernance alternatifs », ce qui est différent de simplement qualifier la Chine de « rival »²⁰⁴.

Français Il est intéressant de noter que la région de l'Asie du Sud-Est au sens large est informée de la « réduction des risques », mais ignore généralement l'existence du triptyque. Pourtant, cette nouvelle formule a rencontré le même mécontentement à Pékin ; la « réduction des risques » est considérée comme un autre mot pour « découplage » et donc qualifiée de « réaction excessive »²⁰⁵. Une interprétation similaire vient de Singapour : « La Chine et même l'Asie du Sud-Est pensent qu'il s'agit de protectionnisme, de délocalisation entre amis. Lorsque la réduction des risques est utilisée, il n'y a pas de différence de niveau d'anxiété dans la région que lorsque le découplage est utilisé. Les gouvernements de la région croient toujours que les chaînes d'approvisionnement doivent être libres et aussi mondialisées que par le passé, en partie parce que la région a bénéficié de cette phase de mondialisation. Si la réduction des risques se développe, la région pourrait en souffrir »²⁰⁶. En général, cependant, la « réduction des risques » servira de meilleur cadre de communication, dans la mesure où elle est : non contradictoire car elle ne contient pas de problème de « feux de circulation » ; et non conflictuel, car il est couplé au message de l'UE de ne pas chercher à limiter la croissance de la Chine. Cependant, il explique et fixe des limites claires sur les questions économiques, surmontant la principale faiblesse du triptyque, à savoir son flou²⁰⁷. Néanmoins, lors de la communication avec les homologues chinois, mais surtout de l'ASEAN, il est important de souligner en quoi cela diffère du découplage, en soulignant qu'il permet un niveau d'interdépendance et de coopération.

4.7 L'UE en tant que promoteur mondial de valeurs et de normes

Des droits de l'homme aux règles de protection des données en passant par les normes environnementales, l'UE est devenue, au cours des vingt dernières années, un acteur légitime de l'élaboration des normes mondiales. Dans le contexte international complexe actuel, le rôle de l'UE dans les pays du Sud est l'un des principaux enjeux de sa crédibilité et de son futur positionnement mondial, ce qui renforce l'importance du Global Gateway. L'UE et ses États membres constituent de loin le principal fournisseur d'aide au développement, comme l'a déclaré le Haut Représentant Josep Borrell en octobre 2023²⁰⁸.

Global Gateway a commencé à concrétiser sa vision positive, avec : des projets d'énergie verte en Mauritanie, au Vietnam, en Tanzanie, aux Philippines et au Bangladesh ; les projets de câble sous-marin BELLA reliant l'Europe au Brésil ; des projets numériques au Costa Rica et au Sénégal ; le projet commercial Lobito avec l'Angola, la République démocratique du Congo et la Zambie ; ainsi que la connectivité numérique par satellite en Asie centrale²⁰⁹. Tous ces projets peuvent avoir un impact fort et contribuer au développement de la marque Global Gateway, ouvrant de nouvelles opportunités lorsque d'autres pays constateront ses premiers succès.

En octobre 2023, la Commission européenne a organisé son premier Global Gateway Forum à Bruxelles. Réunissant « 40 représentants de haut niveau des gouvernements, des institutions financières et des entreprises »²¹⁰,

²⁰⁴ G. Tzogopoulos, « [La Grèce, la Chine et l'initiative 17+1](#) », Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère, Policy Paper #45/2020, 2020, p. 4.

²⁰⁵ Centre de politique européenne, « [Échanges entre groupes de réflexion UE et Chine](#) », Pékin (règle de Chatham House), octobre 2023. & China Think-Tank Échanges, Pékin, octobre 2023. Règle de Chatham House.

²⁰⁶ Entretien avec un chercheur asiatique, octobre 2023.

²⁰⁷ Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité / Vice-président de la Commission européenne Commission, « [Sommet UE-Chine – De rivalité et de partenariat](#) », Blog RHVP, Service européen pour l'action extérieure, 12 décembre 2023.

²⁰⁸ Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité / Vice-président de la Commission européenne Commission, [Global Gateway, proposition de l'UE dans la « bataille des offres » mondiale](#), Service européen pour l'action extérieure, 27 octobre 2023.

²⁰⁹ Ibid.

²¹⁰ Commission européenne, « [Le Global Gateway Forum donne le coup d'envoi pour stimuler les investissements durables dans les infrastructures](#) », Communiqué de presse, 25 octobre 2023.

La Global Gateway s'est positionnée comme un élément central de la stratégie de l'UE à l'égard du Sud global²¹¹. Toutefois, compte tenu des expériences précédentes, telles que celles issues du forum sur la connectivité en 2019, les résultats pourraient être limités. Les institutions de l'UE « manquent encore d'une coordination suffisamment efficace sur cette question »²¹², selon Borrell, et doivent faire davantage en tant que bloc afin d'avoir un impact sur les citoyens et les pays.

Malgré des objectifs ambitieux, « il existe un décalage entre la perception que l'Europe a d'elle-même comme bastion de valeurs et ce que croient les pays du Sud »²¹³. C'est le cas depuis le début de la guerre en Ukraine, où l'Occident (y compris l'UE) a été accusé de « deux poids, deux mesures »²¹⁴ en matière d'accueil des réfugiés (les réfugiés ukrainiens ont été chaleureusement accueillis dans les pays voisins de l'UE, contrairement aux réfugiés d'autres nations en difficulté) et de soutien aux interventions militaires en Afghanistan, en Irak et en Libye. « Les « deux poids, deux mesures » de l'UE en matière de droits humains pourraient également éroder la légitimité du bloc dans les pays du Sud », selon la directrice exécutive de Human Rights Watch, Tirana Hassan²¹⁵. Bien qu'ils se fassent peu d'illusions sur l'ambition de la Chine en tant que défenseur des valeurs, de nombreux pays préfèrent tirer parti de leurs relations avec les grandes puissances, y compris occidentales, auprès du poids lourd Pékin.

Néanmoins, le rôle de l'UE sur la scène internationale a été positif et elle conserve un avantage notable : contrairement aux États-Unis, elle n'est pas perçue comme une puissance géopolitique ou militaire. Dans le contexte international actuel, de plus en plus marqué par les tensions et la concurrence géopolitiques entre les États-Unis et la Chine, l'UE a la possibilité de se forger son propre rôle. Cependant, pour y parvenir, elle doit éviter de présenter ses stratégies, ses politiques et ses actions comme une concurrence avec la Chine, car de nombreux pays du Sud refusent de participer à une telle compétition. Dans une certaine mesure, étant donné que certains gouvernements du Sud se sont tournés vers la Chine et la BRI, convaincus que les investissements et les prêts chinois ne sont assortis d'aucune condition politique, l'UE aurait intérêt à privilégier la qualité, la durabilité et les normes dans ses projets, ainsi qu'à adopter diverses formes d'engagement. Relier ces éléments aux exigences politiques relatives à la démocratie, à l'État de droit et aux droits de l'homme devrait rester l'approche commune, mais avec une certaine flexibilité dans l'obtention de résultats.

L'UE ne doit cependant pas abandonner sa politique étrangère fondée sur des principes et le rôle central qu'elle accorde à la promotion des droits humains, notamment face à des gouvernements autoritaires aux bilans scandaleux en la matière. Sans le profil d'une grande puissance mue par des intérêts géopolitiques, l'UE peut jouer un rôle de fervent défenseur de ses valeurs sur la scène internationale, surtout si elle reste fidèle à ces valeurs et principes. Parallèlement, l'UE devrait se concentrer sur son rôle dans l'élaboration de règles, de normes et de standards mondiaux dans divers domaines, tels que la gouvernance d'Internet, l'IA et d'autres technologies émergentes, dont la mise en œuvre pourrait être radicalement différente si les puissances autoritaires parvenaient à promouvoir leurs visions.

5 Compétition sécuritaire et militaire entre l'UE et la Chine

5.1 Les relations UE-Chine fondées sur la boussole stratégique de l'UE

La boussole stratégique de l'UE en matière de sécurité et de défense représente une étape importante dans le parcours de l'UE pour renforcer sa sécurité et devenir un acteur géopolitique mondial. Cependant, cette boussole est davantage axée sur la Russie et la sécurité de l'UE dans son voisinage que sur la Chine, cette dernière étant elle-même concernée.

²¹¹ Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité / Vice-président de la Commission européenne Commission, [Global Gateway, proposition de l'UE dans la « bataille des offres » mondiale](#), Service européen pour l'action extérieure, 27 octobre 2023.
²¹² Ibid.

²¹³ S. Malhotra et S. Saran, [Comment réinitialiser les relations entre l'Europe et le Sud global](#), Internationale Politik Quarterly, 29 juin 2023.

²¹⁴ Ibid.

²¹⁵ MG Jones, « [Les doubles standards minent la légitimité de l'UE dans les pays du Sud : le directeur de Human Rights Watch](#) », Euronews, 26 octobre 2023.

mentionné seulement neuf fois, principalement dans un court paragraphe qui définit la Chine sur la base de l'approche triptyque de l'UE : partenaire-concurrent-rival systémique²¹⁶.

La boussole repose sur quatre piliers : « Agir, Sécuriser, Investir et Nouer des partenariats », qui créent une approche globale de la gestion des crises sécuritaires. Sur cette base, les relations UE-Chine revêtent un caractère de compétition géopolitique, l'UE devant se préparer à « Agir » en cas de conflit à Taïwan, en mer de Chine méridionale et/ou en mer de Chine orientale. Par conséquent, l'UE doit « Sécuriser » sa position militaire sur différents fronts en renforçant sa présence maritime en Asie, notamment en Asie du Sud-Est et de l'Est. Pour y parvenir, l'UE doit « Investir » dans ses capacités militaires et sa présence dans la région indopacifique. Parallèlement, elle doit nouer des partenariats et développer davantage ses relations avec des pays et organisations partageant les mêmes valeurs afin de contrer l'expansion militaire de la Chine.

À cet égard, l'UE devrait s'efforcer de coordonner ou de faciliter les déploiements navals conjoints des États membres dans la région indopacifique, afin de faciliter l'intégration de troupes des États membres dépourvus de marines hauturières à bord des navires européens déployés dans la région. Les pays européens devraient collaborer avec des partenaires partageant les mêmes idées dans la région indopacifique, tels que l'Australie, le Japon et la Corée du Sud, en organisant des escales, des échanges et des exercices militaires. Si l'UE ne peut jouer qu'un rôle militaire limité dans la région indopacifique, un engagement accru pourrait contribuer au maintien de la liberté de navigation et de l'ordre fondé sur des règles.

La modernisation et l'expansion militaires de la Chine, combinées aux revendications territoriales de Pékin et à son système politique autoritaire, présentent une série de risques, le pire étant la possibilité d'un conflit militaire à grande échelle. Il s'agit du risque le plus important pour l'UE, car une guerre aurait de profondes conséquences économiques et pourrait également affecter l'ordre mondial. D'autres risques concernent la cybersécurité et l'expansion de l'arsenal nucléaire chinois, qui risque d'affecter la stabilité stratégique ou de déclencher une course aux armements nucléaires en Asie de l'Est. Cela est vrai aussi bien en temps de paix, lorsque les cyberopérations et le cyberespionnage sont fréquents, qu'en temps de guerre, où les cyberattaques sont susceptibles de s'intensifier. La boîte à outils hybride de l'UE, la boîte à outils cyberdiplomatique, la politique de cyberdéfense, la boîte à outils contre la manipulation et l'ingérence de l'information étrangère, ainsi que la stratégie spatiale pour la sécurité et la défense, joueront un rôle important.

Français En ce qui concerne l'espace extra-atmosphérique, l'UE et la Chine sont également devenues concurrentes, la coopération ayant été affectée par la tendance générale à la baisse des relations UE-Chine. Alors qu'en 2017, les astronautes de l'Agence spatiale européenne participaient à des programmes d'échange de formation avec leurs homologues chinois afin de pouvoir voler vers la station spatiale chinoise en 2020²¹⁷, d'ici 2023, le directeur a affirmé que l'agence n'avait ni la capacité budgétaire ni l'intention politique d'envoyer ses astronautes vers la station spatiale chinoise²¹⁸. Le programme spatial chinois se développe rapidement et, bien qu'axé sur l'exploration pacifique, il comporte également une composante militaire²¹⁹ et les forces militaires chinoises jouent un rôle important au sein du programme spatial du pays²²⁰. Dans ce contexte, il est important que l'UE discute avec Pékin de la nécessité d'une utilisation pacifique de l'espace extra-atmosphérique et des risques potentiels liés à sa militarisation.

5.2 Position de la Chine sur l'invasion de l'Ukraine par la Russie

L'annonce d'un partenariat sans limites entre la Chine et la Russie, quelques jours avant l'invasion russe de grande envergure de l'Ukraine et le blocage ultérieur de la Chine sur cette question, a été un facteur révélateur de l'interprétation que l'UE fait de la politique étrangère chinoise. Les États membres et l'UE ont clairement fait savoir à la Chine que l'Europe ne tolérerait aucun soutien militaire ouvert à la Russie, notamment lors du sommet UE-Chine de 2023.

²¹⁶ Service européen pour l'action extérieure, [Une boussole stratégique pour la sécurité et la défense](#), 24 mars 2022.

^{217A} Jones, « [L'ESA ne prévoit plus d'envoyer des astronautes à la station spatiale chinoise Tiangong](#) », Space News, 25 janvier 2023.

²¹⁸ Ibid.

²¹⁹ TA Lee et PW Singer, « [Le programme spatial chinois est plus militaire qu'on ne le pense](#) », Défense One, 16 juillet 2021.

²²⁰ J. Sharpe, F. Moustakis, M. Trichas et D. Terrill, « [Que signifie le programme spatial de la République populaire de Chine pour la Grande-Bretagne et l'Occident ?](#) », The Space Review, 3 juillet 2023.

Sommet : « L'UE a appelé la Chine à user de son influence sur la Russie pour mettre fin à sa guerre d'agression et l'a vivement encouragée à s'engager sur la formule de paix de l'Ukraine. L'UE a souligné l'importance pour la Chine de continuer à s'abstenir de fournir des armes létales à la Russie. Elle a également exhorté la Chine à empêcher toute tentative de la Russie de contourner ou de minimiser l'impact des sanctions »²²¹. Ce message diffère d'un appel à la médiation lancé par la Chine, car il est formulé dans un but de dissuasion plutôt que d'apaisement.

La position de la Chine face à l'invasion russe, souvent qualifiée de « neutralité pro-russe », est complexe. La Chine considère l'invasion russe comme une menace à la domination américaine et, par conséquent, comme un facteur de changement de l'équilibre mondial des forces. Elle a soutenu le discours russe selon lequel la cause profonde de la guerre est l'expansion de l'OTAN, menée unilatéralement par les États-Unis. Bien que faux, ce discours a trouvé un écho favorable auprès des forces politiques et idéologiques anti-américaines à l'échelle mondiale, contribuant ainsi à la stratégie anti-américaine de la Chine. La Chine est également préoccupée. La Chine craint une défaite ou une humiliation de la Russie dans la guerre, car cela entraînerait une instabilité à sa frontière nord. Pourtant, elle se méfie tout autant des sanctions économiques potentielles de l'Occident qui pourraient résulter d'un soutien important à la Russie et nourrit même un certain ressentiment envers elle, son invasion ayant effectivement anéanti toute perspective de la BRI en Europe, y compris en Ukraine. La Chine est également inquiète quant à l'aspect nucléaire de l'invasion²²³, à la fois en raison des menaces de frappes tactiques de Vladimir Poutine et des risques pour les infrastructures nucléaires civiles en zone de guerre, comme la centrale nucléaire de Zaporijia²²⁴. En conséquence, la Chine s'abstient d'apporter à la Russie l'aide à grande échelle dont elle est capable, les entreprises chinoises opérant dans le domaine du déni de responsabilité puisqu'elles fournissent à la Russie certains composants critiques de systèmes d'armes²²⁵.

Il semble que les homologues chinois aient bien compris la centralité de la guerre russe en Ukraine pour l'agenda européen. L'impact de la solidarité des PECO avec l'Ukraine sur la vision chinoise de l'Europe a également été souligné dans l'espace analytique chinois. Les chercheurs affirment que la « crise » a stimulé la diplomatie des valeurs dans les PECO, ce qui a un impact négatif sur les relations sino-européennes. Alors qu'elle considérait les PECO comme une porte d'entrée amicale vers l'Europe il y a un peu plus de dix ans, l'analyse de la politique étrangère chinoise a évolué et perçoit désormais la région comme anti-chinoise du point de vue des valeurs. Certains vont jusqu'à imputer directement à l'invasion russe la perte du soft power chinois en PECO et en Europe dans son ensemble²²⁶.

Dans cette optique, les communications chinoises élaborent des discours personnalisés à l'intention de leurs homologues de l'UE afin d'atténuer la perception d'un soutien de la Chine à la Russie. Le discours tourné vers l'UE éloigne la Chine de la Russie, exprime des inquiétudes quant à la guerre et évoque le rôle positif de la Chine dans la dissuasion nucléaire contre la Russie. Ce discours existe en parallèle avec les discours tournés vers la Russie et, dans une certaine mesure, vers les pays du Sud, qui sont anti-occidentaux et soutiennent la théorie russe selon laquelle l'OTAN et l'hégémonie américaine seraient la cause profonde du conflit.

Les dirigeants européens devraient être attentifs aux versions contradictoires présentées à leurs différents partenaires lors de leurs rencontres avec leurs homologues chinois, dans le cadre des volets 1 et 1.5, et ne pas se fier entièrement aux arguments de la Chine, notamment en évitant d'exprimer publiquement leur confiance dans son rôle de médiateur et de solutionneur de crise. La « neutralité » de la Chine face à l'invasion russe de l'Ukraine est en réalité un exemple d'ambiguïté stratégique, permettant aux acteurs étatiques d'adapter leurs positions en fonction de leurs homologues.

²²¹ Commission européenne, « [24e sommet UE-Chine : s'engager à promouvoir nos valeurs et à défendre nos intérêts](#) », Communiqué de presse, 7 décembre 2023.

²²² Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, [communiqué de presse régulier du porte-parole du ministère des Affaires étrangères Zhao Lijian Conférence du 1er avril 2022](#), Conférence de presse, 1er avril 2022.

²²³ Centre de politique européenne, « [Échanges entre groupes de réflexion UE et Chine](#) », Pékin (règle de Chatham House), octobre 2023.

²²⁴ UA Bērziņa-Čerenkova, « [Le tabou nucléaire chinois et la guerre de la Russie en Ukraine](#) », *Instituto Affari Internazionali*, article, juillet 2023.

²²⁵ M. Williams et J. O'Donnell, « [L'Ukraine affirme trouver davantage de composants chinois dans les armes russes](#) », *Reuters*, 17 avril 2023.

²²⁶ Entretien avec un universitaire basé en Chine, octobre 2023.

²²⁷ Centre de politique européenne, « [Échanges entre groupes de réflexion UE et Chine](#) », Pékin (règle de Chatham House), octobre 2023.

5.3 Taïwan et les risques d'un conflit militaire

Au cours des dernières années, les spéculations se sont multipliées selon lesquelles les dirigeants chinois pourraient avoir un calendrier pour atteindre leur objectif de « réunification » avec Taïwan, l'attention étant concentrée sur l'année 2027. Certains considèrent cette date comme la date limite fixée par Xi Jinping pour que l'Armée populaire de libération se prépare à une invasion²²⁸. Néanmoins, aucune preuve publique ne vient étayer un calendrier précis, et il n'existe même pas de suggestions officielles quant à une éventuelle échéance, l'échéance de 2027 pour la modernisation militaire ayant probablement été mal interprétée. La seule échéance claire mentionnée dans les déclarations officielles est liée à l'objectif principal du « grand renouveau de la nation chinoise », censé avoir eu lieu d'ici le 100e siècle.

anniversaire de la RPC en 2049.

Dans un discours consacré à Taïwan en 2019, Xi Jinping a qualifié la « réunification avec Taïwan » de « cruciale pour le renouveau de la nation chinoise dans la nouvelle ère »²³⁰. Ce lien a ensuite été inséré dans un document officiel clé, la Résolution du Comité central du PCC sur les principales réalisations et l'expérience historique du Parti au cours du siècle dernier : « [L]a résolution de la question de Taïwan et la réalisation de la réunification complète de la Chine sont [...] essentielles à la réalisation du renouveau national »²³¹. Par le passé, Xi a également évoqué l'idée que la « question de Taïwan » « ne peut être transmise de génération en génération ».

Sa première référence remonte à près d'une décennie, peu après son arrivée au pouvoir, lors d'une rencontre avec un représentant taïwanais en 2013²³². Cela pourrait être interprété comme présentant un délai plus court pour la « réunification » que 2049.

Bien qu'il n'existe aucune preuve publique disponible indiquant l'existence d'une date limite fixe, le risque d'invasion augmente proportionnellement à la montée en puissance militaire de la Chine, mais aussi en tandem avec l'intensification des tensions autour de Taïwan, à laquelle les actions de la Chine contribuent elles-mêmes. Ces dernières années, les forces militaires chinoises ont non seulement accru, mais aussi normalisé leurs opérations et exercices à proximité de Taïwan, avec des pics d'activité lors de moments de tensions politiques, comme ce fut le cas après la visite à Taïwan de Nancy Pelosi, alors présidente de la Chambre des représentants des États-Unis, en 2022²³³.

Au cours des prochaines années, alors que l'armée chinoise poursuit sa modernisation et son expansion, avec pour objectif principal de se préparer à une éventuelle invasion taïwanaise, les manœuvres militaires chinoises autour de Taïwan risquent de s'intensifier. Elles visent non seulement à renforcer la capacité de l'Armée populaire de libération à mener une guerre et à affaiblir la position militaire de Taïwan, mais aussi à signaler la volonté de la Chine de s'emparer de Taïwan et d'afficher sa puissance militaire croissante, dans l'espoir de démoraliser la population et les élites taïwanaises, les forçant ainsi à capituler sans qu'une invasion ne soit nécessaire.

L'impact d'un conflit militaire dans le détroit de Taïwan sur l'UE serait considérable, son ampleur dépendant des réalités du scénario qui se déroulerait. Le pire scénario représenterait une guerre directe à grande échelle entre la Chine et les États-Unis, le Japon et peut-être même l'Australie ou la Corée du Sud. Le coût économique d'une telle guerre a été estimé à plus de 2 000 milliards de dollars²³⁴, mais son impact pourrait être encore plus élevé.

228 M. Shelbourne, « Davidson : la Chine pourrait tenter de prendre le contrôle de Taïwan dans les « six prochaines années », USNI News, 9 mars 2021 ; A. Willemyns, « Directeur de la CIA : la Chine se prépare à une invasion de Taïwan d'ici 2027 », Radio Free Asia, 2 mars 2023 ; A. Hawkins, « Le ministre des Affaires étrangères de Taïwan met en garde contre un conflit avec la Chine en 2027 », The Guardian, 21 avril 2023.

229 J. Blanchette, B. Boland et L. McElwee, « Quel est le calendrier de Pékin pour la « réunification » avec Taïwan ? », Centre d'études stratégiques et internationales, 26 mai 2023 ; B. Hart, « Mauvaise idée : confondre les objectifs de modernisation militaire chinoise avec un calendrier pour contraindre Taïwan », Centre d'études stratégiques et internationales, 21 décembre 2021 ; K. Hille, « Les États-Unis se trompent dans leur évaluation de la menace chinoise contre Taïwan » 230 J. Xi, « Travailler ensemble pour réaliser le renouveau de la nation chinoise et faire progresser la réunification pacifique de la Chine », Wikisource, 2 janvier 2019.

231 Conseil des affaires d'État, [Texte intégral : Résolution du Comité central du PCC sur les principales réalisations et l'expérience historique du Parti au cours du siècle dernier](#), République populaire de Chine, 16 novembre 2021.

²³² Reuters, « Xi Jinping affirme que la solution politique pour Taïwan ne peut pas attendre éternellement », 6 octobre 2013.

233 B. Lewis et A. Kung, « Base de données des violations de l'ADIZ de Taïwan », Google Doc, 7 décembre 2023.

234 C. Vest, A. Kratz et R. Goujon, « Les perturbations économiques mondiales dues au conflit à Taïwan », Groupe Rhodium, 14 décembre 2022.

Des opérations militaires de grande envergure en mer de Chine orientale affecteraient la majeure partie des échanges commerciaux de l'UE avec la Chine, Taïwan et la Corée du Sud, ainsi qu'une partie de ses échanges avec le Japon. En raison des bases militaires chinoises en mer de Chine méridionale, une guerre ou un blocus intentionnel de Taïwan par la Chine pourrait également affecter l'utilisation de vastes zones de cette mer, et donc potentiellement affecter les échanges commerciaux de l'UE avec le Vietnam, qui devient une destination prisée pour la délocalisation des chaînes d'approvisionnement chinoises.

Un autre coût important prendrait la forme de sanctions économiques imposées par les États-Unis et celles que l'UE imposera également, soit de sa propre initiative, soit sous la pression de l'opinion publique et de ses alliés. À en juger par la réaction de Pékin aux sanctions étrangères²³⁵, la Chine est susceptible de riposter par des contre-sanctions officielles, une coercition économique officieuse et des boycotts populaires. Compte tenu de l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale, ces sanctions et contre-sanctions auraient un impact considérable sur les marchés mondiaux. Parallèlement, une guerre directe entre les États-Unis et la Chine entraînerait des krachs boursiers sans précédent et imprévisibles, dont l'ampleur éclipserait probablement ceux causés par la pandémie de COVID-19 de 2020 et qui ne connaîtraient probablement pas une reprise aussi rapide. En revanche, s'il est difficile de prédire l'impact que de tels krachs boursiers auraient sur l'économie dans son ensemble, qui dépend du contexte économique particulier, il est très probable que la combinaison de sanctions, de contre-sanctions, de panique sur les marchés, de perturbations commerciales et de boycotts conduirait à une récession et à des problèmes économiques généralisés en Europe, plus intenses que ceux causés par l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

Si une guerre de grande ampleur entre les États-Unis et la Chine représente le scénario du pire, d'autres possibilités, bien que plus limitées, pourraient engendrer des coûts économiques considérables. Par exemple, Pékin pourrait décider de mener des opérations militaires uniquement pour s'emparer d'îles du détroit de Taïwan administrées par Taipei, ou d'imposer un blocus naval de Taïwan. Les conséquences de tels scénarios iraient de la perturbation des échanges commerciaux à l'impact des sanctions, contre-sanctions et boycotts sur certaines entreprises.

Il est très important de noter que l'UE sera soumise à une forte pression pour répondre à toute tentative de changement du statu quo par la force par des sanctions économiques, et il est difficile d'imaginer des scénarios dans lesquels l'UE pourrait éviter toute implication politique ou économique dans une crise taïwanaise. Comme l'a souligné un responsable du SEAE, « la stabilité du détroit de Taïwan est un intérêt mondial et un intérêt pour l'UE »²³⁶.

Toutefois, toute sanction sera sanctionnée par les mesures choisies par Pékin, qui seront probablement ciblées de manière à infliger un préjudice politique maximal à l'UE. Conjuguée aux sanctions américaines et aux perturbations commerciales, une situation d'urgence à Taïwan entraînerait des turbulences économiques, des pénuries et des problèmes d'approvisionnement, de l'inflation et peut-être une récession.

Le coût d'une invasion serait également élevé pour la Chine. Outre l'incertitude quant à son issue, les coûts probables constituent l'un des principaux facteurs qui dissuadent Pékin de prendre une telle décision.

Néanmoins, à mesure que la puissance militaire chinoise s'accroît et que l'équilibre des forces dans le détroit de Taïwan évolue en sa faveur, Pékin est plus susceptible de considérer une invasion comme réalisable et susceptible de réussir. De plus, si les dirigeants chinois continuent de privilégier la sécurité économique et l'autosuffisance, tout en se préparant à d'éventuelles sanctions, ils pourraient commencer à considérer les coûts économiques comme moins redoutables.

Un autre facteur est l'arsenal nucléaire croissant de la Chine, estimé à 500 ogives opérationnelles actuellement et qui devrait atteindre plus de 1 000 d'ici 2030²³⁷. Bien que l'objectif de cet arsenal nucléaire massif

235 M. Szczepeński, « [Évolution, caractéristiques et contre-mesures de la coercition économique en Chine](#) », Service de recherche du Parlement européen, Parlement européen, PE 738.219, 2022 ; A. Adachi, A. Brown et MJ Zenglein, « [Attachez vos ceintures : comment gérer la coercition économique de la Chine](#) », MERICS, 25 août 2022 ; K. Drinhausen et H. Legarda, « [La loi chinoise sur les sanctions contre les étrangers : un avertissement au monde](#) », MERICS, 24 juin 2021.

236 Entretien avec un fonctionnaire du SEAE, réalisé en novembre 2023.

237 Département de la Défense des États-Unis, [Développements militaires et de sécurité impliquant la République populaire de Chine](#), Rapport annuel au Congrès, 2023, p. 104.

L'expansion nucléaire n'est pas claire, mais elle pourrait être motivée par le désir d'améliorer la capacité de la Chine à dissuader les États-Unis d'une intervention militaire conséquente en cas de guerre contre Taïwan, en privilégiant la dissuasion nucléaire. Si cette stratégie pourrait échouer à dissuader Washington d'intervenir, l'expansion nucléaire elle-même pourrait encourager Pékin à poursuivre une invasion, convaincu que le risque d'une guerre à grande échelle est réduit par sa puissance militaire conventionnelle et nucléaire, compte tenu de la manière dont la Russie a réussi à dissuader toute intervention directe de l'OTAN en Ukraine.

Enfin, un autre facteur important dans les calculs de Pékin concernant une éventuelle invasion de Taïwan concerne sa politique intérieure et sa perception de Taïwan, ainsi que la possibilité d'une « réunification pacifique ». Alors que l'économie chinoise ralentit et rencontre des difficultés, Pékin est susceptible de chercher à rejeter la faute sur l'Occident, attisant ainsi le nationalisme. Taïwan étant sans doute le sujet le plus nationaliste en Chine, il bénéficiera d'une attention croissante. Parallèlement, les tensions risquent de s'intensifier à mesure que Pékin accroît sa pression militaire sur Taïwan, tandis que les États-Unis et leurs alliés renforcent leur engagement avec Taipei.

Français Les contacts politiques occidentaux avec Taïwan pourraient renforcer la dissuasion, mais ils peuvent également accroître les tensions et les risques s'ils ne sont pas bien planifiés et exécutés. Au fil du temps, un autre facteur important dans la prise de décision de Pékin est sa perception de la faisabilité d'une « réunification pacifique » avec Taïwan, car la loi anti-sécession chinoise de 2005 stipule que Pékin « doit employer des moyens non pacifiques » si « les possibilités d'une réunification pacifique sont complètement épuisées »²³⁸. La montée du nationalisme en Chine, le renforcement du contrôle du parti et de la centralisation du pouvoir, les tensions croissantes entre la Chine et l'Occident et dans le détroit de Taïwan ainsi que l'opposition croissante à Taïwan aux accords politiques avec Pékin sont autant de facteurs qui augmentent le risque de guerre dans les années à venir.

La récente victoire de Lai Ching-te, du Parti démocrate progressiste, aux élections présidentielles de janvier 2024 laisse présager une poursuite du statu quo tendu dans les relations entre les deux rives du détroit de Taiwan au cours des quatre prochaines années. Il est fort probable que la Chine poursuive l'expansion et l'intensification de sa présence militaire à proximité de Taïwan et continue d'exercer des pressions sur Taïwan par une combinaison d'outils militaires, économiques, diplomatiques et hybrides.

Si l'équilibre actuel des forces, les risques et les coûts probables dissuadent encore Pékin d'envahir le pays, les tendances actuelles fragilisent cette dissuasion. Parmi ces tendances, on peut citer la puissance croissante de la Chine, l'intensification du nationalisme, l'accent accru mis par Pékin sur la sécurité économique et le renforcement de son autonomie, mais aussi les tentatives occidentales de réduire les risques et l'interdépendance économique. Pékin considère Taïwan comme « le cœur de ses intérêts fondamentaux »²³⁹ et continuera de concentrer son attention politique et militaire sur l'île, tout en augmentant sa pression sur Taipei. Face à la montée du risque de guerre, l'Europe devra préparer des plans pour diverses éventualités, tout en s'efforçant de communiquer avec Pékin et de renforcer la dissuasion en lui transmettant sa ferme opposition au recours à la force militaire. Elle doit toutefois agir avec prudence afin de ne pas provoquer Pékin et d'accroître ainsi le risque de guerre. Par exemple, utiliser le dialogue avec Taïwan comme moyen de communiquer publiquement son opposition politique à Pékin risque de se retourner contre elle.

6 Étude de cas : concurrence UE-Chine dans les pays candidats à l'élargissement, en particulier dans les Balkans occidentaux

6.1 Relations UE-Chine en Ukraine et en Moldavie

La République de Moldavie (ci-après Moldavie) a établi des relations diplomatiques avec la Chine en janvier 1992, qui est devenue au cours des 30 dernières années un partenaire économique clé, les échanges bilatéraux passant de USD

²³⁸ Congrès national du peuple de Chine, [Loi anti-sécession](#), 14 mars 2005.

²³⁹ Huaxia, « [Xi tient une réunion trilatérale avec Macron et von der Leyen](#) », 07 avril 2023.

70 000 en 1992240 à 947,2 millions USD en 2022241. En 2022, la quantité de marchandises que la Moldavie a importées de Chine représentait environ 10 % de son total242, plaçant la Chine à la troisième place des principaux partenaires commerciaux de la Moldavie après la Roumanie et la Russie243.

Les deux pays ont continué à considérer leurs relations comme positives244 et, dans sa quête de développement, la Moldavie a toujours adopté une approche pragmatique envers la Chine245, accueillant favorablement les investissements chinois, tout en visant l'adhésion à l'UE. Malgré cette volonté d'attirer les investissements chinois, la Chine n'est pas un acteur économique important en Moldavie, n'ayant participé qu'à deux projets majeurs : le port de Giurgiulești, sur le Danube ; et un parc photovoltaïque à Criuleni.

La Moldavie est membre de la BRI depuis la signature d'un protocole d'accord en 2014246 et, grâce à sa position géographique et à ses nombreux accords avec l'UE, le pays ambitionne de devenir un « pôle d'investissement » et une « zone de transit » 247 pour les marchandises chinoises. Une première étape vers cet objectif a été l'accord conclu entre China Shipping Container Lines et Danube Logistics, la société moldave qui exploite le port de Giurgiulești, détenu par la société néerlandaise Danube Logistics Holding BV et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement248. Cet accord permet à China Shipping Container Lines d'accroître ses services de transport maritime en Moldavie249, dans le but de stimuler les exportations moldaves vers la Chine.

Selon l'autorité du port franc international de Giurgiulești, en 2014 (avant la signature de l'accord), « 57 % des conteneurs d'importation provenaient de Chine et 76 % des conteneurs d'exportation étaient expédiés du port franc international de Giurgiulești vers les marchés asiatiques »250.

L'autre projet important concernait PowerChina. Ouvert en 2022, le parc photovoltaïque de Criuleni, construit par la Chine, d'un coût de 3,7 millions d'euros251, vise à produire une production annuelle de 4 millions de kilowatts252. Criuleni est le plus grand parc photovoltaïque de Moldavie, construit grâce à une subvention reçue du gouvernement chinois253. En 2015 et 2016, la Moldavie a reçu deux subventions non remboursables, l'une de 50 millions de RMB (7 millions d'euros)254 et l'autre de 60 millions de RMB (8,1 millions d'euros)255 de la Chine, destinées à financer des projets technico-économiques, tels que le parc photovoltaïque de Criuleni, une rocade autour de Chișinău et

²⁴⁰ MoldPres, « [Yan Wenbin : les relations bilatérales sino-moldaves se développeront sûrement de mieux en mieux](#) » [Relațiile bilaterale chino-moldave se vor dezvolta la sigur din ce în ce mai bine], 12 juin 2022.

²⁴¹ Bureau national des statistiques de la République de Moldavie, [Moldova in Cifre \(Moldavie en chiffres\)](#), 2023, p.34.

²⁴² Ibid.

²⁴³ Ibid.

²⁴⁴ Xinhua, « [Le vice-Premier ministre moldave : « La vitalité économique de la Chine est impressionnante](#) », 20 avril 2023 ; MoldPres, "Yan Wenbin : « [Les relations bilatérales sino-moldaves se développeront sûrement de mieux en mieux](#) » [Yan Wenbin : "Relațiile bilaterale chino-moldave se vor dezvolta la sigur din ce în ce mai bine."], 12 juin 2022.

²⁴⁵ S. Cleașuc, « [Relations économiques moldaves-chinoises : projets d'infrastructure et initiative Belt & Road](#) » [Relațiile Economice Moldo-Chineze : Proiectele de Infrastructură și Inițiativa Belt & Road], Asociația pentru Politică Externa, 17 janvier 2023.

²⁴⁶ S. Cleașuc, « [Relations économiques moldaves-chinoises : projets d'infrastructure et initiative Belt & Road](#) » [Relațiile Economice Moldo-Chineze : Proiectele de Infrastructură și Inițiativa Belt & Road], Asociația pentru Politică Externa, 17 janvier 2023.

²⁴⁷ S. Cleașuc, « [Dynamique et perspectives des relations commerciales moldaves-chinoises](#) [Dinamica și Perspectivele Relațiilor Comerciale Moldo-Chineze] », Asociația pentru Politică Externa, 17 janvier 2023.

²⁴⁸ Giurgiulești International Free Port, « [Opérateur et investisseur général](#) », page Web, s.d.

²⁴⁹ S. Cleașuc, « [Relations économiques moldaves-chinoises : projets d'infrastructure et initiative Belt & Road](#) » [Relațiile Economice Moldo-Chineze : Proiectele de Infrastructură și Inițiativa Belt & Road], Asociația pentru Politică Externa, 17 janvier 2023.

²⁵⁰ Mission d'assistance aux frontières de l'Union européenne pour la Moldavie et l'Ukraine et Service des douanes de la République de Moldavie, [Étude du port franc international de Giurgiulești](#), sd, p. 29.

²⁵¹ Aid Data, « [ID du projet : 85203](#) », page Web, s.d.

²⁵² S. Cleașuc, « [Coopération moldave-chinoise dans le domaine des énergies renouvelables](#) ». Étude de cas : Parc photovoltaïque de Criuleni » [Cooperarea Moldo-Chineză în Domeniul Energiei Regenerabile. Studiu de Caz: Parcul Fotovoltaic de la Criuleni], Asociația pentru Politică Externa, 17 janvier 2023.

²⁵³ TVR Moldavie, « [L'énergie verte gagne de plus en plus de terrain en République de Moldavie : le plus grand parc photovoltaïque situé à Criuleni](#) » [Energia Verde Capătă Tot Mai Mult Teren și în R. Moldavie : Cel Mai Mare Parc Fotovoltaic ce se Află în Criuleni a Început să Funcționeze], sd.

²⁵⁴ Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne, [Accord n° 2](#), République de Moldavie, 16 janvier 2015.

²⁵⁵ Gouvernement de la République de Moldavie, [Acord Privind Cooperarea Tehnică și Economică dintre Guvernul Republicii Moldova și Guvernul Republicii Populare Chineze \(Accord de coopération technique et économique entre le gouvernement de la République de Moldavie et le gouvernement du peuple\)](#), 18 avril 2016.

un système de surveillance du trafic pour Chi inău²⁵⁶. Pourtant, si le parc a été achevé, les projets de périphérique et de système de surveillance ont tous deux été abandonnés.

Depuis l'arrivée de Maia Sandu à la présidence de la Moldavie en 2020, la politique étrangère du pays s'est réorientée vers l'Occident, et plus particulièrement vers l'UE. Le pays a adopté une position plus ferme à l'égard de la Russie et s'est montré plus réticent à s'engager avec la Chine. Les négociations pour un accord de libre-échange bilatéral avec la Chine, entamées en 2017, sont désormais au point mort. Par conséquent, le rôle et l'influence de la Chine en Moldavie sont désormais très limités et les relations se sont considérablement refroidies. Le gouvernement moldave actuel est résolument pro-européen et se concentre principalement sur son statut de candidat à l'UE. Il faut cependant souligner que l'intérêt de la Chine pour la Moldavie au fil des ans n'a jamais été très important.

Français Pendant ce temps, le voisin de la Moldavie, l'Ukraine, a pris soin de ne pas s'aliéner la Chine. Ses relations bilatérales d'avant-guerre, lancées avec l'établissement de relations diplomatiques en 1992 et approfondies par un engagement de « partenariat stratégique » en 2011, couvraient divers secteurs²⁵⁷, descendant jusqu'au niveau municipal. Cela était largement considéré à l'époque comme mutuellement bénéfique et complémentaire par les deux pays. En 2021, avant le début de la guerre, la Chine était le premier partenaire commercial de l'Ukraine, tant en termes d'importations que d'exportations²⁵⁸, une position qu'elle conserve depuis 2020²⁵⁹. En 2017, l'Ukraine a rejoint la BRI²⁶⁰, ce qui a conduit à l'ouverture d'un centre de commerce et d'investissement BRI à Kiev un an plus tard²⁶¹. Pourtant, en 2021, le montant total des IDE chinois en Ukraine était encore très limité, ne représentant que 111 millions de dollars²⁶² et ne représentant que 0,3 % du total des IDE ukrainiens²⁶³. Français Parmi ces investissements, l'investissement de 50 millions de dollars de la société holding agroalimentaire publique chinoise COFCO à Marioupol²⁶⁴ est le plus important. Cependant, des entreprises chinoises étaient également engagées dans différentes activités, telles que le dragage dans des ports comme Yuzhne et Chornomorsk, tous deux près d'Odessa²⁶⁵. D'autres investissements importants sont ceux réalisés par le détaillant chinois Watsons et les centrales solaires construites par China National Building Material Group. Aujourd'hui, l'intérêt économique potentiel de la Chine pour le développement humanitaire et économique d'après-guerre de l'Ukraine est certainement possible, la position du pays sur le règlement politique de la crise ukrainienne indiquant qu'il « est prêt à fournir une assistance et à jouer un rôle constructif »²⁶⁶ dans la reconstruction post-conflit.

Sur le plan géopolitique, le gouvernement ukrainien reconnaît l'importance d'empêcher Pékin d'apporter un soutien diplomatique ou militaire à la Russie. De plus, l'Ukraine a admis que les appréhensions de la Chine face aux menaces nucléaires exprimées par Vladimir Poutine sont conformes à ses propres intérêts.

L'Ukraine a salué la participation du représentant chinois à la consultation sur la formule de paix du président Volodymyr Zelenskyy, tenue à Djeddah en août 2023, et a exprimé sa conviction que « la Chine est prête à continuer de participer à ce format »²⁶⁷.

Adoptant une position plus prudente, certains responsables stratégiques ukrainiens

²⁵⁶ Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne, « [La République populaire de Chine \[Republica Populară Chineză\]](#) », République de Moldavie, mars 2023.

²⁵⁷ Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Relations entre la Chine et l'Ukraine \[\]](#) », Novembre 2023.

²⁵⁸ World Integrated Trade Solutions, « [Balance commerciale de l'Ukraine, exportations et importations par pays et région 2021](#) », Banque mondiale, page Web, s.d.

²⁵⁹ E. Wishnick, « [L'Ukraine : le pont brûlant de la Chine vers l'Europe ?](#) », CNA, 4 février 2022.

²⁶⁰ Green Finance & Development Center, « [Pays de l'Initiative Ceinture et Route \(BRI\)](#) », page Web, s.d.

²⁶¹ E. Wishnick, « [L'Ukraine : le pont brûlant de la Chine vers l'Europe ?](#) », CNA, 4 février 2022.

²⁶² Ambassade d'Ukraine en République populaire de Chine, « [Coopération commerciale et économique](#) », 16 mai 2022.

²⁶³ B. Prokhorov, D. Goriunov et S. Sakhno, « [L'empreinte économique chinoise en Ukraine](#) », Centre de stratégie économique, 24 septembre 2021.

²⁶⁴ C. Devonshire-Ellis, « [La Chine conserve sa position de premier partenaire commercial et d'investissement potentiel de l'Ukraine](#) », Briefing sur la Chine, 17 mars 2023.

²⁶⁵ E. Wishnick, « [L'Ukraine : le pont brûlant de la Chine vers l'Europe ?](#) », CNA, 4 février 2022.

²⁶⁶ Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Position de la Chine sur le règlement politique de la crise ukrainienne](#) », 24 février 2023.

²⁶⁷ Président de l'Ukraine, « [Le résultat le plus important de la réunion de Djeddah est que nous sommes un peu plus près de la mise en œuvre de la formule de paix - Andriy Yermak](#) », 8 août 2023.

Les responsables de la communication estiment que la Chine conservera pour l'instant une position neutre et se rangera finalement du côté du vainqueur : « Si les positions russes sont repoussées, la Chine ne les soutiendra pas »²⁶⁸. C'est une possibilité, d'autant plus que la Chine n'a pas reconnu l'annexion par la Russie de territoires ukrainiens, comme la région du Donbass ou même la Crimée.

Français Cependant, l'Ukraine a également été claire en ne signalant pas d'équidistance entre l'UE et la Chine, réaffirmant son objectif de devenir un État membre de l'UE. Contrairement à la position de la Chine sur l'OTAN, ses responsables se gardent bien d'exprimer une position stricte contre l'adhésion de l'Ukraine à l'UE. L'analyse des opinions d'experts suggère que, compte tenu de l'état actuel du conflit, Pékin considère la possibilité d'adhésion comme une perspective lointaine et improbable²⁶⁹, qui en tant que telle ne mérite pas une priorité élevée. Pourtant, aux yeux de la Chine, la position ferme de l'Ukraine sur l'intégration à l'Europe, et en particulier l'intégration à l'OTAN, relève en fin de compte de ce que Xi Jinping appelle « la mentalité de la guerre froide, l'unilatéralisme, la confrontation des blocs et l'hégémonisme »²⁷⁰, ce qui limite ainsi toute attente que la Chine contribue à résoudre le conflit en faveur de l'Ukraine.

6.2 Les relations de la Chine avec les Balkans occidentaux

En 2023, cinq des six pays des Balkans occidentaux détiennent le statut de pays candidats à l'adhésion à l'UE. Bien que le Kosovo²⁷¹ ait déposé une demande d'adhésion à l'UE en décembre 2022, il n'a pas encore obtenu le statut de candidat et est donc actuellement désigné comme candidat potentiel. L'approbation du statut de candidat à la Bosnie-Herzégovine (BH) en 2022 signifie que tous les autres pays des Balkans occidentaux – l'Albanie, le Monténégro, la Macédoine du Nord et la Serbie – sont officiellement reconnus comme candidats à l'adhésion à l'UE, chacun franchissant des étapes distinctes du processus d'adhésion reflétant des degrés de développement variables.

Trois pays des Balkans occidentaux, l'Albanie, le Monténégro et la Macédoine du Nord, sont membres de l'OTAN, témoignant ainsi d'un engagement total envers le partenariat euro-atlantique, tant sur le plan politique que dans le cadre de la coopération collective en matière de défense et de sécurité. Si les acteurs régionaux des Balkans occidentaux ont privilégié cette trajectoire d'intégration européenne, la région est également devenue un pôle d'intérêt majeur pour diverses entités mondiales. La Chine a notamment établi une présence significative grâce au développement de relations bilatérales, à la plateforme de coopération Chine-Pays d'Europe centrale et orientale (PECO) (anciennement connue sous le nom de 16/17+1) et à la mise en œuvre de projets dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route » (BRI) dans plusieurs pays de la région.

L'ampleur de l'implication chinoise dans les Balkans occidentaux varie selon les pays. Cinq pays ont signé des protocoles d'accord avec la Chine²⁷², officialisant leur participation à l'initiative « la Ceinture et la Route », et sont membres à part entière de la plateforme de coopération Chine-PECO depuis sa création en 2012. Cependant, deux contrastes notables existent dans le paysage régional. La Chine, en raison de sa non-reconnaissance du Kosovo comme entité indépendante, n'entretient pas de relations diplomatiques et politiques officielles avec la région, ce qui se traduit par des interactions économiques limitées et considérablement restreintes. À l'opposé, la Serbie apparaît comme un partenaire manifestement engagé auprès de Pékin, favorisant une relation de collaboration soutenue, globale et approfondie avec la Chine.

Chacune des nations restantes des Balkans occidentaux présente des caractéristiques distinctes dans sa collaboration avec la Chine, bien qu'elle présente des points communs perceptibles. La coopération s'est principalement manifestée par des accords préférentiels.

²⁶⁸ Entretien avec Anayit Khoperiya, chef du département de lutte contre les menaces informationnelles à la sécurité nationale au Centre de lutte contre la désinformation, Ukraine, novembre 2023.

²⁶⁹ Centre d'études stratégiques et internationales, « Jusqu'où l'Ukraine est-elle allée pour rejoindre l'UE ? [?] ». Réseau de groupes de réflexion chinois, 19 juillet 2022.

²⁷⁰ Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « Document conceptuel de l'Initiative de sécurité mondiale », 21 février 2023.

²⁷¹ Cette désignation est sans préjudice des positions sur le statut et est conforme à la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité des Nations Unies et à l'avis de la Cour internationale de justice sur la déclaration d'indépendance du Kosovo.

²⁷² Green Finance & Development Center, « Pays de l'Initiative Ceinture et Route (BRI) », page Web, s.d.

accords de prêt accordés par les institutions financières chinoises pour faciliter les efforts cruciaux de modernisation des infrastructures dans la région. Parallèlement, on observe une augmentation perceptible des efforts de promotion, orchestrés soit par des entités officielles et des ambassades chinoises, soit par des personnalités régionales notables, englobant des politiciens de haut rang actuels et anciens. Cependant, le statut de la Chine en tant qu'investisseur dans la région reste quelque peu limité, à l'exception de la Serbie. Alors que les entreprises chinoises ont injecté 4,5 milliards d'euros²⁷³ dans les pays des Balkans occidentaux depuis 2014, plus de 4 milliards d'euros ont été investis en Serbie²⁷⁴, bien que ce chiffre place clairement la Chine derrière les États membres de l'UE, dont les investissements collectifs représentent 61 % du total des IDE²⁷⁵ de la région sur la même période.

Cependant, l'approche multidimensionnelle de Pékin dans la région continue de se développer, les entreprises chinoises étant présentes dans des projets portant sur les secteurs de l'énergie, des mines et de l'automobile. Dans toute la région, les entreprises chinoises ont manifesté un vif intérêt pour le développement de leur présence dans le secteur des industries extractives et des matières premières. Cet intérêt peut être caractérisé par une convergence de facteurs axés sur la demande. Des facteurs provenant à la fois de Chine et des Balkans occidentaux. Comme il a été avancé, l'implication de la Chine dans les industries extractives et des matières premières des Balkans occidentaux est étroitement liée à son besoin primordial de matières premières spécifiques²⁷⁶. De plus, compte tenu des limites inhérentes à la région dans le développement autonome de ces secteurs en raison de contraintes de capacités et de ressources, l'impératif de partenariats a poussé les pays des Balkans occidentaux à collaborer avec des entreprises chinoises ou des entités internationales à participation chinoise importante.

Les défis liés à l'engagement chinois dans la région des Balkans occidentaux sont comparables à ceux observés dans le contexte plus large des PECO, caractérisé par une pénurie notable de résultats concrets. À l'exception de la Serbie, les IDE chinois ont été relativement modestes, tandis que les pays de la région sont également devenus plus prudents lorsqu'ils envisagent des accords de prêts bilatéraux après une première volonté de dialogue avec la Chine. Néanmoins, Pékin demeure un partenaire attractif pour certains acteurs régionaux, amplifiant progressivement son influence et son degré de présence.

Une certaine convergence politique entre les pays des Balkans occidentaux et la Chine transparaît dans leur position sur Taïwan. Conformément à leur aspiration à l'adhésion à l'UE, tous les pays soutiennent la politique d'une seule Chine et même le Kosovo s'abstient de reconnaître Taïwan comme une entité indépendante. Il convient toutefois de noter que cet alignement n'est pas uniforme, certains pays affichant une approche plus adaptable de la coopération avec Taïwan. Leurs positions sont nuancées et dépendent de l'ampleur de leur engagement et de leur partenariat avec Pékin²⁷⁷.

Il est donc crucial de reconnaître qu'une part importante de l'engagement de la Chine dans les Balkans occidentaux a été motivée par la demande. La région, marquée par ses disparités de développement, a cherché des voies accessibles pour le développement des infrastructures après la crise financière mondiale. En réponse, le gouvernement, les banques et les entreprises chinoises ont joué un rôle essentiel en fournissant l'accès indispensable aux mécanismes nécessaires à ce développement. Les projets soutenus par la Chine ont été considérés comme une alternative aux dispositifs financiers proposés par les institutions financières occidentales, principalement en raison de leur conditionnalité perçue comme faible, voire inexistante, concernant la justification économique et financière des projets, ainsi que leur durabilité économique. En outre, la fragilité du développement démocratique et la faiblesse des normes démocratiques, associées à une concentration du pouvoir, ont facilité les engagements avec la Chine dans certains Balkans occidentaux.

²⁷³ Nombre cumulé de données des banques nationales des pays collectées par les auteurs.

²⁷⁴ Banque nationale de Serbie, « [Balance des paiements](#) », page Web, s.d.

²⁷⁵ Commission européenne, « [Politique européenne de voisinage et négociations d'élargissement \(DG NEAR\)](#) ». Engagement renforcé de l'UE avec les Balkans occidentaux', page Web, s.d.

²⁷⁶ A. Krstinovska et V. Vuksanović, « [Gagner, perdre : l'implication de la Chine dans les industries extractives et des matières premières dans les Balkans occidentaux](#) », Association pour les affaires internationales, 2023, p. 5.

²⁷⁷ Ibid.

Cette dynamique a soutenu la représentation de la Chine comme un « fournisseur de développement économique »²⁷⁸, s'alignant sur le récit officiel du PCC et correspondant à l'un des objectifs de la BRI : positionner la Chine comme un partenaire bienveillant qui s'abstient d'imposer des conditions et établit des mécanismes de coopération dans le seul but de fournir de l'aide.

6.2.1 Succès limité de la coopération de la Chine avec l'Albanie et la Corée du Nord Macédoine

La présence de la Chine dans la région revêt une importance historique, l'Albanie se distinguant par la longévité de sa coopération diplomatique de haut niveau. Cependant, force est de constater que ce contexte historique ne s'est pas traduit par un partenariat de niveau contemporain.

En février 2023, le Premier ministre albanais, Edi Rama, a déclaré que son pays n'avait pas tiré de bénéfices tangibles de sa participation aux plateformes de coopération dirigées par la Chine, telles que la Chine-PECO et la BRI²⁷⁹. Toutefois, cela ne signifie pas un retrait immédiat de ces mécanismes de coopération. L'Albanie entend plutôt maintenir des canaux de communication ouverts avec Pékin²⁸⁰.

S'appuyant sur cette position, les deux pays ont encore cultivé leurs relations en signant un accord de libéralisation des visas en janvier 2023²⁸¹. Cet accord permet aux citoyens des deux pays de voyager entre les deux pays sans avoir besoin de visa de court séjour, permettant des séjours allant jusqu'à 90 jours²⁸².

Néanmoins, contrairement à certains pays des Balkans occidentaux, l'influence de la Chine en Albanie a été particulièrement limitée. L'Albanie est la seule nation des Balkans occidentaux à entretenir des relations officielles avec la Chine, malgré son abstention de mettre en œuvre des projets d'infrastructures par le biais d'accords de prêt préférentiels au cours de la décennie précédente.

Français La présence de la Chine en Albanie est évidente à travers divers investissements importants et accords de collaboration, même si tous ne se sont pas avérés durables. L'investissement le plus notable en Albanie s'est matérialisé en 2016 avec l'acquisition de la société canadienne Bankers Petroleum par la société chinoise Geo-Jade Petroleum pour près de 0,5 milliard de dollars²⁸³. Avec cette acquisition, Geo-Jade Petroleum a obtenu tous les droits de développement du champ pétrolier albanais de Patos-Marinza, reconnu comme le plus grand champ pétrolier terrestre d'Europe²⁸⁴. Cette décision stratégique a ensuite positionné la société chinoise comme un acteur clé, par l'intermédiaire de sa filiale Bankers, responsable de 95 % de la production de pétrole brut de l'Albanie²⁸⁵.

Les entreprises chinoises ont également étendu leur influence dans le secteur minier albanais. En 2014, Jiangxi Copper a notamment acquis 50 % du capital de Nesko Metal²⁸⁶, une entité turque, prenant ainsi le contrôle des concessions détenues par la société turque en Albanie. Similaire à l'acquisition de Bankers Petroleum, cette transaction impliquait l'acquisition d'une société étrangère exerçant des activités en Albanie. Bien que non officiellement qualifiée d'IDE, elle a contribué de manière significative à l'établissement de la présence économique chinoise dans le pays et la région.

²⁷⁸ Gouvernement de la République de Serbie, « [Les investissements chinois ont stimulé le développement économique de la Serbie](#) », 5 novembre 2023.

^{279A} Taylor, « [Premier ministre albanais : aucun avantage économique de la coopération chinoise](#) », Euractiv, 23 février 2023.

²⁸⁰ Ibid.

²⁸¹ Coopération entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale, « [La Chine et l'Albanie signent un accord de voyage sans visa](#) », 18 janvier 2023.

²⁸² China Radio International, « [L'accord sur la renonciation mutuelle aux visas Albanie-Chine entre en vigueur le 18 mars \[Marrëveshja për heqjen reciproke të vizave Shqipëri-Kinë hyn në fuqi më 18 mars\]](#) », 2 mars 2023.

²⁸³ Conseil européen des relations étrangères, « [Cartographie de l'essor de la Chine dans les Balkans occidentaux : Serbie](#) », 23 mars 2022.

²⁸⁴ Ibid.

²⁸⁵ Ibid.

²⁸⁶ Balkan Insight, « [La Chine dans les Balkans](#) », page Web, s.d.

L'implication de la Chine en Albanie constitue une illustration notable des incertitudes inhérentes à collaborations avec Pékin. En 2016, China Everbright, une entreprise chinoise soutenue par l'État, a acquis la pleine propriété de l'aéroport international de Tirana auprès d'AviAlliance GmbH, une entreprise germano-américaine, pour environ 80 millions d'euros²⁸⁷. À cette époque, l'aéroport international de Tirana était le seul aéroport du pays, marquant un investissement chinois important dans les infrastructures aéroportuaires d'un État membre de l'OTAN²⁸⁸. Cependant, en seulement quatre ans, dans des circonstances qui restent floues, l'entreprise chinoise a cédé l'intégralité de cette concession à une entité locale dans le cadre d'une transaction évaluée à environ 71 millions d'euros²⁸⁹.

Globalement, la présence d'IDE chinois en Albanie est restée limitée. De 2014 à 2022, selon les données de la Banque d'Albanie, les flux d'IDE chinois ont dépassé légèrement 9,6 millions d'euros, ce qui représente environ 0,1 % du total des entrées d'IDE en Albanie au cours de la même période²⁹⁰.

Français Au-delà de cet impact économique modeste, la position de l'Albanie à l'égard de la Chine est clairement façonnée par son alignement sans équivoque sur l'alliance euro-atlantique, y compris un alignement à 100 % sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE ainsi que par son adhésion à l'OTAN²⁹¹. Malgré des liens historiques et une implication dans diverses plateformes de coopération, l'Albanie n'apparaît pas comme un allié fidèle de la Chine, le partenariat global étant caractérisé par des limites et un manque de profondeur substantielle.

La Macédoine du Nord se distingue comme une autre nation des Balkans occidentaux démontrant son engagement en faveur de l'intégration euro-atlantique. Son adhésion à l'OTAN en 2020, conjuguée au lancement des négociations d'adhésion à l'UE en 2022, a consolidé l'orientation de sa politique étrangère, limitant ainsi tout impact potentiel d'influences étrangères mal alignées.

L'implication limitée de la Chine en Macédoine du Nord peut être attribuée, en partie, à un épisode négatif dans la mise en œuvre de projets convenus d'un commun accord entre les deux parties. Outre les difficultés rencontrées dans les projets économiques communs, la coopération politique entre la Chine et la Macédoine du Nord est limitée et revêt une importance mineure pour leurs relations globales.

En 2012, l'entreprise chinoise Sinohydro a été chargée de la construction de deux autoroutes en Macédoine du Nord. Ce projet a donné lieu à l'un des plus importants scandales de corruption de l'histoire du pays, entraînant la chute du Premier ministre de l'époque, Nikola Gruevski, et de son gouvernement²⁹². La longueur totale de ces deux autoroutes s'étend sur 104 kilomètres, avec des segments de Miladinovci à Shtip sur 47 kilomètres et de Kichevo à Ohrid sur 57 kilomètres. Initialement évalué à 638 millions d'euros et financé par un prêt de la Banque chinoise d'import-export²⁹³, le projet a connu des revers, à tel point qu'à la date limite d'achèvement initiale en 2018, si la première autoroute était achevée, la seconde n'était encore qu'à moitié terminée. Par conséquent, trois annexes au contrat initial ont été adoptées, prolongeant l'échéance à 2021 et augmentant la valeur totale du contrat de 180 millions d'euros²⁹⁴. En novembre 2023, le Premier ministre sortant Dimitar Kovacevski a déclaré que la Macédoine du Nord

pourrait réviser ce deuxième projet d'autoroute, ce qui pourrait conduire à l'abandon du contrat avec Sinohydro et à la collaboration avec d'autres entreprises pour achever la construction²⁹⁵.

287 V. Zeneli, [L'influence chinoise dans les Balkans occidentaux et son impact sur le processus d'intégration de la région à l'Union européenne](#), L'Institut des sciences humaines, s.d.

288 Ibid.

289 Ibid.

290 Banque d'Albanie, « [Flux d'investissements directs étrangers](#) », Trimestriel, page Web, s.d.

291 I. Novaković et T. Plavšić, « [Une analyse de l'alignement de la Serbie sur les déclarations et mesures de politique étrangère de l'Union européenne : rapport annuel pour 2022](#) », Centre des affaires internationales et de sécurité, février 2023, p. 5.

292A. Krstinovska, « [Exporter la corruption ? Le cas d'un projet d'autoroute chinois en Macédoine du Nord](#) », China Observers, 6 novembre 2019.

293 Ibid.

294 Ibid.

295 SJ Marusic, « [La Macédoine du Nord envisage d'abandonner le projet d'autoroute bloqué](#) », Balkan Insight, 3 novembre 2023.

Français Outre le contrat de construction d'autoroutes basé sur un prêt, la Macédoine du Nord a connu un certain niveau d'IDE chinois. Bien que cela constitue une proportion relativement modeste du paysage global des investissements, il a atteint 136,95 millions d'euros, soit 1,95 % du volume total des investissements du pays²⁹⁶. Parmi les initiatives d'investissement notables, on peut citer l'acquisition par Hesteel Group Company Limited du contrôle de la propriété de l'entreprise minière et sidérurgique Maksil par le biais d'une série de fusions et acquisitions internationales²⁹⁷. À l'instar du cas analogue en Albanie, cette transaction, impliquant l'achat d'une entreprise internationale, n'est pas classée comme IDE et est donc exclue des statistiques agrégées.

Un autre projet remarquable souligne l'influence de la Chine dans le secteur ferroviaire de Macédoine du Nord. Entre 2014 et 2020, la compagnie ferroviaire publique a conclu un contrat avec un homologue chinois pour l'achat d'au moins dix trains diesel/électriques en provenance de Chine²⁹⁸.

La présence chinoise actuelle en Macédoine du Nord est relativement plus avancée que la collaboration entre Pékin et Tirana. Néanmoins, l'état général du partenariat et les aspects clés de la coopération présentent des similitudes frappantes. Les changements politiques internes en Macédoine du Nord ont notamment incité le pays à réévaluer sa position sur la collaboration avec la Chine. Les expériences passées défavorables ont donné lieu à une approche plus nuancée et prudente dans le développement de ses relations avec la Chine, l'évolution future n'indiquant pas de progrès substantiels à ce stade.

6.2.2 Complexité de la coopération Chine-Bosnie-Herzégovine

Le paysage complexe des politiques nationales et de la politique en Bosnie-Herzégovine se reflète dans ses relations avec la Chine. Pékin a fait preuve d'un engagement actif dans le pays, en adoptant une approche cohérente de collaboration avec les deux entités, à savoir la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la Republika Srpska.

Un succès notable des politiques chinoises, notamment dans le cadre du déploiement du soft power, réside dans l'implication active de personnalités politiques de haut niveau dans la promotion de la coopération avec la Chine. Cette implication se manifeste par des déclarations officielles, des visites bilatérales et une promotion médiatique des politiques chinoises.

La promotion de la collaboration avec la Chine bénéficie du soutien des responsables politiques serbes et bosniaques, ainsi que des représentants de la communauté croate. Les principaux défenseurs sont ceux du plus grand parti politique serbe, l'Alliance des sociaux-démocrates indépendants, dirigée par Milorad Dodik²⁹⁹, qui est à la fois président du parti et président de la Republika Srpska. Ce partenariat est fréquemment mis en avant par Željka Cvijanović, membre serbe de la présidence de Bosnie-Herzégovine et membre du même parti, qui a récemment salué les succès chinois lors d'une apparition médiatique³⁰⁰. Cependant, la promotion de la présence chinoise ne se limite pas aux représentants serbes actuels. Mladen Ivanić, ancien membre de la présidence de Bosnie-Herzégovine et membre de l'opposition en Republika Srpska, s'est également imposé comme un fervent défenseur de l'implication chinoise en Bosnie-Herzégovine³⁰¹.

²⁹⁶Banque nationale de la République de Macédoine du Nord, « [Stock d'investissements directs en République de Macédoine du Nord](#) », page Web, s.d.

²⁹⁷A. Krstinovska et V. Vuksanović, « [Gagner, perdre : l'implication de la Chine dans les industries extractives et des matières premières dans les Balkans occidentaux](#) », Association pour les affaires internationales, 2023, p. 20.

²⁹⁸B. Blazhevski, « [Dans les coulisses : l'influence chinoise en Macédoine du Nord](#) », META. MK, 8 mars 2023.

²⁹⁹G. Katić, « [Les communistes chinois sur le « champ » de Dodik \[Komunisti iz Kine na Dodikovom « terenu »\]](#) », Radio Free Europe, 28 avril 2023.

³⁰⁰China Radio International, « [Cvijanović pour KMG : La Chine mérite toutes nos félicitations et notre soutien pour ses succès \[Cvijanović za KMG : Kina svojim uspesima zasluži svaku čestitku i podršku\]](#) », 10 juin 2023.

³⁰¹Nizami Ganjavi International Center, « [Un autre message du membre du NGIC Mladen Ivanić à la Chine](#) », Facebook, vidéo 0:04, 14 février 2020.

Au-delà de la communauté serbe, le plus grand parti politique bosniaque, dirigé par Bakir Izetbegović, entretient une relation de collaboration avec le PCC depuis plus de deux décennies³⁰². De plus, les représentants croates dialoguent régulièrement avec les responsables chinois en Bosnie-Herzégovine³⁰³.

Pékin a efficacement coordonné la collaboration avec les différents niveaux décisionnels en Bosnie-Herzégovine, conformément à son approche établie en Europe centrale et orientale. Cela signifie que l'engagement avec les niveaux infranationaux n'est pas une simple exception, mais plutôt une pratique courante. Dans le cas de la Bosnie-Herzégovine, cela est particulièrement évident grâce à la coopération établie avec le canton de Sarajevo. Edin Forto, ancien Premier ministre du canton³⁰⁴ et aujourd'hui ministre des Communications et des Transports, est devenu une figure emblématique de l'engagement chinois dans le pays.

Il n'est donc pas surprenant que les projets soutenus par la Chine aient bénéficié du soutien des gouvernements fédéral et de la Republika Srpska. Ces initiatives se concentrent sur le secteur de l'énergie, le projet phare étant la modernisation et l'extension de la centrale thermique de Tuzla. Cependant, cette initiative a subi de nombreux retards, notamment le retrait de General Electric, fournisseur contracté par le consortium chinois, ce qui laisse planer une incertitude sur l'avenir du projet.

Ce phénomène a été marqué de manière significative par l'émission par la compagnie énergétique publique bosniaque de son troisième avertissement de résiliation en 2023³⁰⁵. L'implication chinoise s'étend à plusieurs centrales hydroélectriques, principalement développées en collaboration avec des entités privées sur le territoire de la Republika Srpska.

Au-delà du secteur de l'énergie, la collaboration avec les entreprises chinoises est particulièrement visible dans les infrastructures de transport. Des entreprises chinoises et turques ont été activement impliquées ensemble dans 5 des 12 sections d'autoroute de la Fédération, tandis qu'en Republika Srpska, des contrats ont été signés pour la construction de 2 des 3 sections d'autoroute en cours³⁰⁶. Un cas exceptionnel en Bosnie-Herzégovine est la construction sous concession du tronçon reliant Banja Luka à Prijedor, la seule concession des Balkans à inclure une entreprise chinoise (China Shandong International Economic and Technical Cooperation Group) dans un projet d'infrastructure, un événement régional unique. Outre la construction d'autoroutes, les entreprises chinoises jouent un rôle dans la modernisation du système de tramway sous la gouvernance du canton de Sarajevo³⁰⁷. Ce projet particulier a suscité des interrogations en raison de la non-divulgence des détails du contrat, malgré un financement de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement³⁰⁸.

Il convient de noter qu'aucun des projets mentionnés ci-dessus n'a été classé comme IDE. Évaluer l'ampleur des IDE chinois dans un pays s'avère complexe en raison de la diversité des niveaux de surveillance des processus gouvernementaux et des flux d'informations. À ce jour, la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine n'a enregistré aucun IDE chinois, ce qui distingue la Bosnie-Herzégovine comme le seul pays des Balkans occidentaux à bénéficier d'une coopération chinoise établie, mais sans IDE documenté. Néanmoins, un niveau significatif de collaboration et d'influence persiste.

Cependant, la présence de la Chine en Bosnie-Herzégovine n'a pas été purement bénigne et uniquement fondée sur la coopération économique. En juillet 2021, le Conseil de sécurité de l'ONU a rejeté un projet de résolution visant à mettre fin aux pouvoirs et

302 M. Arnautović, « [Les principaux partis de Bosnie-Herzégovine coopèrent plus facilement avec les communistes chinois qu'entre eux \[Vodeće partije u BiH lakše saraduju sa kineskim komunistima nego međusobno\]](#) », Radio Free Europe, 8 juillet 2021.

303 Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine, « [Vice-président de la Chambre des peuples PBiH, Dr Dragan Čović, a tenu une réunion avec l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Bosnie-Herzégovine \[Zamjenik predsjedavajućeg Doma naroda PBiH dr. Dragan Čović održao sastanak s ambassadeur Narodne Republike Kine u BiH\]](#) », 9 mars 2023.

304 Radio Sarajevo, [Délégation gouvernementale du KS en Chine : de quoi ont-ils discuté et sur quoi se sont-ils mis d'accord ? \[Delegacija Vlade KS u Kini : O čemu su razgovarali i šta su dogovorili ?\]](#), 12 juin 2019.

305 V. Spasić, « [BiH Utility envoie un troisième avertissement de résiliation à l'entrepreneur chinois sur le projet de centrale au charbon Tuzla 7](#) », Balkan Green Energy News, 10 octobre 2023.

306 N. Kuloglija-Zolj, « [Les entreprises chinoises et turques dominent les projets d'infrastructure en Bosnie](#) », Détecteur, 30 mars 2023.

307 I. Pekmez, « [Un contrat secret pour la reconstruction des rails à Sarajevo avec une entreprise chinoise au passé trouble \[Tajni ugovor za obnovu šina u Sarajevu sa kineskom firmom problematične prošlosti\]](#) », Détecteur, 19 avril 2022.

308 Ibid.

Fermeture du Bureau du Haut Représentant pour la Bosnie-Herzégovine³⁰⁹. Le vote a donné lieu à 2 voix pour (Chine, Fédération de Russie), 0 contre et 13 abstentions, ce qui a conduit au rejet du projet³¹⁰. L'ambassade de Chine en Bosnie-Herzégovine a envoyé une note diplomatique officielle indiquant que les autorités du pays ne reconnaissent pas la légitimité de Christian Schmidt comme Haut Représentant pour la Bosnie-Herzégovine³¹¹, une position fondée sur le postulat que ce projet de résolution n'a pas été adopté³¹².

Cependant, la complexité persistante de l'implication chinoise en Bosnie-Herzégovine est vouée à perdurer, compte tenu des complexités inhérentes à l'appareil décisionnel du pays. L'impératif d'une efficacité et d'une accessibilité accrues dans le développement des infrastructures est un catalyseur essentiel qui incite les deux entités bosniaques à s'ouvrir à la Chine pour des initiatives de collaboration. Il convient de noter la concordance de l'approche chinoise avec les exigences nationales.

6.2.3 Le cas de la coopération (ou du manque de coopération) entre le Kosovo et la Chine

La collaboration entre le Kosovo et la Chine est limitée par la non-reconnaissance du Kosovo comme nation indépendante par la Chine. Un élément déterminant de la position de Pékin est son partenariat solide avec la Serbie, souligné par un engagement indéfectible envers les principes d'intégrité territoriale et de souveraineté.

La position de la Chine est souvent articulée dans le cadre du droit international, en faisant référence aux résolutions de l'ONU, notamment la résolution 1244³¹³.

Malgré l'absence d'investissements documentés d'entreprises chinoises au Kosovo et l'absence de relations diplomatiques officielles, il existe un degré notable d'interaction commerciale. Des rapports indiquent que la Chine est la deuxième source d'importations du Kosovo³¹⁴.

Il convient de noter que le Kosovo a récemment adopté une position plus claire concernant ses relations avec Taïwan. Bien que le Kosovo n'ait pas officiellement reconnu Taïwan comme État indépendant, il l'a fait au Kosovo. La création d'un groupe d'amitié parlementaire officiel en 2021³¹⁵ constitue une avancée significative dans la collaboration entre Taïwan et le Kosovo.

Bien qu'il n'existe pas de relations diplomatiques, on ne peut pas dire que le Kosovo ait été à l'abri de l'influence chinoise, même si cela peut être considéré comme découlant indirectement du développement de la coopération et des partenariats entre la Chine et d'autres acteurs régionaux, notamment la Serbie.

6.3 L'influence stratégique de la Chine en Serbie-et-Monténégro

La BRI a été présentée par les responsables chinois comme un modèle de développement sans trop de conditions. Les pays des Balkans occidentaux peuvent être décrits comme des pays en développement, d'où la nécessité de développer les infrastructures, de réduire le chômage et de moderniser le secteur énergétique et les complexes industriels obsolètes. Le cas du Monténégro peut servir d'exemple pour les pays cherchant un moyen facile d'atteindre leurs objectifs de développement et illustre les conséquences négatives potentielles d'une dépendance aux prêts chinois.

³⁰⁹ Nations Unies, « [Le Conseil de sécurité rejette une résolution qui mettrait fin aux pouvoirs du Haut Représentant de la Bosnie-Herzégovine](#) », SC/14585, 22 juillet 2022.

³¹⁰ Ibid.

³¹¹ Sarajevo Times, « [Ambassade de Chine en Bosnie-Herzégovine : nous n'acceptons pas la légitimité de Christian Schmidt comme nouveau HR](#) », 17 août 2021.

³¹² Ibid.

³¹³ United Nations Peacemaker, « [Résolution 1244 \(1999\) du Conseil de sécurité sur la situation au Kosovo](#) », 10 juin 1999.

³¹⁴ Conseil européen des relations étrangères, « [Cartographie de l'essor de la Chine dans les Balkans occidentaux - Serbie](#) », 23 mars 2022.

³¹⁵ K. Chen, « [Taïwan étend ses relations avec le Kosovo grâce à des groupes d'amitié parlementaire mutuels](#) », Taiwan News, 21 décembre 2021.

Un accord de prêt pour la construction d'une autoroute de 42 km de long, initialement évalué à plus de 860 millions d'euros, a été signé en 2014 avec le gouvernement monténégrin dirigé par le Parti démocrate des socialistes, avec une annexe supplémentaire portant le total à 900 millions d'euros³¹⁶.

La dette publique nationale du Monténégro a atteint 103,5 % du PIB en décembre 2022. La majeure partie de cette dette est due à des prêteurs étrangers, représentant 91,46 % du PIB du pays. La Banque chinoise d'import-export (Exim Bank) est le plus grand prêteur bilatéral du Monténégro, représentant 17 % de la dette extérieure totale. En juillet 2021, le gouvernement monténégrin et le ministre des Finances de l'époque, Miloško Spajić, ont conclu un accord de couverture avec un consortium d'institutions financières commerciales occidentales pour atténuer la crise imminente causée par la quasi-incapacité du Monténégro à rembourser la première tranche de la dette chinoise sans nuire davantage à la stabilité financière. Par la suite, sous la direction de Dritan Abazović, le gouvernement a décidé d'annuler cet accord, arguant que cette décision serait plus avantageuse pour le Monténégro à la lumière des récentes fluctuations des marchés financiers mondiaux³²¹. Ces développements sont la raison pour laquelle les nouvelles annonces de coopération et de projets communs entre le Monténégro et la Chine ont été une surprise. Avec l'arrivée d'un nouvel ambassadeur de Chine au Monténégro, Fan Kun³²², les représentants chinois ont adopté une approche plus proactive dans la communication avec les élites politiques monténégrines, ce qui a donné lieu à de nouveaux développements et au lancement de projets communs. Le Monténégro a récemment formé un nouveau gouvernement dirigé par l'ancien ministre des Finances, Miloško Spajić, qui avait auparavant mené les efforts pour conclure un accord de couverture en 2021 afin d'atténuer les éventuelles retombées du contrat chinois. Toutefois, les réunions tenues après les élections mais avant la formation du gouvernement, ainsi que les premiers contacts après le début du mandat, ont indiqué la possibilité de nouveaux développements dans les relations sino-monténégrines à l'avenir.

Français Initialement, l'ancien gouvernement, dirigé par l'actuel membre de l'opposition et leader du mouvement de réforme unie, Dritan Abazović, a conclu un contrat en avril 2023 d'une valeur de 54 millions d'euros pour la construction d'une autoroute de 16 km le long de la côte adriatique, s'étendant de Tivat à Budva³²³. Cette décision a été prise malgré le plaidoyer véhément d'Abazović en faveur de l'atténuation de l'influence chinoise au Monténégro. Par la suite, en juin 2023, le ministre des Finances du même gouvernement, Aleksandar Damjanović, a annoncé que le gouvernement étudiait une collaboration potentielle avec la China Road and Bridge Corporation, la même entreprise impliquée dans la construction du projet autoroutier de 900 millions d'euros, pour le deuxième tronçon de l'autoroute Bar-Boljare de Mateševica à Andrejevica³²⁴. Auparavant, l'ambassadeur de Chine avait ouvertement déclaré l'intérêt des entreprises chinoises pour de nouveaux projets monténégrins, soulignant que la côte adriatique était un endroit particulièrement attrayant pour les futurs investissements chinois³²⁵.

Suite à ces événements, Miloško Spajić, désormais cofondateur et leader du mouvement « Europe Now », est devenu Premier ministre et, à ce titre, a rencontré à plusieurs reprises l'ambassadeur de Chine. Avant sa nomination, Spajić avait insisté sur les assurances reçues lors de sa visite en Chine, soulignant le potentiel de développement des infrastructures et de promotion de nouvelles technologies.

316 Gouvernement du Monténégro, « [Accord sur un prêt préférentiel pour l'acheteur pour le projet de construction d'autoroute \(tronçon Smokovac - Mateševica\) \[Ugovor o preferencijalnom zajmu za kupca za Projekat izgradnje autoputa \(dionica Smokovac - Mateševica\)\]](#) », 16 novembre 2021.

317 Données CEIC, « [Dette publique du Monténégro : % du PIB \(2010-2023\)](#) », ISI Emerging Markets Group Company, trimestriel, page Web, sd.

318 Banque centrale du Monténégro, « [Godišnji makroekonomski izvještaj CBCG 20](#) », 2020.

319 Ibid.

320 Reuters, « [Le Monténégro conclut des accords de couverture pour alléger le fardeau de la dette chinoise - Rapport](#) », 21 juillet 2021.

321 L. Šćepanović, « [Monténégro sans protection monétaire contre l'emprunt chinois \[Crna Gora bez valutnog štita od kineskog kredita\]](#) », Radio Free Europe, 19 juin 2023.

322 Portal Analitika, « [Fan Kun est le nouvel ambassadeur de Chine au Monténégro \[Fan Kun novi ambasador Kine u Crnoj Gori\]](#) », 23 septembre 2022.

323 M. Rudovic, « [Le Monténégro poursuit son nouveau projet chinois malgré la controverse sur la dette](#) », Radio Free Europe, 26 avril 2023.

324 S. Kajosevic, « [La CRBC chinoise est désireuse de construire le prochain tronçon de l'autoroute monténégrine](#) », Balkan Insight, 12 juillet 2023.

325 S. Janković, « [La Chine veut continuer à investir au Monténégro \[Kina želi nastavak ulaganja u Crnu Goru\]](#) », Radio Free Europe, 22 mars 2023.

technologies pour favoriser le développement national global³²⁶. Lors de sa deuxième rencontre avec l'ambassadeur de Chine en deux semaines, et désormais en sa qualité officielle de Premier ministre, Spajic a affirmé que le Monténégro et la Chine partageaient une amitié solide³²⁷. Il a en outre affirmé que le nouveau gouvernement du Monténégro, tout en adhérant au principe d'une seule Chine, continuerait à développer les relations bilatérales et à favoriser la coopération pratique³²⁸. Outre la coopération politique, l'empreinte économique chinoise au Monténégro s'est principalement matérialisée par des accords de prêt, les IDE restant à un faible niveau.

Au cours de la période 2015-2021, les investissements de la Chine au Monténégro se sont élevés à un peu plus de 118 millions d'euros, soit un modeste 2 % du total des investissements réalisés au cours de cette période³²⁹.

Le Monténégro se distingue par sa volonté persistante d'élargir sa coopération avec la Chine, malgré une histoire de collaboration quelque peu tumultueuse au cours de la dernière décennie. L'ambassadeur de Chine a notamment assumé un rôle de plus en plus influent en tant que personnalité politique dans le pays. Il est significatif que, bien qu'ils représentent d'anciens gouvernements et des majorités au pouvoir, l'ancien président Filip Vujanović³³⁰ ainsi que l'ancien président et Premier ministre Milo Đukanović³³¹ aient soutenu ouvertement la collaboration avec la Chine. Cela témoigne d'un consensus au sein de l'élite politique monténégrine, suggérant une conviction prédominante selon laquelle la coopération avec la Chine présente actuellement des avantages potentiels pour le pays.

L'étendue et l'importance de l'influence chinoise dans les Balkans occidentaux présentent des nuances, caractérisées par des degrés variables de pertinence et de complexité. Pour la Serbie, la présence d'acteurs soutenus par la Chine, les secteurs dans lesquels ils opèrent, l'appui des dirigeants locaux et le nombre de projets entrepris collectivement contribuent à un scénario plus avancé et plus développé.

La présence chinoise en Serbie peut être qualifiée de stratégique et globale. Bien qu'elle ait déjà atteint un niveau de coopération substantiel, il convient de noter qu'elle continue d'évoluer et de s'étendre.

En octobre 2023, le président serbe Aleksandar Vučić s'est rendu en Chine pour le troisième Forum « Ceinture et Route », illustrant les relations multiformes qui ont évolué entre la Serbie et la Chine au cours de la dernière décennie. Cette visite a mis en lumière une collaboration globale qui va au-delà des simples liens économiques et politiques superficiels. Lors de ce sommet, le président Vučić a annoncé la signature de 18 accords et contrats entre les deux pays³³². L'accord de libre-échange (ALE) a été un événement important, une évolution qui a suscité des inquiétudes, notamment parce que la Serbie, en tant que candidate à l'adhésion à l'UE, est censée aligner ses politiques commerciales étrangères sur celles de l'UE. Les responsables de l'UE ont affirmé que si la Serbie devenait membre de l'UE, l'ALE avec la Chine devrait être résilié³³³. Le sommet a également dévoilé de nouveaux accords de prêt pour des projets d'infrastructures en Serbie.

Bien que la valeur totale de ces projets communs varie en fonction des sources et des étapes du projet, les données de l'Le ministère serbe des Finances indique que, d'ici septembre 2023, la dette extérieure serbe consacrée au

³²⁶ Ko Spajic, « [Spajic : Mon séjour en Chine m'a convaincu à quel point le développement des infrastructures et les nouvelles technologies peuvent développer un pays](#) », *Vijesti*, 2 novembre 2022.

³²⁷ Ambassade de la République populaire de Chine au Monténégro, « [L'Ambassadeur Fan Kun a rencontré le Premier ministre nouvellement élu du Monténégro Miloško Spajic \[Ambassadeur Fan Kun sastao se sa novoizabranim predsjednikom Vlade Crne Gore Miloškom Spajicem\]](#) ». Actualités, 17 novembre 2023.

³²⁸ Ibid.

³²⁹ A. Krstinovska et V. Vuksanović, « [Gagner, perdre : l'implication de la Chine dans les industries extractives et des matières premières dans les Balkans occidentaux](#) », *Association pour les affaires internationales*, 2023, pp. 18-19.

³³⁰ F. Vujanović, « [Accuser la Chine de créer un « piège de la dette » pour le Monténégro est sans fondement](#) », *Global Times*, 21 avril 2021.

³³¹ China Radio International, « [Đukanović : Pékin tente de rapprocher les pays du sud-ouest de l'Europe de l'Union européenne \[Đukanović : Peking pokušava da zemlje jugozapadne Evrope približi Evropskoj uniji\]](#) », 31 mars 2023.

³³² Beta, « [Vučić : La Serbie a signé un nombre record de 18 accords en Chine \[Vučić : Srbija u Kini potpisala rekordnih 18 sporazuma\]](#) », 18 octobre 2023.

³³³ J. Jevtić, « [Le nouvel accord commercial entre la Serbie et la Chine viole les règles d'adhésion à l'UE, mais est néanmoins célébré](#) », *Euractiv*, 3 novembre 2023.

Français le remboursement des prêts de la Banque d'import-export de Chine s'est élevé à 2,5 milliards d'euros³³⁴. Il est à noter que la Serbie assure le service des tranches des contrats chinois depuis 2014, les projections suggérant que les remboursements s'étendent au-delà de 2040 pour les contrats nouvellement annoncés sur des valeurs potentiellement supérieures à 8 milliards d'euros³³⁵. Malgré cela, la dette publique générale de la Serbie à fin septembre 2023 s'élevait à 51,7 % de son PIB³³⁶, reflétant une position favorable pour la stabilité financière. Cependant, une croissance économique soutenue est essentielle pour garantir la capacité du pays à gérer et à rembourser ses dettes chinoises.

Attirer les IDE en Serbie est une stratégie essentielle pour maintenir sa stabilité économique. Il est remarquable qu'entre 2014 et 2022, les entreprises chinoises aient investi plus de 4,1 milliards d'euros en Serbie³³⁷, ce qui représente une contribution substantielle par rapport aux autres pays investisseurs. Il est à noter qu'en 2021 et 2022, la Chine a dépassé tous les pays en termes d'investissement, injectant respectivement 1,37 milliard d'euros et 1,42 milliard d'euros, tandis que l'UE27 a investi collectivement moins³³⁸. La présence chinoise en Serbie couvre divers secteurs, avec un accent prédominant sur l'exploitation minière, notamment illustrée par les investissements de la société chinoise Zijin Mining, qui atteindront à l'avenir près de 4 milliards d'euros, dans deux projets distincts dans la région de Bor, en Serbie orientale³³⁹. L'industrie automobile a également connu une présence chinoise accrue, comme en témoigne l'implantation de plusieurs usines de pièces détachées automobiles à travers le pays³⁴⁰.

Français Cet afflux d'investissements a permis à l'élite politique serbe, dirigée par le président Vučić, de présenter la Chine comme un contributeur important au développement économique de la Serbie³⁴¹. Ce récit est souvent amplifié par les médias serbes pro-gouvernementaux³⁴². Le Parti progressiste serbe, un ancien parti au pouvoir toujours influent au sein du gouvernement, a maintenu une étroite coopération avec le PCC au cours de la dernière décennie. En préparation de la participation du président Vučić au Forum de la Ceinture et de la Route, une délégation du Parti progressiste serbe s'est rendue à Pékin en juillet 2023, saluant sa collaboration avec le PCC³⁴³. Par la suite, une délégation du gouvernement serbe, dirigée par la Première ministre Ana Brnabić, s'est rendue à Pékin et a échangé avec des représentants de haut niveau du PCC, dont le dirigeant chinois Xi Jinping³⁴⁴, soulignant encore davantage la profondeur des liens politiques sino-serbes.

Si les raisons qui poussent Belgrade à s'engager avec la Chine sont claires, celles de Pékin sont plus nuancées. Ces dernières années, la Chine a stratégiquement utilisé son partenariat avec la Serbie pour renforcer sa plateforme de coopération régionale et mettre en valeur ses réalisations en Europe. Un aspect essentiel de cet alignement stratégique est le rôle exemplaire de la Serbie en matière de collaboration au sein de l'engagement de la Chine avec les PECO, comme mentionné précédemment, auparavant organisé dans le cadre des accords 16+1 et 17+1. Malgré le succès limité et l'enthousiasme déclinant au sein de cette plateforme, comme en témoigne le départ de trois pays baltes en 2021 et 2022, le discours sur la coopération persiste. En février 2023, le nombre de pays européens participants a été réduit à 14. De plus, grâce à ces plateformes, la Chine se positionne comme un catalyseur du progrès économique, un discours bien accueilli par la Serbie. Une priorité essentielle pour la Chine a été de protéger la Serbie d'un éventuel piège de l'endettement, compte tenu de son engagement à maintenir la stabilité de l'économie serbe .

³³⁴ République de Serbie, « [Rapport mensuel](#) », Ministère des Finances, Administration de la dette publique, page Web, s.d.

³³⁵ Conseil européen des relations étrangères, « [Cartographie de l'essor de la Chine dans les Balkans occidentaux : Serbie](#) », 23 mars 2022.

³³⁶ République de Serbie, « [Rapport mensuel](#) », Ministère des Finances, Administration de la dette publique, page Web, s.d.

³³⁷ Banque nationale de Serbie, « [Balance des paiements](#) », page Web, s.d.

³³⁸ Ibid.

³³⁹ Gouvernement de la République de Serbie, « [Zijin Mining va investir 3,8 milliards de dollars supplémentaires en Serbie](#) », 9 septembre 2023.

³⁴⁰ S. Vladislavljev, « [Comment la Chine est-elle devenue le plus grand investisseur en Serbie ?](#) », China Observers, 8 août 2023.

³⁴¹ Gouvernement de la République de Serbie, « [Les investissements chinois ont stimulé le développement économique de la Serbie](#) », 5 novembre 2023.

³⁴² S. Vladislavljev, « [Big Brother : les médias serbes créent une nation d'amoureux de la Chine](#) », Balkan Insight, 26 mars 2021.

³⁴³ Kosovo Online, « [La délégation du SNS visite la République populaire de Chine \[Delegacija SNS boravi u poseti Narodnoj Republici Kinji\]](#) », 30 juillet 2023.

³⁴⁴ Ambassade de la République populaire de Chine aux Émirats arabes unis, « [Xi Jinping rencontre la Première ministre serbe Ana Brnabić](#) », 6 novembre 2023.

La dette publique globale de la Serbie étant inférieure à 52 %³⁴⁵, les risques perçus associés aux projets communs – tant sur le plan économique que politique – sont jugés minimes.

Au-delà des considérations économiques, l'alignement politique entre la Serbie et la Chine sur la question de l'intégrité territoriale joue un rôle essentiel dans leur partenariat. Les deux nations ont démontré un soutien indéfectible à l'intégrité territoriale de l'autre³⁴⁶, reconnaissant la sensibilité de cette question pour Pékin comme pour Belgrade. De récentes communications de responsables chinois³⁴⁷ ont souligné l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Serbie³⁴⁸, tandis que la Serbie a réciproquement affirmé son engagement envers la politique d'une seule Chine, reconnaissant Taïwan comme partie intégrante de la Chine³⁴⁹. Cet alignement stratégique présente des avantages évidents pour la Serbie, car la position de la Chine en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU peut soutenir les efforts de Belgrade pour contester l'indépendance du Kosovo. Simultanément, pour la Chine, cet alignement offre l'occasion d'affirmer sa position sur les mouvements sécessionnistes et indépendantistes, renforçant ainsi son engagement envers le principe d'intégrité territoriale. L'interaction complexe entre collaboration économique et principes politiques communs souligne la profondeur et l'importance stratégique de ce partenariat sino-serbe.

Cependant, un tel niveau élevé de coopération stratégique entre la Serbie et la Chine n'a pas été sans poser son lot de défis. Au premier rang figurent les inquiétudes exprimées par les militants concernant l'impact des entreprises chinoises sur l'environnement. La ville de Smederevo, par exemple, a connu une augmentation des préoccupations en matière de pollution atmosphérique³⁵⁰, tandis que les régions entourant Bor sont aux prises avec des appréhensions liées à la pollution des sols et de l'eau³⁵¹.

Les problèmes de transparence entourant les accords négociés avec les banques et les entreprises chinoises³⁵² ont également constitué un point central de conflit. Bien que ces accords soient conformes au cadre législatif serbe, établi par un contrat international signé entre les deux gouvernements en 2009³⁵³, le problème central porte sur la transparence du processus de négociation. Des questions ont été soulevées concernant d'éventuels manquements au respect des procédures de passation de marchés, d'appels d'offres et de concurrence.

Français En outre, l'alignement de la Serbie sur la Chine sur des questions politiques spécifiques a généré une position qui n'est pas conforme à la politique étrangère de l'UE³⁵⁴. S'écartant des efforts, des déclarations et des mesures restrictives de l'UE, la Serbie s'est notamment rangée du côté de la Chine. Cela est évident dans le soutien de la Serbie à la mise en œuvre par Pékin de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong³⁵⁵, une position qui contraste avec la position de l'UE. En outre, la Serbie a adopté une position similaire concernant le traitement de la population ouïghoure au Xinjiang³⁵⁶, soulignant davantage la divergence des perspectives géopolitiques entre la Serbie et l'UE.

La Serbie maintient une stratégie de politique étrangère à multiples facettes, caractérisée par une approche multi-vectorielle. Bien que le pays ait déclaré que son principal objectif en matière de politique étrangère était l'adhésion à l'UE, il continue de mener une politique active de

³⁴⁵ République de Serbie, « [Rapport mensuel](#) », Page Web de l'administration de la dette publique du ministère des Finances, 2023.

³⁴⁶ Gouvernement de la République de Serbie, « [La Chine et la Serbie confirment un partenariat et un soutien mutuels](#) », 6 novembre 2023.

³⁴⁷ Tanjug, « [Xi : la Serbie est notre amie inébranlable, nous soutenons sa souveraineté et son intégrité territoriale](#) », 18 octobre 2023.

³⁴⁸ Gouvernement de la République de Serbie, « [Le soutien constant de la Chine à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Serbie](#) », 3 octobre 2023.

³⁴⁹ Gouvernement de la République de Serbie, « [Les relations entre la Serbie et la Chine à leur meilleur niveau](#) », 4 novembre 2023.

³⁵⁰ Just Finance International, « [Prix élevé pour les investissements de la Chine dans une usine sidérurgique serbe](#) », 1er novembre 2023.

³⁵¹ N. Pacic, « [Bor : la crise de la pollution en Serbie en images](#) », Balkan Insight, 21 octobre 2021.

³⁵² M. Manojlovic, « [Drapeaux rouges : un projet chinois en Serbie suscite des inquiétudes familiaires concernant les investissements de Pékin dans les Balkans](#) », Radio Free Europe, 10 février 2022.

³⁵³ Gouvernement de la République de Serbie, « [Sur la confirmation de l'accord de coopération économique et technique dans le domaine des infrastructures entre le gouvernement de la République de Serbie et le gouvernement de la République populaire de Chine \[O Potvrđivanju Sporazuma O Ekonomskoj I Tehničkoj Saradnji U Oblasti Infrastrukture Između Vlade Republike Srbije I Vlade Narodne Republike Kine\]](#) », 20 août 2009.

³⁵⁴ S. Vladislavljev, « [Pourquoi la Serbie refuse de s'en tenir à la ligne de l'UE sur la Chine](#) », China Observers, 19 octobre 2023.

³⁵⁵ Coopération entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale, « [La Serbie soutient fermement la Chine dans la sauvegarde de la souveraineté nationale et de la sécurité concernant Hong Kong, déclare Vučić à Xi dans une lettre](#) », 30 mai 2020.

³⁵⁶ Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'ONU, « [Déclaration conjointe sur le Xinjiang à la Troisième Commission faite par la Biélorussie au nom de 54 pays](#) », 29 octobre 2019.

Cultiver des relations avec des partenaires de l'Est. La Chine s'est notamment imposée comme un acteur majeur de la politique intérieure et étrangère serbe, étendant son influence au-delà des domaines conventionnels du développement des infrastructures, des relations commerciales et des IDE limités. Le rôle de la Chine en Serbie a évolué pour inclure divers secteurs tels que la défense et la sécurité, les télécommunications, la culture, la santé et les sciences.

En matière de défense, Belgrade a acquis en avril 2022³⁵⁷ des systèmes de missiles sol-air FK-3 auprès de Pékin, marquant une progression significative en moins de deux ans depuis la transaction militaire initiale.

Auparavant, la Chine avait livré des drones CH-92 à la Serbie. L'acquisition par la Serbie d'armes de fabrication chinoise a fait du pays l'opérateur exclusif de drones et de missiles chinois en Europe, ce qui a des implications géopolitiques considérables.

Malgré la déclaration explicite de la Serbie et son adhésion à la neutralité militaire³⁵⁸ comme principe directeur, elle n'a pas freiné l'expansion de ses initiatives de coopération avec diverses parties prenantes, notamment les États-Unis et la Chine. Cependant, la durabilité d'une telle approche pourrait se heurter à des limites. Avec son statut de pays candidat à l'adhésion à l'UE, la Serbie conserve actuellement une certaine latitude pour façonner ses politiques souveraines en matière de défense et de sécurité. Cependant, l'obtention d'une adhésion complète à l'UE nécessite un alignement sur la PESC de l'UE, ce qui constituerait sans aucun doute un défi de taille pour la Serbie compte tenu de l'influence considérable de la Chine dans les domaines concernés. Cette question prend de l'importance, notamment si l'on considère les déclarations du ministre serbe de la Défense, Miloš Vučević, lors du troisième Forum « La Ceinture et la Route » en octobre 2023 à Pékin, selon lesquelles la Serbie entend poursuivre³⁵⁹ son acquisition d'armes militaires de fabrication chinoise. Cela souligne la pertinence continue de l'équilibre entre la politique de défense souveraine de la Serbie et l'impératif d'alignement sur la PESC de l'UE, compte tenu du rôle influent de la Chine dans les domaines concernés. Ce champ de coopération croissant souligne la présence durable de la Chine en Serbie, affirmant son statut d'acteur majeur et pertinent dans la région. Cette observation revêt une importance particulière, notamment dans la perspective d'une adhésion de la Serbie à l'UE au cours de la prochaine décennie. Alors que la perspective d'un retour au premier plan des politiques d'élargissement de l'UE est à l'ordre du jour, l'influence durable de la Chine en Serbie demeure remarquable et témoigne de son rôle durable dans le façonnement du paysage géopolitique.

6.4 Relations UE-Chine et concurrence dans les Balkans occidentaux

Comme mentionné précédemment, les Balkans occidentaux ont été un point focal pour l'UE, cinq des pays de la région³⁶⁰ ayant déjà obtenu le statut de candidat. Alors que l'UE s'engage activement à intégrer ces pays dans son cadre par le biais du processus d'élargissement, la Chine accroit parallèlement de manière significative sa présence dans les Balkans occidentaux grâce à une approche multidimensionnelle de divers projets. Historiquement, l'UE a été le principal partenaire de ces pays dans les relations politiques et économiques. Selon les statistiques, 70 % du commerce extérieur de la région³⁶¹ est effectué avec l'UE et les entreprises européennes représentent 65 % du niveau total des IDE dans la région³⁶².

Cependant, la Chine est devenue un acteur relativement récent et dynamique dans les Balkans occidentaux, notamment grâce à une implication accrue dans le développement des infrastructures régionales et à des niveaux accrus d'IDE. Cette expansion perceptible de l'empreinte chinoise positionne Pékin comme un concurrent de taille pour remettre en cause le rôle régional établi de l'UE. Cet engagement chinois intensifié souligne une

³⁵⁷ J. Knezevic, « [La Serbie : premier et unique opérateur de drones et de missiles chinois en Europe](#) », Instituto Analisi Relazioni Internazionali, 31 janvier 2023.

³⁵⁸ K. Đokić, « [Vivre seul : que signifie la neutralité serbe dans la pratique](#) », Forum sur la sécurité de Belgrade, 24 septembre 2019.

³⁵⁹ Hu Y. et Fan W., « [La coopération militaire sino-serbe soutient la modernisation de la défense de la Serbie et renforce ses capacités de défense : ministre serbe de la Défense](#) », Global Times, octobre 2023.

³⁶⁰ Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Macédoine du Nord et Serbie.

³⁶¹ WeBalkans, « [Compétitivité et croissance](#) », page Web, s.d.

³⁶² Ibid.

un paysage géopolitique en mutation, nécessitant un examen nuancé de la dynamique évolutive de la politique étrangère de la région.

Français La nécessité de renforcer le rôle important de l'UE a été mise en évidence par des actions politiques concrètes, illustrées par l'adoption d'une approche globale, qui comprend l'initiative plus large Global Gateway³⁶³ sur la scène mondiale ainsi que le Plan économique et d'investissement (PIE)³⁶⁴ pour les Balkans occidentaux, en tant que réponse stratégique aux défis économiques perçus posés, entre autres, par la Chine. Au cœur de la stratégie de l'UE se trouvent les 10 projets phares décrits dans le PIE, l'accent étant mis sur les initiatives en matière d'énergie verte et d'infrastructures, pour un total de 9 milliards d'euros de subventions³⁶⁵. Ces fonds, provenant de l'Instrument d'aide de préadhésion, symbolisent un effort délibéré pour renforcer l'influence de l'UE dans les Balkans occidentaux, en contrant les incursions économiques réalisées par des acteurs extérieurs. En outre, l'UE vise à mobiliser des investissements supplémentaires s'élevant à 20 milliards d'euros auprès de diverses sources, englobant des institutions financières internationales et des investisseurs privés. Cette approche multiforme signifie une réponse calibrée visant non seulement à préserver les intérêts économiques de l'UE, mais également à consolider sa position géopolitique face à l'évolution des dynamiques régionales et mondiales.

La dynamique des Balkans occidentaux s'explique en partie par la montée des tendances autoritaires dans certains pays. L'absence de conditionnalité concernant l'État de droit ou les normes environnementales – exigences cruciales de la législation européenne sur les marchés publics – a été jugée plus attrayante par les décideurs régionaux, d'où l'établissement d'une coopération avec des pays comme la Chine.

Toutefois, dans la pratique, la stratégie de l'UE au cours des dernières années a eu une efficacité limitée, comme en témoigne la stagnation du processus d'élargissement, malgré l'allocation de fonds à des initiatives telles que le PEI dans le cadre de l'instrument d'aide de préadhésion, toutes soumises à une planification méticuleuse et à des conditions strictes. L'évolution du paysage géopolitique, notamment après l'invasion russe de l'Ukraine, ouvre la voie à un changement de paradigme potentiel. Si l'UE privilégie l'élargissement pour des raisons géostratégiques et minimise l'impératif de réformes achevées dans les Balkans occidentaux, elle pourrait modifier la trajectoire du processus d'élargissement. Les pays ayant établi une coopération étroite avec la Chine sont désormais confrontés à un problème majeur : leurs propres capacités démocratiques ne répondent pas aux exigences du nouveau cadre d'élargissement de l'UE.

Une préoccupation émergente concernant le positionnement régional de l'UE, contribuant à un environnement où les partenaires alternatifs jouent un rôle plus important, concerne les activités d'information orchestrées par des acteurs nationaux. Bien que n'étant pas une caractéristique universelle dans tous les pays de la région, cette tendance est particulièrement prononcée dans ceux qui ont un niveau de coopération avancé avec la Chine, la Serbie en étant la principale illustration.

La phase initiale de la pandémie de COVID-19 dans les Balkans occidentaux a vu l'UE essuyer des critiques pour son inaction perçue, notamment formulées par le président serbe Aleksandar Vučić. Il a affirmé que « la solidarité européenne est un conte de fées »³⁶⁶ et a souligné que la Chine était le seul pays capable d'aider la Serbie³⁶⁷ à lutter contre le virus. Cette réprimande publique constitue un rare exemple de critique directe et de confrontation entre la Chine et l'UE orchestrée par le président serbe. Typiquement, le délicat équilibre entre ces deux acteurs est mené avec plus de diplomatie, ce qui fait de la position explicite de Vučić une rupture notable avec la

³⁶³ Commission européenne, « [Global Gateway Forum](#) », page Web, 2023.

³⁶⁴ W. Bartlett, M. Bonomi et M. Uvalic, « [Le plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux : évaluation de l'impact économique, social et environnemental possible des projets phares proposés](#) », Direction générale des politiques externes de l'Union, PE 702.561, mai 2022.

³⁶⁵ D. Tilev, « [Instrument d'aide de préadhésion \(IAP III 2021-2027\) : l'IAP III est-il une nouvelle chance d'approfondir les réformes d'adhésion ?](#) », Fondation Konrad Adenauer et Institut pour la démocratie « Societas Civilis », Policy Paper n° 28/2021, septembre 2021.

³⁶⁶ Z. Evans, « [Le président serbe qualifie la solidarité européenne de « conte de fées » et affirme que seule la Chine peut contribuer à la réponse au coronavirus](#) », Yahoo News, 16 mars 2020.

³⁶⁷ J. Simić, « [La Serbie se tourne vers la Chine en raison du « manque de solidarité de l'UE » face au coronavirus](#) », Euractiv, 18 mars 2020.

Le ton dominant. Cette évolution souligne l'évolution de la dynamique régionale et l'interaction nuancée des influences géopolitiques sur le paysage de la politique étrangère.

Alors que le président serbe saluait la coopération avec la Chine en 2021 et critiquait le niveau d'engagement de l'UE, un scénario contrasté s'est déroulé pour le Monténégro au cours de la même année. À cette époque, le vice-Premier ministre Dejan Abazović a lancé un appel à l'UE³⁶⁸ pour l'aider à rembourser la première tranche d'un prêt chinois, qui avait considérablement gonflé la dette publique du Monténégro. Cet appel a rencontré la désapprobation des partenaires européens³⁶⁹, fondés sur la crainte qu'accéder à de telles demandes puisse créer un dangereux précédent, offrant une issue facile aux pays empêtrés dans des accords litigieux avec la Chine.

Cet épisode a révélé des ramifications potentielles, suggérant que la coopération avec la Chine pourrait engendrer une instabilité financière dans la périphérie immédiate de l'UE. Si, à première vue, cela pourrait être perçu comme un exemple de la réticence de l'UE à intervenir dans sa propre zone d'intérêt et à atténuer l'influence chinoise, un message plus clair émerge lorsqu'il est interprété comme un discours de mise en garde. En d'autres termes, les pays devraient se doter de leurs propres capacités pour prévenir ou surmonter de tels défis plutôt que d'anticiper un sauvetage de l'UE.

L'UE entend aider les pays à atteindre cet objectif en leur offrant des fonds et une assistance supplémentaires pour le renforcement des capacités dans la région. L'objectif est de construire des institutions démocratiques et de favoriser des partenariats collaboratifs avec les alliés régionaux, évitant ainsi que de tels cas ne se reproduisent. L'instrument le plus important dont dispose l'UE pour aborder les questions relatives aux Balkans occidentaux est sa politique d'élargissement. Dans le cadre de cette politique, le scénario idéal envisage le développement d'institutions résilientes par les pays des Balkans occidentaux, capables de résister aux effets négatifs des influences étrangères autoritaires, notamment celles émanant d'une coopération croissante avec la Chine.

Dans ce contexte, la confrontation entre la Chine et l'UE dans les Balkans occidentaux revêt un caractère indirect, principalement observé à travers des interactions discrètes avec des pays individuels plutôt qu'un affrontement direct entre les deux entités. Le discours positif de l'UE concernant l'intégration européenne des Balkans occidentaux, associé à l'accent nouvellement mis sur les politiques d'élargissement, offre une opportunité et suscite l'optimisme au sein des pays des Balkans occidentaux. Cela favorise un engagement résolu en faveur du processus d'élargissement européen, incluant toutes les politiques pertinentes, en particulier celles visant à atténuer les aspects négatifs de la présence de la Chine au sein de l'UE.

7 Questions économiques, sécurité économique, technologie et autonomie stratégique

7.1 La dépendance commerciale et technologique de l'UE à l'égard de la Chine

L'importance économique croissante de la Chine a été une aubaine pour l'Europe ces dernières décennies, mais elle présente de plus en plus de risques dans le contexte de tensions mondiales croissantes. L'économie européenne repose en grande partie sur le commerce mondial et la Chine est devenue un partenaire commercial de premier plan pour l'UE, représentant environ 9 % des exportations de l'UE et 20 % de ses importations de biens³⁷⁰. En 2021, elle a même dépassé les États-Unis comme premier partenaire commercial du bloc pour les biens (mais pas pour le commerce global, si l'on considère le commerce des services)³⁷¹.

³⁶⁸ Z. Trkanjec, « [Le Monténégro demande l'aide de l'UE contre la Chine](#) », Euractiv, 29 mars 2021.

³⁶⁹ Ibid.

³⁷⁰ Eurostat, « [Chine-UE - Statistiques du commerce international de biens](#) », page Web, s.d.

³⁷¹ Commission européenne, « [États-Unis Relations commerciales de l'UE avec les États-Unis Faits, chiffres et derniers développements](#) », page Web, s.d.

À mesure que le volume des échanges a considérablement augmenté au cours des deux dernières décennies, la nature des relations économiques entre l'Europe et la Chine a évolué. Autrefois largement complémentaires, les deux économies sont aujourd'hui entrées dans une ère de concurrence plus directe. La politique industrielle chinoise a évolué, passant d'un modèle axé sur l'industrie manufacturière à bas salaires et l'industrie lourde à un modèle axé sur les industries de haute technologie et les segments de production à plus forte valeur ajoutée.

Dès 2010, la Chine a commencé à orienter ses politiques économiques vers la croissance des « industries émergentes stratégiques », dont la liste s'est régulièrement allongée au fil des ans pour inclure : les nouvelles technologies énergétiques ; les télécommunications ; les biotechnologies ; les matériaux avancés ; et plus récemment l'IA ; les semi-conducteurs avancés ; ainsi que les technologies quantiques. À partir de 2015, avec la publication de sa stratégie « Made in China 2025 », Pékin s'est fixé pour objectif d'améliorer son autonomie technologique et de maîtriser des segments toujours plus importants des chaînes de production à valeur ajoutée pour ses industries stratégiques³⁷². Bien que cette stratégie ait été théoriquement abandonnée, les ambitions sous-jacentes demeurent. En effet, la stratégie industrielle de la Chine depuis plus d'une décennie est orientée vers le leadership mondial dans les industries de croissance du futur.

L'Europe, pour sa part, compte sur ces mêmes industries pour contribuer aux transitions énergétique et numérique vers un avenir non seulement plus durable à l'échelle mondiale, mais aussi plus propice à la prospérité économique de ses citoyens. Cette concurrence économique plus directe avec la Chine a été un moteur du rééquilibrage de la politique chinoise de l'UE. L'Europe s'inquiète moins des objectifs chinois d'amélioration de sa compétitivité économique et technologique en soi que des moyens de distorsion employés par Pékin pour atteindre ces objectifs ; des dépendances à l'égard de la Chine que ces distorsions de marché ont créées dans plusieurs secteurs critiques ; de l'influence que ces dépendances créent pour Pékin et de la volonté de la Chine d'utiliser cette influence ; ainsi que des ambitions plus larges des dirigeants chinois.

Le cas du photovoltaïque solaire illustre la manière dont les politiques de la Chine ont facilité la domination du marché³⁷³.

Français En effet, un large éventail de soutiens de politiques publiques sur plus d'une décennie a non seulement stimulé l'innovation, mais a également généré des surcapacités massives et permis à la Chine de se tailler une position dominante dans laquelle elle contrôle aujourd'hui 80 % ou plus de chaque segment de la chaîne d'approvisionnement du solaire photovoltaïque³⁷⁴. Une situation similaire se dessine dans le domaine des batteries lithium-ion et des chaînes d'approvisionnement plus complexes pour les véhicules électriques³⁷⁵, tandis que l'on craint que , quelle que soit l'orientation de la politique industrielle de la Chine, sa domination de la chaîne d'approvisionnement et les dépendances qui en découlent ne suivent également.

Les inquiétudes concernant la dépendance à la chaîne d'approvisionnement sont aggravées par les vulnérabilités perçues créées par les investissements chinois dans des infrastructures critiques en Europe, des ports au traitement des minéraux essentiels en passant par les câbles sous-marins³⁷⁶. Pourtant, les réalisations de la Chine ont parfois été surestimées³⁷⁷. Ses politiques ont également connu de nombreux échecs³⁷⁸ et la Chine elle-même perçoit et subit un large éventail de dépendances, illustrées par le cas des semi-conducteurs avancés³⁷⁹. Pour l'Europe, un contre-exemple convaincant au discours d'une dépendance inévitable à la Chine se trouve dans le domaine spatial, où des preuves évidentes

372 Institut pour la politique de sécurité et de développement, [Fabriqué en Chine 2025](#), Document d'information, juin 2018.

373 I. Mazzocco, « [Solaire bon marché \(2e partie\) : comment la fabrication de l'énergie solaire a acquis ses caractéristiques chinoises](#) », Marco Polo, 9 février 2021.

374 Agence internationale de l'énergie, [Chaînes d'approvisionnement mondiales de l'énergie solaire photovoltaïque](#), Rapport spécial de l'AIE, juillet 2022.

375 Agence internationale de l'énergie, [Chaînes d'approvisionnement mondiales de batteries pour véhicules électriques](#), Rapport spécial de l'AIE, juillet 2022.

376 F. Juris, « [Implications sécuritaires des infrastructures critiques appartenant à la Chine dans l'Union européenne](#) », Département politique des relations extérieures, Parlement européen, PE 702.592, 2023.

377 LG Branstetter et G. Li, « [Les défis de la politique industrielle chinoise](#) », Bureau national de recherche économique, 18 mai 2023.

378 YY Ang, N. Jia, B. Yang et KG Huang, « [La faible productivité de l'innovation en Chine : les preuves des brevets](#) », [Études politiques comparées](#), 2023.

379N. Inkster, ES Weinstein et J. Lee, « [Demandez aux experts : la stratégie chinoise en matière de semi-conducteurs fonctionne-t-elle ?](#) », London School of Economics, 1er septembre 2022.

Les ambitions de maintien de l'indépendance technologique ont permis à l'Europe de conserver un niveau d'autonomie fort et, dans certains segments, complet³⁸⁰.

Néanmoins, les prouesses technologiques croissantes de la Chine et ses avantages en matière de chaîne d'approvisionnement suscitent des signaux d'alarme. Si sa stratégie industrielle est en partie motivée par un impératif social et politique visant à échapper au piège du revenu intermédiaire et à assurer une croissance et une prospérité continues à sa population, elle est également motivée par des impératifs et des ambitions géopolitiques. La quête d'« autonomie » dans les secteurs stratégiques vise à réduire la dépendance aux technologies étrangères, à renforcer la résilience et à réduire la vulnérabilité³⁸¹. Elle vise également à placer la Chine au cœur de l'économie mondiale, d'où elle pourra exercer plus efficacement son influence et défendre ses intérêts géopolitiques.

La logique de « double circulation » qui a émergé dans le discours politique chinois depuis 2020 illustre cette approche³⁸². En conséquence, la Chine cherchera de plus en plus à concentrer le développement de la chaîne de valeur à l'intérieur de ses frontières pour alimenter son marché intérieur, d'une part, et alimenter les exportations de technologies à plus forte valeur ajoutée et conquérir des parts de marché mondiales, d'autre part. Il est inquiétant de constater que ces évolutions s'inscrivent dans un contexte politique chinois où les intérêts purement économiques sont de plus en plus supplantés par une logique sécuritaire, la soi-disant « sécurisation de tout »³⁸³. On observe également une volonté de renforcer la « fusion civilo-militaire »³⁸⁴, ce qui brouille encore davantage les frontières entre les domaines économique et sécuritaire en Chine.

Tout cela se déroule dans un environnement géopolitique marqué par des conflits territoriaux et des tensions croissantes non seulement avec les États-Unis, mais aussi avec l'Occident au sens large.

7.2 L'instrumentalisation du commerce et de l'investissement par Pékin : conséquences pour l'Europe

L'expérience de la dernière décennie a montré que la Chine est prête à mener une politique de gouvernance économique, exploitant ses atouts économiques pour atteindre des objectifs de politique étrangère plus larges. En 2010, l'arrêt annoncé des exportations de terres rares de la Chine vers le Japon, en plein conflit diplomatique autour des îles Senkaku/Diaoyu³⁸⁵, a déjà donné un premier signe de la manière dont les dépendances dans les chaînes d'approvisionnement critiques pouvaient être exploitées à des fins politiques et diplomatiques. Si le débat sur l'approbation par les autorités chinoises des mesures prises contre le Japon³⁸⁶ fait encore débat, l'embargo de facto a néanmoins eu un impact durable. Depuis lors, d'autres pays de la région ont été la cible de mesures économiques coercitives de la part de Pékin, notamment la Corée du Sud, les Philippines, l'Australie et Taïwan.

De plus, l'Europe n'a pas été épargnée par la coercition économique de la Chine. Les boycotts populaires de produits ont été une source courante de résistance en Chine suite aux positions des gouvernements européens sur les droits de l'homme dans les années 2000 et au début des années 2010, comme les rencontres officielles avec le Dalaï Lama³⁸⁷ ou le boycott de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de 2008 à Pékin proposé par le président français de l'époque, Nicolas Sarkozy³⁸⁸. À partir de 2010, la Norvège a rencontré des complications, notamment concernant les exportations de saumon, suite à la

380 D. Fiott, « [Le secteur spatial européen comme catalyseur de l'autonomie stratégique de l'UE](#) », Département politique des relations extérieures, Parlement européen, PE 653.620, 2020.

381 L. Dudley, « [La quête d'autonomie de la Chine dans le quatorzième plan quinquennal](#) », Conseil des relations étrangères, 8 mars 2021.

382A. Garcia Herrero, « [Que se cache-t-il derrière la stratégie de double circulation de la Chine ?](#) », China Leadership Monitor, 2 septembre 2021.

383 K. Drinhausen et H. Legarda, « [La « sécurité nationale globale » libérée : comment l'approche de Xi façonne les politiques de la Chine au pays et à l'étranger](#) », MERICS, 15 septembre 2022.

384 EB Kania et L. Laskai, [Mythes et réalités de la stratégie de fusion militaro-civile de la Chine](#), Centre pour la nouvelle sécurité américaine, 28 janvier 2021.

385 K. Bradsher, « [Au milieu des tensions, la Chine bloque les exportations vitales vers le Japon](#) », The New York Times, 22 septembre 2010.

386 S. Evenett et J. Fritz, « [Retour sur le conflit sino-japonais sur les terres rares de 2010](#) », Centre de recherche sur les politiques économiques, 19 juillet 2023.

387 L. Patey, Comment la Chine perd, Oxford University Press, Oxford, 2021.

388 K. Bennhold, « [La France évoque l'idée de boycotter la cérémonie des Jeux olympiques à cause du Tibet](#) », Le New York Times, 8 mars 2008.

Français Le prix Nobel de la paix est décerné à Liu Xiaobo³⁸⁹. Plus récemment, alors que les relations diplomatiques entre la Suède et la Chine se sont détériorées, les importations suédoises de graphite, un composant clé des matériaux de batterie pour lesquels la Chine domine la production mondiale, auraient été perturbées depuis 2020, avec un arrêt complet en 2021 et 2022³⁹⁰. La Lituanie a également fait les frais de sa décision d'accueillir un « bureau de représentation de Taïwan » dans le pays, à la suite de laquelle la Chine a interrompu les importations directes en provenance du pays et a menacé de prendre des mesures similaires sur tout produit contenant des composants fabriqués dans ce pays³⁹¹.

Français Depuis l'été 2023, les actions de la Chine sont devenues plus ciblées dans le contexte de tensions croissantes dans les chaînes d'approvisionnement de haute technologie, notamment les contrôles à l'exportation de semi-conducteurs avancés introduits en octobre 2022 par les États-Unis³⁹², suivis en 2023 par le Japon³⁹³ et les Pays-Bas³⁹⁴. La Chine a entrepris de mettre en place ou d'approfondir un régime généralisé de contrôle des exportations via des exigences de licences d'exportation pour certaines matières premières critiques, à savoir le germanium, le gallium et le graphite³⁹⁵. Fin décembre 2023, elle a également officialisé des restrictions sur les exportations de technologies utilisées pour séparer et affiner les métaux des terres rares, utilisés dans la production d'aimants permanents en terres rares³⁹⁶. Bien que les effets de ces contrôles récemment introduits ne soient pas encore visibles, une limitation généralisée de l'accès à ces matériaux en provenance de Chine aurait des répercussions majeures sur un large éventail de produits de haute technologie, des semi-conducteurs aux panneaux solaires, en passant par les moteurs électriques et les batteries. Quelques leçons préliminaires peuvent être tirées des expériences menées jusqu'à présent. Par exemple, les leviers de coercition économique dont dispose la Chine comprennent : le boycott populaire ; diverses restrictions d'accès au marché ; la canalisation des flux d'investissement ; et le contrôle des exportations. Ces mesures ont souvent été informelles ou procédurales, offrant aux autorités chinoises un certain degré de déni³⁹⁷ tout en transmettant le message voulu.

Français La Lituanie, par exemple, n'a jamais été officiellement sanctionnée et les arrêts des exportations de terres rares vers le Japon ou des exportations de graphite vers la Suède n'ont jamais été explicitement rendus. Dans le même temps, la Chine a répondu aux pressions extérieures en perfectionnant des outils administratifs plus formels afin d'exercer une influence plus explicite. Ceux-ci comprennent : l'établissement de « listes d'entités non fiables »³⁹⁸ ; une législation visant à développer l'application extraterritoriale des réglementations chinoises³⁹⁹ ; et des procédures restrictives d'octroi de licences d'exportation. De plus, les procédures permettant de limiter les exportations de matières premières critiques mises en place en 2023 démontrent que la Chine comprend l'importance des points d'étranglement critiques qu'elle détient dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et signale une volonté d'exploiter sa position⁴⁰⁰. Cependant, la Chine n'a pas encore franchi le seuil de l'adoption de mesures coercitives qui lui imposeraient également des conséquences importantes pour ses actions.

Jusqu'à présent, les mesures de coercition économique prises par la Chine ont ciblé des partenaires plus faibles ou se sont concentrées principalement sur des secteurs ayant un impact économique minimal pour ses propres entreprises. L'exception des perturbations des exportations de terres rares au Japon il y a plus de dix ans a, à bien des égards, mis en évidence les risques pour la Chine, car les composants critiques contenant des terres rares produits au Japon ne pouvaient plus parvenir aux chaînes de montage chinoises. Autrement dit, l'interdépendance économique semble encore avoir un effet dissuasif.

389 R. Milne, « [La Norvège voit le prix Nobel de Liu Xiaobo nuire aux exportations de saumon vers la Chine](#) », Financial Times, 15 août 2013.

³⁹⁰ Commission européenne, [Obstacles au commerce](#), page Web, 12 septembre 2023.

391K. Andrijauskas, [La crise sino-lituanienne : au-delà de la question du bureau de représentation taïwanais](#), IFRI, Briefing, 8 mars 2022.

392Département du Commerce des États-Unis, [Le Commerce renforce les restrictions sur les semi-conducteurs informatiques avancés, les équipements de fabrication de semi-conducteurs et les articles de supercalcul dans les pays préoccupants](#), Bureau de l'industrie et de la sécurité, 17 octobre 2023.

393N. Riho, « [Les nouvelles règles japonaises d'exportation d'équipements de puces entrent en vigueur dimanche](#) », Nikkei Asia, 23 juillet 2023.

394 Ministère du Commerce extérieur et de la Coopération au développement des Pays-Bas, [Journal officiel du Royaume des Pays-Bas](#), 18212, 23 juin 2023.

395A. Accueil, « [La Chine augmente la pression sur les minéraux critiques grâce aux contrôles du graphite](#) », Reuters, 24 octobre 2023.

396 S. Cefai et C. Messecar, « [La Chine ajoute la technologie et les machines pour la production d'aimants en terres rares à la liste des exportations interdites](#) », Fastmarkets, 21 décembre 2023.

397 M. Szczepański, « [L'évolution de la coercition économique en Chine, ses caractéristiques et ses contre-mesures](#) », Service de recherche du Parlement européen, Parlement européen, PE 738.219, 2022.

³⁹⁸ Ministère du Commerce de la République populaire de Chine, [Ordonnance du MOFCOM n° 4 de 2020 sur les dispositions relatives aux entités non fiables](#), Liste, 19 septembre 2020.

399 Investment Policy Hub, « [Nouvelles mesures de juridiction extraterritoriale](#) » Investment Policy Monitor, page Web, 9 janvier 2021.

400 J. Seaman, « [L'armement du gallium et du germanium par la Chine : les pièges de l'exploitation des points d'étranglement](#) », IFRI, 27 juillet 2023.

Bien que Pékin indique qu'il a l'intention d'augmenter les enjeux si nécessaire, notamment à mesure que sa maîtrise de chaînes d'approvisionnement plus complètes s'améliore.

7.3 Vers une stratégie de réduction des risques

En Europe, les inquiétudes concernant les prouesses technologiques croissantes de la Chine et l'approfondissement des dépendances européennes s'accroissent. Comme l'a déclaré Hilde Vautmans, rapporteure du Parlement pour la Chine, « nos dépendances nous affaiblissent et peuvent être utilisées contre nous, comme l'a montré notre dépendance à l'énergie russe »⁴⁰¹. En ce qui concerne l'autonomie stratégique européenne, la Chine représente un risque aigu pour la résilience de la chaîne d'approvisionnement, la sécurité nationale, la défense des valeurs et de la durabilité, ainsi que la compétitivité technologique⁴⁰². Afin de relever ces défis, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, a proposé en mars 2023 une approche de « réduction des risques »⁴⁰³. Si la réduction des risques a été conçue comme une réponse à un éventail de plus en plus large de risques associés à la puissance commerciale et technologique de la Chine, elle vise également à répondre à une approche de découplage plus large et plus profonde qui a gagné du terrain ces dernières années, notamment à Washington⁴⁰⁴.

Derrière cette notion de découplage se cache un certain scepticisme à l'égard du système commercial international libéral et des trente dernières années de mondialisation. Pourtant, le commerce et l'ouverture sont profondément ancrés dans le projet européen, et le concept plus modéré de réduction des risques vise à trouver un meilleur équilibre entre la saisie des opportunités et la gestion des risques. En effet, la grande majorité des interactions économiques avec la Chine ne présentent aucun risque pour la sécurité et, par conséquent, une réponse excessive aux risques existants pourrait avoir de profondes conséquences pour les intérêts européens. Pour la Commission, une approche de réduction des risques fait partie intégrante d'une stratégie de sécurité économique plus large, déployée au cours de l'été 2023 et conçue pour renforcer la résilience européenne⁴⁰⁵. Si cette approche vise explicitement à guider la stratégie de l'UE à l'égard de la Chine, la sécurité économique a été conçue dans une optique agnostique pour chaque pays. Le changement de perspective de la Commission sur la Chine s'inscrit également dans un contexte plus large de défis stratégiques posés à l'Europe, mis en évidence au cours des années tumultueuses de la présidence Trump aux États-Unis, de la pandémie de COVID-19 et de la guerre continue de la Russie contre l'Ukraine.

Français La Chine est en effet un facteur moteur, étayé par le discours de réduction des risques et les préoccupations notables concernant la fusion civilo-militaire dans sa stratégie de sécurité économique, mais en fin de compte, la Commission a adopté une approche plus large et davantage fondée sur des principes. La sécurité économique, ainsi que le débat plus large sur l'autonomie stratégique, sont apparus à un moment où l'Europe a pris conscience de la nécessité de réduire un ensemble plus large de vulnérabilités et d'accroître son poids en tant qu'acteur géopolitique sur la scène mondiale. Le cadre de sécurité économique identifie à son tour quatre types de risques : (1) les risques pour la résilience des chaînes d'approvisionnement, y compris la sécurité énergétique ; (2) les risques pour la sécurité physique et la cybersécurité des infrastructures critiques ; (3) les risques liés à la sécurité technologique et aux fuites technologiques ; et (4) le risque d'instrumentalisation des dépendances économiques et de la coercition économique⁴⁰⁶. Dans sa phase initiale, cette stratégie a entamé des évaluations détaillées et des exercices de cartographie pour chacun de ces risques. Cherchant à être précis dans sa définition des biens, services et secteurs concernés, il se concentre sur 10 secteurs et technologies clés⁴⁰⁷, la Commission recommandant en octobre 2023 4 secteurs qui présentent les risques les plus immédiats pour la sécurité technologique

⁴⁰¹ Entretien avec la députée européenne Hilde Vautmans, novembre 2023.

⁴⁰² T. Rühlig, « L'autonomie technologique stratégique de l'Europe par rapport à la Chine », Conseil allemand des relations étrangères, 25 janvier 2023.

⁴⁰³ Commission européenne, [Discours de la présidente von der Leyen sur les relations UE-Chine à l'Institut Mercator d'études chinoises et le Centre de politique européenne](#), 30 mars 2023.

⁴⁰⁴ D. Cave, « Qu'est-ce que la dé-risque et comment se compare-t-elle au découplage ? », Le New York Times, 20 juin 2023.

⁴⁰⁵ Commission européenne, « [Une approche de l'UE pour renforcer la sécurité économique](#) », JOIN(2023) 20 final, 20 juin 2023.

⁴⁰⁶ Ibid.

⁴⁰⁷ Commission européenne, « [Annexe à la recommandation de la Commission sur les domaines technologiques critiques pour la sécurité économique de l'UE en vue d'une évaluation plus approfondie des risques avec les États membres](#) », C(2023) 6689, 3 octobre 2023.

et les fuites, à savoir : les semi-conducteurs avancés ; l'IA ; les technologies quantiques ; et les biotechnologies⁴⁰⁸. Pour relever ces défis, la stratégie propose une approche en trois volets, qui fait écho à la logique de réduction des risques :

- (1) Promouvoir la compétitivité de l'UE en : renforçant le marché intérieur ; en stimulant l'innovation ; renforcement des capacités technologiques et industrielles ;
- (2) Protéger la sécurité économique grâce à : une combinaison d'outils nouveaux et existants ; • (3) Établir des partenariats, notamment avec des « partenaires fiables » pour : répondre aux préoccupations communes en matière de sécurité ; diversifier et améliorer les accords commerciaux ; renforcer les règles et les institutions internationales ; investir dans le développement durable⁴⁰⁹.

Français Le 24 janvier 2024, la Commission a proposé une liste renforcée de mesures visant à renforcer la sécurité économique, à savoir : envisager de renforcer le filtrage des investissements entrants ; explorer des mesures de contrôle des investissements sortants ; coordonner les contrôles à l'exportation dans l'ensemble de l'UE ; approfondir le soutien à la recherche et au développement dans les domaines technologiques à double usage ; et demander au Conseil de recommander des mesures renforcées pour soutenir la sécurité de la recherche⁴¹⁰. Depuis que la réduction des risques a été proposée, différentes interprétations ont émergé quant à la mesure dans laquelle l'UE devrait poursuivre la réduction des risques et au rôle de Bruxelles dans la mise en œuvre d'une stratégie de sécurité économique plus large. Des inquiétudes ont également surgi quant à la manière dont les concepts de sécurité économique et de réduction des risques sont compris et mis en œuvre par les principaux partenaires, notamment les États-Unis. Dans ce contexte, il convient d'analyser les trois dimensions couvertes par cette approche en trois volets.

7.4 « Promouvoir » : dérisquer les attaques

Ces dernières années, et notamment depuis la pandémie de COVID-19, l'UE a lancé une série de mesures proactives visant à diversifier ses chaînes d'approvisionnement et à stimuler sa compétitivité industrielle et technologique afin d'améliorer sa résilience et sa souveraineté stratégique dans des domaines tels que la technologie et les transitions numérique et écologique⁴¹¹. La pandémie a en effet mis en évidence les dépendances et les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement, notamment vis-à-vis de la Chine. L'objectif ultime est de renforcer les compétences européennes par le biais d'investissements dans la recherche et l'innovation, d'une valorisation du capital humain et de la mise en œuvre d'une stratégie industrielle toujours plus robuste.

Au niveau de l'UE, cette stratégie s'est manifestée à travers une série de projets importants d'intérêt européen commun et d'initiatives plus larges telles que la loi européenne sur les puces électroniques et le plan industriel vert.

Français Dans ce dernier cas, le Net-Zero Industry Act, par exemple, propose un critère de référence pour que l'Europe atteigne une capacité de production de 40 % pour ses besoins en déploiement annuel de technologies stratégiques à zéro émission nette d'ici 2030⁴¹². Le Critical Raw Materials Act, quant à lui, fixe également des critères de référence pour 2030 (à ne pas confondre avec des objectifs) pour la production (10 %), la transformation (40 %) et le recyclage (15 %) de l'UE de ses besoins en minéraux critiques et limite la dépendance à un seul fournisseur tiers à 65 %⁴¹³. Parallèlement, de nombreux États membres ont également commencé à mettre en œuvre leurs propres stratégies pour stimuler la recherche scientifique, la compétitivité technologique et la capacité industrielle. La poursuite de telles mesures entraîne nécessairement un certain nombre de risques et de défis. Une question fondamentale concerne le rôle de l'État sur le marché et en particulier l'utilisation des aides d'État pour promouvoir des objectifs politiques stratégiques. En effet, le marché unique européen a été construit autour d'une politique de concurrence robuste et d'une limitation de l'intervention de l'État.

⁴⁰⁸ Commission européenne, [Recommandation de la Commission du 3 octobre 2023 sur les domaines technologiques critiques pour la croissance économique de l'UE Sécurité pour une évaluation plus approfondie des risques avec les États membres](#), C(2023) 6689 final, 3 octobre 2023.

⁴⁰⁹ Commission européenne, « [Une approche de l'UE pour renforcer la sécurité économique](#) », JOIN(2023) 20 final, 20 juin 2023.

⁴¹⁰ Commission européenne, « [Promouvoir la sécurité économique européenne : introduction à cinq nouvelles initiatives](#) », COM(2025) 22 final, 24 janvier 2024.

⁴¹¹ Conseil européen, « [Politique industrielle de l'UE](#) », page Web, 11 décembre 2023.

⁴¹² Commission européenne, [Loi sur l'industrie zéro émission nette : accélérer la transition vers la neutralité climatique](#), Commission européenne, 16 mars 2023.

⁴¹³ Commission européenne, « [Loi sur les matières premières critiques](#) », COM(2023) 161, SWD(2023) 68, 16 mars 2023.

Parallèlement, les politiques d'aide publique de la Chine, tout en générant des quantités massives de déchets et de surcapacités, ont contribué à renforcer sa position économique et technologique, désavantageant l'Europe et d'autres pays. De nombreux partenaires de l'Europe ont également commencé à mener des politiques industrielles proactives⁴¹⁴, dont certaines sont nettement plus protectionnistes ou s'orientent vers le nationalisme économique⁴¹⁵.

L'UE et nombre de ses États membres suivent une tendance mondiale croissante à la recherche de politiques industrielles plus proactives.

En adoptant des politiques industrielles robustes, deux risques émergent pour l'Europe. L'un, analysé dans le sous-chapitre « Partenaires », est l'aggravation des tendances protectionnistes, l'approfondissement de la fragmentation économique mondiale et le durcissement des rivalités stratégiques, notamment avec la Chine. L'autre est l'érosion de la cohérence du marché unique et la mise en péril de la cohésion européenne. Dans ce dernier cas, la gestion des disparités de capacité entre les États membres à poursuivre les investissements stratégiques et à fournir des aides d'État aux industries est particulièrement préoccupante. En effet, les États disposant de moyens financiers et techniques plus importants pour mener une politique industrielle, comme la France et l'Allemagne, progressent déjà. Par exemple, sur les 672 milliards d'euros d'aides d'État approuvées et mobilisées au titre du « Cadre temporaire de crise », l'Allemagne et la France ont représenté 77 %⁴¹⁶.

Dans sa quête de réduction des risques offensifs, l'Europe doit donc trouver un équilibre entre : l'amélioration de sa compétitivité ; la gestion des inégalités ; et l'évitement d'un virage plus large vers le nationalisme économique.

7,5 « Protéger » : réduction des risques défensifs

Alors que l'UE cherche à renforcer sa résilience grâce à une politique industrielle proactive, elle cherche également à renforcer de plus en plus sa sécurité économique et à gérer les risques en élaborant un certain nombre d'outils défensifs.

Une fois de plus, bien que la Chine soit une source majeure de préoccupation, ces outils ont été conçus indépendamment du pays concerné, cherchant plutôt à défendre une approche fondée sur des principes plutôt que de cibler spécifiquement la Chine ou tout autre pays préoccupant. Globalement, deux ensembles d'outils sont en cours d'élaboration : ceux qui relèvent de la compétence de la Commission, notamment en matière de mesures de défense commerciale ; et ceux qui relèvent in fine de la compétence des États membres, pour lesquels la Commission propose un ensemble de lignes directrices et d'assistance. De ce fait, chaque option présente des défis différents.

La première série de mesures vise à contrebalancer les distorsions du marché, où la Chine constitue une source majeure de préoccupation, et à chercher à garantir globalement des conditions de concurrence économiques équitables et la réciprocité. Français Ces mesures comprennent l'IPI et des mesures de défense commerciale telles que les instruments antisubventions et antidumping. Dans ce domaine, l'UE bénéficie d'une compétence exclusive et ces mesures complètent les objectifs « offensifs » de réduction des dépendances en stimulant la compétitivité européenne. Comme dans le cas de la politique industrielle, il existe un danger inhérent que ces outils deviennent les instruments d'un programme protectionniste plus large ; c'est pourquoi la Commission souligne rapidement qu'ils visent à maintenir plutôt qu'à saper les règles du commerce international en rééquilibrant les conditions de concurrence et en garantissant la réciprocité⁴¹⁷. Dans le deuxième ensemble de mesures défensives, la Commission a cherché à élaborer des lignes directrices, des boîtes à outils et des mécanismes de coordination des politiques visant à protéger les industries stratégiques et critiques ainsi que les infrastructures de l'influence étrangère malveillante, à lutter contre la militarisation des dépendances et à prévenir les fuites technologiques. Ces mesures comprennent : un mécanisme de filtrage des investissements entrants ; une boîte à outils 5G conçue pour garantir la sécurité et la résilience des réseaux de télécommunications ; une boîte à outils pour lutter contre l'ingérence étrangère dans la recherche et l'innovation ; ainsi qu'une nouvelle loi sur les conflits d'intérêts visant à coordonner l'action des États membres en réponse aux pratiques économiques coercitives⁴¹⁸.

⁴¹⁴ D. Irwin, « [Le retour de la politique internationale](#) », Fonds monétaire international, juin 2023.

⁴¹⁵ J. Hansen, « [Techno-nationalisme : une politique industrielle pour le XXI^e siècle](#) », L'Intérêt National, 20 février 2023.

⁴¹⁶ J. Allenbach-Ammann, « [La commissaire Vestager propose une modification des règles en matière d'aides d'État](#) », Euractiv, 13 janvier 2023.

⁴¹⁷ Entretien avec des responsables de la Commission, novembre 2023.

⁴¹⁸ Commission européenne, « [Une approche de l'UE pour renforcer la sécurité économique](#) », JOIN(2023) 20 final, 20 juin 2023.

Depuis 2023, la Commission envisage également le développement d'un mécanisme de filtrage des investissements sortants, axé sur un ensemble restreint de technologies (par exemple, l'intelligence quantique, l'IA et les semi-conducteurs avancés) susceptibles d'améliorer les capacités militaires et de collecte de renseignements⁴¹⁹. Le principal défi pour ce deuxième ensemble d'outils réside dans la coordination des politiques. L'UE ne peut formuler que des recommandations et, à terme, une assistance et une coordination, mais les compétences et la responsabilité incombent aux États membres, dont beaucoup accordent à ces outils un intérêt et une importance variables :

- Six ans après la mise en place d'un mécanisme de filtrage des investissements entrants pour l'UE, il existe encore de grandes disparités entre la robustesse et la portée des régimes de filtrage nationaux⁴²⁰.
- De même, malgré les efforts visant à coordonner les approches de déploiement de l'infrastructure 5G, d'importantes divergences dans l'adoption de ces mesures subsistent à travers l'Europe. Le matériel Huawei représente 100 % de l'infrastructure du réseau d'accès radio 5G installée à Chypre, 72 % aux Pays-Bas, 59 % en Allemagne, 38 % en Pologne et en Espagne, 17 % en France et 0 % dans 10 pays, dont la Tchéquie, le Danemark, les États baltes et la Suède⁴²¹.
- En ce qui concerne l'ACI, bien qu'en principe l'UE ait trouvé un niveau de convergence pour contrer la pression économique de la Chine, les divisions internes⁴²² alimentées par le cas de la Lituanie⁴²³ suggèrent que la mobilisation de réponses collectives aux comportements économiques coercitifs peut encore s'avérer difficile dans la pratique.

En substance, si l'UE a de plus en plus trouvé une convergence sur une approche globale à l'égard de la Chine, considérée comme un partenaire, un concurrent et un rival systémique, la pratique de la réduction des risques présente encore un degré important de divergence qu'il convient de surmonter. À cet égard, la mesure dans laquelle la Chine sera un partenaire dans la poursuite des objectifs technologiques et industriels immédiats et à long terme de l'Europe, intentionnellement ou par nécessité, demeure une question importante et ouverte. En théorie, comme analysé dans le sous-chapitre « Autonomie stratégique », la Chine soutient l'autonomie stratégique européenne. En pratique, elle demeure également un partenaire important pour le développement du savoir-faire scientifique et technologique dans un large éventail de domaines fondamentaux pour les transitions numérique et énergétique.

Un exemple est celui de la technologie des batteries, où les entreprises chinoises sont devenues des investisseurs importants dans l'industrie manufacturière européenne⁴²⁴. Lors des discussions à Pékin en juillet 2023, par exemple, le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, a déclaré : « [n]ous souhaitons que la Chine investisse en France dans les véhicules électriques [...] Dans la transition climatique, il y a une place pour les investissements chinois en France, ce qui nous permet de renforcer nos relations économiques et également d'accélérer la lutte contre le réchauffement climatique »⁴²⁵.

Dans de nombreux secteurs, les entreprises européennes se tournent également vers le marché chinois et ses partenaires, non seulement pour des opportunités de recherche et développement, mais aussi comme source de technologie. En définitive, l'approche de réduction des risques proposée par la Commission peut être considérée comme une approche d'atténuation ou de gestion des risques, plutôt qu'une opération de nettoyage. De fait, de nombreuses entreprises, des États membres et même la Commission cherchent généralement à maintenir des voies de coopération économique et technologique, garantissant que la Chine reste un partenaire de l'Europe dans des domaines qui ne constituent pas un risque tangible pour la sécurité européenne. Parallèlement, nombreux sont ceux en Chine qui ont interprété l'approche plus complexe de l'Europe à l'égard de la Chine, au sens large, et le développement d'outils économiques défensifs, en particulier, comme un signe d'hostilité européenne croissante. Trouver l'équilibre

419 R. Arcesati et F. Ghirelli, « Pourquoi l'Europe ne peut pas ignorer le nouveau plan de Biden pour les investissements américains en Chine », MERICS, 29 septembre 2023.

420 L. Bencivelli, V. Faubert, F. Le Gallo et P. Négrin, « Qui a peur du filtrage des investissements étrangers ? », Banque de France, 16 octobre 2023.

421 J. Strand, « Interdire Huawei ? Pas l'Europe », Centre d'analyse des politiques européennes, 12 janvier 2023.

422 R. Milne et K. Hille, « La Lituanie teste la détermination de l'UE face à la coercition économique chinoise », Financial Times, 13 février 2022.

423 S. Plóciennik, « L'Allemagne et le conflit commercial entre la Lituanie et la Chine », Centre d'études orientales de l'OSW, 4 février 2022.

424 G. Sebastian, « Watts the Plan, Europe – Les investissements chinois dans les batteries sont-ils actifs ou non ? », MERICS, 31 juillet 2023.

425 J. McDonald, « Le Maire de France fait pression sur la Chine pour l'accès au marché et fait pression pour l'investissement dans les voitures électriques », AP News, 30 juillet 2023.

L'équilibre entre l'ouverture économique et la sécurité vis-à-vis de la Chine, ainsi que la compréhension de la Chine sur la nécessité d'un tel équilibre, demeurent donc un défi à relever.

7.6 « Partenaire » : réduction collaborative des risques

Le troisième pilier de l'approche de l'UE en matière de réduction des risques et de sécurité économique au sens large est l'approfondissement des relations avec des « partenaires fiables » afin de répondre aux préoccupations en matière de sécurité économique et, plus généralement, de renforcer la résilience par une diversification des chaînes d'approvisionnement. L'autosuffisance est un objectif irréaliste, voire indésirable, pour l'UE. La gestion de partenariats fiables, ou la réduction collaborative des risques, devient donc un élément clé du renforcement de la résilience. La coordination des politiques est également importante pour garantir que l'impact des politiques de sécurité économique sur les pays tiers soit mutuellement bénéfique, tout en minimisant les externalités négatives.

Un aspect de la réduction collaborative des risques consiste à gérer et à améliorer les relations avec des partenaires clés, notamment les États-Unis et d'autres pays, comme le Japon ou la Corée du Sud, qui ont fait du renforcement de la sécurité économique une priorité politique. Des forums bilatéraux tels que le Conseil du commerce et de la technologie avec les États-Unis ou le Dialogue économique de haut niveau avec le Japon ont joué un rôle important dans l'amélioration de la coordination des politiques. Les formats minilatéraux tels que le G7, où une déclaration commune a été adoptée en mai 2023 sur la « Résilience et la sécurité économiques », ont également gagné en importance et en pertinence⁴²⁶. Parallèlement, la gestion de la concurrence avec ces partenaires clés dans des domaines tels que la politique industrielle et l'attraction des investissements est devenue un obstacle majeur, en particulier dans les relations avec les États-Unis.

La loi sur la réduction de l'inflation, qui favorise notamment les exigences d'approvisionnement et de production nationales pour les subventions aux énergies propres aux États-Unis, illustre clairement comment une réduction des risques « offensive » peut rapidement virer au protectionnisme⁴²⁷. L'approfondissement des relations avec les pays en développement est également un aspect important de la réduction des risques grâce à une diversification accrue des chaînes de valeur mondiales, offrant ainsi de meilleures opportunités de développement à un plus grand nombre de partenaires tout en améliorant la résilience globale. En effet, de nombreux partenaires du Sud cherchent à investir davantage dans les infrastructures et le développement des chaînes de valeur, notamment dans la transformation des minéraux critiques et l'expansion locale des chaînes de valeur associées. Le Global Gateway de l'Europe et le Partenariat du G7 pour les infrastructures et les investissements mondiaux, qui a obtenu un engagement de 600 milliards de dollars US jusqu'en 2027 lors du G7 de Hiroshima en 2023⁴²⁸, seront des instruments clés pour aider l'UE à concilier sa quête de résilience avec les besoins locaux en matière de développement. S'ils sont menés efficacement, ces partenariats pourraient également contribuer à réduire la dépendance des pays tiers à l'égard de la Chine, où l'influence croissante de la Chine est devenue une source de préoccupation croissante⁴²⁹.

Pourtant, là aussi, dans ses relations avec les pays du Sud, l'Europe doit relever des défis. De son côté, la Chine est devenue un investisseur clé dans les économies en développement, offrant des solutions technologiques accessibles et des opportunités de développement. En Indonésie, par exemple, les entreprises chinoises représentent près des deux tiers des investissements étrangers dans la transformation du nickel et la production de batteries⁴³⁰. Parallèlement, l'UE et certains États membres, tout en progressant dans la bonne direction en matière de développement durable, ont compliqué l'accès au marché en imposant des restrictions environnementales telles que le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières et le nouveau règlement européen sur les batteries. Pour mieux diversifier sa chaîne d'approvisionnement et collaborer avec un plus large éventail de partenaires, l'UE devra peut-être adapter ses attentes afin de mieux s'adapter aux réalités locales, d'une part, et s'engager dans un effort plus large d'accompagnement du développement durable, d'autre part.

⁴²⁶ Conseil européen, [Déclaration des dirigeants du G7 sur la résilience économique et la sécurité économique](#), Déclarations et remarques, 20 mai 2023.

⁴²⁷ C. Scheinert, « [La réponse de l'UE à la loi américaine sur la réduction de l'inflation \(IRA\)](#) », Département des politiques économiques, scientifiques et de la qualité de la vie, Parlement européen, PE 740.087, 2023.

⁴²⁸ Ministère des Affaires étrangères du Japon, [Fiche d'information sur le Partenariat du G7 pour les infrastructures et les investissements mondiaux](#), 21 mai 2023.

⁴²⁹ D.C. Murphy, *L'essor de la Chine dans le Sud global*, Stanford University Press, Stanford, 2023.

⁴³⁰ A. Tritto, « [Comment l'Indonésie a utilisé les investissements industriels chinois pour transformer le nickel en nouvel or](#) », Fondation Carnegie pour la paix, 11 avril 2023.

et la transition énergétique entre partenaires, d'autre part. Des initiatives telles que les Partenariats pour une transition énergétique juste vont dans la bonne direction. Cependant, il est clairement nécessaire non seulement de concrétiser les investissements, mais aussi de garantir l'accès au marché de l'UE.

Les États-Unis, pour leur part, ont pris une direction différente, plus clairement géopolitique, avec l'Inflation Reduction Act, excluant l'accès aux subventions américaines pour les produits finis utilisant des matériaux développés par des « entités étrangères préoccupantes », une référence voilée à la Chine⁴³¹. Le cadre institutionnel multilatéral est une autre dimension importante du partenariat, qui fait également face à des défis. L'UE estime qu'il est important de veiller à ce que l'évolution vers une logique de sécurité économique et la volonté de poursuivre une politique industrielle auprès d'un large éventail de partenaires ne compromettent pas les règles et institutions internationales, mais les renforcent plutôt en corrigeant nombre des disparités et des lacunes qui existaient auparavant. Cela nécessite non seulement de travailler au sein d'instances multilatérales telles que le G20, l'ONU et les banques multilatérales de développement, mais aussi et surtout de réformer l'OMC. Parallèlement, cette tâche est devenue de plus en plus difficile, car nombre de ces instances sont désormais devenues le domaine de l'influence géopolitique et de la concurrence entre grandes puissances.

7.7 L'UE peut-elle réduire les risques ?

Compte tenu des nombreux défis évoqués précédemment, l'UE a-t-elle encore la volonté politique de réduire les risques dans ses relations avec la Chine ? À bien des égards, l'Europe en est encore à la phase d'évaluation de la réduction des risques et de la sécurité économique, évaluant l'ampleur des dépendances et des vulnérabilités, un processus qui contribuera à clarifier la portée et l'ampleur du programme de réduction des risques. Un rapport de 2022 du Réseau européen de groupes de réflexion sur la Chine a démontré de grandes variations d'intérêt, de compréhension et d'action au sein de l'Union.

L'Europe dans son ensemble face à la question de la dépendance à l'égard de la Chine⁴³².

Depuis lors, dans le cadre de sa stratégie de sécurité économique, la Commission a commencé à mener des évaluations détaillées avec les États membres, un processus qui semble sensibiliser les gouvernements nationaux aux questions liées à la sécurité économique en général et aux risques liés à la Chine en particulier. Néanmoins, le Conseil n'a pas encore approuvé la stratégie de sécurité économique de la Commission et, par conséquent, nombre de ses composantes, tant sur la politique industrielle que sur les outils défensifs, restent de simples propositions de la Commission. Les nouvelles initiatives de sécurité économique proposées par la Commission le 24 janvier 2024 soulignent en fin de compte que les mesures mises en place jusqu'à présent, telles que le filtrage des investissements entrants, n'ont pas répondu aux attentes et que pour d'autres, comme le contrôle des exportations ou la sécurité de la recherche, il existe toujours un besoin évident d'une coordination plus solide entre les États membres et d'une position plus ferme du Conseil. Au-delà du débat plus large sur la sécurité économique, le concept de réduction des risques liés à la Chine n'a pas encore trouvé de large consensus parmi les États membres.

Les intérêts économiques divergents constituent un facteur important ; un autre reflète les divergences de vues sur le rôle que l'État devrait jouer sur le marché et dans quelle mesure il devrait peser sur les décisions commerciales et d'investissement. Le cas de l'Allemagne en est une illustration. Malgré une stratégie nationale à l'égard de la Chine qui soutient largement une approche de réduction des risques⁴³³, Berlin s'est en pratique montrée réticente à l'égard de l'approche de l'UE. La Chancellerie allemande a souligné que la réduction des risques devait être laissée aux entreprises⁴³⁴. Aujourd'hui, alors que de nombreuses petites et moyennes entreprises allemandes perçoivent les risques posés par la Chine, de nombreuses grandes entreprises ont interprété la réduction des risques comme la nécessité de redoubler d'efforts pour renforcer leur présence en Chine afin de garantir l'accès aux technologies ou aux opportunités de recherche et développement offertes par le vaste et toujours plus grand marché chinois.

431 J. Nakano et Q. Robinson, [La course aux véhicules électriques entre les États-Unis et la Chine s'intensifie avec la publication prochaine de directives sur les règles relatives aux « entités étrangères préoccupantes »](#), Centre d'études stratégiques et internationales, 2 novembre 2023.

432 J. Seaman, F. Ghiretti, L. Erlbacher, X. Martin, M. Otero-Iglesias (éd.), [Dépendance dans les relations de l'Europe avec la Chine : peser les perceptions et la réalité](#), Réseau européen de think-tank sur la Chine, avril 2022.

433 Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, [Stratégie à l'égard de la Chine](#), Juillet 2023.

434 G. Chazan, L. Pitel et P. Nilsson, [« L'Allemagne met en garde les entreprises contre la dépendance à la Chine »](#), Financial Times, 13 juillet 2023.

marché en mutation⁴³⁵. En substance, la réduction des risques est appliquée efficacement par certaines grandes entreprises dans la direction opposée : les risques provenant de la pression américaine ou européenne et peut-être la crainte d'une réaction chinoise ont motivé les décisions des entreprises de renforcer et de protéger leurs activités en Chine⁴³⁶.

Le cas de la France offre un autre point de vue sur la complexité de la réduction des risques. Paris prône depuis longtemps une approche plus interventionniste dans des domaines tels que la politique industrielle et le filtrage des investissements, tandis que le président français Emmanuel Macron se montre réticent à adopter des positions ouvertement hostiles à la Chine. En revanche, le gouvernement français a effectivement mis en œuvre des politiques visant à limiter la présence chinoise dans des secteurs importants, tels que les infrastructures de télécommunications⁴³⁷ et le marché des véhicules électriques⁴³⁸. En effet, laisser les décisions des entreprises, motivées par la recherche du profit, l'emporter sur les intérêts généraux du pays est perçu en France comme l'un des facteurs ayant conduit à l'érosion de l'industrie, entraînant des dépendances stratégiques et une vulnérabilité. La réticence française à l'égard de la sécurité économique de l'UE et de la réduction des risques semble donc plutôt guidée par la logique selon laquelle une grande partie de la sécurité économique et nombre des outils nécessaires pour la garantir relèvent de la compétence exclusive des États membres.

Pourtant, malgré les hésitations et les approches divergentes dans de nombreux domaines – comme en témoigne par exemple la mobilisation de fonds nationaux par la France, l'Allemagne et l'Italie pour poursuivre la diversification des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques⁴³⁹ – les États membres s'efforcent activement de mettre en œuvre de nombreuses mesures qui font progresser efficacement leurs programmes de réduction des risques et, ce faisant, maintenir la cohésion européenne du côté « promotion » de l'agenda constituera un défi.

Maintenir l'ouverture économique et les principes fondés sur des règles, tout en évitant la titrisation et le recours au protectionnisme, représente un autre défi. Certains ont suggéré que l'Europe évite le piège protectionniste en abandonnant son approche de la sécurité économique fondée sur des principes et indépendante des pays, et en se concentrant plus clairement et explicitement sur la poursuite d'une approche de réduction des risques exclusivement axée sur la Chine⁴⁴⁰. Cependant, malgré sa taille, la Chine ne reste qu'une préoccupation parmi d'autres dans le domaine de la sécurité économique.

En effet, la réduction des risques est synonyme de diversification. À bien des égards, l'objectif de la réduction des risques est d'atteindre un niveau acceptable d'autonomie stratégique pour l'Europe et de renforcer sa pertinence en tant qu'acteur géopolitique, capable de défendre ses propres intérêts face à la Chine, mais aussi face à d'autres, qu'il s'agisse de partenaires comme les États-Unis ou de rivaux comme la Russie. Parallèlement, la réduction des risques et la stratégie de sécurité économique de la Commission visent à enrayer la tendance au découplage croissant de l'économie mondiale, alimentée par les tensions géopolitiques, visant in fine à limiter les fractures économiques mondiales à des domaines spécifiques liés à la sécurité et à consolider un ordre mondial fondé sur des règles. Dans une telle vision, l'interdépendance demeure une caractéristique importante des relations économiques internationales et la notion de réduction des risques apparaît davantage comme un exercice d'atténuation ou de gestion des risques. À ce titre, il convient d'examiner dans quelle mesure l'interdépendance constitue encore un moyen de dissuasion pertinent face à la coercition économique. Les évaluations de la dépendance, de la vulnérabilité et des risques devraient également s'accompagner d'évaluations des atouts et du caractère indispensable de l'Europe, non seulement par rapport à la Chine⁴⁴¹ mais également à l'échelle mondiale⁴⁴².

435C. Steitz, S. Marsh et M. Martinez, « [Comment les entreprises allemandes s'attaquent au risque chinois](#) », Reuters, 19 octobre 2023.

436A. Kratz, N. Barkin et L. Dudley, « [Les quelques élus : un nouveau regard sur les IDE européens en Chine](#) », Groupe Rhodium, 14 septembre 2022.

437A. Coutures, '5G : le bannissement à bas bruit de Huawei dans les villes françaises', Défis, 26 juin 2023.

438 M. Penne-Lassus, « [La France réforme les subventions aux véhicules électriques pour geler les voitures fabriquées en Chine](#) », Nikkei Asie, 19 septembre 2023.

439 J. Wettengel, « [La France, l'Italie et l'Allemagne lancent une initiative conjointe pour sécuriser les matières premières critiques](#) », Clean Energy Wire, 27 juin 2023.

440V. Bohman, « [Le découplage à venir avec la Chine : conséquences pour la stratégie de sécurité économique de l'UE](#) », Centre national suédois de la Chine, 17 juillet 2023.

441 T. Gehrke et J. Ringhof, « [Un levier indispensable : comment l'UE peut construire son avance technologique](#) », Conseil européen des affaires étrangères Relations, 12 septembre 2023.

442 A. Aydıntaşbaş, J. Barnes-Dacey, S. Dennison, M. Dumoulin, F. Grare, M. Leonard, T. Murphy et J. Torreblanca, « [Strategic Interdépendance : la nouvelle approche de l'Europe dans un monde de puissances moyennes](#) », Conseil européen des relations étrangères, 3 octobre 2023.

7.8 L'autonomie stratégique de l'UE et les perspectives de la Chine

L'autonomie stratégique de l'UE désigne la capacité de l'UE à fonctionner de manière indépendante, sans dépendre d'autres nations, dans des domaines politiques clés. Le débat sur la portée de ce concept englobe un large éventail de domaines, de la politique de défense aux questions économiques, et inclut également la capacité à maintenir et à promouvoir les valeurs démocratiques⁴⁴³. La quête d'autonomie stratégique introduit également de nouveaux outils de politique étrangère pour Bruxelles, tels que l'ACI. Cependant, il existe un manque d'unanimité parmi les États membres sur la nature exacte de l'autonomie/souveraineté stratégique européenne, certains l'utilisant comme un raccourci pour des idées visant à accroître la puissance géopolitique de l'UE et à la transformer en acteur mondial. Tous les États membres ne partagent pas ce niveau d'ambition. Pourtant, un large consensus existe néanmoins sur le fait qu'il s'agit de la capacité européenne à choisir ses dépendances⁴⁴⁴ pour contribuer à la sécurité économique à long terme de l'Union.

Les perspectives européennes d'autonomie stratégique sont un aspect constant de la communication de la Chine vis-à-vis de l'UE depuis au moins sept ans⁴⁴⁵. « La Chine soutient l'autonomie stratégique de l'UE et l'unité et la prospérité de l'Europe »⁴⁴⁶, a communiqué Xi Jinping de manière constante à ses homologues de haut niveau de l'UE, y compris au président du Conseil européen Charles Michel, lors de leur réunion de décembre 2022.

Cependant, il est évident que la compréhension fondamentale du concept par l'UE et la Chine diffère. La lecture chinoise est exclusivement centrée sur l'éloignement géopolitique de l'UE par rapport aux États-Unis : « La France et d'autres pays estiment qu'à long terme, les États-Unis restent peu fiables et que [l'UE] doit développer une force de défense indépendante »⁴⁴⁷. On ne sait pas si cette idée fautive est sincère ou s'il s'agit d'une tentative d'orienter le développement de l'autonomie stratégique dans la direction privilégiée par la Chine, celle d'une UE éloignée des États-Unis en matière de politique, de sécurité, de valeurs et d'économie. On peut également affirmer que, pour correspondre à cette perception, la Chine exagère en interne, peut-être intentionnellement, les positions des grands États membres de l'UE qui promeuvent effectivement l'autonomie politique et sécuritaire par rapport aux États-Unis.

Il est donc logique que la vision chinoise de la quête d'autonomie stratégique de l'UE soit majoritairement positive. Les responsables et les médias d'État chinois présentent souvent cette évolution de l'UE vers l'autonomie stratégique comme une opportunité de relations plus équilibrées et mutuellement bénéfiques entre la Chine et l'Europe. Du point de vue chinois, bien que difficilement réalisable pour l'instant, une UE plus autonome pourrait servir de contrepoids à la domination américaine sur la scène internationale, et potentiellement conduire à un ordre mondial plus multipolaire où l'influence chinoise serait mieux acceptée.

Depuis plusieurs années, la mobilisation du sentiment anti-américain est un objectif du message officiel chinois, qui s'est traduit par des comportements inauthentiques. Par exemple, une campagne orchestrée sur Twitter, Facebook et YouTube a utilisé une combinaison de faux comptes et de comptes recyclés pour promouvoir du contenu sur les États-Unis, mettant l'accent sur des sujets controversés tels que la législation sur les armes à feu et la politique raciale. Cette campagne a promu un récit présentant les États-Unis comme ayant un passé problématique en matière de droits de l'homme⁴⁴⁸. En Europe notamment, par exemple via les publications sur les réseaux sociaux, les États-Unis sont présentés comme un acteur qui ne respecte pas la souveraineté nationale, persuadant les Européens des avantages économiques du marché chinois par rapport à ceux des États-Unis⁴⁴⁹.

443 M. Damen, « [Autonomie stratégique de l'UE 2013-2023. Du concept à la capacité](#) », Service de recherche du Parlement européen, Parlement européen, PE 733.589, 2022.

⁴⁴⁴ Entretien avec Abigaël Vasselier, MERICS, octobre 2023.

445 Ibid.

⁴⁴⁶ Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Xi Jinping s'est entretenu avec le président du Conseil européen Michel \[\]](#) », 1er décembre 2022.

⁴⁴⁷ S. Peng, « [L'état et les tendances de développement de l'autonomie stratégique de l'UE \[\]](#) », Quotidien du Peuple, 16 Mars 2023.

⁴⁴⁸ R. Burley, « [Révélé : une tentative coordonnée de diffuser des récits pro-chinois et anti-occidentaux sur les réseaux sociaux](#) », Centre pour la résilience de l'information, 5 août 2021.

⁴⁴⁹ T. Rühlig, « [La puissance numérique de la Chine : évaluation des implications pour l' UE](#) », Digital Power China, janvier 2022.

Parmi les think tanks chinois, la question de la volonté de la Chine de prendre ses distances avec les États-Unis en Europe tend à être associée au dégoût de l'Europe pour le partenariat Chine-Russie, peut-être dans une tentative de faire allusion à des compromis bilatéraux : « L'UE s'inquiète de la relation Russie-Chine, et la Chine s'inquiète de la relation Washington-Bruxelles »⁴⁵⁰. Même s'il est peu probable que si l'UE s'éloigne davantage des États-Unis, la Chine puisse réagir en prenant ses distances politiques avec la Russie, l'UE devrait être consciente de cet aspect et être prête à inclure un aspect de négociation dans la conversation.

Si l'évolution de l'UE vers l'autonomie stratégique s'aligne sur certains intérêts stratégiques mondiaux de la Chine, elle représente un défi complexe pour les décideurs politiques européens. L'UE doit trouver le juste équilibre entre son besoin d'autonomie, la réalité des alliances existantes et les implications géopolitiques d'une position plus indépendante. À ce stade, la Chine continue de soutenir publiquement l'autonomie stratégique de l'UE, motivée par l'objectif de réduire l'influence américaine, dans l'espoir qu'une Europe indépendante des États-Unis redevienne pragmatique, favorable au commerce et à l'interdépendance. Ces attentes illustrent que la partie chinoise n'a pas encore accepté la « Zeitenwende » de l'UE.

8 Éducation, culture et perceptions des gens

8.1 Défis pour la recherche, l'éducation et la coopération interpersonnelle futures

La coopération interpersonnelle peut être considérée comme le troisième pilier des relations UE-Chine⁴⁵¹. En 2012, le « Dialogue interpersonnel de haut niveau » a été officiellement établi, s'ajoutant aux deux piliers précédents, le « Dialogue stratégique de haut niveau UE-Chine » et le « Dialogue économique et commercial de haut niveau ». Cette étape témoigne de l'importance croissante des échanges sociétaux pour l'UE et la Chine dans leurs relations ces dernières années, même si ces échanges existent depuis bien plus longtemps.

Les premiers échanges d'étudiants entre la RPC et certains pays européens remontent aux années 1950. Cette période a notamment permis aux anciens pays communistes d'Europe de l'Est d'établir des bases solides, telles que les premières institutions universitaires spécialisées dans les études chinoises, formant la première génération d'experts chinois. Cependant, les échanges interpersonnels n'ont commencé à se développer plus dynamiquement qu'avec le lancement de la politique de réforme et d'ouverture de la Chine en 1978. Deng Xiaoping a notamment annoncé que la Chine enverrait chaque année trois à quatre mille étudiants étudier à l'étranger⁴⁵², principalement dans les pays développés d'Amérique du Nord et d'Europe.

Aujourd'hui, la Chine est le pays qui fournit le plus d'étudiants internationaux au monde, avec environ un million au total⁴⁵³. Les pays de l'UE ont été parmi les principaux bénéficiaires de ce flux d'étudiants, le nombre d'étudiants chinois en Europe ayant décuplé entre 2000 et 2010⁴⁵⁴. De même, le nombre d'étudiants de l'UE en Chine a également augmenté de manière substantielle.

Actuellement, on compte environ 300 000 étudiants chinois dans l'UE, principalement en Allemagne (plus de 30 000), suivie de la France (plus de 20 000) et d'autres pays comme l'Italie, l'Espagne, les Pays-Bas, la Suède, la Finlande, l'Irlande et la Belgique⁴⁵⁵. Ces chiffres relativement élevés font des étudiants chinois la cohorte étrangère la plus importante dans la plupart des pays de l'UE. Parallèlement, les pays et les universités de l'UE attirent nettement moins d'étudiants chinois que les pays anglophones comme les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et l'Australie, où plusieurs

⁴⁵⁰ Centre de politique européenne, « Échanges entre groupes de réflexion UE et Chine », Pékin (règle de Chatham House), octobre 2023.

⁴⁵¹ Commission européenne, « Éléments pour une nouvelle stratégie de l'UE à l'égard de la Chine », JOIN(2016) 30, 22 juin 2016.

⁴⁵² S. Thøgersen, « Les étudiants chinois en Europe », Dialogue mondial, 21 février 2021.

⁴⁵³ Institut de statistique de l'UNESCO, « Flux mondiaux d'étudiants de l'enseignement supérieur », page Web, s.d.

⁴⁵⁴ T. Christiansen, E. Kirchner et U. Wissenbach, L'Union européenne et la Chine, Springer Nature, Londres, 2019.

⁴⁵⁵ Eurostat, « Statistiques sur la mobilité des apprenants », page web, septembre 2023.

les universités dépendent dans une large mesure des frais de scolarité payés par les étudiants chinois, ce qui n'est pas le cas dans l'UE.

Les efforts de l'UE en matière d'échanges d'enseignement supérieur avec la Chine n'ont commencé à se développer que dans les années 1990⁴⁵⁶, avec la création de centres de documentation européenne dans six universités chinoises et à l'Académie chinoise des sciences sociales. Les programmes d'études européennes d'un grand nombre d'universités chinoises étaient généralement soutenus à cette époque, notamment par le programme d'éducation et de formation tout au long de la vie de l'UE et en particulier par le programme d'action Jean Monnet. Le développement relativement rapide des échanges éducatifs entre l'UE et la Chine a été en partie motivé par le financement de l'UE et de la Chine, mais a également résulté de l'intérêt de la Chine à s'inspirer des expériences européennes ainsi que de la présence d'institutions universitaires et culturelles de premier plan des grands pays de l'UE, tels que l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni⁴⁵⁷.

En 2012, la Commission européenne et la Chine ont lancé leur « Dialogue interpersonnel de haut niveau »⁴⁵⁸. L'objectif officiel est de réunir les décideurs et les praticiens des domaines de l'éducation, de la culture, de la jeunesse, du sport et de l'égalité des sexes afin d'échanger des idées et des bonnes pratiques sur la manière d'aborder les domaines d'intérêt commun. La plateforme UE-Chine pour la coopération et les échanges dans l'enseignement supérieur a également été créée, afin d'améliorer le dialogue politique et l'échange de bonnes pratiques dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Les récentes tensions géopolitiques et la rivalité technologique entre la Chine et les États-Unis ont eu un impact négatif sur la coopération scientifique sino-américaine⁴⁵⁹, mais il ne semble pas y avoir d'effet visible sur la collaboration UE-Chine. En effet, entre 2013 et 2022, les copublications ont augmenté entre auteurs chinois et ceux des institutions européennes⁴⁶⁰.

Parallèlement, les échanges de recherche entre l'UE et la Chine suscitent une attention croissante ces dernières années. Il est généralement admis qu'ils comportent des risques à prendre en compte, découlant principalement des divergences politiques et de la méfiance stratégique de part et d'autre. Par exemple, le Parti-État chinois impose un contrôle bien plus important sur les participants aux échanges que l'UE, où le monde universitaire et la société civile jouissent d'une plus grande autonomie.

De plus, du point de vue de l'UE, les acteurs chinois pourraient utiliser la collaboration en matière de recherche avec leurs homologues de l'UE pour obtenir des informations sur des sujets auxquels ils n'auraient autrement pas accès. Ces résultats de recherche pourraient ensuite contribuer au renforcement militaire de la Chine et/ou à des actions qui seraient considérées comme moralement problématiques du point de vue de l'UE. Il s'agit notamment de la surveillance étatique, de la répression ou d'autres actions portant atteinte aux droits humains des populations en Chine (et peut-être ailleurs). En outre, la Chine pourrait même utiliser le prétexte de la collaboration en matière de recherche pour mener des activités d'espionnage et de renseignement. Enfin, les échanges avec ses homologues chinois pourraient créer des dépendances pour les chercheurs et les institutions de l'UE, influençant leurs choix et pouvant conduire à l'autocensure. Ainsi, la collaboration en matière de recherche pourrait s'avérer plus bénéfique pour le développement économique de la Chine que pour les intérêts de l'UE, contribuant ainsi aux avancées technologiques de la Chine.

Ces risques, et potentiellement d'autres, doivent clairement être pris en compte. Cependant, lors de l'élaboration de politiques d'atténuation, il est important de mettre en balance les risques potentiels et les avantages. Il serait erroné et contreproductif pour l'UE de considérer automatiquement les chercheurs chinois comme de simples agents de l'État.

456 Z. Xie, « Un succès discret : le programme de coopération UE-Chine dans l'enseignement supérieur (1997-2001) », dans M. van der Wende, et al. (éd.), *La Chine et l'Europe sur la nouvelle route de la soie : connecter les universités à travers l'Eurasie*, Oxford University Press, Oxford, 2020.

457 A. Santiago, C. Rodrigues, S. Diogo, J. Tavares Da Silva, « Défis de la coopération Union européenne-Chine dans l'enseignement supérieur du point de vue du dialogue interpersonnel » : le cas des projets conjoints liés à la santé », *Journal international de l'éducation chinoise*, vol 11, n° 3, 2022.

458 Demandez à l'UE, *Dialogue interpersonnel de haut niveau UE-Chine (HPPD) depuis 2012*, Réf. Ares(2020)2125053, 29 avril 2020.

459 R. Arcesati, F. Ghiretti et S. Schwaag Serger, « Dans la collaboration en matière de recherche, tracer des lignes rouges avec la Chine n'est pas facile », MERICS, 24 octobre 2023.

460 Ibid.

État chinois. Il est dans l'intérêt de l'UE de maintenir, voire d'approfondir, les échanges interpersonnels avec la Chine, y compris la collaboration en matière de recherche, afin de projeter des idées et des visions à ses homologues chinois, probablement issus des couches les plus libérales de la société chinoise. De manière générale, les échanges interpersonnels peuvent être considérés comme un moyen d'améliorer la compréhension mutuelle et les chances d'une relation fonctionnelle, voire amicale, entre l'UE et la Chine, outre leur contribution concrète au développement des capacités de recherche de l'UE dans des domaines où les chercheurs chinois ont réalisé des avancées significatives.

En termes de collaboration en matière de recherche notamment, la Chine est devenue une puissance technologique de premier plan dans divers domaines technologiques clés, tels que la biotechnologie, la 5G et la 6G, les nanomatériaux et les batteries électriques⁴⁶¹. De plus, les pays de l'UE apparaissent généralement juste derrière les États-Unis et rivalisent pour la troisième place avec le Royaume-Uni, le Japon et la Corée du Sud. Il est donc dans l'intérêt de l'UE de collaborer avec la Chine dans ces secteurs et dans d'autres⁴⁶² afin de soutenir sa propre recherche et ses avancées technologiques, tout en produisant des résultats bénéfiques pour la Chine et l'UE, avec des applications potentielles, par exemple, pour atténuer le changement climatique.

Les États membres de l'UE ont jusqu'à présent utilisé divers outils pour traiter ce problème, notamment le filtrage des investissements, les contrôles des exportations, ainsi que des lignes directrices et un filtrage pour les secteurs de haute technologie⁴⁶³. Il pourrait également être utile de désigner des points de contact nationaux qui pourraient offrir des consultations aux institutions concernées et travailler en partenariat avec elles⁴⁶⁴. Les institutions de sécurité des États membres de l'UE devraient également être attentives aux risques d'espionnage.

En règle générale, il ne devrait pas y avoir de zones d'exclusion strictes⁴⁶⁵ ni de lignes rouges⁴⁶⁶, car même des recherches potentiellement à haut risque dans des domaines sensibles pourraient globalement être bénéfiques et conformes aux intérêts supérieurs de l'UE. Par conséquent, un contrôle et une surveillance efficaces devraient être sensibles et mis en œuvre au cas par cas et en étroite coopération avec chaque institution.

Enfin, un danger évident réside dans le fait que la mise en place de contrôles renforcés sur la collaboration en matière de recherche entre la Chine et l'UE empêche les chercheurs de collaborer étroitement. En effet, la pression s'est accrue pour réduire et ne pas conclure de collaboration en matière de recherche avec leurs homologues chinois⁴⁶⁷, même en l'absence d'exigences et de cadres juridiques clairs.

8.2 Perceptions publiques de la Chine en Europe et de l'UE en Chine

Ces dernières années, à mesure que les relations de la Chine avec l'Occident se sont détériorées, son image dans les pays étrangers a également souffert, de plus en plus de personnes percevant le comportement du pays sous un jour négatif.

Plusieurs enquêtes d'opinion ont été menées récemment pour étudier l'opinion publique européenne à l'égard de la Chine. Le constat général est globalement le même : les Européens ont une opinion de plus en plus négative de la Chine. Selon une enquête Eurobaromètre de 2022, seuls 22 % des Européens avaient une opinion favorable.

461 J. Gaida, J. Wong-Leung, S. Robin et D. Cave, [ASPI's Critical Technology Tracker - Capteurs et mises à jour biotechnologiques](#), Institut australien de politique stratégique, 22 septembre 2023.

462 I. d'Hooghe, [Une interdiction stricte de la Chine nous coûtera cher en science](#), Institut Clingendael, 9 mai 2023.

463 R. Arcesati, F. Ghiretti et S. Schwaag Serger, « [Dans la collaboration en matière de recherche, tracer des lignes rouges avec la Chine n'est pas facile](#) », MERICS, 24 octobre 2023.

464 I. Karásková, F. Šebok et V. Blablová, « [Comment réaliser une recherche fiable : lignes directrices spécifiques à la Chine pour les parties prenantes européennes](#) », AMO, décembre 2022.

465 Ibid.

466 R. Arcesati, F. Ghiretti et S. Schwaag Serger, « [Dans la collaboration en matière de recherche, tracer des lignes rouges avec la Chine n'est pas facile](#) », MERICS, 24 octobre 2023.

467 Ibid.

opinions sur la Chine – en baisse par rapport à 36 % en 2018⁴⁶⁸. Bien qu'il existe certaines différences entre les pays de l'UE, aucun État membre n'a une opinion particulièrement positive de la Chine.

Les perceptions les plus négatives étaient celles des Suédois (8 %), des Allemands (12 %), des Luxembourgeois (13 %) et des Néerlandais (14 %)⁴⁶⁹. Même les opinions les plus positives étaient neutres ou légèrement orientées vers le sentiment négatif : les Bulgares (50 %), les Chypriotes (49 %) et les Maltais (44 %)⁴⁷⁰.

Selon le Pew Research Center, les populations hongroise et grecque étaient également divisées sur la Chine, avec respectivement 50 % et 51 % d'opinions défavorables⁴⁷¹. Dans d'autres États membres de l'UE, les opinions négatives étaient clairement prédominantes : 58 % en Italie, 66 % en Espagne, 67 % en Pologne, 72 % en France, 76 % en Allemagne, 77 % aux Pays-Bas et 85 % en Suède⁴⁷². En effet, les sentiments actuels envers la Chine sont les plus négatifs qu'ils aient été au cours des 20 dernières années où Pew a mené ces études.

Français Un autre pays qui s'est révélé divisé sur la Chine était la Lettonie où, notamment en raison des opinions plus positives de la minorité russe locale, l'image globale de la Chine était même quelque peu positive⁴⁷³. Dans une autre enquête avec une formulation différente, Globsec a interrogé sur la perception de la Chine comme une menace dans la région CEE. Selon les résultats, la Chine n'était majoritairement pas perçue comme une menace, avec seulement 15 % de Bulgares, 20 % de Lettons, 22 % de Roumains, 27 % de Hongrois, 38 % de Slovaques et 43 % de Polonais la considérant comme telle⁴⁷⁴. Seuls les répondants lituaniens (51 %) et tchèques (60 %) étaient enclins à considérer la Chine comme une menace⁴⁷⁵.

Une enquête de Sinophone Borderlands de 2020⁴⁷⁶ a porté sur 10 pays de l'UE et incluait des informations tirées des rapports du Réseau européen de réflexion⁴⁷⁷ sur les relations avec la Chine dans les différents États membres de l'UE. Selon ce rapport, la dégradation de l'image de la Chine dans l'UE est corrélée à l'émergence de la diplomatie chinoise dite du « loup guerrier »⁴⁷⁸. La Chine a sans doute atténué cette approche plus conflictuelle ces derniers temps, même si son image en Europe mettra beaucoup plus de temps à s'améliorer⁴⁷⁹.

Français De plus, selon une analyse approfondie basée sur des enquêtes Sinophone Borderlands menées auprès de 56 pays à travers le monde, dont deux vagues d'enquêtes impliquant 16 pays de l'UE, les attitudes envers la Chine dans l'UE sont principalement motivées par des perceptions négatives de ses valeurs politiques, plus que par l'évaluation de sa politique étrangère⁴⁸⁰. À leur tour, l'importance économique de la Chine ou les perceptions de la culture chinoise jouent un rôle plus faible⁴⁸¹. En d'autres termes, même si l'ajustement de sa posture diplomatique envers l'UE serait quelque peu utile, la situation politique intérieure de la Chine et sa politique étrangère en général (y compris des questions telles que Taiwan, la mer de Chine méridionale et les tensions avec les États-Unis) entraveront l'amélioration de son image en Europe.

⁴⁶⁸ Eurobaromètre, [Enquête du PE printemps 2022 : Rassemblement autour du drapeau européen - La démocratie comme point d'ancrage en temps de crise](#), Union européenne, juin 2022.

⁴⁶⁹ Ibid.

⁴⁷⁰ Ibid.

⁴⁷¹ L. Silver, C. Huang et L. Clancy, « [L'approche de la Chine en matière de politique étrangère reçoit des critiques largement négatives dans une enquête menée dans 24 pays](#) », Banc Centre de recherche, 27 juillet 2023.

⁴⁷² Ibid.

⁴⁷³ U.A. Bērziņa-Čerenkova, R. Turcsányi, M. Šimalčik, K. Kironská, R. Sedláková, [L'opinion publique lettone sur la Chine à l'ère du COVID-19](#), CEIAS, 2021, p. 2.

⁴⁷⁴ D. Hadju, P. Szicherle, V. Musilová et K. Klingová, J. Kazaz, [Globsec Trends 2023](#), GLOBSEC, 2023, p. 39.

⁴⁷⁵ Ibid.

⁴⁷⁶ Sinofon, « [Regards mondiaux sur la Chine](#) », page Web, nd.

⁴⁷⁷ Réseau européen de groupes de réflexion sur la Chine, « [Rapports](#) », page Web, s.d.

⁴⁷⁸ B. Jerdén, T. Rühlig, J. Seaman et R. Turcsányi, « [La diplomatie publique chinoise et l'opinion publique européenne pendant la COVID-19](#) », *Revue de la Chine*, vol. 21, n° 2, 2021, pp. 5-34.

⁴⁷⁹ X. Duan et Y. Liu, « [L'ascension et la chute de la diplomatie du guerrier-loup en Chine](#) », *Le Diplomate*, 22 septembre 2023.

⁴⁸⁰ Sinofon, « [Regards mondiaux sur la Chine](#) », page Web, sd ; R. Turcsányi, A. Gerstl, K. Kironská, K. Dubravčíková, J. Iocovozzi, P. Gries, M. Šimalčik, K. Tsimonis, J. Magano, E. Doğan, J. Essa, B. Toettoe, T. Ruehlig, U.A. Bērziņa-Čerenkova, D. Jiang et H. Aubie, [L'opinion publique transatlantique sur la Chine La concurrence des grandes puissances dans le contexte de l'invasion russe de l'Ukraine](#), CEIAS, décembre 2022.

⁴⁸¹ Ibid.

Il est également important de reconnaître que ces attitudes négatives envers la Chine se traduisent dans une certaine mesure par une image négative du peuple chinois, même si de nombreux répondants font une distinction plus claire entre le pays et le peuple⁴⁸².

Bien que les Européens, en moyenne, n'apprécient pas la Chine, ils reconnaissent néanmoins non seulement sa puissance et son influence, mais s'attendent également à ce qu'elle se développe à l'avenir. Selon le German Marshall Fund, les Italiens, les Français, les Néerlandais, les Allemands et les Espagnols interrogés s'attendent à ce que la Chine soit l'acteur le plus influent dans les affaires mondiales au cours des cinq prochaines années. À l'inverse, les Litvaniens, les Polonais, les Portugais et les Suédois voient les États-Unis dans cette position⁴⁸³. L'UE est considérée comme beaucoup moins influente dans tous les pays interrogés que les États-Unis et la Chine⁴⁸⁴.

Concernant les politiques privilégiées à l'égard de la Chine, l'option la plus populaire dans l'UE et dans la plupart des États membres était la coopération sur les questions mondiales, devant la cybersécurité ainsi que la promotion des droits de l'homme et de la démocratie. Il est intéressant de noter que la promotion du commerce et des investissements a été moins populaire dans la plupart des pays⁴⁸⁵. Par exemple, en Allemagne, 60 % des répondants étaient prêts à accepter des prix à la consommation plus élevés pour réduire leur dépendance économique à l'égard de la Chine⁴⁸⁶.

En ce qui concerne la Chine, la compréhension des perceptions du public présente des spécificités en raison du caractère autoritaire et fermé de son système politique. Néanmoins, plusieurs enquêtes d'opinion menées en Chine peuvent être considérées comme pertinentes⁴⁸⁷.

La Chine établit une distinction claire entre les États-Unis et l'UE. Si les États-Unis sont le pays le plus mal perçu parmi les 25 pays interrogés par les répondants chinois, l'UE et ses États membres sont perçus de manière plutôt positive. L'Allemagne est perçue de manière très favorable par environ deux tiers des répondants⁴⁸⁸. Cependant, même d'autres pays de l'UE sont perçus positivement, à tel point qu'aucun des 13 pays de l'UE couverts par les deux enquêtes n'est perçu négativement. Un tel résultat n'est pas contre-intuitif.

La diplomatie chinoise a généralement une attitude plus négative à l'égard des États-Unis que celle des autres pays, y compris européens. Cela se reflète également dans le discours diplomatique chinois⁴⁸⁹.

Comment expliquer ces attitudes positives envers l'Europe en Chine ? L'enquête Sinophone Borderlands demandait aux répondants chinois d'indiquer leurs « premières associations » avec les États-Unis et l'Europe⁴⁹⁰. Les premières impressions des répondants chinois concernant les États-Unis montrent que le pays est perçu comme un pays « hégémonique », « puissant » et « avancé », mais aussi « autoritaire » et « semant la discorde »⁴⁹¹. À l'inverse, les premières impressions concernant l'Europe sont généralement positives. Elle est perçue comme « riche, développée à tous égards – économie, technologie, culture – et comme une destination de voyage passionnante, riche en culture et en histoire »⁴⁹². Concernant l'Europe, les répondants chinois ont également utilisé des qualificatifs tels que « romantique » et un lieu dédié à la « mode » et aux « produits de luxe »⁴⁹³. Europe

482 P. Gries et R. Turcsányi, « [Fierté chinoise et préjugés européens : comment le ressentiment croissant envers la Chine refroidit les sentiments envers les Chinois en Europe](#) », Enquête asiatique, vol. 61, n° 5, 2021, pp. 742-766.

483 German Marshall Fund des États-Unis, [Transatlantic Trends 2023, Septembre 2023](#), p.9.

484 Ibid.

485 R. Turcsányi, M. Šimalčík, K. Kironská, R. Sedláková, J. Čeněk, A. Findor, O. Buchel, M. Hruška, A. Brona, UA Bērziņa-Čerenkova, M.

Esteban, B. Gallelli, J. Gledić, P. Gries, S. Ivanov, B. Jerdén, M. Julienne, T. Matura, T. Rühlig et T. Summers, « [L'opinion publique européenne sur la Chine à l'ère de la COVID-19](#) », Université Palacky d'Olomouc et CEIAS, 2020.

486 T. Rühlig, « [Deux nouveaux articles : l'opinion publique allemande sur la Chine et l'opinion publique européenne sur la coopération 5G avec la Chine](#) », timruhlig.eu, sd.

487 R. Turcsányi, K. Dubravčíková, K. Kironská, T. Wang, J. Iocovozzi, P. Gries, V. Vaseková et A. Chubb, [Vues chinoises du monde à l'époque de la guerre Russie-Ukraine](#), Université Palacky d'Olomouc et CEIAS, mai 2022.

⁴⁸⁸ Ibid, p. 7.

489 M. Mochtak et R. Turcsányi, « [Étude des récits de politique étrangère chinoise : présentation du corpus des conférences de presse du ministère des Affaires étrangères](#) », Journal des sciences politiques chinoises, vol 26, 2021, pp. 743–761.

490 K. Kironská, Y. Chen et R. Turcsányi, « [Que pensent réellement les Chinois de certains des partenaires importants de la Chine ?](#) », Le Diplomate, 28 juillet 2022.

491 Ibid.

492 Ibid.

493 Ibid.

est également perçue à travers une forte association avec l'UE, notamment sa monnaie euro, mais aussi comme associée à l'OTAN et considérée comme un « allié des États-Unis »⁴⁹⁴. Les trois pays les plus mentionnés étaient la France, l'Italie et l'Allemagne⁴⁹⁵.

Français Les États-Unis et l'Europe sont perçus de manière relativement similaire par les répondants chinois lorsqu'ils sont interrogés sur la culture ou la confiance dans les vaccins⁴⁹⁶. Cependant, lorsqu'on leur demande d'évaluer leur politique étrangère, les différences deviennent visibles. La politique étrangère de l'UE est perçue en termes légèrement positifs et significativement meilleure que celles des États-Unis, du Japon ou de l'Inde⁴⁹⁷. En revanche, la politique étrangère américaine est perçue très négativement, tandis que la politique étrangère russe est évaluée très positivement, à peine moins que celle de la Chine⁴⁹⁸. De même, les répondants chinois recommandent que la Chine adopte la politique étrangère la plus dure à l'égard des États-Unis, tandis qu'en ce qui concerne l'UE, ils sont partagés entre une attitude dure ou amicale, se montrant ainsi significativement plus positifs envers l'Europe que non seulement les États-Unis, mais aussi le Japon, l'Inde et le Canada⁴⁹⁹.

En termes de puissance, les répondants chinois reconnaissent que l'UE est économiquement puissante, certes à la traîne derrière la Chine et les États-Unis, mais toujours devant le Japon, la Russie et l'Inde⁵⁰⁰. Il est intéressant de noter que l'UE est considérée comme encore plus importante pour le développement économique de la Chine que les États-Unis⁵⁰¹. Sur le plan militaire, en revanche, la Russie est considérée comme nettement plus puissante que l'UE et à égalité avec les États-Unis et la Chine (au moment de la collecte des données en mars 2022)⁵⁰².

Il existe donc des différences majeures entre la perception mutuelle des Chinois et des Européens, selon les sondages d'opinion. Alors que les Chinois perçoivent l'Europe sous un jour positif, mais sous-estiment souvent sa puissance, les Européens perçoivent la Chine sous un jour négatif, mais reconnaissent sa puissance. Par conséquent, les décideurs politiques de l'UE sont peut-être soumis à une pression accrue dans la gestion des relations UE-Chine, car leur public a une opinion plus forte et plus négative de l'autre. De plus, l'UE pourrait avoir du mal à être reconnue en Chine. À l'inverse, les décideurs politiques chinois pourraient disposer d'une plus grande marge de manœuvre pour mener des relations avec l'UE de manière plus pragmatique, étant donné que le public chinois sous-estime souvent l'UE et ne la considère pas avec autant de sensibilité que les États-Unis, le Japon ou Taiwan.

9 Conclusions et recommandations

Suite aux changements intervenus dans la politique intérieure et la politique étrangère de la Chine au cours de la dernière décennie, les relations UE-Chine ont également connu des changements fondamentaux et demeurent en constante évolution. Sous l'impulsion d'une Commission active, l'UE a adopté une approche plus ferme à l'égard de la Chine et a ainsi commencé à élaborer et à mettre en œuvre de nombreuses politiques et outils, aboutissant à l'instauration de sa nouvelle approche de réduction des risques. Néanmoins, des problèmes persistent dans l'approche de l'UE envers la Chine, qui reste entravée par un manque d'unité, même si la grande majorité des États membres partagent des points de vue similaires.

Plus important encore, l'UE manque d'une vision géopolitique globale englobant l'avenir de ses relations avec la Chine et l'ordre mondial. Par conséquent, sans objectifs clairs dans cette relation, l'UE manque d'une stratégie globale et cohérente à long terme à l'égard de la Chine, capable de définir et d'orienter ses actions et politiques futures, qui jusqu'à présent ont été largement réactives et défensives. Si l'approche actuelle de l'UE est globalement conforme à la proposition des six piliers du Parlement européen, elle repose sur des mesures ponctuelles plutôt que sur une planification à long terme. Au cours des cinq dernières années, l'attention portée à la Chine a nettement augmenté.

⁴⁹⁴ Ibid.

⁴⁹⁵ Ibid.

⁴⁹⁶ R. Turcsányi, K. Dubravčíková, K. Kironská, T. Wang, J. Iocovozzi, P. Gries, V. Vaseková et A. Chubb, [Vues chinoises du monde à l'époque de la guerre Russie-Ukraine](#), Université Palacky d'Olomouc et CEIAS, mai 2022, p.15.

⁴⁹⁷ Ibid, p. 7.

⁴⁹⁸ Ibid.

⁴⁹⁹ Ibid, p. 20.

⁵⁰⁰ Ibid, p. 16.

⁵⁰¹ Ibid, p. 18.

⁵⁰² Ibid, p. 17.

Les ressources consacrées à la Chine et le nombre d'actions entreprises par la Commission ont certes été renforcés, mais elles n'ont pas été intégrées dans une vision ou une stratégie cohérente. Parallèlement, si des ressources plus importantes ont été consacrées à la Chine, une expertise accrue sur ce sujet demeure nécessaire, non seulement au niveau de l'UE, mais aussi et surtout parmi les États membres.

Si le triptyque a été un ajout réussi au programme de l'UE et a été largement adopté, il nécessite une meilleure communication, notamment concernant la composante « rival systémique ». De plus, sa nature doit être clarifiée, car il est trop souvent perçu à tort comme la présentation d'une stratégie de l'UE à l'égard de la Chine, plutôt que comme une simple description des relations actuelles entre l'UE et la Chine, qui présentent de multiples facettes.

En ce qui concerne la rivalité systémique, l'UE manque de vision pour faire face aux changements géopolitiques et systémiques mondiaux en cours, sans définir d'objectif final allant au-delà du maintien du statu quo. Parallèlement, faute de stratégie efficace, la Chine s'emploie à promouvoir ses différentes perspectives sur un nouvel ordre mondial et le rôle croissant qu'elle y joue.

Bien que l'UE ait pris l'importante mesure de souligner l'existence de cette rivalité systémique, notamment en l'incluant comme composante du triptyque, elle a eu moins de succès dans l'articulation et la vente d'une vision concurrente, en particulier pour le Sud global, à l'exception notable de la stratégie émergente de la passerelle mondiale, un processus qui n'est pas encore pleinement développé et qui nécessite donc une plus grande attention et davantage de ressources.

Néanmoins, l'UE a connu un succès relatif face à sa concurrence systémique avec la Chine dans le voisinage européen, en particulier dans les Balkans occidentaux, en Ukraine et en Moldavie, où la plupart des gouvernements se concentrent sur l'intégration européenne, privilégiant clairement l'intégration euro-atlantique à la coopération économique ou politique avec Pékin. Si une trajectoire européenne est clairement définie en Ukraine, en Moldavie, en Albanie et en Macédoine du Nord, en Serbie ainsi qu'en Bosnie-Herzégovine, par exemple, la Chine a réussi à accroître sa présence économique et ses liens politiques. Cela devrait clairement signaler que l'UE doit accroître son attention envers les Balkans occidentaux et contribuer à renforcer la démocratie, la société civile et l'État de droit.

Cependant, plus loin, comme en Asie du Sud-Est, l'UE a moins bien réussi à concurrencer la Chine, principalement pour des raisons économiques. Pourtant, l'intensification des tensions géopolitiques avec la Chine offre à l'UE un espace pour renforcer son engagement et assumer le rôle de « troisième acteur » privilégié dans la région. après la Chine et les USA.

La nouvelle approche européenne de réduction des risques, inaugurée en 2023, est encore en cours d'élaboration et s'appuie sur les mesures déjà prises par l'UE ces dernières années, telles que : le mécanisme de filtrage des IDE ; l'ACI ; la loi européenne sur les puces électroniques ; et la loi sur les matières premières critiques. La réduction des risques est étroitement liée à la stratégie de sécurité économique de l'UE, qui va au-delà de la Chine, même si elle reste un facteur important compte tenu des nombreuses dépendances de l'UE auxquelles elle est liée. L'approche en trois volets : promouvoir, protéger et collaborer crée un cadre pour les étapes futures, dont la conception et la mise en œuvre doivent être prioritaires pour l'UE au cours des prochaines années.

Pour faire face aux dépendances, aux risques et aux vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement, l'UE devra trouver un équilibre judicieux entre le risque de ne pas en faire assez et la menace d'en faire trop, en basculant dans le protectionnisme et en menaçant l'ordre économique mondial. La réduction des risques a été spécifiquement proposée comme une alternative aux appels au découplage et doit être considérée comme un exercice d'atténuation ou de gestion des risques, plutôt que comme une refonte complète des relations économiques visant à éliminer tous les risques. La politique de réduction des risques est donc liée à la diversification des liens économiques de l'UE et à la quête d'autonomie stratégique, en renforçant les capacités de l'Europe et son aptitude à agir en tant qu'acteur géopolitique.

Si l'on considère la diversité des sujets qui font partie des relations UE-Chine et qui ont été abordés dans cette étude, l'UE a réalisé des progrès notables sur nombre d'entre eux au cours des cinq dernières années, allant d'une meilleure compréhension et de la recherche d'un consensus à des mesures et politiques concrètes. Cependant, bien qu'intégrée dans la description triptyque des relations UE-Chine proposée en 2019, l'UE n'a pas encore

d'inscrire ces actions concernant la Chine non seulement dans une vision cohérente, mais aussi dans une stratégie globale.

L'UE a pris des mesures et des actions dans des domaines très variés, allant de l'économie, de l'investissement et du commerce aux relations interpersonnelles, en passant par l'éducation et la recherche, ou encore les relations bilatérales UE-Chine, la diplomatie multilatérale et l'ordre mondial, ainsi que les questions géopolitiques et de sécurité. Mais sans stratégie globale, le risque est grand que ces mesures manquent de cohérence, de synergie et d'efficacité, et qu'elles creusent des fossés entre différentes approches disparates.

9.1 Recommandations aux institutions de l'UE et au PE

L'UE devrait développer une vision stratégique et un récit plus larges pour étayer ce qui a été jusqu'à présent un cadrage plus tactique de son approche envers la Chine et une position largement défensive en matière de politique étrangère. Face à l'évolution du système international et à la remise en question de l'ordre libéral fondé sur des règles, l'UE doit développer une vision stratégique de l'ordre international qu'elle souhaite et une vision directrice de sa politique étrangère. Une stratégie globale et cohérente à long terme à l'égard de la Chine doit s'inscrire dans une vision stratégique plus large. Sans cela, l'UE sera contrainte d'adopter des positions défensives ad hoc face aux problèmes et défis actuels, sans influencer l'environnement stratégique ni orienter le discours mondial.

Le triptyque « partenaire, concurrent économique, rival systémique » a été adopté avec succès par la plupart des acteurs européens et constitue une bonne façon de décrire de manière concise les relations multiformes entre l'UE et la Chine.

Néanmoins, certains problèmes de communication peuvent et doivent être résolus :

- Premièrement, au sein de l'UE, il faut une compréhension plus large du fait que le triptyque décrit simplement l'état actuel des relations UE-Chine, mais ne constitue pas une stratégie dans la mesure où il ne prescrit aucun objectif, principe ou action pour l'UE à l'égard de la Chine.

Deuxièmement, notamment hors de l'UE, certains aspects du triptyque ont été mal compris. La composante « rivalité systémique » a été critiquée en Chine, la considérant comme un ennemi, tandis que la composante « partenaire » a été perçue négativement par certains, y voyant une naïveté persistante de l'UE à son égard. L'UE devrait mieux communiquer sur la signification et les implications de la rivalité systémique.

Alors que l'UE a défini une manière de décrire ses relations avec la Chine – le triptyque – et travaille sur une variété de politiques et d'actions de suivi, elle doit également concevoir une stratégie à long terme globale et cohérente, qui doit inclure des objectifs finaux, une vision globale et des principes directeurs qui peuvent aider à tracer une voie stratégique pour ses relations avec la Chine et la manière dont elle devrait gérer les actions, les politiques et l'influence présentes et futures de la Chine sur la scène mondiale.

Après les élections européennes de 2024, le Parlement européen, et plus particulièrement l'AFET, devraient poursuivre leur dialogue avec la Commission européenne et plaider en faveur de l'élaboration d'une stratégie globale et cohérente à long terme à l'égard de la Chine, allant au-delà d'une simple formulation descriptive, de politiques individuelles ou de stratégies sectorielles (comme la stratégie de sécurité économique). Le Parlement européen peut également jouer un rôle moteur dans l'élaboration d'une telle stratégie en proposant des objectifs que l'UE devrait poursuivre dans le cadre d'une stratégie chinoise.

Parallèlement, en l'absence de stratégie, la Commission devrait continuer à montrer la voie sur les sujets et les politiques concernant la Chine, comme elle l'a fait ces dernières années. La Commission et le Parlement devraient approfondir leur engagement sur ces sujets, tout en reconnaissant qu'il est peu probable, voire impossible, de parvenir à un consensus complet au sein de l'Union sur des politiques ambitieuses. Néanmoins, l'absence d'unité n'empêche pas les progrès, qui peuvent être substantiels si la plupart des États membres travaillent ensemble, car de nombreuses actions ou politiques pouvant être mises en œuvre concernant la Chine ne relèvent pas des compétences exclusives de l'UE.

L'UE devrait créer une institution de connaissance de la Chine, composée de quelques dizaines d'experts spécialisés dans divers domaines, tels que les relations internationales, l'économie, la politique, la société et les questions militaires. Cette institution aurait pour mission de fournir des briefings, des informations, des orientations, des recommandations, des retours d'information et un soutien à toute institution de l'UE ou d'un État membre concernée, confrontée directement à la Chine ou traitant d'un sujet connexe. Compte tenu de la grande diversité des problématiques que cela pourrait impliquer, il est clair que toutes les institutions européennes ou nationales ne disposent pas d'une expertise interne sur la Chine. Le manque de compréhension de la Chine qui en résulterait pourrait donc conduire à des politiques défectueuses ou à une mise en œuvre inadéquate. Par conséquent, une institution fournissant des connaissances et une compréhension à toutes les institutions qui sollicitent un soutien pourrait améliorer l'élaboration des politiques concernant la Chine, tant au niveau européen que national.

Dans le domaine de la sécurité, un conflit militaire dans le détroit de Taïwan au cours des deux à trois prochaines décennies est une possibilité réelle et présente de graves risques pour l'UE. Un tel conflit conduirait probablement à une guerre sino-américaine, aux conséquences catastrophiques. Il est donc vital pour l'UE non seulement d'envisager sérieusement de tels scénarios et de préparer des options de réponse, mais aussi de s'efforcer de réduire le risque de guerre ou de se préparer aux conséquences, en cas d'échec. Les dirigeants européens devraient aborder le risque de conflit militaire en privé avec les dirigeants chinois et tenter de les convaincre que le recours à la force n'est pas dans l'intérêt de la Chine, car une guerre sino-américaine aurait des conséquences désastreuses pour l'économie, le développement et la stabilité intérieure du pays. Parallèlement, l'UE devrait faire preuve de prudence dans tout dialogue avec Taïwan, en particulier dans les contacts publics, afin de ne pas accroître les tensions et les risques.

Concernant l'invasion russe de l'Ukraine, l'UE devrait se montrer prudente quant à la « neutralité » de la Chine et à son interprétation, car Pékin cherche à créer un espace pour adapter ses positions à celles de ses homologues, présentant ainsi une image constructive dans ses relations avec l'UE. L'UE devrait éviter d'exprimer publiquement sa confiance dans le rôle de médiateur ou de solutionneur de crise de la Chine.

L'UE devrait approfondir et élargir son engagement avec ses partenaires et alliés démocratiques dans la région indo-pacifique, non pas en réponse aux actions de la Chine, mais afin de poursuivre et de renforcer les valeurs et les intérêts communs. Cela comprend l'engagement dans les domaines de la sécurité et de l'armée, y compris la participation à des déploiements ou des exercices navals, dans lesquels l'UE peut apporter son aide en travaillant et en coordonnant ses efforts avec les gouvernements des États membres intéressés ainsi qu'en s'engageant avec les alliés indo-pacifiques.

L'UE devrait également approfondir son engagement auprès de ses alliés traditionnels et au sein d'instances telles que le G7. Il sera important de discuter et de coordonner les politiques et actions à l'égard de la Chine, notamment en matière de dissuasion et de préservation de la paix en Asie de l'Est. Cela devrait se faire de manière discrète et confidentielle, car les déclarations publiques concernant la Chine risquent d'être improductives et d'accroître les tensions sans apporter de bénéfices tangibles. L'engagement avec les alliés traditionnels devrait également dépasser le cadre de la Chine et englober un programme positif pour le développement mondial et le progrès de l'ordre mondial libéral. Le Parlement européen peut jouer un rôle plus important dans ce processus en renforçant son engagement auprès des parlements et des gouvernements des pays alliés et en contribuant à l'élaboration du programme intergouvernemental.

L'UE devrait non seulement continuer à promouvoir les droits de l'homme et les valeurs démocratiques, mais aussi critiquer ouvertement les violations, où qu'elles se produisent. Alors que d'autres institutions européennes se sont montrées plus réservées sur ce sujet, le Parlement européen peut continuer à jouer un rôle moteur sur ce sujet et militer pour une place accrue des droits de l'homme dans la politique étrangère européenne. Néanmoins, concernant la Chine, le Parlement européen aurait tout intérêt à élaborer une stratégie globale et cohérente à long terme, capable d'orienter ses actions et déclarations futures. Ainsi, le Parlement européen et l'UE elle-même ne se contenteraient pas de promouvoir les droits de l'homme par de simples déclarations, mais se concentreraient sur des actions et des politiques efficaces, génératrices de résultats tangibles et d'améliorations dans la défense des droits de l'homme et la promotion des valeurs démocratiques.

Dans le domaine économique, et plus particulièrement en matière de réduction des risques, l'UE doit continuer d'affiner la définition de la sécurité économique et la stratégie qui lui est associée. La sécurisation croissante du secteur économique et la militarisation des dépendances à l'égard des chaînes d'approvisionnement, notamment chinoises, présentent des risques réels pour l'Europe, en tant qu'économie ouverte.

Les piliers fondamentaux de la stratégie de sécurité économique de la Commission – promouvoir, protéger, établir des partenariats, ainsi que les principes de proportionnalité et de précision – offrent un cadre utile pour répondre à ces risques et devraient servir de guide pour renforcer l'autonomie stratégique de l'UE, à la fois par rapport à la Chine et plus largement.

L'UE devrait rechercher une plus grande cohésion entre ses États membres sur le concept et les objectifs stratégiques de réduction des risques liés à la Chine et sur le cadre général de la sécurité économique. Sans une compréhension commune et une convergence élevées sur ses objectifs généraux, l'UE risque de développer un ensemble d'outils de plus en plus large, sans objectif global. Le Conseil devrait s'efforcer de trouver un consensus sur l'approche globale de la sécurité économique comme base pour réduire les risques dans les relations de l'UE avec la Chine. Il est toutefois important de comprendre la réduction des risques non pas comme un processus d'élimination des risques, mais plutôt comme leur atténuation et leur gestion.

L'Europe doit éviter la tentation du protectionnisme et du nationalisme économique, ou enrayer cette dérive, car sa prospérité reste ancrée dans l'intégration économique mondiale. La Commission, le Conseil, le Parlement, mais aussi les capitales nationales doivent veiller à ce que la logique générale de sécurité économique ne se traduise pas, à terme, par un programme économique protectionniste. Les instruments de défense commerciale, tels que les mesures antisubventions, visent à garantir la réciprocité, à promouvoir des conditions de concurrence équitables et, plus largement, à soutenir un système fondé sur des règles dans le commerce mondial. Tout en contribuant à corriger les distorsions du marché et en soutenant la compétitivité industrielle européenne, ils doivent être dissociés d'une logique plus précise de renforcement de la sécurité.

Lorsqu'ils examinent leurs relations économiques avec la Chine, les dirigeants européens ne devraient pas négliger la valeur de l'interdépendance, ni les sources réelles et potentielles de la force européenne. L'interdépendance économique et l'effet dissuasif des coûts économiques mutuels contre les actions coercitives demeurent un facteur important influençant le comportement de la Chine. À ce titre, l'UE devrait veiller à rester compétitive, mais aussi à s'imposer comme un acteur économique et technologique indispensable, tant pour la Chine que pour un ensemble plus large de partenaires internationaux. L'UE ne devrait pas perdre de vue l'influence que cette interdépendance offre et l'effet qu'elle pourrait avoir sur les actions de la Chine si elle était utilisée à bon escient, notamment dans le but de maintenir la paix dans la région.

Parallèlement, l'UE devrait renforcer sa coordination avec des partenaires partageant les mêmes valeurs, non seulement pour garantir le développement de chaînes d'approvisionnement plus résilientes, mais aussi pour éviter que les politiques de sécurité économique n'instaurent une ère de nationalisme économique et technologique. De même que les États membres de l'UE ne peuvent à eux seuls réduire les risques et assurer la sécurité économique, l'UE aura du mal à atteindre ses objectifs de manière isolée. C'est pourquoi la collaboration avec des partenaires permettra davantage de progrès et d'efficacité.

L'Europe devrait approfondir, élargir et affiner ses partenariats avec les pays du Sud, qui devraient faire partie intégrante et essentielle de sa vision stratégique plus large pour l'ordre international et la politique étrangère. Les partenaires de l'Europe dans les pays du Sud se méfient également d'une dépendance excessive à l'égard de la Chine et cherchent à diversifier leurs relations économiques. À cet égard, l'UE devrait étudier comment amplifier les expressions légitimes de mécontentement de tiers à l'égard de la vision chinoise d'une modernité alternative, en évitant qu'elle ne soit présentée comme une revendication principalement occidentale.

Offrir des incitations supplémentaires est utile dans les régions où l'influence croissante de la Chine contribue à l'autocensure. À cet égard, l'UE est mieux placée que les États-Unis, car elle n'est pas perçue comme engagée dans une quelconque rivalité géopolitique avec la Chine. L'UE devrait également investir dans la création d'une infrastructure mondiale de communication publique permettant de promouvoir sa vision et ses valeurs à travers le monde, en particulier dans les pays du Sud, où la Chine a investi avec succès des ressources pour promouvoir publiquement sa vision et ses perspectives.

Des initiatives telles que le Global Gateway doivent intégrer la nécessité de diversifier les chaînes d'approvisionnement, mais pour être efficaces, elles doivent également répondre aux besoins de développement local et aux intérêts de l'Europe.

Partenaires. L'UE doit veiller à ce que les directives élaborées à Bruxelles en vue de promouvoir le développement durable et de garantir les normes environnementales, sociales et de gouvernance d'entreprise les plus strictes ne dépassent pas leur objectif et ne finissent pas par aliéner les partenaires, compromettant ainsi les objectifs stratégiques de l'UE. Il est donc nécessaire de combiner le pragmatisme atteignable qui a rendu les projets chinois attractifs avec une approche plus durable et adaptée aux besoins locaux, ce que de nombreux projets menés par la Chine ont eu du mal à faire.

L'UE devrait éviter de donner l'impression que le Global Gateway est une réponse ou un concurrent à la BRI chinoise et qu'il s'agit donc d'une stratégie géopolitique plutôt que d'une initiative de développement. Elle devrait se concentrer sur la mise en œuvre de projets concrets et, ensuite seulement, promouvoir les réussites, tout en évitant les promesses excessives et les résultats insuffisants. L'UE devrait également tirer les leçons des erreurs de la BRI et s'attacher à bâtir une image de marque positive pour le Global Gateway, fondée sur un portefeuille de projets menés avec succès et apportant des bénéfices tangibles aux acteurs locaux.

Pour accélérer le développement des infrastructures essentielles dans les Balkans occidentaux, l'UE devrait continuer à promouvoir les mécanismes d'investissement, notamment par le biais du Plan économique et d'investissement et de l'initiative « Global Gateway ». En améliorant continuellement ces outils, l'UE peut doter les Balkans occidentaux des ressources nécessaires à une croissance durable, réduisant ainsi la nécessité de rechercher une coopération avec d'autres pays comme la Chine. L'UE devrait s'efforcer de proposer des options solides et compétitives pour le développement des Balkans occidentaux, afin que la collaboration avec des partenaires extérieurs, dont la Chine, ne soit finalement recherchée que de manière sélective. Cela contribuerait à garantir que l'UE demeure le principal moteur des processus de développement dans les Balkans occidentaux, favorisant la stabilité économique et renforçant les liens de la région avec les valeurs et les normes européennes.

L'UE devrait donner la priorité stratégique à sa politique d'élargissement, outil essentiel pour favoriser le développement d'une culture, de pratiques et d'institutions démocratiques dans les Balkans occidentaux. Cette approche proactive viserait à bâtir des sociétés résilientes, capables d'atténuer les effets potentiellement négatifs de la présence chinoise dans la région. Pour atteindre cet objectif primordial, l'UE devrait mettre en œuvre une stratégie multidimensionnelle combinant engagement diplomatique, initiatives de renforcement des capacités et investissements ciblés.

Les pays des Balkans occidentaux maintiennent un engagement indéfectible envers le processus d'intégration européenne. Par conséquent, pour garantir un dialogue équilibré et constructif avec la Chine, il est conseillé de formaliser la coopération dans le cadre de l'élargissement de l'UE. Ce faisant, les aspects de la collaboration devraient respecter scrupuleusement les principes établis en matière d'État de droit, de normes environnementales et de droits de l'homme. En tant que pays candidats à l'adhésion à l'UE, les Balkans occidentaux devraient aligner leur politique étrangère sur la PESC de l'Union. Cette approche renforcerait non seulement la voie de la région vers l'intégration européenne, mais favoriserait également des partenariats internationaux responsables et harmonieux.

Alors que les tensions entre la Chine, les États-Unis et l'UE s'intensifient, les contacts sociaux ayant diminué, notamment en raison de la pandémie, et l'image de la Chine au sein de l'UE s'étant fortement détériorée, l'UE devrait prendre des mesures pour prévenir une détérioration similaire de la perception de l'Europe en Chine. L'UE bénéficie toujours d'une image relativement bonne en Chine et devrait donc approfondir son engagement public auprès de la population chinoise afin de préserver cette perception positive. Par conséquent, elle devrait mieux expliquer ses politiques et ses déclarations, notamment le discours sur la rivalité systémique, afin d'anticiper toute perception selon laquelle l'UE serait « anti-Chine » ou chercherait à nuire au développement et aux progrès de la Chine. La perception de l'Europe par le public chinois restera importante même si les relations UE-Chine continuent de se détériorer et pourrait même contribuer à empêcher une forte dégradation de ces relations. Consacrer davantage de ressources à ce domaine de la promotion européenne en Chine devrait être une priorité au cours des prochaines années.

Dans le contexte de la réduction des risques et de la stratégie de sécurité économique, l'UE devrait adopter une approche ciblée et prudente en matière d'échanges et de collaborations en matière d'éducation et de recherche. Coopération avec

Les individus et entités chinois, privés ou publics, peuvent apporter à la fois des avantages et des risques ; par conséquent, chacun doit être pondéré séparément au cas par cas, en évitant des restrictions générales qui pourraient porter atteinte aux intérêts et à la prospérité de l'Europe.

L'UE devrait élaborer une approche globale face aux multiples ingérences politiques, aux cyberattaques et attaques hybrides, aux campagnes de désinformation et aux opérations d'influence de la Chine en Europe. Elle devrait également apporter un soutien et mettre à disposition des États membres davantage d'outils pour leur permettre de faire face à ces menaces, défis ou risques, en particulier à ceux qui sont moins bien équipés pour faire face à la grande variété d'opérations dont ils peuvent être la cible. Une approche conjointe et coordonnée serait plus efficace que des réponses individuelles et non coordonnées ou l'absence de réponses.

Si l'UE a réalisé des progrès considérables sur la question chinoise ces dernières années, de nombreux problèmes subsistent et l'importance d'adopter une position adéquate à son égard ne fera que croître. Un nouveau Parlement européen et une nouvelle Commission entreront en fonction en 2024 : la Chine étant au cœur de ses préoccupations, c'est l'occasion idéale pour l'UE d'adopter non seulement une vision cohérente, mais aussi une stratégie globale et cohérente à long terme sur la Chine, capable de guider efficacement ses actions dans les années à venir. L'AFET peut jouer un rôle essentiel pour amorcer ce processus.

Références

- Adachi, A., Brown A. et Zenglein MJ, « [Attachez vos ceintures : comment gérer la coercition économique de la Chine](#) », MERICS, 25 août 2022.
- Al Jazeera, « [Le Parlement chinois supprime la limitation du mandat présidentiel](#) », 11 mars 2018.
- Allenbach-Ammann, J., « [La commissaire européenne Vestager propose une modification des règles en matière d'aides d'État](#) », Euractiv, 13 janvier 2023.
- Andrijauskas, K., « [La crise sino-lituanienne : au-delà de la question du bureau de représentation taïwanais](#) », IFRI, Briefing, 8 mars 2022.
- Ang, YY, Jia, N., Yang, B. et Huang, KG, « [La faible productivité de l'innovation en Chine : les preuves des brevets](#) », *Études politiques comparées*, 2023.
- Arcesati, R. et Ghiretti, F., « [Pourquoi l'Europe ne peut pas ignorer le nouveau plan de Biden pour les investissements américains en Chine](#) », MERICS, 29 septembre 2023.
- ASEAN, « [Aperçu des relations de dialogue ASEAN-Chine](#) », Document d'information du Secrétariat de l'ASEAN, 2020.
- ASEAN, [Zone de libre-échange ASEAN-Chine Établir des partenariats économiques solides](#), Octobre 2015.
- Initiative pour la transparence maritime en Asie, « [China Island Tracker](#) », page Web, s.d.
- Demandez à l'UE, [au Dialogue interpersonnel de haut niveau UE-Chine \(HPPD\) depuis 2012](#). Réf. Ares(2020)2125053, 29 avril 2020.
- Arcesati, R., Ghiretti, F. et Schwaag Serger, S., « [Dans la collaboration de recherche, tracer des lignes rouges avec la Chine n'est pas facile](#) », MERICS, 24 octobre 2023.
- Arnautović, M., « [Les principaux partis de Bosnie-Herzégovine coopèrent plus facilement avec les communistes chinois qu'entre eux \[Vodeće partije u BiH lakše saraduju sa kineskim komunistima nego međusobno\]](#) », Radio Free Europe, 8 juillet 2021.
- Aydıntaşbaş, A., Barnes-Dacey, J., Dennison, S., Dumoulin, M., Grare, F., Leonard, M., Murphy, T. et Torreblanca, J., « [Interdépendance stratégique : la nouvelle approche de l'Europe dans un monde de puissances moyennes](#) », Conseil européen des relations étrangères, 3 octobre 2023.
- Balkan Insight, « [La Chine dans les Balkans](#) », page Web, s.d.
- Banque d'Albanie, « [Flux d'investissements directs étrangers](#) », Trimestriel, page Web, s.d.
- Barrett TC (éd.), *La diaspora chinoise en Asie du Sud-Est : les Chinois d'outre-mer en Indochine* (Bibliothèque d'études chinoises modernes), IB Tauris, New York, 2012.
- Bartlett W., Bonomi M. et Uvalic M., « [Le plan économique et d'investissement pour les Balkans occidentaux : évaluation de l'impact économique, social et environnemental possible des projets phares proposés](#) », Direction générale des politiques externes de l'Union, PE 702.561, mai 2022.
- Bartsch, B. et Wessling, C. (éd.), *D'une stratégie chinoise à l'absence de stratégie : exploration de la diversité des approches européennes*. Réseau européen de think-tank sur la Chine (ETNC), juillet 2023.
- Beach, S., « [TRADUCTION CHINAFILE DU « DOCUMENT 9 » DU PCC](#) », China Digital Times, 10 novembre 2023.
- Bencivelli, L., Faubert, V., Le Gallo, F. et Négrin, P., « [Qui a peur du filtrage des investissements étrangers ?](#) », Banque de France, 16 octobre 2023.
- Bennhold, K., « [La France évoque l'idée de boycotter la cérémonie des Jeux olympiques à cause du Tibet](#) », Le New York Times, 8 mars 2008.
- Bermingham F. et Patrick I., « [Le sommet États-Unis-UE appelle à une approche équilibrée envers la Chine, appelant à des « relations constructives et stables »](#) », South China Morning Post, 20 octobre 2023.
- Bērziņa-Čerenkova UA, « [Le tabou nucléaire chinois et la guerre de la Russie en Ukraine](#) », Istituto Affari Internazionali, article, juillet 2023.

Bērziņa-Čerenkova, UA, « [Alors que Macron arrive à Pékin, quelle est la prochaine étape pour l'Europe et la Chine ?](#) », Dossier Chine, 5 avril 2023.

Bērziņa Čerenkova, UA, Svetoka, S., Lucas, E., Klekere, E., Bohman, V. et Nichols, K., [L'influence de la Chine dans l'environnement de l'information nordique-baltique : Lettonie et Suède](#), Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN, 2022.

Bērziņa-Čerenkova, UA, Turcsányi, R., Šimalčík, M., Kíronska, K. et Sedláková, R., [L'opinion publique lettone sur la Chine à l'ère du COVID-19](#), CEIAS, 2021.

Beta, ["Vučić : La Serbie a signé un nombre record de 18 accords en Chine \[Vučić : Srbija u Kini potpisala rekordnih 18 sporazuma\]"](#), 18 octobre 2023.

Blanchette J., Boland B. et McElwee L., « [Quel est le calendrier de Pékin pour la « réunification » avec Taïwan ?](#) », Centre d'études stratégiques et internationales, 26 mai 2023.

Blazhevski, B., « [Dans les coulisses : l'influence chinoise en Macédoine du Nord](#) », META. MK, 8 mars 2023.

Bohman, V., « [Le découplage à venir avec la Chine : conséquences pour la stratégie de sécurité économique de l'UE](#) », Centre national suédois de la Chine, 17 juillet 2023.

Borrell J., Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité / Vice-président de la Commission européenne, [Global Gateway, La proposition de l'UE dans la « bataille des offres » mondiale](#), Service européen pour l'action extérieure, 27 octobre 2023.

Borrell, J., Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité / Vice-président de la Commission européenne, « [Sommet UE-Chine - De rivalité et de partenariat](#) », Blog RH/VP, Service européen pour l'action extérieure, 12 décembre 2023.

Bradsher, K., « [Au milieu des tensions, la Chine bloque les exportations vitales vers le Japon](#) », The New York Times, 22 septembre 2010.

Branstetter LG et Li G., « [Les défis de la politique industrielle chinoise](#) », Bureau national de recherche économique, 18 mai 2023.

Projet Bretton Woods, « [La Chine et la Banque mondiale](#) », 14 septembre 2011.

Brinza, A., « [La BRI chinoise est-elle plus qu'une simple marque ?](#) », China Observers, 31 octobre 2023.

Bundesamt für Verfassungsschutz, [Aktuelle Cyberangriffskampagne gegen deutsche Wirtschaftsunternehmen durch die Gruppierung APT27](#), BfV Cyber-Brief, n° 01, 2022.

Burley, R., « [Révélé : une tentative coordonnée de promouvoir des récits pro-chinois et anti-occidentaux sur les réseaux sociaux](#) », Centre pour la résilience de l'information, 5 août 2021.

Cave, D., « [Qu'est-ce que la dé-risque et comment se compare-t-elle au découplage](#) », Le New York Times, 20 juin 2023.

Cefai, S. et Messecar, C., « [La Chine ajoute la technologie et les machines pour la production d'aimants en terres rares à la liste des exportations interdites](#) », Fastmarkets, 21 décembre 2023.

Données CEIC, « [Dette publique du Monténégro : % du PIB \(2010-2023\)](#) ». ISI Emerging Markets Group Company, trimestriel, page Web, sd.

Centre de connaissances internationales sur le développement, [Rapport d'étape sur l'Initiative mondiale pour le développement](#), Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, juin 2023.

Centre d'études stratégiques et internationales, « [Jusqu'où l'Ukraine est-elle allée pour rejoindre l'UE ?](#) » [?], Réseau de groupes de réflexion chinois, 19 juillet 2022.

Centre d'études stratégiques et internationales, [Kyaukpyu : Connecter la Chine à l'océan Indien](#), Commentaire, 4 avril 2018.

Banque centrale du Monténégro, « [Godišnji makroekonomski izvještaj CBCG 20](#) », 2020.

Chazan, G., Pitel, L. et Nilsson, P., « [L'Allemagne met en garde les entreprises contre la dépendance à la Chine](#) », Financial Times, 13 juillet 2023.

Chen K., « [Taiwan étend ses relations avec le Kosovo grâce à des groupes d'amitié parlementaire mutuels](#) », Taiwan News, 21 décembre 2021.

Cheng E., « [Le FMI relève ses prévisions du PIB de la Chine après les mesures politiques de Pékin](#) », CNBC, 2 novembre 2023.

Chen Weiss, J., Patriotes puissants : la protestation nationaliste dans les relations étrangères de la Chine, Oxford University Press, Oxford, 2014.

China Power, « [La Chine contribue-t-elle à la mission des Nations Unies ?](#) », 7 mars 2016, mis à jour le 25 mai 2021.

China Radio International, « [Cvijanović pour KMG : La Chine mérite toutes nos félicitations et notre soutien pour ses succès \[Cvijanović za KMG : Kina svojim uspesima zasluži svaku čestitku i podršku\]](#) », 10 juin 2023.

China Radio International, « [Đukanović : Pékin tente de rapprocher les pays du sud-ouest de l'Europe de l'Union européenne \[Đukanović : Peking pokušava da zemlje jugozapadne Evrope približi Evropskoj uniji\]](#) », 31 mars 2023.

China Radio International, « [L'accord de renonciation mutuelle aux visas Albanie-Chine entre en vigueur le 18 mars \[Marrëveshja për heqjen reciproke të vizave Shqipëri-Kinë hyn në fuqi më 18 mars\]](#) », 2 mars 2023.

Cho IH et Park SH, « [L'essor de la Chine et les différents sentiments en Asie du Sud-Est envers les grandes puissances](#) », Strategic Studies Quarterly, vol. 7, n° 2, 2013, pp. 69-92.

Christiansen, T., Kirchner, E. et Wissenbach, U., L'Union européenne et la Chine, Springer, New York, 2018.

Coopération entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale, « [La Chine et l'Albanie signent un accord de voyage sans visa](#) », 18 janvier 2023.

Coopération entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale, « [La Serbie soutient fermement la Chine dans la sauvegarde de la souveraineté nationale et de la sécurité concernant Hong Kong, déclare Vucic à Xi dans une lettre](#) », 30 mai 2020.

Coopération entre la Chine et les pays d'Europe centrale et orientale, « [Le Forum des civilisations anciennes se réunit à Pékin](#) », 3 décembre 2019.

Conseil de l'Union européenne, « [Commerce : le Conseil adopte un règlement visant à protéger l'UE contre la coercition économique des pays tiers](#) », Communiqué de presse, 23 octobre 2023.

Conseil de l'Union européenne, « [Chine : Déclaration du Haut Représentant au nom de l' Union européenne exhortant les autorités chinoises à prendre des mesures contre les cyberactivités malveillantes menées depuis son territoire](#) », Communiqué de presse, 19 juillet 2021.

Conseil de l'Union européenne, « [L'UE impose de nouvelles sanctions pour les graves violations des droits de l'homme dans le monde](#) », Communiqué de presse, 22 mars 2021.

Coutures, A., '5G : le bannissement à bas bruit de Huawei dans les villes françaises', Défis, 26 juin 2023.

Cunningham, E., Saich, T. et Turiel, J., « [Comprendre la résilience du PCC : enquête sur l'opinion publique chinoise au fil du temps](#) », Centre ASH pour la gouvernance démocratique et l'innovation, Harvard Kennedy School, 2020.

d'Hooghe, I., [Une interdiction stricte de la Chine nous coûtera cher en science](#), Institut Clingendael, 9 mai 2023.

Damen, M., « [Autonomie stratégique de l'UE 2013-2023. Du concept à la capacité](#) », Service de recherche du Parlement européen, Parlement européen, PE 733.589, 2022.

Délégation de l'Union européenne auprès de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, [de l'Union européenne et de l'ASEAN](#), Service européen pour l'action extérieure, 2 décembre 2022.

Devonshire-Ellis, C., « [La Chine conserve sa position de premier partenaire commercial et d'investissement potentiel de l'Ukraine](#) », Briefing sur la Chine, 17 mars 2023.

Dickson, B., Le dilemme du dictateur : la stratégie de survie du Parti communiste chinois, Oxford University Press, Oxford, 2016.

Dokić, K., « [Vivre seul : que signifie la neutralité serbe dans la pratique](#) », Forum sur la sécurité de Belgrade, 24 septembre 2019.

Dollar D., « [Acteur réticent : l'approche de la Chine à l'égard des institutions économiques internationales](#) », Brookings, 14 septembre 2020.

Drinhausen K. et Legarda H., « [La « sécurité nationale globale » libérée : comment l'approche de Xi façonne les politiques de la Chine au pays et à l'étranger](#) », MERICS, 15 septembre 2022.

Drinhausen K. et Legarda H., « [La loi chinoise sur les sanctions contre les étrangers : un avertissement au monde](#) », MERICS, 24 juin 2021.

Duan, X. et Liu, Y., « [L'ascension et la chute de la diplomatie du guerrier loup en Chine](#) », Le Diplomate, 22 septembre 2023.

Dudley L., « [La quête d'autonomie de la Chine dans le quatorzième plan quinquennal](#) », Conseil des relations étrangères, 8 mars 2021.

Ambassade de la République populaire de Chine au Monténégro, « [L'Ambassadeur Fan Kun a rencontré le Premier ministre nouvellement élu du Monténégro Miloško Spajić \[Ambassadeur Fan Kun sastao se sa novoizabranim predsjednikom Vlade Crne Gore Miloškom Spajićem\]](#) », Actualités, 17 novembre 2023.

Ambassade de la République populaire de Chine aux Émirats arabes unis, « [Xi Jinping rencontre la Première ministre serbe Ana Brnabić](#) », 6 novembre 2023.

Ambassade d'Ukraine en République populaire de Chine, « [Coopération commerciale et économique](#) », 16 mai 2022.

Erickson, AS et Martinson, RD (éd.), Opérations maritimes dans la zone grise de la Chine, China Maritime Studies Institute et Naval Institute Press, 2023.

Eurobaromètre, [Enquête du PE printemps 2022 : Rassemblement autour du drapeau européen - La démocratie comme point d'ancrage en temps de crise](#). Union européenne, juin 2022.

Commission européenne, « [Politique européenne de voisinage et négociations d'élargissement \(DG NEAR\)](#) », [« Engagement renforcé de l'UE avec les Balkans occidentaux »](#), page Web, s.d.

Commission européenne, « [Conseil Commerce et Technologie UE-États-Unis](#) », page Web, s.d.

Commission européenne, « [États-Unis. Relations commerciales de l'UE avec les États-Unis. Faits, chiffres et derniers développements](#) », page Web, s.d.

Commission européenne, « [Promouvoir la sécurité économique européenne : introduction à cinq nouvelles initiatives](#) », COM(2025) 22 final, 24 janvier 2024.

Commission européenne, « [Global Gateway Forum](#) », page Web, 2023.

Commission européenne, « [24e sommet UE-Chine : s'engager à promouvoir nos valeurs et à défendre nos intérêts](#) », Communiqué de presse, décembre 2023.

Commission européenne, « [Déclaration de la présidente von der Leyen lors de la conférence de presse conjointe avec le président Michel à l'issue du sommet UE-Chine](#) », Commission européenne, 7 décembre 2023.

Commission européenne, « [Le Global Gateway Forum donne le coup d'envoi pour stimuler les investissements durables dans les infrastructures](#) », Communiqué de presse, 25 octobre 2023.

Commission européenne, « [Déclaration conjointe du sommet États-Unis-UE](#) », DÉCLARATION/23/5198, 20 octobre 2023.

Commission européenne, « [Annexe à la recommandation de la Commission sur les domaines technologiques critiques pour la sécurité économique de l'UE en vue d'une évaluation plus approfondie des risques avec les États membres](#) », C(2023) 6689, 3 octobre 2023.

Commission européenne, [Recommandation de la Commission du 3 octobre 2023 sur les domaines technologiques critiques pour la sécurité économique de l'UE en vue d'une évaluation plus approfondie des risques avec les États membres](#), C(2023) 6689 final, 3 octobre 2023.

Commission européenne, « [Une approche de l'UE pour renforcer la sécurité économique](#) », JOIN(2023) 20 final, 20 juin 2023.

Commission européenne, « [Discours de la présidente von der Leyen devant la plénière du Parlement européen sur la nécessité d'une stratégie cohérente pour les relations UE-Chine](#) », Discours, 18 avril 2023.

- Commission européenne, [Discours de la présidente von der Leyen sur les relations UE-Chine devant l'Institut Mercator d'études chinoises et le Centre de politique européenne](#), 30 mars 2023.
- Commission européenne, [Loi sur l'industrie zéro émission nette : accélérer la transition vers la neutralité climatique](#), Commission européenne, 16 mars 2023.
- Commission européenne, « [Loi sur les matières premières critiques](#) », COM(2023) 161, SWD(2023) 68, 16 mars 2023.
- Commission européenne, « [Chine-UE - Statistiques sur le commerce international de biens](#) », Eurostat, février 2023.
- Commission européenne, [Sommet commémoratif UE-ASEAN - Allocution d'ouverture de la présidente Ursula von der Leyen](#), Youtube, 14 décembre 2022.
- Commission européenne, « [UE-Chine – Une perspective stratégique](#) », JOIN(2019) 5 final, 12 mars 2019.
- Commission européenne, « [Éléments pour une nouvelle stratégie de l'UE à l'égard de la Chine](#) », JOIN(2016) 30, 22 juin 2016.
- Conseil européen des relations étrangères, « [Cartographie de l'essor de la Chine dans les Balkans occidentaux : Serbie](#) », 23 mars 2022.
- Conseil européen, « [Sommet UE-Chine, 7 décembre 2023](#) », Informations sur la réunion, 7 décembre 2023.
- Conseil européen, « [Assemblée générale des Nations Unies, New York, 18-22 septembre 2023](#) », Informations sur la réunion, 22 septembre 2023.
- Conseil européen, « [Conclusions du Conseil européen sur la Chine, 30 juin 2023](#) », Communiqué de presse, 30 juin 2023.
- Conseil européen, [Déclaration des dirigeants du G7 sur la résilience économique et la sécurité économique](#), Déclarations et remarques, 20 mai 2023.
- Service européen pour l'action extérieure, [1er rapport du SEAE sur les menaces de manipulation et d'interférence des informations étrangères Vers un cadre pour la défense en réseau](#), Communications stratégiques, groupes de travail et analyse de l'information (STRAT.2), 2023.
- Parlement européen, « [Recommandation au Conseil et au vice-président de la Commission/haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité concernant les relations UE-Chine](#) », P9_TA(2023)0469, 13 décembre 2023.
- Service européen pour l'action extérieure, « [Chine : discours du haut représentant/vice-président Josep Borrell à l'Université de Pékin](#) », Communications stratégiques, 13 octobre 2023.
- Service européen pour l'action extérieure, « [Chine : le 38e dialogue sur les droits de l'homme avec l'Union européenne se déroule à Bruxelles](#) », 17 février 2023.
- Service européen pour l'action extérieure, [Une boussole stratégique pour la sécurité et la défense](#), 24 mars 2022.
- Parlement européen, « [Résolution sur la détérioration des libertés fondamentales à Hong Kong, notamment le cas de Jimmy Lai \(2023/2737\(RSP\)\)](#) », P9_TA(2023)0242, 15 juin 2023.
- Parlement européen, « [Résolution sur la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune – rapport annuel 2022](#) », P9_TA(2023)0009, 18 janvier 2023.
- Parlement européen, « [Résolution sur une nouvelle stratégie UE-Chine \(2021/2037\(INI\)\)](#) », P9_TA(2021)0382, 16 septembre 2021.
- Parlement européen, « [Députés européens : les entreprises ne doivent plus nuire aux personnes et à la planète en toute impunité](#) », Communiqué de presse, 10 mars 2021.
- Parlement européen, « [Prix Sakharov : la fille du lauréat 2019, Ilham Tohti, reçoit le prix en son nom](#) », Actualités, 19 décembre 2019.
- Centre de politique européenne, « [Échanges entre groupes de réflexion UE et Chine](#) », Pékin (règle de Chatham House), octobre 2023.
- Mission d'assistance aux frontières de l'Union européenne pour la Moldavie et l'Ukraine et Service des douanes de la République de Moldavie, « [Étude du port franc international de Giurgiulesti](#) », sd.
- Evans, Z., « [Le président serbe qualifie la solidarité européenne de « conte de fées » et affirme que seule la Chine peut contribuer à la réponse au coronavirus](#) », Yahoo News, 16 mars 2020.

Evenett, S. et Fritz, J., « [Retour sur le conflit sino-japonais sur les terres rares de 2010](#) », Centre de recherche sur les politiques économiques, 19 juillet 2023.

Fiott, D., « [Le secteur spatial européen comme catalyseur de l'autonomie stratégique de l'UE](#) », Département politique des relations extérieures, Parlement européen, PE 653.620, 2020.

France 24, « [Coronavirus : la Chine construit un nouvel hôpital en seulement 10 jours](#) », 3 février 2020.

Frankopan, P., Les routes de la soie : une nouvelle histoire du monde, Vintage Books, New York, 2017.

Fu, C., [Discours de l'Ambassadeur Fu Cong à l'École diplomatique CERIS-ULB de Bruxelles](#). Mission de la République populaire de Chine auprès de l'Union européenne, 24 octobre 2023.

Fung, C. et Lam, SH., « [La Chine dirige déjà 4 des 15 agences spécialisées de l'ONU — et vise une 5e](#) », Le Washington Post, 3 mars 2020.

Fung, C. et Lam, SH., [Bilan mitigé : l'influence de la Chine aux Nations Unies La Chine est de plus en plus importante pour le système des Nations Unies, et Pékin vise à capitaliser sur cette influence au sein de l'organisme mondial](#), Institut Lowy, 18 décembre 2022.

Gaida, J., Wong-Leung, J., Robin, S. et Cave, D., [ASPI's Critical Technology Tracker - Mises à jour sur les capteurs et la biotechnologie](#), Institut australien de politique stratégique, 22 septembre 2023.

Ganbold, S., [Part des principaux partenaires commerciaux pour les exportations de biens de l'ASEAN en 2021](#), Statista, 29 septembre 2023.

Garcia Herrero, A., « [Qu'est-ce qui se cache derrière la stratégie de double circulation de la Chine](#) », China Leadership Monitor, 2 septembre 2021.

Garver, JW, La quête de la Chine : l'histoire des relations étrangères de la République populaire, Oxford University Press, Oxford, 2018.

Gehrke, T. et Ringhof, J., « [Un levier indispensable : comment l'UE peut construire son avance technologique](#) », Conseil européen des relations étrangères, 12 septembre 2023.

Fonds Marshall allemand des États-Unis, [Tendances transatlantiques 2023](#), Septembre 2023.

Global Times, « [La Chine publie une vision décennale et un plan d'action pour la BRI, axés sur le développement vert et numérique et la chaîne d'approvisionnement](#) », 24 novembre 2023.

Global Times, « [La société chinoise progresse tandis que l'Occident a perdu la perspective de l'avenir](#) », 13 novembre 2023.

Gomez, J. et Calupitan, J., « [Des dizaines de navires chinois poursuivent des navires philippins près d'un haut-fond contesté](#) », Le Diplomate, 13 novembre 2023.

Gouvernement du Monténégro, « [Accord sur un prêt préférentiel pour l'acheteur pour le projet de construction d'autoroute \(tronçon Smokovac - Mateševo\) \[Ugovor o preferencijalnom zajmu za kupca za Projekat izgradnje autoputa \(dionica Smokovac - Mateševo\)\]](#) », 16 novembre 2021.

Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, [Stratégie à l'égard de la Chine](#), Juillet 2023.

Gouvernement de la République de Moldavie, [Acord Privind Cooperarea Tehnica si Economica dintre Guvernul Republicii Moldova si Guvernul Republicii Populare Chineze \(Accord de coopération technique et économique entre le gouvernement de la République de Moldavie et le gouvernement du peuple\)](#), 18 avril 2016.

Gouvernement de la République de Serbie, « [La Chine et la Serbie confirment un partenariat et un soutien mutuels](#) », 6 novembre 2023.

Gouvernement de la République de Serbie, « [Les investissements chinois ont stimulé le développement économique de la Serbie](#) », 5 novembre 2023.

Gouvernement de la République de Serbie, « [Les relations entre la Serbie et la Chine à leur meilleur niveau](#) », 4 novembre 2023.

Gouvernement de la République de Serbie, « [Le soutien constant de la Chine à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de la Serbie](#) », 3 octobre 2023.

Département des politiques, Direction générale des politiques extérieures

Gouvernement de la République de Serbie, « [Zijin Mining va investir 3,8 milliards de dollars supplémentaires en Serbie](#) », 9 septembre 2023.

Gouvernement de la République de Serbie, « [Sur la confirmation de l'accord de coopération économique et technique dans le domaine des infrastructures entre le gouvernement de la République de Serbie et le gouvernement de la République populaire de Chine \[O Potvrđivanju Sporazuma O Ekonomskoj I Tehničkoj Saradnji U Oblasti Infrastrukture Između Vlade Republike Srbije I Vlade Narodne Republike Kine \]](#) », 20 août

2009.

Centre de financement et de développement verts, « [Pays de l'Initiative Ceinture et Route \(BRI\)](#) », page Web, s.d.

Gries, P. et Turcsányi, R., « [Fierté chinoise et préjugés européens : comment le ressentiment croissant envers la Chine refroidit les sentiments envers les Chinois en Europe](#) », Enquête asiatique, vol. 61, n° 5, 2021, pp. 742-766.

Grünberg, N. et Drinhausen, K., « [Le Parti dirige tout : l'évolution de la gouvernance chinoise dans la nouvelle ère de Xi Jinping](#) », MERICS, 24 septembre 2019.

Haacke, J., « [À la recherche de l'influence : la diplomatie chinoise envers l'ASEAN après la crise asiatique](#) », Perspective asiatique, vol. 26, n° 4, 2002, pp. 13-52.

Hadju, D., Szicherle, P., Musilová, V. et Klingová, K., Kazaz, J., [Globsec Trends 2023](#), GLOBSEC, 2023.

Hansen, J., « [Techno-nationalisme : une politique industrielle pour le XXIe siècle](#) », L'Intérêt National, 20 février 2023.

Hart, B., « [Mauvaise idée : confondre les objectifs de modernisation militaire chinoise avec un calendrier pour contraindre Taiwan](#) ». Centre d'études stratégiques et internationales, 21 décembre 2021.

Hawkins, A., « [Le ministre des Affaires étrangères de Taïwan met en garde contre un conflit avec la Chine en 2027](#) », The Guardian, 21 avril 2023.

Hille, K., « Les États-Unis se trompent dans leur évaluation de la menace chinoise contre Taiwan », Financial Times, 5 mai 2021.

Hillmanand, J. et McCalpin, M., « [Le format « 16+1 » de la Chine va-t-il diviser l'Europe ?](#) », Centre d'études stratégiques et internationales, 11 avril 2019.

Accueil, A., « [La Chine augmente la température des minéraux critiques avec des contrôles du graphite](#) », Reuters, 24 octobre 2023.

Hompot, S., « [Orbán redouble d'efforts pour faire de la Hongrie un pôle régional d'influence chinoise](#) », China Observers, 9 novembre 2023.

Hu, Y. et Fan, W., « [La coopération militaire sino-serbe soutient la modernisation de la défense de la Serbie et renforce ses capacités de défense : ministre serbe de la Défense](#) », Global Times, octobre 2023.

Huang, Z. et Wang, R., [Construire un réseau pour « bien raconter l'histoire de la Chine » : stratégies de communication diplomatique chinoise sur Twitter](#), Revue internationale de communication, vol 13, 2019, pp. 2984-3007.

Huaxia, « [Xi tient une réunion trilatérale avec Macron et von der Leven](#) », 07 avril 2023.

Human Rights Watch, « [Chine : Les Jeux olympiques portent atteinte à des droits humains fondamentaux. Le gouvernement chinois et le CIO ont gâché une occasion historique de réforme](#) », 6 août 2008.

Hurst, D., Kuo, L. et Graham-McLay, C., « [Fuite de données Zhenhua : les données personnelles de millions de personnes dans le monde recueillies par une entreprise technologique chinoise](#) », The Guardian, 14 septembre 2020.

Inkster, N., Weinstein, ES et Lee, J., « [Demandez aux experts : la stratégie chinoise en matière de semi-conducteurs fonctionne-t-elle ?](#) », London School of Economics, 1er septembre 2022.

Institut pour la politique de sécurité et de développement, [Made in China 2025. Document d'information](#), juin 2018.

Agence internationale de l'énergie, [Chaînes d'approvisionnement mondiales de batteries pour véhicules électriques](#), Rapport spécial de l'AIE, juillet 2022.

Agence internationale de l'énergie, [Chaînes d'approvisionnement mondiales de l'énergie solaire photovoltaïque](#), Rapport spécial de l'AIE, juillet 2022.

Fonds monétaire international, [Statuts du Fonds monétaire international : adoptés à la Conférence monétaire et financière des Nations Unies, Bretton Woods, New Hampshire, le 22 juillet 1944 ... modifiés à compter du 26 janvier 2016 par les modifications approuvées par le Conseil des gouverneurs dans la résolution n° 66-2, adoptée le 15 décembre 2010](#), 2020.

- Fonds monétaire international, « [Réforme des quotes-parts. Pour un FMI plus représentatif et moderne](#) ». Rapport annuel 2016 du FMI, page Web, 2016. Centre de politique d'investissement, « [Nouvelles mesures de juridiction extraterritoriale](#) ». Investment Policy Monitor, page Web, 9 janvier 2021.
- Irwin, D., « [Le retour de la politique internationale](#) ». Fonds monétaire international, juin 2023.
- Janković, S., « [La Chine veut continuer à investir au Monténégro \[Kina želi nastavak ulaganja u Crnu Goru\]](#) ». Radio Free Europe, 22 mars 2023.
- Jerdén, B., Rühlig, T., Seaman, J. et Turcsányi, R., « [La diplomatie publique chinoise et l'opinion publique européenne pendant la COVID-19](#) ». *China Review*, Vol 21, No 2, Numéro spécial : Le Pandeluc qui n'était pas, 2021, pp. 5-34.
- Jevtić, J., « [Le nouvel accord commercial entre la Serbie et la Chine viole les règles d'adhésion à l'UE, mais est néanmoins célébré](#) », Euractiv, 3 novembre 2023.
- Jin, J., Ma, X. et Gallagher, KP, « [Le financement du développement mondial de la Chine : une note d'orientation pour les bases de données du Global Development Policy Center](#) ». Centre de politique de développement mondial, juillet 2018.
- Jones, A., « [L'ESA ne prévoit plus d'envoyer des astronautes à la station spatiale chinoise Tiangong](#) ». Space News, 25 janvier 2023.
- Jones, MG, « [Les « deux poids deux mesures » minent la légitimité de l'UE dans les pays du Sud : directeur de Human Rights Watch](#). Euronews, 26 octobre 2023.
- Juris, F., « [Implications sécuritaires des infrastructures critiques appartenant à la Chine dans l'Union européenne](#) ». Département politique des relations extérieures, Parlement européen, PE 702.592, 2023.
- Just Finance International, « [Prix élevé pour les investissements de la Chine dans une usine sidérurgique serbe](#) ». 1er novembre 2023.
- Kajosevic, S., « [La CRBC chinoise est désireuse de construire le prochain tronçon de l'autoroute monténégrine](#) », Balkan Insight, 12 juillet 2023.
- Kania, EB et Laskai, L., [Mythes et réalités de la stratégie de fusion militaro-civile de la Chine](#). Centre pour la nouvelle sécurité américaine, 28 janvier 2021.
- Karásková, I., « [Comment réaliser une recherche fiable : lignes directrices spécifiques à la Chine pour les parties prenantes européennes](#) », AMO, 5 septembre 2022.
- Katić, G., « [Les communistes chinois sur le « terrain » de Dodik \[Komunisti iz Kine na Dodikovom 'terenu'\]](#), Radio Free Europe, 28 avril 2023.
- Katz, SS, « [La crise asiatique, le FMI et les critiques](#) ». *Eastern Economic Journal*, vol. 25, n° 4, 1999, pp. 421-439.
- Kironska, K., Chen, Y. et Turcsanyi, R., « [Que pensent réellement les Chinois de certains des partenaires importants de la Chine ?](#) ». *Le Diplomate*, 28 juillet 2022.
- Klingert, L., « [Les caméras chinoises font l'objet d'un nouvel examen en Europe](#) », Politico, 6 octobre 2021.
- Kosovo Online, « [La délégation du SNS visite la République populaire de Chine \[Delegacija SNS boravi u poseti Narodnoj Republici Kini\]](#) », 30 juillet 2023.
- Knezevic, J., « [La Serbie : premier et unique opérateur de drones et de missiles chinois en Europe](#) ». Istituto Analisi Relazioni Internazionali, 31 janvier 2023.
- Kowalski, B., « [La diplomatie du masque de la Chine en Europe : à la recherche de la gratitude étrangère et de la stabilité intérieure](#) », *Journal des affaires courantes chinoises*, vol 50, n° 2, 2021, pp. 209-226.
- Kratz, A., Barkin, N. et Dudley, L., « [Les quelques élus : un nouveau regard sur les IDE européens en Chine](#) », Groupe Rhodium, 14 septembre 2022.
- Krstinovska, A. et Vuksanović, V., « [Gagner certains, perdre certains](#) : l'implication de la Chine dans les industries extractives et des matières premières dans les Balkans occidentaux », *Association pour les affaires internationales*, 2023.
- Krstinovska, A., « [Exporter la corruption ? Le cas d'un projet d'autoroute chinois en Macédoine du Nord](#) ». *China Observers*, 6 novembre 2019.

Département des politiques, Direction générale des politiques extérieures

Kuloglija-Zolj, N., « [Les entreprises chinoises et turques dominent les projets d'infrastructure en Bosnie](#) », *Détecteur*, 30 mars 2023.

Kurlantzick, J., « [Le soutien de la Chine au Myanmar montre une fois de plus que le monde se divise entre autocratie et démocratie](#) », *Conseil des relations étrangères*, 4 avril 2022.

Kurlantzick, J., « [L'offensive de charme de la Chine en Asie du Sud-Est](#) », *Fondation Carnegie pour la paix internationale*, 1er septembre 2006.

Le Corre, P., « [Le défi chinois de l'Europe : le chemin étroit pour la France, l'Allemagne et l'UE](#) », *Asia Society Policy Institute*, avril 2023.

Lee, TA et Singer, PW, « [Le programme spatial chinois est plus militaire qu'on pourrait le penser](#) », *Défense One*, 16 juillet 2021.

Lewis, B. et Kung, A., « [Base de données des violations de l'ADIZ de Taïwan](#) », *Google Doc*, 7 décembre 2023.

Li, J., « [Remarques de clôture lors de la réunion de haut niveau sur les résultats de la coopération en matière d'initiatives mondiales de développement pour les ODD : action et progrès](#) », *Nations Unies*, 19 septembre 2023.

Lungu, A., « [Concevoir une stratégie européenne et chinoise ambitieuse et cohérente sans unité totale](#) », *RISAP*, 14 septembre 2020.

Ma, J., « [Sommet du G7 : les dirigeants s'engagent à contrer les pratiques « malveillantes » de la Chine et à lutter contre la coercition économique](#) », *South China Morning Post*, 20 mai 2023.

Malhotra, S. et Saran, S., [Comment réinitialiser les relations entre l'Europe et le Sud global](#), *Internationale Politik Quarterly*, 29 juin 2023.

Manojlovic, M., « [Drapeaux rouges : un projet chinois en Serbie suscite des inquiétudes familiaires concernant les investissements de Pékin dans les Balkans](#) », *Radio Free Europe*, 10 février 2022.

Marusic, SJ, « [La Macédoine du Nord envisage d'abandonner son projet d'autoroute bloqué](#) », *Balkan Insight*, 3 novembre 2023.

Mazzocco, I., [Solaire bon marché \(2e partie\) : comment la fabrication de l'énergie solaire a acquis ses caractéristiques chinoises](#), *Marco Polo*, 9 février 2021.

McDonald, J., « [Le Maire de France fait pression sur la Chine pour l'accès au marché et fait pression pour l'investissement dans les voitures électriques](#) », *AP News*, 30 juillet 2023.

Milne, R. et Hille, K., « [La Lituanie teste la détermination de l'UE face à la coercition économique chinoise](#) », *Financial Times*, 13 février 2022.

Milne, R., « [La Norvège voit le prix Nobel de Liu Xiaobo nuire aux exportations de saumon vers la Chine](#) », *Financial Times*, 15 août 2013.

Ministère du Commerce extérieur et de la Coopération au développement des Pays-Bas, [Journal officiel du Royaume des Pays-Bas](#), 18212, 23 juin 2023.

Ministère du Commerce de la République populaire de Chine, [Ordonnance du MOFCOM n° 4 de 2020 sur les dispositions relatives à la liste des entités non fiables](#), 19 septembre 2020.

Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne, « [La République populaire de Chine \[Republica Populară Chineză\]](#) », *République de Moldavie*, mars 2023.

Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne, [Accord n° 2](#), *République de Moldavie*, 16 janvier 2015.

Ministère des Affaires étrangères du Japon, [Fiche d'information sur le Partenariat du G7 pour les infrastructures et les investissements mondiaux](#), 21 mai 2023.

Ministère des Affaires étrangères du Japon, « [Communiqué des dirigeants du G7 d'Hiroshima](#) », 20 mai 2023.

Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Relations entre la Chine et l'Ukraine \[chinois\]](#) », Novembre 2023.

- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Proposition de la République populaire de Chine sur la réforme et le développement de la gouvernance mondiale](#) ». Actualités, 13 septembre 2023.
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Position de la Chine sur le règlement politique de la crise ukrainienne](#) ». 24 février 2023.
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Document conceptuel de l'Initiative de sécurité mondiale](#) ». 21 février 2023.
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Xi Jinping a tenu des entretiens avec le président du Conseil européen Michel \[\]](#) ». 1er décembre 2022.
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Wang Yi assiste au lancement du Rapport sur le développement mondial](#) ». Actualités, 20 juin 2022.
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, conférence de presse régulière du porte-parole du ministère des Affaires étrangères Zhao Lijian, le 1er avril 2022, Conférence de presse, 1er avril 2022.
- Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, « [Initiative de développement mondial - S'appuyer sur les ODD 2030 pour un développement mondial plus fort, plus vert et plus sain](#) ». Nations Unies, s.d.
- Mochtak, M. et Turcsanyi, R., « [Étude des récits de politique étrangère chinoise : présentation du corpus des conférences de presse du ministère des Affaires étrangères](#) ». Journal des sciences politiques chinoises, vol 26, 2021, pp. 743–761.
- Moens, B., « [L'UE a un problème d'espionnage — voici pourquoi il est si difficile de les attraper](#) ». Politico, 1er décembre 2022.
- MoldPres, « [Yan Wenbin : les relations bilatérales sino-moldaves se développeront sûrement de mieux en mieux](#) » [Rela iile bilatérale chino-moldave se vor dezvoltat la sigur din ce în ce mai bine], 12 juin 2022.
- Moriyasu, K. et Tsuji, T., « [L'OTAN va renforcer ses liens avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud](#) ». Nikkei Asia, 13 juin 2023.
- Murphy, DC, L'essor de la Chine dans le Sud global, Stanford University Press, Stanford, 2023.
- Nakano, J. et Robinson, Q., [La course aux véhicules électriques entre les États-Unis et la Chine s'intensifie avec les prochaines directives sur les règles relatives aux « entités étrangères préoccupantes »](#), Centre d'études stratégiques et internationales, 2 novembre 2023.
- Banque nationale de la République de Macédoine du Nord, « [Stock d'investissements directs en République de Macédoine du Nord](#) », page Web, s.d.
- Bureau national des statistiques de la République de Moldavie, [Moldavie en Cifre \(Moldavie en chiffres\)](#), 2023.
- OTAN, « [Communiqué du Sommet de Vilnius](#) », 11 juillet 2023.
- Navarra, C., Jančová, L. et Ioannides, I., « [Le vote à la majorité qualifiée dans la politique étrangère et de sécurité commune. Un rapport sur le coût de la non-Europe](#) », PE 740.243, Service de recherche du Parlement européen, 2023.
- Nimmo, B. et Torrey, M., [Éliminer les comportements inauthentiques coordonnés de la Russie et de la Chine](#), MÉTA. MK, 2022.
- Centre international Nizami Ganjavi, « [Un autre message du membre du NGIC Mladen Ivanic à la Chine](#) », Facebook, vidéo 0:04, 14 février 2020.
- Novaković, I. et Plavšić, T., « [Une analyse de l'alignement de la Serbie sur les déclarations et mesures de politique étrangère de l'Union européenne : rapport annuel pour 2022](#) ». Centre des affaires internationales et de sécurité, février 2023.
- Nye, J., « [Soft Power et diplomatie publique revisités](#) ». Journal de diplomatie de La Haye, vol. 14, n° 1-2, 2019, pp. 7-20.
- Odgaard, L., « [Chapitre 2 L'embargo sur les armes de l'UE contre la Chine : ce que cela vaut](#) ». Français dans E. Pejsova, M. Duchâtel, F. Heiduk, B. Hellendorff, C. Lavallée, L. Odgaard, G. Price, Z. Stanley-Lockman, Guns, Engines and Turbines: The EU's Hard Power in Asia, Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, 2018, pp. 23-32.
- Pacic, N., « [Bor : la crise de la pollution en Serbie en images](#) », Balkan Insight, 21 octobre 2021.

Département des politiques, Direction générale des politiques extérieures

Pang, E., « [« Pareil-Pareil mais différent » : l'adhésion politique du Laos et du Cambodge à la Chine](#) », ISEAS – Institut Yusof Ishak, n° 66, 2017.

Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine, « [Vice-président de la Chambre des peuples PBiH Dr. Dragan Čović a tenu une réunion avec l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Bosnie-Herzégovine \[Zamjenik predsjedavajućeg Doma naroda PBiH dr. Dragan Čović održao sastanak s ambassadeur Narodne Republike Kine u BiH\]](#) », 9 mars 2023.

Parry, M., « [Contre-sanctions chinoises contre des cibles de l'UE](#) », Service de recherche du Parlement européen, PE 690.617, 2021.

Patey, L., Comment la Chine perd, Oxford University Press, Oxford, 2021.

Pekmez, I., « [Un contrat secret pour la reconstruction des rails à Sarajevo avec une entreprise chinoise au passé trouble \[Tajni ugovor za obnovu šina u Sarajevu sa kineskom firmom problematične prošlosti\]](#) ». Détecteur, 19 avril 2022.

Peng, S., « [Le statut et les tendances de développement de l'autonomie stratégique de l'UE \[\]](#) »
[L'Quotidien du Peuple](#), 16 mars 2023.

Penne-Lassus, M., « [La France réforme les subventions aux véhicules électriques pour geler les voitures fabriquées en Chine](#) », Nikkei Asia, 19 septembre 2023.

Cour permanente d'arbitrage, [Arbitrage relatif à la mer de Chine méridionale \(République des Philippines c. République populaire de Chine\)](#), Arbitrage interétatique, 12 juillet 2016.

Mission permanente de la République populaire de Chine auprès de l'ONU, [Déclaration conjointe sur le Xinjiang à la Troisième Commission faite par la Biélorussie au nom de 54 pays](#), 29 octobre 2019.

Plóciennik, S., « [L'Allemagne et le conflit commercial entre la Lituanie et la Chine](#) ». Centre d'études orientales de l'OSW, 4 février 2022.

Po, S. et Heng, K., « [Évaluation des impacts des investissements chinois au Cambodge : le cas de la province de Preah Sihanoukville](#) », Institut cambodgien pour la coopération et la paix, Vol 19, WP 4, 2019.

Pollock, J. et Symon, D., « [La Chine construit-elle une base militaire au Cambodge ?](#) », Chatham House, 28 juillet 2023.

Portal Analitika, « [Fan Kun est le nouvel ambassadeur de Chine au Monténégro \[Fan Kun novi ambasador Kine u Crnoj Gori\]](#) », 23 septembre 2022.

Président de l'Ukraine, « [Le résultat le plus important de la réunion de Djeddah est que nous sommes un peu plus près de la mise en œuvre de la formule de paix - Andriy Yermak](#) ». 8 août 2023.

Prokhorov, B., Goriunov, D. et Sakhno, S., « [L'empreinte économique chinoise en Ukraine](#) », Centre de stratégie économique, 24 septembre 2021.

Qiang, X., « [Dai Bingguo \(\) : les intérêts fondamentaux de la République populaire de Chine](#) », China Digital Times, 7 août 2009.

Qiaoan, R. et Teets, J., « [L'autoritarisme réactif en Chine – une analyse de la réactivité des administrations Xi et Hu](#) », Journal des sciences politiques chinoises, vol 25, 2020, pp. 139-153.

Qingqing, C., « [L'UE définissant la Chine comme « partenaire, concurrent et rival systémique » devrait être mise de côté : un diplomate chinois sur les affaires européennes](#) », Global Times, 21 septembre 2023.

Radio Sarajevo, [Délégation du gouvernement KS en Chine : de quoi ont-ils discuté et sur quoi sont-ils tombés d'accord ?](#)

[\[Delegacija Vlade KS u Kini : O čemu su razgovarali i šta su dogovorili ?\]](#), 12 juin 2019.

Reuters, « [L'Indonésie et la Malaisie veulent lutter contre la « discrimination » à l'égard de l'huile de palme](#) », 8 juin 2023.

Reuters, « [Le Monténégro conclut des accords de couverture pour alléger le fardeau de la dette chinoise - Rapport](#) », 21 juillet 2021.

Reuters, « [Xi Jinping affirme que la solution politique pour Taïwan ne peut pas attendre éternellement](#) », 6 octobre 2013.

Riho, N., « [Les nouvelles règles d'exportation d'équipements de puces du Japon entrent en vigueur dimanche](#) », Nikkei Asia, 23 juillet 2023.

- Rudovic, M., « [Le Monténégro poursuit son nouveau projet chinois malgré la controverse sur la dette](#) », Radio Free Europe, 26 avril 2023.
- Rühlig, T., « [L'autonomie technologique stratégique de l'Europe par rapport à la Chine](#) », Conseil allemand des relations étrangères, 25 janvier 2023.
- Rühlig, T., « [La puissance numérique de la Chine : évaluation des implications pour l'UE](#) », Digital Power China, janvier 2022.
- Rühlig, T., « [Deux nouveaux articles : l'opinion publique allemande sur la Chine et l'opinion publique européenne sur la coopération 5G avec la Chine](#) », timruhlig.eu, sd.
- Ryan, F., Bogle, A., Ruser, N., Zhang, A. et Impiombato, D., [Emprunter des bouches pour parler du Xinjiang](#). Australian Strategic Policy Institute, International Cyber Policy Centre, Note d'orientation, rapport n° 55, 2021.
- Sadden, E. et Coyne, J., « [L'UE et les États-Unis ne parviennent pas à conclure un accord sur la durabilité de l'acier et de l'aluminium : prolongent le délai jusqu'à la fin de l'année](#) », S&P Global, 21 octobre 2023.
- Santasombat, Y. (éd.), [Diaspora chinoise transnationale en Asie du Sud-Est : études de cas de Thaïlande, de Malaisie et de Singapour](#), Springer, Singapour, 2022.
- Santiago, A., Rodrigues, C., Diogo, S. et Tavares Da Silva, J., « [Défis de la coopération Union européenne-Chine dans l'enseignement supérieur du point de vue du « dialogue interpersonnel » : le cas des projets conjoints liés à la santé](#) », Journal international de l'éducation chinoise, vol 11, n° 3, 2022.
- Sarajevo Times, « [Ambassade de Chine en Bosnie-Herzégovine : Nous n'acceptons pas la légitimité de Christian Schmidt comme nouveau HEURE](#)' », 17 août 2021.
- Šćepanović, L., « [Le Monténégro sans protection monétaire contre l'emprunt chinois \[Crna Gora bez valutnog štita od kineskog kredita \]](#) », Radio Free Europe, 19 juin 2023.
- Scheinert, C., « [La réponse de l'UE à la loi américaine sur la réduction de l'inflation \(IRA\)](#) », Département des politiques économiques, scientifiques et de la qualité de la vie, Parlement européen, PE 740.087, 2023.
- clearuc, S., « [Dynamique et perspectives des relations commerciales moldaves-chinoises \[Dinamica i Perspectivele Rela iilor Comerciale Moldo -Chineze\]](#) », Asociația pentru Politică Externă, 17 janvier 2023. clearuc, S., « [Coopération moldave-chinoise dans le domaine des énergies renouvelables. Étude de cas : Parc photovoltaïque de Criuleni \[Cooperarea Moldo-Chineză în Domeniul Energiei Regenerabile. Studiu de Caz: Parcul Fotovoltaic de la Criuleni\]](#) », Asociația pentru Politică Externă, 17 janvier 2023.
- clearuc, S., « [Relations économiques moldaves-chinoises : projets d'infrastructure et initiative Belt & Road \[Rela iile Economice Moldo-Chineze : Proiectele de Infrastructură i Ini iativa Belt & Road\]](#) », Asociația pentru Politică Externă, 17 janvier 2023.
- Seah S., Lin J., Martinus, M., Suvannaphakdy, S. et Thi Phuong Thao, P., [L'état de l'Asie du Sud-Est : rapport d'enquête 2023](#), ISEAS-Institut Yusof Ishak, 9 février 2023.
- Seaman, J., « [L'armement du gallium et du germanium par la Chine : les pièges de l'exploitation des points d'étranglement](#) », IFRI, 27 juillet 2023.
- Seaman, J., Ghiretti, F., Erlbacher, L., Martin, X., Otero-Iglesias, M. (éd.), [Dépendance dans les relations de l'Europe avec la Chine : peser les perceptions et la réalité](#). Réseau européen de think-tank sur la Chine, avril 2022.
- Sebastian, G., « [Watts the Plan, Europe – Les investissements chinois dans les batteries sont-ils actifs ou non ?](#) », MERICS, 31 juillet 2023.
- Šebok, F. & Turcsányi, R., « [La Chine, un défi narratif pour les États membres de l'OTAN](#) ». Centre d'excellence pour la communication stratégique de l'OTAN, 2021.
- Sharpe J., Moustakis F., Trichas M. et Terrill D., « [Que signifie le programme spatial de la République populaire de Chine pour la Grande-Bretagne et l'Occident ?](#) », The Space Review, 3 juillet 2023.
- Shelbourne, M., « [Davidson : la Chine pourrait tenter de prendre le contrôle de Taïwan dans les « six prochaines années »](#) », USNI News, 9 mars 2021.
- Silver, L., Huang, C. et Clancy, L., « [L'approche de la Chine en matière de politique étrangère reçoit des critiques largement négatives en 24-Enquête nationale](#)' », Pew Research Center, 27 juillet 2023.

Département des politiques, Direction générale des politiques extérieures

Simić, J., « [La Serbie se tourne vers la Chine en raison du « manque de solidarité de l'UE » face au coronavirus](#) », Euractiv, 18 mars 2020.

Spajić, KB, « [Spajić : Mon séjour en Chine m'a convaincu à quel point le développement des infrastructures et les nouvelles technologies peuvent développer un pays](#) », Vijesti, 2 novembre 2022.

Spasić, V., « [BiH Utility envoie un troisième avertissement de résiliation à l'entrepreneur chinois sur le projet de centrale au charbon Tuzla 7](#) », Balkan Green Energy News, 10 octobre 2023.

Spetalnick, M., Brunnstrom, D. et Martina, M., « [La Chine ne se laisse pas décourager dans sa campagne visant à faire pression sur les critiques à l'étranger malgré la réaction négative de l'Occident](#) », Reuters, 11 mai 2023.

Steitz, C., Marsh, S. et Martinez, M., « [Comment les entreprises allemandes s'attaquent au risque chinois](#) », Reuters, 19 octobre 2023.

Strand, J., « [Interdire Huawei ? Pas l'Europe](#) », Centre d'analyse des politiques européennes, 12 janvier 2023.

Szczepański, M., « [Évolution, caractéristiques et contre-mesures de la coercition économique en Chine](#) », Service de recherche du Parlement européen, Parlement européen, PE 738.219, 2022.

Tanjug, « [Xi : la Serbie est notre amie inébranlable, nous soutenons sa souveraineté et son intégrité territoriale](#) », 18 octobre 2023.

Taplin N. et Blanchard B., « [Le yuan chinois rejoint le club d'élite des monnaies de réserve du FMI](#) », Reuters, 1er octobre 2016.

Taylor, A., « [Premier ministre albanais : aucun avantage économique de la coopération chinoise](#) », Euractiv, 23 février 2023.

Projet ONG Chine, « [Fiche d'information sur la loi chinoise sur les ONG étrangères](#) », China File, 1er novembre 2017.

Projet des ONG chinoises, « [Les principales questions concernant la loi chinoise sur les ONG étrangères sont désormais réglées](#) », Dossier Chine, 8 août 2022.

Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité, JP-23-01 - [Activité soutenue d'acteurs de menaces spécifiques, publication conjointe de la coopération structurée entre le CERT-UE et l'ENISA](#), Coopération structurée entre le CERT-EU et l'ENISA, JP-23-01, 15 février 2023.

Congrès national du peuple de la République populaire de Chine, [Constitution de la République populaire de Chine \(Texte intégral après amendement du 14 mars 2004\)](#), 11 décembre 2023.

L'Assemblée populaire nationale de Chine, [loi anti-sécession](#), 14 mars 2005.

Conseil d'État de la République populaire de Chine, « [Texte intégral : Plan d'action sur l'initiative « Ceinture et Route](#) », 30 mars 2015.

Conseil des affaires d'État de la République populaire de Chine, [Texte intégral : Résolution du Comité central du PCC sur les principales réalisations et l'expérience historique du Parti au cours du siècle dernier](#), 16 novembre 2021.

La Maison Blanche, « [La vision d'Hiroshima des dirigeants du G7 sur le désarmement nucléaire](#) », Déclarations et communiqués, 19 mai 2023.

Thøgersen, S., « [Les étudiants chinois en Europe](#) », Dialogue mondial, 21 février 2021.

Tilev, D., « [Instrument d'aide de préadhésion \(IAP III 2021-2027\) : l'IAP III est-il une nouvelle chance d'approfondir les réformes d'adhésion ?](#) », Fondation Konrad Adenauer et Institut pour la démocratie « Societas Civilis », Policy Paper n° 28/2021, septembre 2021.

Tritto, A., « [Comment l'Indonésie a utilisé les investissements industriels chinois pour transformer le nickel en nouvel or](#) », Fondation Carnegie pour la paix, 11 avril 2023.

Trkanjec, Z., « [Le Monténégro demande l'aide de l'UE contre la Chine](#) », Euractiv, 29 mars 2021.

Turcsányi, R. et Kachlikova, E., « [La BRI et le soft power de la Chine en Europe : pourquoi les récits chinois \(initialement\) Gagné'](#) », Journal des affaires courantes chinoises, vol 49, n° 1, 2020, pp. 58-81.

Turcsányi, R., « [La Chine et la région frustrée : les problèmes répétés de l'Europe centrale et orientale avec les grandes puissances](#) », Rapport sur la Chine, vol. 56, n° 1, 2020, pp. 60-77.

Turcsányi, R., « [Relations avec l'Europe et la Russie. Partenaires ou concurrents ?](#) », dans K. Kironksa et R. Turcsányi, Contemporary China, Routledge, Londres, 2023.

Turcsányi, R., Gerstl, A., Kíronská, K., Dubravčíková, K., Iocovozzi, J., Gries, P., Šimalčík, M., Tsimonis, K., Magano, J., Dođan, E., Essa, J., Toettoe, B., Ruehlig, T., Bērziņa-Čerenkova, UA, Jiang, D. et Aubie, H., [Opinion publique transatlantique sur la Chine Concurrence des grandes puissances au milieu de l'invasion russe de l'Ukraine](#). CEIAS, décembre 2022.

Turcsányi, R., Kíronská, K., Gerstl, A., Dubravčíková, K., Iocovozzi, J., Gries, P., Chubb, A. et Šimalčík, M., [L'opinion publique dans l'Indo-Pacifique : divisée sur la Chine. applaudissement pour les États-Unis et l'UE Divisée sur la Chine. applaudissement pour les États-Unis et l'UE](#), CEIAS, novembre 2022.

Turcsányi, R., Šimalčík, M., Kíronská, K., Sedláková, R., Čeněk, J., Findor, A., Buchel, O., Hruška, M., Brona, A., Bērziņa-Čerenkova, UA, Esteban, M., Gallelli, B., Gledić, J., Gries, P., Ivanov, S., Jérdén, B., Julienne, M., Matura, T., Rühlig, T. et Summers, T., [« L'opinion publique européenne sur la Chine à l'ère du COVID-19 »](#), Université Palacky d'Olomouc et CEIAS, 2020.

TVR Moldavie, [« L'énergie verte gagne de plus en plus de terrain en République de Moldavie : le plus grand parc photovoltaïque situé à Criuleni » \[Energia Verde Capătă Tot Mai Mult Teren și În R. Moldavie : Cel Mai Mare Parc Fotovoltaic ce se Află În Criuleni a Început să Funcționeze\]](#). sd.

Tzogopoulos, G., [« La Grèce, la Chine et l'initiative 17+1 »](#), Fondation hellénique pour la politique européenne et étrangère, Policy Paper #45/2020, 2020.

Association chinoise des Nations Unies, [« Séminaire intitulé « Revoir les moments historiques, défendre l'équité et la justice – l'importance de la résolution A/RES/2758\(XXVI\) » tenu avec succès »](#), sd.

Artisan de la paix des Nations Unies, [« Résolution 1244 \(1999\) du Conseil de sécurité sur la situation au Kosovo »](#), S/RES/1244 (1999), 10 juin 1999.

Nations Unies, [« Comité des contributions »](#), page Web, s.d.

Nations Unies, [« L'UE à l'Assemblée générale des Nations Unies : appels à des réformes »](#), 25 septembre 2023.

Nations Unies, [« Le Conseil de sécurité rejette une résolution qui mettrait fin aux pouvoirs du Haut Représentant de la Bosnie-Herzégovine »](#), SC/14585, 22 juillet 2022.

Département du Commerce des États-Unis, [Le Commerce renforce les restrictions sur les semi-conducteurs informatiques avancés, les équipements de fabrication de semi-conducteurs et les articles de supercalcul dans les pays préoccupants](#), Bureau de l'industrie et de la sécurité, 17 octobre 2023.

Département de la Défense des États-Unis, [Développements militaires et de sécurité impliquant la République populaire de Chine. Rapport annuel au Congrès](#), 2023.

Département d'État des États-Unis, [« Déclaration des ministres des Affaires étrangères du G7 Japon 2023 »](#), 8 novembre 2023.

Département d'État des États-Unis, [« UE-États-Unis : Communiqué de presse conjoint sur les consultations entre la secrétaire d'État adjointe américaine Wendy Sherman et le secrétaire général du Service européen pour l'action extérieure Stefano Sannino »](#), Note aux médias, Bureau du porte-parole, 2 décembre 2022.

Département du Trésor des États-Unis, [« Le département du Trésor annonce une stratégie de réduction des risques pour 2023 »](#), Communiqué de presse, 25 avril 2023.

Agence centrale de renseignement des États-Unis, [« The World Factbook – Chine »](#), page Web, 6 décembre 2023.

Van Sant, S., [« N'utilisez pas les machines à rayons X chinoises aux frontières de l'UE, disent les députés européens »](#), Politico, 5 décembre 2022.

Vest, C., Kratz, A. et Goujon, R., [« Les perturbations économiques mondiales dues au conflit à Taiwan »](#), Groupe Rhodium, 14 décembre 2022.

Vladisavljev, S., [« Comment la Chine est-elle devenue le plus grand investisseur en Serbie ? »](#), China Observers, 8 août 2023.

Vladisavljev, S., [« Pourquoi la Serbie refuse de s'en tenir à la ligne de l'UE sur la Chine »](#), China Observers, 19 octobre 2023.

Vladisavljev, S., [« Big Brother : les médias serbes créent une nation d'amoureux de la Chine »](#), Balkan Insight, 26 mars 2021.

Vujanović, F., [« Accuser la Chine de créer un « piège de la dette » pour le Monténégro est sans fondement »](#), Global Times, 21 avril 2021.

Département des politiques, Direction générale des politiques extérieures

Wang, Z., N'oubliez jamais l'humiliation nationale. Mémoire historique dans la politique et les relations extérieures chinoises, Columbia University Press, New York, 2014.

Wettengel, J., « [La France, l'Italie et l'Allemagne lancent une initiative conjointe pour sécuriser les matières premières critiques](#) », Clean Energy Wire, 27 juin 2023.

Willemyns, A., « [Directeur de la CIA : la Chine se prépare à une invasion de Taïwan d'ici 2027](#) », Radio Free Asia, 2 mars 2023.

Williams, M. et O'Donnell, J., « [L'Ukraine affirme trouver davantage de composants chinois dans les armes russes](#) », Reuters, 17 avril 2023.

Wishnick, E., « [L'Ukraine : le pont brûlant de la Chine vers l'Europe ?](#) », CNA, 4 février 2022.

Wong, L. et Kellogg, T., « [De nouvelles données montrent que les arrestations pour des raisons de sécurité nationale à Hong Kong suivent une tendance](#) », Dossier Chine, 3 mai 2021.

Banque mondiale, « [Finances du Groupe de la Banque mondiale](#) », page Web, s.d.

Banque mondiale, « [Leadership du Groupe de la Banque mondiale](#) », page Web, s.d.

World Integrated Trade Solutions, « [Balance commerciale de l'Ukraine, exportations et importations par pays et région 2021](#) », Banque mondiale, page Web, s.d.

Wu, H., « [L'Europe ne peut pas allumer les feux de circulation pour la Chine en même temps !](#) » [[!\]](#), Centre pour la Chine et la mondialisation, 13 octobre 2023.

Wu, Y., « [Reconnaître et résister à l'évolution de la puissance tranchante de la Chine](#) », Journal américain d'études chinoises, vol 26, n° 2, 2019, pp. 129-153.

Xi, J., « [Discours à la première session de la 14e Assemblée populaire nationale](#) » [[\]](#), Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, 13 mars 2023.

Xi, J., « [Travailler ensemble pour réaliser le renouveau de la nation chinoise et faire progresser la réunification pacifique de la Chine](#) », Wikisource, 2 janvier 2019.

Xie, Z., « Un succès discret : le programme de coopération UE-Chine dans l'enseignement supérieur (1997-2001) », dans van der Wende, M., et al. (éd.), La Chine et l'Europe sur la nouvelle route de la soie : connecter les universités à travers l'Eurasie, Oxford University Press, Oxford, 2020.

Xinhua, « [Le vice-Premier ministre moldave : « La vitalité économique de la Chine est impressionnante »](#) », 20 avril 2023.

Xinhua, « [Xi appelle à guider un développement sain et de haute qualité du secteur privé](#) », Actualités anglaises, 7 mars 2023.

Xinhuanet, « [Xi Jinping : Gagner de manière décisive pour construire une société moyennement prospère à tous égards et lutter pour la grande victoire du socialisme à la chinoise pour une nouvelle ère - Rapport au 19e Congrès national du Parti communiste chinois](#) [[\]](#) », 27 octobre 2017.

Zeneli, V., [L'influence chinoise dans les Balkans occidentaux et son impact sur le processus d'intégration de la région à l'Union européenne](#), L'Institut des sciences humaines, s.d.

PE 754.446
EP/EXPO/AFET/FWC/2019-01/LOT4/R/07

Imprimer ISBN 978-92-848-1698-9 | est ce que je:10.2861/960931 | QA-09-24-111-FR-
C PDF ISBN 978-92-848-1699-6 | est ce que je:10.2861/364891 | QA-09-24-111-FR-N